



Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

SAMEDI 8 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14420 - 6 F

La « nouvelle Afrique du Sud »

DÉCONVENUE pour M. Nelson Mandela, qui fait escale à Paris sur le chemin de Moscou : les autorités soviétiques l'ont averti, jeudi 6 juin, que, pour des raisons de calendrier, elles ne seraient pas en mesure de le recevoir. Cet incident de parcours serait passé inaperçu si le vice-président du Congrès national africain (ANC) n'avait déjà dû renoncer à pareil déplacement en octobre dernier, pour des raisons identiques invoquées par ses interlocuteurs, alors qu'il était déjà en route vers le Kremlin.

Moscou jure ses grands devoirs qu'il ne faut surtout pas voir malice au second report de cette visite. Force est de constater, cependant, que l'Union soviétique, empêtrée dans ses propres difficultés, ne manifeste plus à l'égard de l'ANC, dont le romancier sud-africain Breyten Breytenbach dénonçait récemment la « culture stalinienne », la même solidarité agissante que par le passé.

De retour d'Abuja, où il vient d'assister au 27^e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Mandela, tout de même, en la consolation d'obtenir le vote d'une énième résolution qui se prononce, comme il le souhaitait, pour le « maintien des sanctions et des pressions sur l'Afrique du Sud ». Etant entendu que l'OUA réexaminera sa position si le régime de Pretoria a pris des mesures concrètes pour éliminer l'apartheid.

RÉPONSE du berger à la bérgerie ? Comme promis par le président Frederik De Klerk, le Parlement sud-africain a voté, jeudi, malgré la farouche opposition de l'extrême droite blanche, la suppression de deux des trois lois-clés de l'apartheid qui portaient sur la discrimination en matière de terre et d'habitat. Reste, d'ici au 30 juin, à défaire le dernier vestige de ce système inique, qui classait la population selon des critères raciaux.

Et tout, alors, sera dit ? Pas vraiment. Car il faut, maintenant, briser la nouvelle Afrique du Sud avec des hommes de toutes couleurs qui, sous les lois de fer de l'apartheid, n'ont pas appris à pratiquer la vertu de tolérance. Le démarrage des négociations sur le contenu d'une nouvelle Constitution bute sur des promesses non tenues par le gouvernement, notamment à propos de la libération de l'ensemble des prisonniers politiques, et sur un climat de violence endémique entre groupes noirs rivaux.

MAIS les choses ne sont peut-être pas aussi bloquées qu'elles le paraissent. M. De Klerk, qui s'emploie avec succès à briser l'isolement diplomatique de son pays, s'apprête à se rendre au Kenya et pourrait prochainement rencontrer son homologue nigérian, nouveau président en exercice de l'OUA. Geste de bonne volonté : M. Mandela vient d'inviter les prisonniers politiques à cesser leur grève de la faim, que certains ont commencée il y a déjà plus d'un mois.

Signe des temps, le gouvernement s'ouvre, jeudi, à la presse le bague de Robben-Island, où M. Mandela a passé dix-neuf de ses vingt-sept ans de détention. On peut voir la cellule monacale de deux mètres sur deux, et la carrière où il allait casser des cailloux...

Lire page 4 l'article de CATHERINE SIMON sur le rôle des premiers ministres en Afrique

M0147 - 0608 0 - 6,00 F



L'OTAN et la sécurité européenne

Paris et Washington réduisent leurs divergences sur la défense

La France et les Etats-Unis ont minimisé leurs divergences sur la défense européenne et le rôle de l'OTAN, jeudi 6 juin, lors de la réunion à Copenhague des seize ministres des affaires étrangères des pays membres de l'alliance atlantique. Dans leur communiqué final, les ministres soulignent la nécessité d'instaurer une « complémentarité » à terme entre la rénovation de l'alliance et le projet européen de défense commune.

COPENHAGUE

de notre envoyée spéciale

Le ton n'était pas à l'empoi-gnade franco-américaine, jeudi 6 juin à Copenhague, contrairement à ce que pouvait laisser escompter le discours fait deux jours plus tôt à Paris par M. Roland Dumas devant l'UEO, et dans lequel il avait déclaré sans détour que les Etats-Unis n'ont pas à « dicter aux Européens ce qu'ils ont à faire ».

Quelques jours plus tôt, à Lille, M. Mitterrand avait exprimé ses « réserves » sur la façon dont l'alliance atlantique envisage de se réformer et très clairement exclu que la France intègre le nouveau dispositif militaire qui en résultera. Réserves et irritations ayant

ainsi été publiquement exprimées, on a pu revenir à Copenhague à des propos plus amènes et s'entendre sans très longs débats, ni sans drame, sur un texte relatif aux aspects politiques de la réforme de l'OTAN, dont tout le monde se dit satisfait.

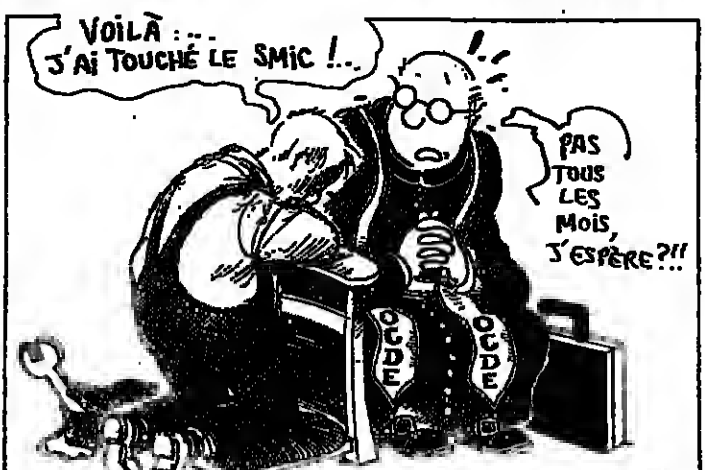
M. Baker y a contribué en reconnaissant dans son intervention la légitimité des discussions en cours dans l'Europe des Douze sur les questions de défense et de sécurité. « Les Etats-Unis, a dit le secrétaire d'Etat américain, soutiennent comme ils l'ont toujours fait l'idée de l'intégration européenne ».

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 8

Dans son rapport sur l'économie française

L'OCDE recommande le freinage des bas salaires

Le rapport de l'OCDE sur l'économie française décime un satisfecit aux pouvoirs publics pour leur politique conjoncturelle : monnaie forte, inflation maîtrisée, déficits modérés. Mais l'organisation internationale se montre plus critique sur certains handicaps structurels : le niveau du SMIC est jugé trop élevé pour les travailleurs les moins qualifiés, ce qui accroît le chômage. Le RMI et l'automatisme du financement des collectivités locales sont également mis en cause.



Lire page 25 l'article d'ALAIN VERNHOLLES

Le bac ne sera pas modifié en 1992

A peine nommée premier ministre, M^{me} Edith Cresson avait relancé le débat sur le baccalauréat, responsable, à ses yeux, de la désorganisation du troisième trimestre dans les lycées et les collèges publics. Elle avait notamment suggéré d'alléger l'examen actuel, de plus en plus coûteux, qui mobilise pendant plusieurs semaines les enseignants et les locaux scolaires. Dans son entourage, on laissait entendre, jeudi 6 juin, que le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, avait été invité à mettre en place, dès le session 1992, une formule de contrôle continu, au moins sur la moitié des épreuves.

Maie le projet de rénovation des lycées, préparé par M. Jospin, et qui doit être arrêté d'ici fin juin, prévoit la réorganisation progressive des filières à partir de la rentrée 1992 pour une transformation du bac en 1995. Devant les difficultés de mise en œuvre, le gouvernement a finalement décidé de s'en tenir au calendrier prévu par M. Jospin.

Lire page 17 l'article de GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Les limites de la tactique Gorbatchev

Si le président soviétique reste l'interlocuteur privilégié des Occidentaux sa crédibilité est toujours faible en URSS

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Immuable, le rituel ouvert le grand journal du soir de la télévision soviétique : adieux de M. et M^{me} Gorbatchev à une rangée d'officiers gris sur le tarmac, décollage de l'avion présidentiel pour Oslo, atterrissage à Oslo, retransmission

quasi intégrale des cérémonies d'arrivée. Jeudi 6 juin, les téléspectateurs auront encore droit à vingt minutes de visites présidentielles en Suède, suivies, un peu plus tard, d'un long documentaire sur la récente tournée au Kazakhstan. Rarement, sans doute, le décollage entre l'Image et la réalité aura été aussi grand en six ans de règne

de Mikhaïl Gorbatchev : ces jours-ci, dans les conversations moscovites sur l'air du temps et l'avenir du pays, c'est à peine si l'on mentionne le nom de Gorbatchev, un peu comme celui de quelqu'un qui a fait son temps.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite et l'article de MICHEL TATU, page 7

Le bonjour d'Antoine

L'écrivain Antoine Blondin est décédé dans la nuit du 6 au 7 juin. Il était âgé de soixante-neuf ans

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

Si un écrivain c'est quelqu'un qui ne s'accommode pas de l'état des choses, Blondin fut un grand. Même sa prose, il trouvait à y redire. Quand un seul mot méritait nature à ses yeux dans une page, il froissait le tout. Editeurs et lecteurs n'auraient cessé d'attendre sa copie. Ses paroles, aussi, avaient du mal à sortir. Il attendait qu'elles viennent, drôles ou assassines. Le regard attendait, noir d'innocence furieuse, un regard d'enfant qui va donner du pied dans la commode. A la fin, cela faisait tout drôle, ces yeux de l'enfance perdus dans un visage chiffonné de vieil homme des bois. On aurait dit une mauvaise farce, le comble du désaccord.

Rien de ce monde n'allait, selon lui. Sauf l'amitié, peut-être.

Une nuit à boire entre fanatiques de rugby ou de Marcel Aymé, cela remettait les choses en place. Mais les deux n'aimaient pas trop ces entorses à la désolatio générale. Ils ont pris à Blondin son meilleur compagnon, sur une route, dans les années 60. La mort de Nimier, il ne s'en est jamais remis. Il s'estimaient orphelins, ou veuf, d'il ne savait quoi. Entre deux timides, fous de littérature, qui peut-être se passer, après le dernier verre du lendemain matin ? Rien de transmissible ; de la nostalgie à fendre l'âme, voilà. J'ai partagé quelques équipages avec eux deux, du côté de Rouen. Les immeubles s'écartaient devant nos capots ; on pissait devant les badauds, dans les pianos et les boîtes aux lettres ; des vagabonds lettrés surgissaient des fourrés. La chance des soifards, vous connaissez ?

Lire la suite page 13

L'Algérie sous haute surveillance militaire

M. Sid Ahmed Ghazell devrait annoncer rapidement la formation de son gouvernement

page 3

Qui a tué Rajiv Gandhi ?

Quinze jours après l'assassinat de l'ancien premier ministre indien, le mystère demeure presque entier

page 8

La rencontre PC-PS

La gauche ouvre « un dialogue nouveau »

page 9

Le débat sur la défense

L'incertitude a remplacé la « menace » : l'instabilité qui en résulte conduit à réévaluer les dépenses militaires

page 10

Un entretien avec Harlem Désir

« Il faut admettre que les gens se révoltent », nous déclare le président de SOS-Racisme

page 2

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

PRIX DU LIVRE INTER 1991

NINA
BOURAUI
LA VOYEUSE INTERDITE
roman
urf
GALLIMARD

Mort du saxophoniste Stan Getz

Le saxophoniste américain Stan Getz est mort jeudi 6 juin dans sa résidence de Malibu, à Los Angeles (Etats-Unis). Il était âgé de soixante-quatre ans.

Celui qu'on appelait The Sound - le son - était sans doute l'un des musiciens parmi les plus impressionnants. Ses derniers concerts européens (tournées de l'été 1990 et « Banlieues bleues » en janvier dernier) prouvaient la qualité intacte de sa virtuosité et de son imagination.

Paroanallité considérable pour la communauté des musiciens et parfois contestée pour sa nonchalance, son goût jugé facile et ses infidélités à l'idée du jazz, Stan Getz aura su faire accéder les airs les plus légers, les plus anodins, l'air du temps

même, à l'expression musicale la plus accomplie. Il est l'un des rares à avoir été simultanément un « musicien pour musiciens » et le professionnel dillettante de la bossa-nova.

De Woody Herman à la jeune percussionniste Terri Lyne Carrington, il a joué avec les plus considérables de ses contemporains, représentant à la fois la vérité et les mythes du jazz. Reconnaissable à tout instant par son timbre et sa suavité dans la plus insignifiante de ses notes. Comme Miles Davis ou Dizzy Gillespie, il a couvert l'histoire d'un demi-siècle de jazz, tous styles, toutes époques et toutes modes confondues.

Lire page 13 l'article de FRANCIS MARMANDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 56 p. ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 1,80 FRS ; Suisse, 1,80 FRS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec le président de SOS-Racisme

« Il faut admettre que les gens se révoltent; il faut accepter le conflit civique »
nous déclare M. Harlem Désir

A la veille de la fête annuelle que son mouvement organise le samedi 8 juin sur l'esplanade du château de Vincennes, M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, admet que son mouvement a perdu des soutiens médiatiques et financiers pendant la guerre du Golfe. Mais affirme qu'il a gagné des militants. Il demande à nouveau un « plan d'urgence » pour les banlieues.

« Vos prises de position sur la guerre du Golfe ont porté atteinte à votre crédit auprès des médias et aussi dans les milieux politiques. D'autres part, les banlieues recommencent à flamber. N'aurait-il pas été opportun de reporter votre fête ? »

« Non, nous montrerons qu'il y a des gens qui ne baissent pas les bras. Est-ce une fatalité que les banlieues explosent ? Est-ce une fatalité que l'on meure dans les commissariats ? Comme en 1987, après la mort de Malik Oussekine, la fête sera un acte de mobilisation. »

« Pour ce qui est de la guerre, chaque jour qui passe montre que les choses n'étaient pas aussi simples et manichéennes qu'on nous l'a raconté. Pour les Kurdes, les Libanais, les Palestiniens, on ne peut pas dire que le nouvel ordre mondial soit vraiment le droit, la justice et la liberté. J'ai jugé de mon devoir d'exprimer, pendant la guerre, ma position en mon âme et conscience. Chacun sera en mesure de juger avec le temps. Les excommunications arbitraires et les anathèmes lancés contre nous à l'époque ne sont plus de mise. Nous voulons faire de cette fête un grand moment de fraternité. »

« Tout de même, SOS-Racisme y a perdu des militants. Et de l'argent, puisque Pierre Bergé vous a quitté. »

« Des soutiens dans le monde médiatique, oui, nous en avons perdus. De l'argent, oui. Des militants, non, nous en avons gagnés, parce que nous avons gagné du crédit. Et pour moi, le soutien d'un homme comme Abraham Serfaty (1), exprimé dans vos colonnes depuis sa prison de Kefauver, vaut plus que tout le reste. »

Le traitement technocratique

« Que les banlieues continuent à flamber, n'est-ce pas un échec pour votre mouvement, créé il y a sept ans ? »

« Vous plaisantez ! Ce n'est pas moi qui ai inventé le chômage massif dans les banlieues. Qu'aurait été la situation sans l'action des militants, y compris ceux de SOS, ces dernières années ? Combien d'autres quartiers n'exploseraient pas, que grâce à ce travail de tous les jours des associations ? J'aimerais qu'on vienne voir ce qui se fait dans les « maisons des potes » autour de l'aide aux dévotion pour les petits, par exemple. »

« Cela dit, c'est un échec pour la société française. Nous, ça fait trois ans que nous ne cessons d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la dégradation du climat dans les banlieues. On nous

dit : « Vous exagérez, vous faites cela pour embêter le gouvernement. En réalité, l'intégration est en marche, les choses se font toutes seules, dans le silence... » Or il y a déracinement d'une partie de la population, et de certains quartiers. »

« Les pouvoirs publics ne se sont pas donnés les moyens de remettre en cause cette dérive. On créait un secrétariat général à l'intégration, on annonçait une politique de la ville, mais l'intendance ne suivait pas. Si bien que l'un a plutôt accru les frustrations et découragé les acteurs de terrain. On a cru que la société française pouvait vivre avec 10 % de chômage. Eh bien non, ça pète ! Parce que dans certains quartiers, pour les jeunes, ça veut dire 30 % ou 40 % et aucune perspective, ni de statut social, ni d'argent. Et tout ça dans une société de plus en plus dominée par le « yuppie » et l'argent. »

« La grande erreur des trois années qui viennent de s'écouler a été de penser qu'on pouvait tout régler par des procédés technocratiques dans les banlieues. Or l'essentiel, pour les pouvoirs publics, ce devrait être d'aider à faire émerger, face à lui, un interlocuteur et de redonner du sens à un dialogue civique. Mais il faut accepter que cet interlocuteur intervienne comme un perturbateur du fonctionnement technocratique. Il faut accepter que des gens revendiquent, admettent qu'ils se révoltent. Il faut accepter qu'il y ait un conflit civique. »

« On peut faire une analogie avec ce qui s'est passé au dix-neuvième siècle, avec l'effacement du capital-travail exploité. Aujourd'hui, c'est l'exclusion qui devient la question sociale et c'est dans l'espace urbain qu'elle se révèle. La fracture est entre ceux qui sont intégrés, ceux qui sont « in » comme dirait Touraine - qui sont dans la société de consommation, de la réussite - et ceux qui sont « out », qui frappent à la porte et parfois violemment aux vitrines. L'émotion urbaine, c'est un peu la grève sauvage d'un espace de reconnaissance des syndicats et des négociations par brachage. C'est parce que le conflit ne peut s'exprimer normalement et civiquement que ça finit par exploser. »

« Mais les exclus ne sont aussi sur des critères raciaux. Si vous souhaitez qu'ils aient des représentants, des élus, vous finirez par créer, à l'américaine, des ghettos raciaux, avec des représentants raciaux, dans une société qui accepterait cette méthode, parce qu'elle l'arrange bien, finalement. »

« Pour l'instant, ce n'est pas le dialogue qui risque de faire émerger une identité raciale ou ethnique, c'est son absence. C'est l'échec des « instruments » républicains, l'école, des « instruments » sociaux, le travail, ou des « instruments » politiques, qui peut pousser au repli sur un autre espace de solidarité. Dans un premier temps, cet espace sera celui des autres exclus avec lesquels on vit dans la cité. Ce sera un repli localiste qui répond à la crise des grands repères idéologiques. Puis, très rapidement, cela peut devenir la communauté ethnique avec l'idée



que si l'on est exclu, méprisé, c'est d'abord parce que l'on est issu d'une minorité rejetée pour des raisons raciales. C'est là que l'on se cherchera la fraternité, la cooptation, les valeurs que l'on n'aura pas trouvées ailleurs... ainsi que des représentants. »

« Ces populations n'auraient d'autre relation avec la société française qu'un rapport de forces communautaires. Il ne leur resterait plus qu'à constituer des lobbies communautaires avec des têtes de pont politiques, des têtes de pont économiques, sur un modèle américain. »

Dérive américaine

« Nous n'en sommes pas encore là. Je crois au contraire que tous les mouvements des jeunes issus de l'immigration de ces dix dernières années expriment une aspiration à être reconnus comme partie intégrante de la société française. Il faut prendre appui sur cette volonté, amorcer le dialogue, aussi exigeant soit-il de part et d'autre, en donnant à l'interlocu-

teur un statut de citoyen qui lui fait une place dans la communauté nationale. Si on ne le fait pas, inévitablement, un autre mode de régulation se mettra en place... »

« Qui ne serait pas forcément un mode de régulation violent. Les communautés s'arrangeraient entre elles... »

« Oui, ce pourrait être une façon, malheureuse, de gérer la paix civile. Mais aux États-Unis, même s'il y a une classe moyenne noire parfaitement intégrée dans le monde économique, une élite dans l'université, le show business, des maires de grandes villes, il y a aussi, pour la masse des Noirs, le crack, les gangs, les ghettos. Oui, nous aussi, nous aurons des universitaires, des cadres sortis des grandes écoles, des chefs d'entreprise, des maires, des présentateurs de télé. Et alors ? Il n'y a malheureusement pas d'effet mécanique entre la promotion d'une élite et le sort des autres. »

« Que faire pour éviter cette dérive ? »

« Je ne crois pas qu'il faille compter sur une recette miracle. Il faut se garder des effets de mode : pendant six mois on pense que la solution c'est l'urbanisme, puis pendant six mois encore, ce sont l'éducation et les valeurs républicaines, après on découvre l'emploi. Pourquoi pas le sport ? Je crois qu'une action de longue haleine doit être menée patiemment sur tous les fronts et que le problème est d'abord une question de choix de priorités politiques et budgétaires, pour la société et l'État. C'est aux citoyens et aux gouvernants de savoir ce qu'ils veulent. »

« Si on n'apporte pas des réponses sociales, économiques et politiques, on ne pourra pas enrayer la montée de la violence, des replis communautaires, du racisme, de l'antisémitisme, de l'antisionisme, qui nous fait effrayer. Elle produit la haine de tous contre tous parce que chaque

communauté est le bouc émissaire des autres. Les Noirs ne peuvent pas blâmer les Hispaniques, qui ne supportent pas les Coréens, lesquels se considèrent comme les concurrents des Blancs... »

L'argent existe

« Le discours que vous tenez aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui de SOS-Racisme en 1984. Qu'est-ce qui a changé ? »

« En 1984, SOS est né d'une réaction morale, d'un cri du cœur contre la haine, les crimes racistes. Puis nous avons travaillé sur le terrain, dans les écoles, les quartiers. Nous avons beaucoup appris. »

« En 1988, lors du retour de la gauche au pouvoir, nous attendions une politique volontariste d'intégration. On a malheureusement préféré la gestion technocratique. Aujourd'hui, tous les instruments sont en place. Nous avons obtenu la création d'un ministère de la ville et d'un ministère de l'intégration. C'est le moment de rendre sa dignité au politique en démontrant leur efficacité. »

« La façon dont on gère les situations post-explosions montre

bien que, quand on veut, on peut débloquer des fonds. Que l'argent existe. Quand il faut indemniser les commerçants, on le trouve. Quand il faut payer les heures supplémentaires des CRS, on le trouve. Quand il faut payer les places de prison pour les petits délinquants, on le trouve. Il faudrait mieux mettre sur pied un plan d'urgence national pour les banlieues, désigner des responsables qui seraient les interlocuteurs des habitants, qui pourraient débarquer dans les quartiers, organiser une table ronde et dire : « Voilà, ça, ça et ça on peut le régler maintenant. » Le reste, évidemment, relève de l'action à moyen et à long terme des ministères concernés. On aura rendu sa dignité au politique. On sera en mesure de rendre confiance dans le long terme. »

« Une politique volontariste, de mobilisation industrielle, économique pour réussir les échéances de 1993, très bien. Mais la France ne peut aborder les échéances européennes sans mettre à profit toute sa richesse humaine. De ce point de vue, l'intégration est une nécessité pour le dynamisme de toute la société. »

Propos recueillis par JEAN-YVES LHOMEAU

(1) Abraham Serfaty est un prisonnier d'opinion maronite. Il vient d'être libéré par l'ONU le 1er juin 1991 (Le Monde du 3 avril).

Témoignage

Frédéric Feydit un grand spécialiste de l'Arménie

Nous avons appris, avec retard, le décès, le 11 mai dernier, de Frédéric Feydit, qui fut en France un grand spécialiste de l'Arménie.

Né en 1908, Frédéric Feydit fut, de 1949 à 1977, à l'Ecole des langues orientales de Paris, le huitième titulaire de la chaire d'arménien, créée en 1798 par le Directoire, sur recommandation du général Bonaparte. Il y avait succédé à Georges Duménil, qui avait occupé ce poste de 1937 à 1948, avant sa nomination au Collège de France. Frédéric Feydit découvrit sa vocation de linguiste à l'âge de seize ans, grâce à son professeur de lettres R. Grandjean d'Hauteville.

Elève de Frédéric Macler à l'Ecole des langues orientales, d'Antoine Meillet à l'Ecole pratique des hautes études et de Louis Marès à l'Institut catholique de Paris, il poursuivit ses recherches archéologiques de 1933 à 1938 à l'Ecole des mékhitaristes, les moines arméniens catholiques de l'île Saint-Lazare à Venise.

Autour notamment d'une Grammaire de l'arménien moderne (Vanias, 1935) et d'un Manuel d'arménien occidental (Paris, 1948 et 1969), il jeta les bases de l'étude scientifique de l'arménien contempo-

re et compte parmi ses élèves plusieurs futurs professeurs d'universités européennes et américaines, ainsi que le père Kolvenbach, général des jésuites. Sa traduction de l'épopée populaire arménienne David de Sassoun (Gallimard - UNESCO, 1964) élaborée entre le V^e et le X^e siècle et transmise oralement jusqu'au XIX^e siècle, froya une voie très série dans l'étude des dialectes arméniens et permit aux traducteurs d'éclairer de nombreux points de mythologie et de culture arméniennes.

La portée de ces écrits déborda largement le cadre de l'Arménie vers l'Orient chrétien, voire l'Occident médiéval, puisqu'on y trouve, parmi d'autres apocryphes juifs ou chrétiens, une version arménienne de l'Histoire de Cyprien le Moine et de la vierge Justine, également transmise dans plusieurs langues proches-orientales et dont la traduction latine passe pour une des sources de la légende de Faust. Savant modeste, Frédéric Feydit, au-delà des étudiants qu'il a formés, était célèbre parmi les Arméniens du monde entier, qui le considéraient comme le plus grand connaisseur francophone de leur civilisation.

JEAN-PIERRE MAHÉ

directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études

COURRIER

Bouc émissaire

Dans leurs difficultés, les Français ont besoin d'un bouc émissaire. Les États-Unis sont depuis longtemps tout désignés à cet effet. De même que les Britanniques et les Allemands, M. Cresson introduit les Japonais et leur protectionnisme. Mais si celui-ci explique le déficit de la balance commerciale avec le Japon, il n'explique pas pourquoi les Japonais nous ont pris quantité de marchés dans des pays tiers. La raison en est pourtant simple : le produit japonais est nouveau ; il est de première qualité ; il répond aux besoins du consommateur ; il n'est pas cher ; il est toujours en stock, prêt à la vente ; le service après-vente est impeccable. L'industrie américaine, avant l'euro-péenne, est forcée de se rendre à ces évidences.

Protégée contre les envahisseurs japonais, l'industrie européenne pourra continuer à vendre cher à un consommateur captif. C'est ce que fait déjà l'agriculture du Marché commun. Bien à l'écart derrière les frontières, des secteurs entiers survivront, jouissant d'avantages indus (par exemple, la retraite à cinquante-cinq ans des sédentaires de la SNCF). Et il y aura, en 1992, trois millions de chômeurs.

J. GROSSIDIER DE MATONS
Washington

nombre de secteurs. Il serait assez logique d'étendre ensuite une telle procédure à beaucoup d'autres professions : pourquoi négliger le rôle de l'ingénieur, par exemple, le rôle de l'ingénieur qui calcule un pont ou même de la dactylo qui se trompe d'un zéro en tapant un rapport ?

On peut alors se demander à quoi servent le BTS du chimiste, le diplôme de l'ingénieur et le CAP de la dactylo. Cela revient à remplacer le diplôme par un permis d'exercer, d'où la multiplication d'emplois réservés qui réduit la mobilité de la main-d'œuvre et stérilise l'innovation. Cela conduit aussi à désresponsabiliser l'employeur, qui pourra dire que ce n'est pas de sa faute si le produit est défectueux, puisque tous les procès-verbaux, et en particulier les certificats de ses contrôleurs, sont en bonne et due forme.

C.N. DÉPINOIR
Grenoble

Carême et ramadan

L'épiscopat français signalait à M^{me} Tassca que la télévision parle plus du ramadan musulman que du carême chrétien. M^{me} Tassca répondait en invoquant la loi et les principes, tout le monde pense qu'un grand débat religieux est sur le point de commencer. Erreur. Si la télévision touche au ramadan, c'est parce qu'un carême musulman dans un pays de tradition chrétienne est un événement, et si elle ne parle pas du carême chrétien, c'est parce que, dans un pays marqué par le christianisme, il s'agit d'un non-événement.

Quant à se demander si, du côté de ce qu'on appelle la ou les religions, il se passe des choses intéressantes qu'on ne voit pas à la télévision (intéressantes peut-être parce que non spectaculaires), nous y sommes tout à fait indifférents, et ce n'est pas demain qu'on en causera. Qu'est-ce qui se passe de ce côté-là ? Par exemple, ce que Jean-Pierre Jossua, parlant pour les chrétiens, désigne ainsi : « L'Evangile, la figure de Jésus, la proximité de Dieu. »

ROBERT DE MONTVALON
Paris

Corporatismes

Le public ignore que, sous prétexte de le protéger, se développe dans l'industrie une tendance qui rappelle par certains côtés les anciens excès du corporatisme : il s'agit de la certification du personnel.

Cette technique de fermeture, qui avait été expérimentée avec succès par certaines professions libérales, se développe actuellement dans l'industrie, au nom de la qualité. Tout le monde entend par exemple l'importance des contrôles annuels destinés pour la sécurité des avions ou la sûreté des centrales nucléaires. Une norme a donc été préparée par la préfecture pour organiser le contrôle des contrôleurs des centres d'examen ont été répartis sur le territoire national et, avec l'appui d'un commissaire du gouvernement, la certification a été rendue obligatoire dans un certain

ALGERIE

La capitale est

La capitale est... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la disposition des caractères.)

Les médias locaux ont eu

Les médias locaux ont eu... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la disposition des caractères.)

Les médias locaux ont eu... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la disposition des caractères.)

Les médias locaux ont eu... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la disposition des caractères.)

Les médias locaux ont eu... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la disposition des caractères.)

Les médias locaux ont eu... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la disposition des caractères.)

Les médias locaux ont eu... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la disposition des caractères.)

Les médias locaux ont eu... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la disposition des caractères.)

Université LUMIÈRE Lyon-II

ECOLE DOCTORALE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Responsable : P. Dockès

Deux DEA

DEA Économie de la production
coordonné par Saint-Étienne
J.H. JACO

DEA Monnaie Finance, Banque
coordonné par Saint-Étienne
J.M. SERVET

Cinq équipes de recherche

Centre A. et L. Walras - CNRS (P. Dockès)
Centre Monnaie, Finance, Banque (B. Courbis)
CREUSET, Saint-Étienne (P. Milsud)
Économie des changements technologiques - CNRS (D. Dufourt)
Laboratoire d'économie et de statistiques appliquées (C. Lebas)

Faculté de Sciences économiques et de gestion
16, quai Claude-Bernard 69636 Lyon cedex 07

Tél. : 78-69-71-69

Limite de dépôt des dossiers d'inscription aux DEA :
1^{re} session : 20 juin - 2^e session : 24 juillet

هكمان الأول

ETRANGER

ALGÉRIE : après l'entrée en vigueur de l'état de siège

La capitale est sous haute surveillance militaire

Alors que le nouveau premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, continuait ses consultations en vue de former une nouvelle équipe gouvernementale qui pourrait être installée rapidement, Alger a vécu jeudi 6 juin, avec un certain calme, sa deuxième journée d'état de siège. Dans un communiqué rendu public le même jour, le bureau politique du FLN a justifié les « mesures exceptionnelles » prises, la veille, par le président Cheddi Bendjedid et « rendues nécessaires en raison des développements de la situation ».

ALGER,

de notre correspondant

Les voitures ont repris possession de la chaussée et les magasins, dans l'ensemble, ont relevé leur rideau. Mercredi, les queues

s'allongeaient encore devant les boulangeries. Le lendemain, l'approvisionnement en pain, de base pour de très nombreuses familles au pouvoir d'achat réduit par l'inflation, semblait partout normalement assuré. Aucune grève - interdite par le décret sur l'état de siège - n'a été signalée.

Il n'empêche que l'armée est ostensiblement présente à tous les carrefours, gardés par des dizaines de chars ou de véhicules blindés. Sous l'œil vigilant de leurs camarades, doit être sur la détente de leur fusil-mitrailleur, des soldats contrôlent les voitures, avec une prédilection pour les véhicules immatriculés en province ou pour les taxis, souvent soumis à une fouille minutieuse.

Conformément aux dispositions de l'état de siège, des perquisitions, suivies de saisies d'armes et d'arrestations, ont été opérées dans quelques quartiers populaires de la capitale, là où les intégristes sont bien implantés. C'est notamment le cas à Belcourt, où les autorités sem-

blent avoir arrêté plusieurs militants de l'association Hidra oua Takfir, organisation intégriste réputée pour sa violence. Dispersés en plusieurs masquées d'Alger, mais basés principalement à Belcourt, les « Takfirs » sont à l'origine des violents incidents survenus lors du dernier Ramadan, lorsque plusieurs dizaines de fanatiques avaient tenté d'empêcher un spectacle de variétés dans une salle d'Alger.

Concert de casseroles

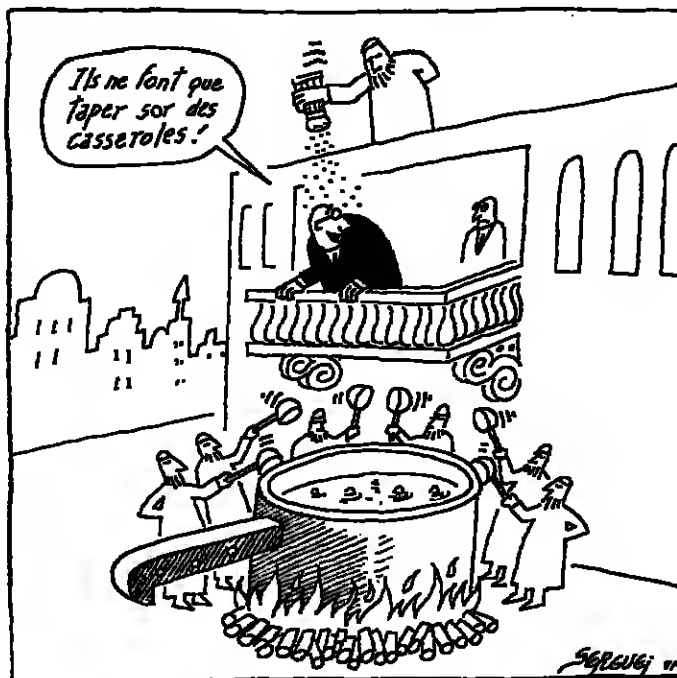
Le couvre-feu imposé dans les seules wilayas (départements) d'Alger, de Tipaza, de Boumerdes et de Blide - ce qui laisse supposer que les quarante-quatre autres wilayas n'ont pas connu de troubles importants - a été mis en place, pour la première fois, jeudi à partir de 23 heures et jusqu'à 3 h 30 le lendemain. Cette mesure a été, grosso modo, respectée, sauf dans les quartiers populaires d'Alger tels ceux de Belcourt, de

la Casbah et de Bab-el-Oued, où des groupes de jeunes ont salué son entrée en vigueur en restant à discuter dans la rue, soutenus par les femmes qui, aux balcons, poussaient des youyou et tambourinaient avec leurs instruments de cuisine.

Des tirs de balles traçantes ont été aussi aperçus dans le ciel. D'autre part, l'agence de presse officielle APS a indiqué que cinq membres des forces de l'ordre avaient été blessés, dans la nuit de jeudi à vendredi, par des balles tirées par trois groupes armés, dans plusieurs fiefs intégristes, notamment ceux de Kouba et de Bachdjarrah.

Quelques barricades ont été dressées dans le quartier de Cheateuneuf, vite démantelées par la police. Celle-ci a, en outre, interpellé trente personnes, accusées d'avoir tenté d'incendier, dans le quartier d'El Harrach, une usine de transformation de produits alimentaires.

GEORGES MARION



Les médias locaux ont eu du mal à couvrir les événements

ALGER

de notre correspondant

La presse algérienne francophone, qui traverse de nombreuses difficultés liées notamment aux pénuries de papier et de distribution, a, dans l'ensemble, pu rendre compte des derniers événements. Seul El Moudjahid, l'organe du FLN, a paru sans interruption ces deux derniers jours, avec le bénéfice d'informations privilégiées, ce qui lui a permis de rendre compte de l'instauration de l'état de siège, proclamé dans la nuit du 4 au 5 juin, à une heure où, normalement, le journal est « bouclé ».

Le quotidien n'a, cependant, pas eu le temps de revoir toutes ses pages. Alors qu'il a « une », il reproduit la déclaration du président de la République qui annonce la suspension du processus démocratique, El Moudjahid, en pages intérieures, consacre un gros cahier à la campagne électorale des candidats du FLN.

Les autres journaux ne sortent qu'irrégulièrement depuis quelques jours. Horizons a paru normalement, jeudi soir, mais avec une pagination réduite. Comme El Moudjahid, il reproduit surtout les communiqués officiels et les dépêches de l'agence officielle APS, sans se risquer à d'autres commentaires. Le Quotidien d'Algérie, El Watan et le Soir, trois quotidiens indépendants, n'ont pas pu paraître, mercredi. La veille, les manifestants

avaient investi le périmètre de la maison de la presse où El Watan et le Soir ont leurs locaux. L'intervention des forces de police qui cherchaient à les en déloger et le riposte des émeutiers, tout l'après-midi et jusqu'à une heure avancée de la nuit, avaient noyé les bureaux sous les gaz lacrymogènes, rendant impossible la confection des journaux.

Sondages

El Watan a reparu jeudi, avec un retard d'une demi-journée et une diffusion restreinte, les dix difficultés d'impression et de distribution. A côté de reportages sur la journée de la veille et de l'avant-veille, ses journalistes ont sollicité les réactions de plusieurs responsables politiques et des commentateurs habituels ont fait leur travail.

Le Quotidien d'Algérie n'a toujours pas retrouvé le chemin des kiosques, et le Soir, victime de déprédations commises dans ses locaux, a préféré mettre à l'abri son matériel informatique, ce qui l'a empêché de paraître à nouveau, jeudi. Quant à Alger républicain, proche du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), d'abandonnée communiste, il vit une crise politique, ce qui lui interdit de paraître depuis une dizaine de jours.

La situation n'est guère plus brillante du côté des hebdomadaires. Seul l'Hebdo libéré est sorti, jeudi, en ayant eu le temps de remanier son contenu. Son directeur, M. Abdel-

rahmane Mehmedoui, critique vivement ses confrères du secteur public audiovisuel pour avoir usé de « prétextes pour ne pas assurer la couverture réelle des événements qui sont en train d'embraser le pays ». Il émet aussi l'ancien gouverneur pour sa gestion de la crise : « La situation née de la répression de l'extrémisme insurrectionnel du Front islamique du salut (FIS) et du départ du chef du gouvernement est plus porteuse d'ouvertures sur l'avenir que de dangers réels », assure-t-il.

Algérie actualité a, quant à lui, déclaré forfait. Son numéro qui devait être tiré mercredi était essentiellement consacré aux résultats d'un sondage... donnant le FLN vainqueur, au premier comme au deuxième tour des élections législatives prévues le 27 juin et le 18 juillet. Il devrait paraître, samedi, avec un nouveau sommaire.

G. M.

Quatorze journalistes français refoulés. - Quatorze journalistes appartenant à différents médias français n'ont pas été autorisés à entrer en Algérie, jeudi 6 juin, pour y couvrir les événements. Ces envoyés spéciaux, qui n'étaient pas en possession d'un visa, ont été réembarqués pour la France sur ordre de l'autorité militaire, chargée des points de police dans le cadre de l'état de siège en vigueur depuis mercredi. - (AFP)

COÛTE-D'IVOIRE : deux blessés légers au cours d'une manifestation. - Deux personnes ont été légèrement blessées, mercredi 5 juin, à Abidjan, lors de la dispersion par les forces de sécurité d'un rassemblement interdit, ont indiqué des sources officielles. Environ trois cents personnes participaient à cette manifestation, organisée par le Ligue ivoirienne des droits de l'homme en protestation contre l'intervention de l'armée à la cité universitaire, à la mi-mai. D'autre part, un mouvement de grève lancé par le Syndicat national des enseignants du secondaire a été largement suivi mercredi. - (AFP, Reuters)

ZAIRE : un syndicaliste serait mort sous la torture. - Un des syndicalistes, arrêté lundi 3 juin à Kinshasa, est mort mardi des suites des mauvais traitements infligés lors de son arrestation, a annoncé, mercredi, l'Union nationale des travailleurs zairois (UNTZA). - (AFP)

SEYCHELLES : le président démissionnera si le multipartisme l'emporte. - Le président Albert René a déclaré qu'il se « retirerait de la scène, tranquillement », si la population choisissait le multipartisme lors du référendum prévu d'ici à la fin de l'année. Le chef de l'Etat, qui a été conduit à accepter l'organisation de ce référendum sous la pression des églises, a précisé qu'il ne prendrait « pas part à un système multipartite » auquel, selon lui, l'économie de l'archipel ne survivrait pas. - (Reuters)

C. S.

ETHIOPIE

Un premier ministre « provisoire » a été nommé à Addis-Abeba

Les dirigeants du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), au pouvoir depuis le 28 mai, ont désigné, jeudi 6 juin, un premier ministre « provisoire ». M. Tamrat Layne, a annoncé l'agence de presse éthiopienne ENA. Un gouvernement, également « provisoire », devrait être prochainement formé, a précisé l'agence.

M. Tamrat Layne, très lié aux anciens maquisards du Front populaire de libération du Tigre

(FPLT), était membre du Mouvement démocratique du peuple éthiopien (MDPE), organisation peu influente, rattachée au FDRE en 1989. Théoriquement, l'administration installée par le FDRE devrait laisser la place à un « gouvernement de transition », issu des débats de la conférence nationale, prévue début juillet.

Bien que la situation semble se normaliser lentement à Addis-Abeba, nombre de ressortissants étrangers continuent à tenter de

quitter le pays. Malgré des tracasseries administratives qui ont retardé leur départ de 24 heures, deux cent quarante-quatre Italiens ont pu s'embarquer, jeudi, à bord d'un avion à destination de Djibouti.

Les familles des fonctionnaires de FOUA - dont le siège est à Addis-Abeba - devraient également être évacuées assez vite, ont assuré les dirigeants du FDRE. - (AFP, Reuters)

ANGOLA : la visite de M. Jonas Savimbi à Paris

Le chef de l'UNITA sera candidat à l'élection présidentielle de 1992

« Nous sommes satisfaits de l'accueil que nous avons reçu en France. D'autant plus satisfaits qu'avant, comme vous le savez, nous y étions ignorés... », a déclaré, jeudi 6 juin lors d'un déjeuner de presse, à Paris, le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angole (UNITA), M. Jonas Savimbi. Quelle revanche, en effet, pour l'ancien guerillero ! En octobre 1986, lors de son séjour en France, M. Savimbi n'avait eu droit qu'à quelques entrevues, en catimini, avec M. François Léotard, alors ministre de la culture, et M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale. Boudé hier par la classe politique française, le voilà aujourd'hui accueilli à bras ouverts, à l'égale d'un chef de gouvernement.

Reçu, mercredi, par M. Roland Dumas - avec qui il affirme avoir eu un entretien « très détendu » - et par le nouveau ministre de la coopération, M. Edwige Avice - dont il a

salué « l'esprit d'ouverture et l'extrême gentillesse », le chef de l'UNITA a rencontré, jeudi, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, qui a rendu hommage à son « réalisme » et à sa « détermination ».

L'accord de Lisbonne, signé le 31 mai par l'UNITA et le gouvernement de Luanda, « est le meilleur accord que nous puissions conclure », a estimé M. Savimbi. Tout en reconnaissant le rôle « de premier plan » joué par l'Eglise catholique et les efforts de médiation du Portugal, il a estimé que, « de toute façon, avec six mois de guerre de plus, nos forces seraient entrées dans Luanda », laissant ainsi entendre que les autorités angolaises n'avaient plus d'autre choix que la négociation. « Convaincu » que son mouvement sortira victorieux des élections, prévues fin 1992, il a annoncé qu'il serait candidat à la présidence.

C. S.

italie
LA SUBLIME PARENTHÈSE.

Ce sera trois jours à Venise
pour découvrir qu'un rêve
peut être aussi grand
qu'une ville.

Trois jours, deux nuits :
2 500 F
par personne en chambre double
dans un hôtel trois étoiles avec petits
déjeuners (au départ de Paris).
Consultez votre agence de voyages.

Venise avec Alitalia c'est 2 vols par jour.

Alitalia

(Publicité)

PRÉFECTURE DE L'EURE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE

DE L'ÉQUIPEMENT

SERVICE ETUDES ET TRAVAUX

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Travaux d'aménagement
et de construction
entre l'autoroute A 13
et l'échangeur de BECDAL
d'une bretelle autoroutière
et des raccordements au réseau routier
Classement contractuel
dans la catégorie des autoroutes
de la section concernée de la RN 154

Travaux de mise en compatibilité des POS

LE PRÉFET DE L'EURE

Vu

- le code de la voirie routière et notamment son article L. 122-1,
- le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 123-8 et R. 123-35-3,
- le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 et suivants,
- la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- le décret n° 85-453 du 23 avril 1985, pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée,
- le dossier établi par le CETE NORMANDIE CENTRE en juillet 1990,
- la décision du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, en date du 16 avril 1991, qui autorise la mise à l'enquête publique,
- la décision du président du tribunal administratif de ROUEN désignant M. ROY Maurice, ingénieur général honoraire des ponts et chaussées, en qualité de commissaire-enquêteur,
- le rapport du directeur départemental de l'équipement de l'EURE.

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'EURE.

ARRÊTÉ

ARTICLE PREMIER

Il sera procédé à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement aux normes autoroutières d'une bretelle d'accès à l'autoroute A 13 et au classement dans la catégorie des autoroutes de la section concernée de la RN 154. La bretelle d'accès se situe entre l'autoroute A 13 et l'échangeur de BECDAL sur le territoire des communes de VAL DE REUIL, INCARVILLE, LOUVIERS, PINTERVILLE et ACQUIGNY. Les travaux d'aménagement porteront sur la bretelle d'accès proprement dite et sur les travaux de construction des voies de raccordement.

L'enquête publique portera également sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'INCARVILLE, LOUVIERS, VAL DE REUIL et PINTERVILLE.

ARTICLE 2

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur : M. Maurice ROY, ingénieur général honoraire des ponts et chaussées. Il siègera administrativement à la mairie de LOUVIERS.

ARTICLE 3

Les pièces du dossier, ainsi que deux registres d'enquête, seront déposés à la mairie de LOUVIERS, siège de l'enquête pendant 30 jours consécutifs, du 3 juin 1991 au 3 juillet 1991, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres, aux jours et heures d'ouverture de la mairie, soit du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, sans interruption, et le samedi matin jusqu'à 12 heures.

Toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée au commissaire-enquêteur, à la mairie de LOUVIERS.

Celui-ci recevra en personne les observations du public, à la mairie de LOUVIERS, le jeudi 27 juin de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures et le vendredi 28 juin de 9 heures à 12 heures.

Un exemplaire du dossier d'enquête sera adressé pour information aux maires des communes d'INCARVILLE, PINTERVILLE, ACQUIGNY, VAL-DE-REUIL.

ARTICLE 4

A l'expiration du délai ci-dessus, les registres seront clos et signés par le maire de LOUVIERS puis transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête et les documents annexés au commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur enlève toute personne qu'il lui paraîtrait utile de consulter. Il établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Il consigne dans un document séparé ses conclusions, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération.

Le commissaire-enquêteur transmet, dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, les registres et le dossier d'enquête, accompagnés de son rapport et de ses conclusions motivées au préfet de l'EURE.

ARTICLE 5

Le préfet adresse, dès réception, copie du rapport et des conclusions au président du tribunal administratif, au demandeur, au maire de LOUVIERS.

Ce dernier transmet ces documents à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions auprès du préfet, direction de la coordination et des affaires économiques, 1^{er} bureau.

ARTICLE 6

Un avis portant les indications contenues dans le présent arrêté à la connaissance du public sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et dans les huit premiers jours de celle-ci, dans les journaux suivants :

- Le Figaro,
- Le Monde,
- Paris-Normandie, éditions de l'EURE,
- Eure-Inter, édition de LOUVIERS.

Cette formalité sera justifiée par un exemplaire de ces journaux, qui seront annexés au dossier d'enquête.

Un avis d'enquête sera affiché à la porte de la mairie de LOUVIERS, et publié par tous autres procédés en usage dans la commune, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et pendant la durée de celle-ci.

Un avis d'enquête sera également affiché et publié dans les communes d'INCARVILLE, PINTERVILLE, ACQUIGNY, VAL-DE-REUIL.

Cette formalité sera justifiée par un certificat des maires.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité, le demandeur procédera à l'affichage dudit avis sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des travaux projetés et visible de la voie publique.

ARTICLE 7

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :
- aux maires d'INCARVILLE, PINTERVILLE, LOUVIERS, ACQUIGNY, VAL DE REUIL,
- au commissaire-enquêteur,
- au directeur départemental de l'équipement de l'Eure.

ARTICLE 8

Le secrétaire général de la préfecture de l'EURE, les maires d'INCARVILLE, PINTERVILLE, LOUVIERS, ACQUIGNY, VAL DE REUIL, le commissaire-enquêteur, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

EVREUX, le 13/05/91
LE PRÉFET,

AFRIQUE

Un nouvel acteur : le premier ministre...

Soucieux d'assurer la survie de leur régime, nombre de chefs d'Etat africains ont promu à leurs côtés ce personnage providentiel chargé d'assurer la « transition démocratique »

Depuis la fin de 1990, pratiquement pas un mois ne se passe sans qu'un poste de premier ministre ne soit créé dans les régimes présidentiels d'Afrique noire. A croire que les chefs d'Etat, de Yaoundé à Bamako en passant par Bangui ou Dakar, se sont donné le mot.

Est-ce le pressentiment d'orages et le souci de retarder des échéances démocratiques qu'ils jugent menaçantes pour leur propre avenir? Les régimes africains semblent, en tout cas, pressés de découvrir - ou de redécouvrir - les vertus oubliées de la délégation de pouvoir... ou de son apparence.

Le profil de ce nouvel acteur vedette est quasiment le même d'une capitale à l'autre. Appelé à jouer la dangereuse partition du « premier des seconds rôles », ce personnage providentiel est immanquablement doté d'un brillant curriculum vitae et d'une réputation de gestionnaire rigoureux et intègre. Autant de qualités qui, à en croire les clameurs de la rue et les remontrances de moins en moins discrètes des bailleurs de fonds occidentaux, font cruellement défaut à nombre de présidents. Devant une telle floraison de talents, ceux qui déplorent la « fuite des cerveaux » africains auront de quoi se réjouir.

Le dernier des « premiers-ministres » était l'ethiopien Tesfaye Dinka, subitement catapulté, le 26 avril, de son fauteuil de ministre des affaires étrangères à celui de chef du gouvernement. La nomination de ce « *réconciliateur modéré* », selon la bienveillante formule diplomatique, n'aura précédé que de quelques semaines la chute du président Mengistu. Ce sont aussi des considérations d'urgence qui avaient prévalu en Centrafrique, en mars, pour la désignation de

M. Edouard Frank, ou au Cameroun, fin avril, pour celle de M. Sadnu Hayatou.

A Bangui, la création du poste de premier ministre, accompagnée d'une promesse d'ouverture vers le multipartisme, semble avoir suffi à calmer l'opposition, obéissant visiblement. M. Frank, ancien ambassadeur de Centrafrique en France et ex-ministre d'Etat à la présidence, est aussi connu (et apparemment respecté) à Paris et par ses concitoyens en raison de son passé de magistrat. C'est lui qui avait dirigé le procès de l'empereur Bokassa, en 1986-1987.

Porte-voix présidentiels

Son homologue tchadien, M. Jean Alingue Bayevou, nommé par le président Idriss Déby quelques semaines après la chute de M. Hissène Habré, le 1^{er} décembre 1990, est tout aussi discret. Non par timidité ou penchant pour les coulisses. Mais parce que la situation n'est pas si agitée et la crise si aiguë qu'il ait à monter en première ligne.

En revanche, au Cameroun, la vague de contestation, partie il y a un an du fief anglophone de Bamenda, s'est récemment étendue à Yaoundé, la capitale, et à Douala, la métropole économique, devenue en quelques semaines un des bastions de l'opposition. Conduit à l'écart du lest, le régime du président Paul Biya s'est résolu bien tardivement à céder aux revendications favorables au multipartisme et à créer, en catastrophe, un poste de premier ministre. Mais il persiste à refuser l'organisation d'une conférence nationale, réclamée à grands cris par l'opposition.

Dans ce contexte explosif, le nouveau premier ministre en est réduit au rôle de porte-voix présidentiel, sommé, dans le même temps, d'amadouer une opposition rendue de plus en plus virulente par la répression des manifestations. N'ayant aucune « carotte » à offrir aux contestataires - plus d'une trentaine ont été tués depuis avril - M. Hayatou brandit maladroitement le « bâton » policier. La nomination d'un « homme à poigne » à la tête de la sûreté générale va dans ce sens.

Le Gabon, la Côte d'Ivoire et le Sénégal n'en sont pas encore arrivés à ce stade-là. Mais les récents désordres universitaires et les difficultés économiques grandissantes sonnent comme un avertissement. A Libreville - où M. Casimir Oyé Mba a été nommé premier ministre en avril 1990 - l'ouverture au multipartisme et l'entrée de l'opposition au Parlement ont provisoirement réussi à calmer les

brèches. Le président Omar Bongo est même sorti renforcé des péripéties électorales de novembre. Mais l'édifice reste fragile. A peine repoussé du terrain politique, le danger resurgit sur le terrain social. Et, là aussi, c'est au chef du gouvernement à essuyer les plâtres.

C'est, en effet, M. Oyé Mba - et non le ministre de l'éducation - qui a dû monter au créneau, début mai, pour dénoncer devant le Parlement la « surenchère » à laquelle, selon lui, se livraient les enseignants grévistes du campus universitaire de Yaoundé. Dans sa réponse, il a surtout évoqué les conditions drastiques posées par le Fonds monétaire international, qui exige désormais, au Gabon comme ailleurs, une réduction importante de la masse salariale des agents de l'Etat. Céder à ces revendications reviendrait à créer un précédent, dont ne manqueraient pas de se prévaloir les autres catégories de fonctionnaires. Pas question en ces temps de vaches maigres.

Semblable à plusieurs de ses pairs africains, le premier ministre gabonais a fait ses classes auprès des organismes financiers internationaux. Il partage avec ses homologues ivoirien, M. Lassane Ouattara, nommé chef du gouvernement en novembre, et sénégalais, M. Habib Thiam, désigné en avril, un « profil de carrière » quasiment identique, dont l'intérêt majeur est de pouvoir séduire les bailleurs de fonds étrangers. Un profil de « super-VRP ».

La Côte d'Ivoire, également engagée dans une politique d'ajustement structurel, connaît des désordres universitaires analogues. Les classes moyennes urbaines, enhardies par l'avènement du multipartisme, se sentent de plus en plus à se taire devant les sacrifices que le gouvernement exige d'elles.

Le Mali - qui ne dispose ni des atouts agricoles de la Côte d'Ivoire, ni des ressources pétro-

lières du Gabon - s'est doté d'un premier ministre de même facture, dans l'espoir évident de renflouer les caisses de l'Etat, que le régime de l'ex-président Moussa Traoré avait largement contribué à vider. M. Soumana Sacko, qui dirige le nouveau gouvernement « de transition », a reçu bon accueil à Paris où, dès sa première visite, il a obtenu la promesse d'un soutien financier.

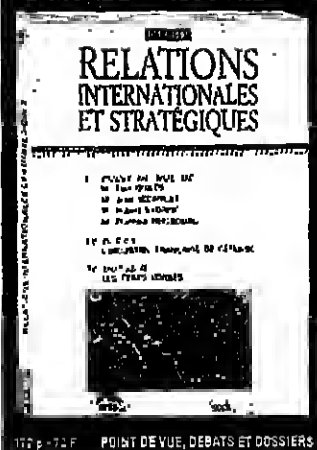
Calmer la rue

Le vent de libéralisme économique qui souffle sur l'Afrique par FMI et Banque mondiale interposés peut avoir un double effet. La vieille garde des chefs d'Etat le sait bien, qui place des premiers ministres comme on pose des fusibles, pour apaiser la colère de la rue et prévenir un éventuel « court-circuit démocratique ». Hormis le Zimbabwe, bien rares sont les pays où l'acceptation du multipartisme n'a pas été immédiatement suivie par la nomination d'un premier ministre. Plus rares encore sont ceux où la désignation d'un chef de gouvernement a précédé l'instauration du pluralisme.

En cette période charnière, chacun cherche ses marques et brandit ses hochets. Face à l'irrésistible multiplication des premiers ministres, dont « l'espérance de vie » est imprévisible, les oppositions africaines continuent de prôner le même scénario. Acte I : instauration du multipartisme. Acte II : tenue d'une conférence nationale et révision de la Constitution. Acte III : organisation d'élections pluralistes. Ce leitmotiv, devenu classique d'un bout à l'autre du continent, ne pourra pas masquer longtemps l'absence d'imagination politique des chefs de file de la contestation.

CATHERINE SIMON

POUR MIEUX COMPRENDRE LE MONDE D'AUJOURD'HUI



L'ETAT DU MAGHREB

sous la direction de
CAMILLE ET YVES LACOSTE

Cet ouvrage contribue à une meilleure compréhension des cinq pays de la région (Mauritanie, Maroc, Algérie, Libye, Tunisie) qui, du fait de leur appartenance au monde méditerranéen et du passé colonial, entretiennent tant de liens avec l'Europe, sur les plans culturel, économique, politique... Ce livre est d'autant plus utile que les relations franco-maghrébines semblent être marquées par une incompréhension croissante. L'état du Maghreb aborde toutes les dimensions permettant de comprendre les évolutions actuelles : civilisation, histoire, géographie, démographie, arts et culture, vie quotidienne, institutions, vie politique, économie et travail, diplomatie et relations extérieures, etc.

Placé sous la direction de Camille et Yves Lacoste, L'état du Maghreb rassemble au total 185 articles rédigés par 110 spécialistes.

LA DÉCOUVERTE

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Ingénieur du Monde :
12, rue M. Gambetta
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0183-2077

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Égipe Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SURSE-BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avec l'obligation d'envoyer dans les huit jours, en capital, à l'impression

هنا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Les tentatives de règlement au Proche-Orient

M. Shamir aurait rejeté un appel de Washington à faire des concessions

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, semble avoir rejeté, dans une lettre au président George Bush, un appel des Etats-Unis à faire des concessions en vue de permettre la tenue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient, ont indiqué jeudi soir 7 juin des responsables américains à Washington.

Dans cette lettre, M. Shamir critique les pays arabes pour leur refus de négocier directement avec Israël, ont indiqué ces sources qui ont refusé d'être identifiées. Tout en n'excluant pas une participation israélienne à des discussions sur la paix au Proche-Orient, la missive du premier ministre israélien semble compromettre les efforts de

l'administration américaine pour organiser une conférence régionale qui se tiendrait sous les auspices de Washington et de Moscou.

La lettre de M. Shamir répond à celle de M. Bush qui demandait à Israël de faire des concessions afin de rapprocher les points de vue des participants. M. Shamir avait également écrit aux responsables syriens, jordaniens et saoudiens pour tenter de débloquent les négociations en vue de la tenue de cette réunion.

M. Shamir aurait refusé de satisfaire les demandes de Washington sur une participation de l'ONU et sur la périodicité de cette réunion. Les réponses des

autres destinataires ne sont pas connues. Le premier ministre israélien aurait refusé la présence d'un observateur « étranger » de l'ONU à la conférence, comme l'avait suggéré le président américain, et n'a-t-on indiqué de mêmes sources. La Syrie insiste en particulier pour une participation de l'ONU à ces discussions. Selon l'une de ces sources, le premier ministre israélien aurait proposé que les Nations unies soient tenues informées des pourparlers, mais n'y assistent pas.

M. Shamir aurait également refusé une reconvoque de la conférence de paix après six mois de travail pour examiner les pro-

grès effectués lors de discussions menées sur deux plans, entre Israéliens et pays arabes, d'une part, et Israéliens et Palestiniens, d'autre part. Les participants arabes à cette conférence souhaitent qu'elle se réunisse régulièrement.

La lettre de M. Shamir « réitère la volonté d'Israël de poursuivre les efforts en vue des discussions de paix », a cependant indiqué une autre source. « Mais elle souligne aussi que le but de cette initiative est d'arriver à des négociations directes et bilatérales entre Israël et les pays arabes pour la première fois dans l'histoire de cette région », a expliqué cette source. (AFP)

Une rencontre entre Israéliens et Palestiniens sous l'égide des Nations unies

« Nous sommes incapables, seuls, de faire la paix »

HELSINKI

de notre envoyé spécial

Comment réunir les dirigeants arabes et israéliens autour d'une même table de conférence pour parler paix ? Cette question occupe et préoccupe - depuis trois mois - le secrétaire d'Etat américain, James Baker. Elle a donc, en bonne logique, dominé la rencontre à Helsinki, cette semaine, entre quelques-uns des acteurs - et experts - du drame proche-oriental, à laquelle les Nations unies avaient convoqué une cinquantaine de journalistes européens. Pendant trois jours, chacun a pu longuement préciser ce qu'il espérait - ou redoutait - d'un tel événement diplomatique.

Les responsables palestiniens sont, de longue date, les plus fervents promoteurs d'une conférence internationale de paix. L'absence du statu quo, leur pire ennemi, ils se disent prêts à « ouvrir à tout moment et sans condition préalable des discussions, bilatérales ou non, avec le gouvernement israélien ». « Peu importe le nom qu'on donnera à cette conférence », observe M. Yasser Arafat, « nous sommes prêts à participer à une conférence de paix, c'est la légitimité qu'elle confère au processus de paix. Et c'est aussi l'intérêt d'Israël que la communauté internationale

se porte garante des éventuels résultats ».

Mais l'OLP ne se contentera pas d'une « cérémonie sous tente », d'une conférence sous poils de repère ni de calendrier, vouée d'office à l'impuissance. Pour éviter un rapide échec, estime M. Arafat, il faut une entreprise exige une volonté internationale et un « suivi » de longue haleine, comme vient d'en témoigner, sous d'autres cieux, la réconciliation anglaise. « Le processus de paix n'est pas une partie de pêche », où l'OLP prendrait tous les risques de rentrer bredouille, souligne M. Hanan Ashrawi, professeur à l'université de Bir-Zeit (Cajordanie) et l'un des interlocuteurs palestiniens de M. Baker, lors de ses quatre récents passages à Jérusalem.

Conférence ou « tribunal » international

Hostile à toute conférence internationale qui irait au-delà d'un simple lever de rideau solennel sur des négociations directes israélo-palestiniennes et israélo-arabes, le gouvernement de Jérusalem n'avait envoyé aucun représentant à Helsinki (la Jordanie et la Syrie ayant, elles aussi, déclaré forfait). Deux responsables de l'opposition de gauche - M. Haim Ramon et le vétérinaire du parti Mapam, M. El-

sar Granot - parlèrent donc au nom d'Israël, en bravant l'interdiction légale qui leur est faite de citoyenneté des membres de l'OLP - mesure contre laquelle le pacifiste Abbie Hoffman vient encore de protester à Tel-Aviv par un jeûne de quarante jours.

Député travailliste, appartenant au courant minoritaire - le plus à gauche - de son parti, M. Ramon ne croit pas aux vertus d'une conférence internationale. Comme la majorité des Israéliens, il préfère qu'elle s'érige en « tribunal » mettant l'Etat juif en accusation et incapable, au demeurant, de lui « imposer une solution ». Comme le Likoud au pouvoir à Jérusalem, il prône des négociations directes, inaugurées ou non par une conférence purement protocolaire. Mais à la différence fondamentale de la droite israélienne, il demande l'évacuation des territoires occupés et proclame le droit des Palestiniens à l'autodétermination, pourvu qu'ils renoncent une fois pour toutes au terrorisme et reconnaissent le droit d'Israël à exister.

Pour M. William Quandt, ancien conseiller des présidents Nixon et Carter, on ne peut espérer, à la faveur d'une conférence, rééditer l'exploit de Camp David. A l'inverse, ce effet, de M. Begin et Sadat, le Likoud et l'OLP ne s'accordent pas sur un

« cadre minimal de référence », et interprètent différemment la résolution 242 du Conseil de sécurité, socle de toutes éventuelles négociations. En outre, ces deux participants ne sont pas sur un pied d'égalité.

Mais il est, selon M. Quandt, quelques bonnes raisons d'espérer : la lassitude des peuples après quarante ans de conflit, l'indécision d'un bon tiers des Israéliens qui laisse une marge de manœuvre à leurs hommes politiques, la coopération accrue entre Washington et Moscou. A cet égard, et sans s'embarrasser de nuances, l'ambassadeur soviétique Anatoly Philypov affirmait que l'initiative « Baker » avait laissé la place à « une initiative de paix commune », dont l'URSS revendique désormais la copatrimoine.

Pourtant si, dans sa plus récente résolution consacrée à cette question (20 décembre 1990), le Conseil de sécurité a soutenu, sans ambiguïté, la « tenue d'une conférence internationale, au moment approprié », il s'est bien gardé de fixer le moindre échéancier, faute de l'indispensable consensus entre Américains et Soviétiques. C'est d'abord à eux que s'adressait l'appel de M. Ashrawi : « Nous, Israéliens et Palestiniens, avons besoin des autres, car nous sommes incapables, seuls, de faire la paix ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

A TRAVERS LE MONDE

ESPAGNE

L'ETA revendique les derniers attentats

Dans un communiqué repris par le journal basque Egin, le mouvement séparatiste basque ETA a revendiqué jeudi 6 juin l'attentat qui avait fait neuf morts le 29 mai à Vic, près de Barcelone, et ceux qui avaient visé des intérêts espagnols à Rome le 28 mai. Le communiqué ne mentionne pas l'attentat qui a coûté la vie à un officier mercredi à Madrid, attentat interprété comme une réponse des séparatistes au démantèlement de leur « Commando Barcelone », accusé d'avoir commis la tuerie de Vic, et dont deux membres ont été tués par la police le 30 mai. Le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, cité par le radio Cadena Ser, a précisé qu'il avait donné le feu vert aux policiers pour qu'ils ouvrent le feu les premiers et assure qu'il n'y aurait pas de négociations avec l'ETA, dont la bras politique, la coalition Herri Batasuna, porterait, et-t-il dit, la responsabilité première des assassinats. (AFP, Reuter.)

JAPON

Nouveau scandale financier

M. Hirofumi Takai, ex-président du groupe immobilier Chisan, désigné il y a quelques années par la revue américaine Forbes comme le huitième homme le plus riche du monde, a été arrêté, jeudi 6 juin, sous l'inculpation d'évasion fiscale. Il s'agit de la plus importante fraude fiscale commise au Japon par un individu (3,3 milliards de yens).

Les revenus dissimulés au fisc provenaient de manipulations

boursières, dont une opération de 5,5 milliards de yens (11 milliards de dollars) menée avec M. Kotani, bien connu sur la place de Tokyo, également emprisonné. L'arrestation de M. Takai était attendue depuis quelques semaines (Le Monde du 18 mai).

Connu pour faire partie de ces spéculateurs « sauvages » qui sont apparus ces dernières années au Japon, M. Takai n'est pas moins l'un des principaux bailleurs de fonds japonais de la Fondation « Libertés de M. Danielle Mitterrand. Contraint à la demande des Français, il avait été intégré, non sans réticence, au groupe d'une trentaine d'hommes d'affaires qui soutiennent l'action de la femme du président de la République au Japon, qui ne tenaient apparemment pas à être associés à ce personnage. (Correspondant.)

(1) Un yen vaut 0,04 franc.

LIBYE

Les excuses tardives du colonel Kadhafi à la Grande-Bretagne

Le chef de l'Etat libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, a présenté ses excuses pour le meurtre, le 17 avril 1984, d'une femme policière britannique lors du siège du Bureau du peuple libyen (ambassade) à Londres, qui avait entraîné la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, a annoncé, jeudi 6 juin, un député britannique, M. Teddy Taylor, de retour d'une mission privée en Libye.

Il a indiqué que le gouvernement libyen et son dirigeant avaient exprimé leurs « regrets » pour la mort d'Yvonne Fletcher, vingt-cinq ans, tuée par des coups

de feu tirés de l'ambassade lors d'une manifestation d'opposants libyens devant les locaux diplomatiques. Il a ajouté que le gouvernement libyen avait également offert un chèque de 250 000 livres (425 000 dollars) à une organisation caritative de la police britannique. Le Foreign Office a immédiatement répliqué qu'il n'était « pas question d'une amélioration des relations avec la Libye tant qu'il n'aurait pas de preuves convaincantes que les Libyens ont renoncé à leur soutien au terrorisme international, y compris à l'IRA (Armée républicaine irlandaise). (AFP.)

MAURITANIE

Vague d'arrestations

Un nombre indéterminé de personnes, dont deux anciens ministres du président Ould Taya, accusés d'être responsables des émeutes de dimanche à Nouadhibou, ont été arrêtés, mercredi 5 juin, et-t-on apprend de source autorisée à Nouadhibou (nos dernières éditions du 7 juin). Figurent, sur cette liste, MM. Djibril Ould Abdellah, ancien numéro deux du régime, et Messoud Ould Boukhair, ancien ministre du développement rural, l'un des dirigeants du mouvement des Haratine, descendants des anciens esclaves noirs, ainsi que MM. Ladj Tracé et Ould Bed Dine, chefs de file du Mouvement national démocratique (MND).

Après les violentes émeutes de Nouadhibou qui avaient été notamment provoquées par une hausse du prix du pain et qui avaient fait plusieurs blessés, le lieutenant-colonel Ould Baba, le ministre de l'Intérieur avait affirmé que l'Etat prendrait « toutes les

dispositions nécessaires pour sauvegarder l'ordre, la stabilité et la protection des citoyens ».

Le 15 avril, alors que de nombreuses lettres ouvertes favorables à la démocratisation du régime circulaient, le colonel Ould Taya avait annoncé, par surprise, l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution « avant la fin de 1991 », puis des élections législatives et sénatoriales « dans un cadre multipartite ». (AFP.)

SOMALIE

Les sécessionnistes du Nord ont formé leur gouvernement

Le nord de la Somalie, qui a fait sécession le 18 mai en se proclamant « République du Somaliland », s'est doté d'un « gouvernement élargi », a annoncé, mardi 4 juin, la radio locale émettant d'Hargeisa. Les ex-membres du clan Issak, déjà dominant au sein du Mouvement national somalien (MNS), détiennent toutefois tous les postes-clés.

En effet, outre le président Abdurehman Ahmed Ali (dit Abdurhman Tur) et le vice-président Hassan Essa Jama, la majorité du gouvernement nordiste est composée de membres du clan Issak. Sur dix-sept ministres, seulement trois sont originaires du clan darod et deux du clan gadabursi.

M. Saleyban Aden (dit Saleyban Gall), ancien ministre des affaires étrangères du MNS, chargé du bureau de la défense est, lui aussi, occupé par un « baron » du clan Issak, M. Mohamed Kohen Ahmed, ancien chef d'état-major du MNS, plus récemment chargé des services de renseignements au sein de l'ancienne guérilla.

LIBAN

Le gouvernement a nommé quarante nouveaux députés

BEYROUTH

de notre correspondant

Le conseil des ministres libanais, réuni en session extraordinaire jeudi soir 6 juin, a nommé quarante députés pour aboutir à une répartition équilibrée entre chrétiens et musulmans au sein du Parlement, conformément à l'accord de paix de Taëf.

Par le double jeu du pourvoi des trente et un sièges vacants (vingt-neuf par décès et deux par accession à la présidence de la République) et des neuf sièges nouvellement créés et réservés à des musulmans - deux sunnites, trois chiites, deux druzes, deux alaouites -, le Parlement passe d'un rapport de six députés chrétiens pour cinq musulmans (un principe sacro-saint intouchable durant près d'un demi-siècle) à l'égalité entre les deux communautés, avec cinquante-quatre députés de part et d'autre. Avec ce-

dant, d'entrée, une petite entorse : le pacte de Taëf, qui est à l'origine de cette procédure pseudo-électorale, a bloqué le nombre de sièges vacants à ce qu'il était au moment de son entrée en vigueur officielle. Depuis lors, un député maronite est décédé. Son siège n'a donc pu être pourvu et la répartition effective de l'Assemblée est en conséquence de cinquante-quatre députés musulmans et cinquante-trois chrétiens.

Cela étant, tous les témoins qui s'étaient portés candidats ont été nommés, dont trois ministres sur les quatorze qui briguaient un siège parlementaire, entraînés par le premier d'entre eux, le chef du gouvernement, M. Omar Karamé. Le quatorzième ministre-candidat, un Arménien, M. Agop Johkharian, s'était fait une raison en se retirant pour laisser la place à un phalangiste, M. Antoine Chader, nommé à titre de compensation pour ce parti auquel on enlevait le siège maronite de Beyrouth pour le donner à un des « enfants chrétiens » de Damas, M. Elie Hobeika.

Autre exclu du partage des sièges : le chef du Parti communiste, M. Georges Haoui, qui, bien qu'admettant pas d'avoir été évincé par un candidat de dernière minute - un intouchable ami des Syriens, M. Michel Murr - a d'autre ressource que la protestation verbale. Pourtant, M. Haoui est lui-même un vicié allié de Damas, mais les priorités ont joué en sa défaveur.

Parmi les promus figurent, outre les treize ministres (MM. Omar Karamé, Walid Joumblatt, Nabil Berri, Soleiman Frangieh, Elie Hobeika, Fares Bouciz, Marwan Hamadi, Mohamed Jaroudi, Tala Arslan, Michel Murr, Abdallah Amine, Mohamed Beldoun, Mohsen Dalouh), une femme députée, M. Nayla Moawad, veuve du président René Moawad, deux députés alaouites, communautaristes nouvellement promus à la dignité parlementaire avec deux sièges d'émble, MM. Ali Eid et Abdel Rahman Abdel Rahman, enfin le fils du président Hraoui, M. Roy Hraoui (en plus de son gendre M. Bouciz, déjà cité parmi les ministres-députés nommés).

LUCIEN GEORGE

DÉCOUVREZ LA SUÈDE

MINITEL 36-14 SUÈDE

On y prend goût

Nouvelles FRONTIERES

Le chef du guerrier, devant un capuccino discussion fortissimo en terrasse sur la place sent hier : je ne sais pas l'italien... alors on parle avec les mains !

ROME 990 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NT. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

EUROPE

Avant de gagner Varsovie, dernière étape de son voyage

Le pape invite l'Eglise polonaise à une plus grande modération

Avant de gagner Varsovie, sa dernière étape, le pape poursuivait vendredi 7 juin son voyage dans le centre de la Pologne, à Wrocław et à Plock. A travers les questions de la religion à l'école et de la liberté des médias, Jean-Paul II est revenu, jeudi 6 juin, à Olsztyn et à Wrocław, sur les rapports entre l'Eglise et la société.

OLSZTYN

de notre envoyé spécial

Les rassemblements autour du pape, comme ceux de Łomża mardi, ou d'Olsztyn jeudi, n'ont plus grand-chose à voir avec ceux des années 80 en Pologne. S'ils restent nombreux et fervents, ils ont perdu en chaleur. A Varsovie, Cracovie, Gdansk, les témoins ont le souvenir de quasi-dialogues entre un pape utilisant des mots à double sens - religieux et politique - et une foule en liesse, répondant

par de longs applaudissements sous les banderoles « Solidarność » et ces incessants « Świąt » qu'on chante aux anniversaires (« Qu'il vive cent ans ! »).

Cette année, plus de chants profanes, plus de banderoles, peu d'applaudissements. Certes, aucune contestation ne marque l'actuel voyage. Les commentaires de la presse sont rares et plats. « On ne critique pas le pape en Pologne, c'est notre compatriote, nous dit M. Jerzy Bukowski, maire d'Olsztyn. Les responsables qui voudraient élever la voix contre lui seraient politiquement finis. »

« Exclure tout monopole »

Le pape est revenu, jeudi, à Olsztyn et Wrocław, sur les accusations adressées à l'Eglise de vouloir éliminer la société polonaise, et à livrer la clé de sa conception des rapports entre l'Eglise et l'Etat. Jean-Paul II ne comprend pas que l'Eglise, qui a rendu tant de services à la société polonaise, puisse

être soupçonnée aujourd'hui de vouloir la dominer en réclamant, comme elle l'a fait il y a un an - et obtenu, - que la religion soit enseignée dans toutes les écoles. Elle avait d'autant plus raison de le faire, souligne le pape, que « le système éducatif était devenu un champ de bataille idéologique, un lieu de contentieux entre l'enseignement officiel de l'Etat et le sentiment profond de la nation ».

Au demeurant, l'Eglise polonaise ne doit pas être tentée d'abuser de sa situation de puissance. Il faut « exclure toute forme de monopole », a-t-il dit dans une allusion transparente, demandant aux Polonais de se méfier « des émotions qui peuvent conduire à la xénophobie et à d'autres formes d'intolérance contraires à l'esprit de l'Evangile », puis de rejeter « le fanatisme et le fondamentalisme, tous ceux qui se croient habilités à imposer leur propre perception du bien et de la vérité ». L'affaire du carmel d'Auschwitz est encore dans les esprits, ainsi que les excès révélés

au cours de la dernière campagne présidentielle.

Quelques heures plus tôt déjà, à Olsztyn, recevant des groupes de laïcs catholiques, Jean-Paul II avait tenu à rappeler la lettre même du concile Vatican II. « La communauté politique et l'Eglise sont, dans leurs domaines respectifs, autonomes et indépendantes l'une de l'autre », ajoutant : « L'Eglise désire participer à la vie de la société comme témoin de l'Evangile, et toute tentative pour dominer le champ de la vie publique en dehors de son propre domaine doit lui être étrangère aujourd'hui. »

On ne peut être plus clair. Le terrain de l'Eglise polonaise est bien marqué. Mais, au même moment, par une sorte d'ironie du sort, M. Lech Walesa, président de la République, annonçait jeudi sa décision de ne pas promulguer la nouvelle loi électorale, notamment parce qu'elle « désavantage ostensiblement l'Eglise catholique, plaçant ses liens de culte sous la surveillance de l'administration ». Déjà

voit par la Diète et le Sénat, cette loi interdit toute forme de propagande électorale dans les églises. A Varsovie, on fait remarquer que la décision de M. Walesa était prise depuis longtemps et n'avait rien à voir avec la visite du pape.

Ce dernier s'est aussi livré à une vive attaque des médias : « Le public a le droit d'être informé honnêtement. La presse, la radio, la

télévision, le théâtre doivent former la société, nourrir une culture qui contribuera aux progrès de la société plutôt qu'à son affaiblissement et à sa destruction. » Telle est l'ambiguïté de ce voyage : le jour même où il demande à l'Eglise polonaise d'éviter toute situation de monopole, Jean-Paul II distribue ses leçons à toute la nation.

HENRI TINGO

« Choquée » par les propos de Jean-Paul II

M^{me} Popowicz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme, se prononce contre la pénalisation de l'avortement

De passage à Paris, où elle a notamment rencontré M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme, M^{me} Anna Popowicz, secrétaire d'Etat chargé des femmes et de la famille dans le gouvernement polonais, a déclaré, jeudi 6 juin, qu'elle « n'acceptait pas » le comparatisme employé par Jean-Paul II entre le génocide nazi et l'avortement. « De telles comparaisons sont choquantes, a-t-elle ajouté, et rendent plus difficile la solution d'un problème complexe et difficile. » Précisant que le gouvernement polonais n'avait pas encore pris position sur ce dossier, elle a déclaré que,

si elle était opposée à la loi en vigueur depuis 1956 autorisant l'interruption volontaire de grossesse sans aucune limitation - « ce n'est pas une bonne chose de banaliser l'avortement », - elle était aussi opposée au nouveau projet de loi, présenté par le Sénat, qui pénalise l'interruption de grossesse. « Les femmes polonaises se sentent menacées par ce projet qui interdit tout recours à l'avortement », a dit M^{me} Popowicz, qui a prôné une meilleure éducation sexuelle et le développement des moyens contraceptifs.

J.-A. F.

Une mise au point du porte-parole du Vatican

La réaction de M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, estimant que Jean-Paul II avait « insulté la femme et la communauté juive » (le Monde du 7 juin) par ses déclarations de « génocide » - où il évoquait la « cinquième » des camps de concentration de tous les génocides du vingtième siècle et celui des enfants non nés - à la suite d'avortements (le Monde du 6 juin), - a provoqué une certaine émotion dans la délégation qui accompagne le pape en Pologne.

Dans un communiqué, M. Joaquín Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, a déclaré : « Beau-

coup de juifs ont déjà fait parvenir leurs remerciements au pape, qui a voulu, au moment solennel de la messe, évoquer la Shoah parmi les plus graves atteintes historiques à la vie. Aucune réserve ne saurait être faite après une lecture attentive de l'homélie du Saint-Père. »

En privé, le porte-parole devait ajouter : « On peut être en désaccord avec l'analyse chrétienne, mais on n'a pas le droit de dire que le pape insulte la femme quand il rappelle les principes naturels de la défense de la vie. »

H. T.

YUGOSLAVIE

Reprise du dialogue entre les Républiques

Pour tenter de sortir de la crise, les six présidents des Républiques yougoslaves avaient entamé, le 28 mars dernier, une série de rencontres en dehors de la présidence collégiale fédérale. Les cinq premières réunions n'avaient eu pour effet que de renforcer les oppositions. La sixième, initialement prévue début mai, avait été ajournée à plusieurs reprises en raison de l'intensification du conflit entre Serbes et Croates et de la crise constitutionnelle due à l'obstruction de la Serbie à l'élection du Croate Stipe Mesić à la tête de l'Etat fédéral.

BELGRADE

de notre correspondant

Le risque de dislocation du pays grandissant, les six présidents se sont finalement retrouvés, jeudi 6 juin, à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine. Les présidents de Bosnie et de Macédoine, MM. Izetbegović et Gligorov, avaient préparé « une plate-forme sur l'avenir de la communauté yougoslave », présentée comme un compromis entre la formule fédérale de la Serbie et celle, confédérale, de la Croatie et la Slovaquie.

Elle propose d'aboutir, en cinq ou dix ans, à une communauté d'Etat garantissant la souveraineté de chacune des Républiques, conformément aux thèses de la CEE : la nouvelle Yougoslavie, en respectant les droits de l'homme et des minorités, mettrait en place un marché unique sans obstacles, avec une monnaie et une banque cen-

trale communes; une politique étrangère commune, tout en reconnaissant aux Républiques le droit de mener parallèlement des activités indépendantes dans ce domaine; des forces armées communes, chaque République formant néanmoins sa propre armée; enfin, la pleine égalité entre les Républiques serait assurée par un système paritaire au niveau des institutions de la communauté.

Une lueur d'espoir

Les six présidents sont convenus que cette plate-forme constituait une base sérieuse pour poursuivre les négociations et ont annoncé qu'ils comprirent intensifier leurs rencontres. Par ailleurs, ils ont estimé que la présidence collégiale devait être au plus vite le président et le vice-président de l'Etat yougoslave. Enfin, ils ont décidé que les présidents de Bosnie, de Croatie et de Serbie se réuniraient prochainement pour essayer d'entamer l'escalade des tensions inter-ethniques entre Serbes, Croates et musulmans.

Après un mois de mai particulièrement tendu, une lueur d'espoir apparaît donc avec cette reprise du dialogue. Toutefois, aucune promesse concrète n'a été faite et rien ne permet d'affirmer qu'un compromis autour des nouvelles structures est encore possible. En outre, les délais sont courts, puisque la Serbie et la Croatie ont décidé de se dissocier de la Yougoslavie avant la fin du mois si un accord ne peut être trouvé. Ce mois de juin risque d'être, comme le dit la presse yougoslave, décisif pour l'avenir de ce pays déchiré.

FLORENCE HARTMANN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 5 JUIN 1991



Message du Président

Chers Actionnaires,

Notre groupe est fait de complémentarités et d'équilibres. Plus que jamais, en 1990, cet équilibre de nos activités s'est révélé un atout fondamental.

Dans un contexte économique difficile, nous avons en effet bénéficié de la diversité des cycles économiques de nos métiers : les bagages, parfums et cosmétiques ont dû faire face à une conjonction très compétitive, nos activités dans les vins et spiritueux ont maintenu la croissance prévue et sensiblement accru leur rentabilité. Nous avons également bénéficié de l'équilibre géographique de nos marchés : l'Extrême-Orient, pôle de développement privilégié pour LVMH, a poursuivi sa forte expansion qui a compensé le ralentissement du marché américain.

Le chiffre d'affaires consolidé de LVMH s'est élevé à 19.832 millions de francs en 1990 et son résultat net a atteint 3.375 millions de francs, en progression de 15 % sur celui de 1989.

Par sa taille et les moyens financiers qu'il a su se donner, LVMH est un groupe solide qui a pu maintenir le cap d'une stratégie ambitieuse en réalisant les investissements nécessaires.

Nous avons porté à 24 % notre participation dans le capital du groupe Guinness, confortant ainsi une alliance commerciale hautement performante.

Nous avons également acquis une participation de près de 11 % dans le capital de notre partenaire espagnol Loeche dont nous distribuons les produits, prêt-à-porter en cuir et textile, maroquinerie et accessoires de mode, depuis 1985.

Volontairement sélectifs dans notre politique de croissance externe, nous nous sommes renforcés dans l'un de nos métiers traditionnels : l'acquisition de Pommery a ajouté à notre portefeuille, déjà exceptionnel, une grande marque de champagne bien implantée sur des marchés privilégiés pour notre groupe et nous a apporté un superbe vignoble de 500 hectares situé au cœur des meilleurs emplacements de la zone d'appellation.

Forts du potentiel de développement de chacune de nos marques, nous avons poursuivi notre politique de croissance interne. Nous avons maintenu un haut niveau d'investissements en recherche et développement, en particulier dans le domaine de la cosmétologie. Nous avons lancé ou développé de nouveaux produits, étendu notre réseau international de distribution et enregistré des succès commerciaux sur de nouveaux marchés à fort potentiel.

Quelles que soient les incertitudes liées à l'évolution de l'économie mondiale, LVMH dispose des meilleurs atouts pour poursuivre sa croissance.

Nous possédons en effet des marques de tout premier plan dans chacun de nos secteurs d'activité. Leur leadership, bâti sur la continuité et un rayonnement mondial, les met à l'abri des effets de mode, à l'heure où précisément le marché des produits de luxe devient toujours plus sélectif.

Nos produits, par leur très haute qualité, répondent à la demande d'une clientèle en expansion que ses aspirations et son pouvoir d'achat incitent à rechercher l'authenticité et une meilleure qualité de vie.

Nous avons, au sein de LVMH, des équipes de professionnels hautement compétents dans chacune de leurs spécialités. Ces hommes et ces femmes perpétuent avec autant de passion que de rigueur les traditions d'excellence sur lesquelles repose le succès des marques de prestige françaises dans le monde. Je les remercie de cette contribution essentielle au développement de LVMH et à son rayonnement.

Mes remerciements s'adressent également à nos actionnaires qui soutiennent et partagent notre exigence.

Nous avons proposé que le dividende global de l'exercice 1990 soit fixé à 68 francs, hors avoir fiscal, en progrès de 10 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Compte tenu de l'acompte déjà versé, le solde de 51,50 francs sera mis en paiement le 13 juin 1991.

La confiance que nous témoignent nos actionnaires, la bonne tenue de notre titre et la qualité de nos résultats m'incitent aujourd'hui à franchir une nouvelle étape dans le renforcement de nos relations. Sur ma proposition, le Directoire de LVMH a donc décidé le principe d'une distribution gratuite d'actions. Cette attribution portera sur une action nouvelle pour dix actions anciennes détenues.

Je suis heureux de pouvoir ainsi encore mieux associer nos actionnaires à la prospérité de notre groupe.

Bernard Arnauld

Bernard ARNAULD

LVMH

MOËT HENNESSY. LOUIS VUITTON

PREMIER GROUPE MONDIAL DE PRODUITS DE PRESTIGE

Les limites de la tactique Gorbatchev

Le monde de l'Union soviétique

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes. Le monde de l'Union soviétique est en train de changer. Les limites de la tactique Gorbatchev sont de plus en plus évidentes.

مكتبة المجلد

EUROPE

URSS

Les limites de la tactique Gorbatchev

Suite de la première page

L'atmosphère politique est incontestablement meilleure que durant l'hiver, lorsque les intellectuels de Moscou s'attendaient chaque jour à se réveiller avec les chars sous leurs fenêtres, mais personne ne songerait à qualifier M. Gorbatchev de cette amélioration. Accusé d'avoir trop tergiversé et d'avoir « ouvert » le virage à droite de l'hiver, le chef de l'Etat soviétique n'est plus, dans les esprits, le moteur ou le pivot de ce qui peut faire désormais fondamentalement changer les choses.

C'est pourtant ce même Mikhaïl Gorbatchev qui continue de représenter son pays, et c'est sur lui, faute d'alternative évidente, que s'appuie l'Occident pour tenter de minimiser les dégâts de la désintégration de l'URSS. Mais les appels à une aide massive de l'Occident lancés par le président soviétique ces dernières semaines, et tout particulièrement mercredi, à Oslo, ressemblent fort à une demande de chèque en blanc, compte tenu des incertitudes qui pèsent toujours sur la situation intérieure soviétique.

M. Gorbatchev n'a rien perdu de ses dons de tacticien et se montre toujours capable d'emporter certaines décisions cruciales pour ses rapports avec l'Occident, comme le vote de la loi permettant aux Soviétiques de voyager librement — qui entrainera toutefois en vigueur qu'en 1993 — ou les concessions des militaires sur le désarmement conventionnel. Mais il a beaucoup plus de mal à contrôler deux processus intérieurs essentiels : la transformation des rapports entre Moscou et les Républiques soviétiques et le redressement de l'économie.

Le chef de l'Etat fonde beaucoup d'espoirs sur le nouveau projet de traité de l'Union, dont il présente la signature comme très prochaine. Sur ce point, les intérêts du numéro un soviétique et du numéro un russe, M. Boris Eltsine, convergent exceptionnellement en ce moment. M. Gorbatchev aurait un atout de taille pour convaincre les occidentaux : il arrivait au G7 avec le traité de l'Union en poche. M. Eltsine, en pleine campagne électorale pour la présidence de Russie, a lui, tout intérêt à ne pas être perçu comme l'empêcheur de tourner en rond s'il veut pouvoir compter le 12 juin sur

les voix de l'électorat modéré, face à cinq autres candidats, tous plus conservateurs que lui, à des degrés divers.

Il y a donc eu, ces dix derniers jours, un « moment » politique qui a permis aux « 9 + 1 » (les représentants des neuf Républiques participant aux négociations sur le traité de l'Union plus ceux du pouvoir fédéral) de se mettre d'accord sur un projet de texte, qui devrait être soumis d'ici peu aux Parlements des Républiques pour discussion. Outre les réunions formelles des « 9 + 1 » des 24 mai et 3 juin, ce texte a fait l'objet d'intenses consultations bilatérales russo-soviétiques.

Le président du Soviet suprême (Parlement) d'URSS, M. Anatoli Loukianov, qui tient beaucoup à se présenter comme un médiateur essentiel de ce processus tant il est évident que son institution est appelée à disparaître dans la future Union, a donné de la dernière réunion des « 9 + 1 » un compte rendu très optimiste ; les représentants russes, eux, observent une étrange discrétion, tandis que dans l'entourage de M. Gorbatchev on se garde de toute euphorie sur ses progrès apparents.

Jusqu'à l'automne...

D'après les indications fournies au Monde par un conseiller de M. Gorbatchev participant aux négociations, le projet de texte après la mise en effet certains problèmes importants en suspens. C'est en particulier le cas du système d'imposition, que les Russes et les Ukrainiens veulent unifier, c'est-à-dire un impôt collecté par les Républiques, qui en reversement ensuite une quote-part à l'Etat fédéral. Un autre problème est celui de savoir qui signera le traité de l'Union, c'est-à-dire, en filigrane, le statut des « Républiques autonomes » comme le Tatarstan, par rapport à celui des Républiques fédérées comme la Russie. Enfin, la question du contrôle de certaines industries, notamment celle de la défense, par la Russie ou par l'Union, ne paraît pas non plus réglée. « On ne saurait tolérer une réduction de la sécurité du pays », souligne-t-on dans l'entourage de M. Gorbatchev.

Bref, les problèmes non résolus

En visite en Suède

Le numéro un soviétique met en garde contre toute « ingérence » dans les affaires intérieures de son pays

STOCKHOLM

de notre correspondant

La capitale suédoise n'avait pas reçu de numéro un soviétique depuis la visite en 1964 de Nikita Khrouchtchev. Elle l'aura vu le président Gorbatchev que huit heures, le temps d'une escale jeudi 6 juin entre Oslo et Moscou. L'entretien a été à tête avec le premier ministre Ingvar Carlsson a porté essentiellement sur la question balte : « Nos vues sur ces problèmes ne concordent pas sur tous les points », a indiqué M. Carlsson, réaffirmant que les Baltes ont droit à l'autodétermination et que la violence ne peut être utilisée contre eux. Il a aussi souligné que la Suède a des « difficultés à accepter » le rapport du procureur soviétique discutant les soldats de

l'armée rouge de la mort de treize personnes en janvier à Vilnius. Après ces entretiens, M. Gorbatchev a déclaré à la presse que « la composition d'un visite pour un autre peuple (...) ne doit pas tourner en ingérence dans les affaires intérieures de l'Union soviétique. En particulier lorsque nous nous trouvons au cœur d'un processus de réformes. Ce processus doit être appuyé. Mais encourager la séparation, le manque de respect pour les minorités, est inacceptable (...) ces minorités ne sont pas, eux aussi, des êtres humains ».

De la grande manifestation balte qui s'est tenue en fin d'après-midi dans le centre de Stockholm, le chef de l'Etat soviétique n'aura rien vu. Il était déjà sur le chemin de l'aéroport.

F. N.

ROUMANIE

Le gouvernement souhaite organiser de nouvelles élections à l'automne

BUCAREST

de notre correspondant

« Pour une plus grande crédibilité internationale et une plus grande stabilité politique et économique intérieure », le gouvernement roumain, un an après avoir triomphé aux premières élections libres de juin 1990, veut retremper sa légitimité dans les urnes « dans les plus brefs délais ». Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Eugen Dimarescu, l'a officiellement annoncé mardi 4 juin : le gouvernement souhaite organiser, dès le mois d'octobre ou de novembre, de nouvelles élections parlementaires mais pas d'élection présidentielle.

Ainsi que la crise économique s'accroît, que le déficit de la balance des paiements crée une hémorragie de devises, le gouvernement s'asphyxie lentement mais sûrement car les crédits étrangers n'arrivent qu'au compte-gouttes. C'est d'ailleurs au retour de Bruxelles, où la Commission européenne lui avait clairement fait part des réticences de certains grands donateurs (dont les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne) que le numéro deux du gouvernement roumain a annoncé la volonté des autorités d'organiser rapidement des élections, cachant à peine qu'il répondait ainsi aux vœux de la communauté internationale.

Même si une mission de la CEE

par les « 9 + 1 » semblent tout simplement être renvoyés aux Parlements des Républiques, où il faut s'attendre, si l'un en erait le conseiller du président soviétique, à des débats difficiles, surtout en Russie et en Ukraine, qui sont pourtant, avec le Kazakhstan, les poids lourds de ce traité de l'Union. Personne ne s'attendait raisonnablement à une conclusion formelle du traité avant plusieurs semaines, et certains conseillers de M. Eltsine, comme M. Ambartsumov, voient même le processus « traîner jusqu'à l'automne ». D'ici là, M. Eltsine pourrait bien avoir été élu président de Russie au suffrage universel, ce qui pourrait bouleverser bien des accords ; cela aura en tout cas pour effet, souligne M. Ambartsumov, « de renforcer sa légitimité tout en affaiblissant celle de son contrepartie », M. Gorbatchev.

Le président de l'URSS est conscient de ce risque, puisqu'il a insisté pour que le futur président de l'Union renoue soit, lui aussi, élu au suffrage universel. Cela signifie que, même si le traité de l'Union finit par se conclure de manière satisfaisante, M. Gorbatchev ne sera pas au bout de ses peines : bien peu seraient prêts à parier actuellement sur ses chances d'un scrutin populaire direct.

En attendant le défilé...

Enfin, le problème des six Républiques non signataires du traité reste entier. Le contenu et le ton des déclarations de M. Gorbatchev sur les pays baltes, jadis à Stockholm (voir page 10) montrent à quel point il a peu évolué sur cette question, épousant les attitudes des plus conservateurs. On notera d'ailleurs qu'à aucun moment de son discours d'Oslo, pourtant consacré à la réception d'un prix Nobel de la paix, M. Gorbatchev a fourni l'ombre d'une explication sur les durcissements et les tragédies de cet hiver ; lui qui, en février, à Minsk, faisait des déclarations d'un dogmatisme d'un autre âge, se contentant aujourd'hui de condamner les « tentatives fautes » des observateurs occidentaux de scruter « chaque vague présidentielle », chaque coup de barre « à droite ou à gauche ».

Quant à la refonte de l'économie, si les intentions peuvent paraître sincères, ce certain confusion continue de prévaloir sur les méthodes. Après les prestations des émissaires du président soviétique à Washington — plus ou moins officielles d'ailleurs puisque le statut de M. Grégori Iavinski n'a pas été entièrement éclairci — la manière dont ils ont rendu compte de leur mission, de retour à Moscou, soulève quelques questions. Ainsi, le premier vice-premier ministre Vladimir Tchertchakov e-t-il dû promettre au Soviet suprême, mardi, que « le gouvernement n'avait aucunement l'intention d'abandonner son programme », tandis que M. Primakov évoquait les « mesures administratives » indispensables pour faire appliquer les réformes.

Des signes d'espoir apparaissent cependant pour l'économie soviétique, avec par exemple l'annonce d'une volonté de se lancer dans l'entreprise privée, en particulier chez les jeunes, mais cela se fait indépendamment du pouvoir central, qui continue de mettre des bâtons dans les roues de nombreux entrepreneurs par le biais de sous-prétextes de « lutte contre le sabotage économique ». Le secrétaire d'Etat américain James Baker se déclare prêt à aider les Soviétiques s'ils s'engagent d'abord eux-mêmes. M. Gorbatchev est-il l'homme qui pourra provoquer ce « défilé » salutaire dans les mentalités soviétiques ? Bien peu lui le croient.

SYLVIE KAUFFMANN

Les premières « confessions » de l'ancien ministre des affaires étrangères

La nouvelle carrière de M. Chevardnadze

De même qu'il y a d'innombrables variétés de conservateurs et de démocrates aujourd'hui en Union soviétique, il y a diverses sortes de « perestroïstes », de ces bréviaires recyclés qui composent l'entourage passé ou présent de M. Gorbatchev : même ceux qui ont joué le rôle le plus positif, tel l'idéologue Alexandre Iakovlev, ne réussissent pas toujours à éviter la langue de bois et les demi-vérités. La révisionniste, après tout, reste un communisme...

Edouard Chevardnadze aurait pu être de ceux-là : en tant que très vieux membre du PC (il y est adhéré en 1948), puis comme premier personnage de sa Géorgie natale pendant treize ans après avoir dirigé sa police (ce qui lui vaut, encore aujourd'hui, le grade de général des troupes de l'intérieur), il est plus qu'aucun autre un produit du système et un gestionnaire de la « stagnation ».

Et pourtant il est inclassable. Est-ce parce que ce Géorgien est d'abord un méridional ? Son discours et son comportement sont ceux d'un homme de chaleur et de charisme, un charme auquel ont succombé ses homologues étrangers, George Shultz et Roland Dumas notamment. Edouard Chevardnadze le sait si bien qu'on ne le croit pas tout à fait lorsqu'il affirme, comme il l'a fait cette semaine à Paris dans une conférence de presse, qu'il n'est pas un acteur.

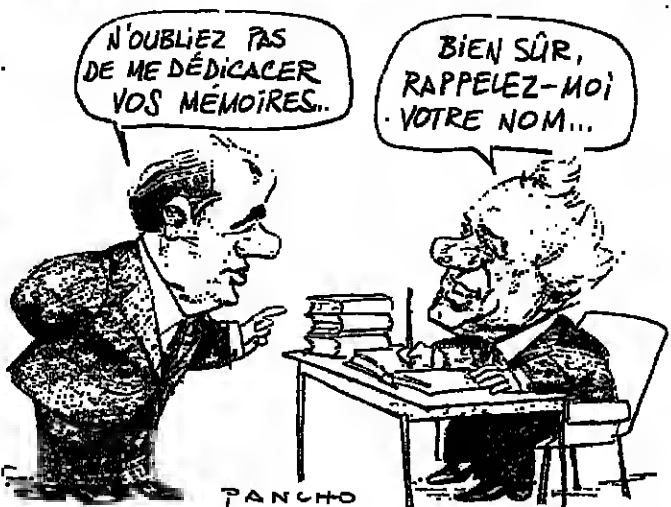
Son livre (1), comme beaucoup d'ouvrages soviétiques récents, a une tonalité quelque peu « boy-scouts » quand il traite de la paix dans le monde et des « valeurs universelles de l'humanité », mais cet idéalisme (?) n'est pas un naïf : en bon diplomate qu'il est devenu, il sait se taire sur les sujets sensibles, par exemple à propos de la situation en Géorgie et de M. Gamsakhurdia, son président muselé sur lequel il a son « opinion », mais qui n'en est pas moins « élu légitime » du peuple géorgien.

En tout cas Edouard Chevardnadze n'est pas, à n'importe quel moment, un apparatchik ordinaire : profitant des libertés que Brejnev laissait à ses « préfets », il a inauguré avant l'heure en Géorgie, et sous forme d'« expériences », bien des réformes de la perestroïka. Et les Géorgiens — notamment le cinéaste Abouladze, qu'il a protégé bien avant d'être en mesure de diffuser ses œuvres — sont encore aujourd'hui nombreux à reconnaître ses mérites dans la défense de l'identité culturelle de leur République.

Le portrait que l'auteur brosse de M. Gorbatchev doit être lu de

la même manière, en demi-teinte. Malgré sa démission fracassante, que le président soviétique a promis de « ne pas pardonner », Edouard Chevardnadze se proclame toujours son « ami ». Il a découvert lors de leurs premières rencontres dans les années 50 — d'abord en voisins, en tant que responsables des Jeunesses communistes de leurs régions, puis pendant l'épopée du défrichage des terres vierges — un interlocuteur attentif qui encourageait les confidences « cordes », mais qui, si l'on comprend bien, ne se livrait guère de son côté. Sauf pour déplorer de concert l'invasion de l'Afghanistan, une opération qu'ils

décembre 1989, lorsque le procureur militaire présente au Congrès des députés un rapport outrageusement partiel sur le massacre de Tbilissi quelques mois plus tôt, Edouard Chevardnadze veut protester, mais M. Gorbatchev, qui préside, ne lui donne pas la parole. Dès cet instant la lettre de démission est prête. Mais c'est surtout en 1990 que la coupe se rompt : « Les promesses de destruction le ministre des affaires étrangères qu'on entendait non pas dans la rue, mais dans les couloirs du pouvoir suprême, restaient sans réponse de la part de ceux-là mêmes qui devaient y répondre, ne serait-ce qu'en vertu



apprennent par la presse, alors pourtant que tous deux siègent déjà au bureau politique.

On apprend au passage que le retrait des troupes soviétiques de ce pays sera une des premières mesures de la nouvelle politique étrangère : elle a été décidée « dans son principe » dès décembre 1985, plusieurs années avant de passer dans les faits. De même à propos de la réunification allemande, que le ministre des affaires étrangères en était venu dès 1986, plus de quatre ans avant les faits, à juger inévitable.

Cela dit, Edouard Chevardnadze se range tout de même parmi les déçus du gorbatchévisme, et il le cache à peine. D'abord en critiquant les mauvaises décisions du début, comme le campagne antialcoolique (une catastrophe pour la Géorgie, qui perd une bonne partie de ses vignes), puis les retards pris par la perestroïka, notamment la sous-estimation du problème national. Puis, et surtout, en déplorant au fil du récit la passivité de celui qui aurait dû le défendre face aux critiques. Dès

du poste qu'ils occupaient, écrit l'auteur. A l'automne, les opposants ne se faisaient plus pour mettre en cause l'ensemble de la politique étrangère : « Et lui (Gorbatchev), le polémiste expérimenté qui avait jadis convaincu le parti et le pays de la nécessité vitale de la démocratisation et du renouveau, gardait le silence ».

C'est déjà beaucoup pour un auteur qui se veut toujours un homme politique et affirme tenir en réserve d'autres révélations pour ses véritables « mémoires ». Gageons que l'association de politique étrangère qu'Edouard Chevardnadze vient de fonder n'est qu'un tremplin pour d'autres activités plus importantes, de niveau international ou à Moscou. Certains ne disent-ils pas déjà tout bas que ses talents de conciliateur feraient merveille à la présidence de ce qui restera d'Union soviétique ?

MICHEL TATU

(1) L'avenir s'écrit liberté, par Edouard Chevardnadze. Editions Odile Jacob, 356 pages, 130 francs.

LA RADIO EN DIRECT DE CONCERTO MEDIA

Pour s'orienter dans le nouveau paysage radio, Concerto, pour la troisième année consécutive, réalise une synthèse complète.

Au sommaire de cet ouvrage de 185 pages, illustré de nombreux graphiques, cartes et histogrammes, quatre grandes parties :

- La fréquentation de la radio : équipement des ménages, évolution de l'audience et des consommations.
- Le comportement des auditeurs : fidèles et exclusifs.
- L'offre radio nationale et régionale.
- L'activité publicitaire : évolution des recettes selon les types de support, répartition et saisonnalité de la pression publicitaire.

Tous les classiques de la culture radio, mais aussi des éclairages inhabituels et des exemples étrangers aidant à percevoir les signes avant-coureurs des changements prochains. On sont implantés réseaux et programmes nationaux ? Des cartes minutieuses pour chacun des réseaux décrivent les zones de couverture technique. Où en est la réglementation ? Quelles seront les conséquences du Communiqué 34 sur le statut des stations et leur activité publicitaire ? Et les formats ? Que peut-on retenir de leur répartition aux Etats-Unis ? Quelles seront les couleurs de la radio dans les années à venir ? Et s'il fallait prendre en compte la couleur d'antenne dans les plans médias, dans la création publicitaire ? Où en est la concurrence radio/télévision ? Pour le savoir rien ne vaut un examen attentif du budget temps des audio-téléspécateurs.

CONCERTO MEDIA VA DÉS À TOUTES DISPOSITIONS POUR VOTRE PRÉSENTATION CONCERTO POUR VOS RÉSEaux, VOS RESEAUX, PLUS D'UNE ÉQUIPE D'EXPERTS.

CONCERTO MEDIA

27-28 RUE DES POISSONNIERS - 92200 NEUILLY - TELEPHONE 46 43 33 33

ASIE

INDE : enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre

Qui a tué Rajiv Gandhi ?

Quinze jours après l'assassinat de Rajiv Gandhi, le mystère reste presque entier quant à l'identité des meurtriers et à leurs motivations. La « piste tamoule » continue d'apparaître comme la plus plausible mais, outre qu'aucune preuve formelle n'existe encore, elle n'est plus la seule.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Les assassins de l'ancien premier ministre n'étaient pas des amateurs. De cela au moins, les enquêteurs sont sûrs. L'attentat était non seulement l'œuvre de spécialistes, mais peu de groupes terroristes à travers le monde avaient le savoir-faire nécessaire pour monter une opération aussi sophistiquée.

L'élément essentiel est bien sûr le fait que Rajiv Gandhi ait été tué lors d'une opération-suicide. Son assassin — une femme dont le coule de la peau indique qu'elle appartient à une race du sud de l'Inde ou du Sri-Lanka — s'est transformée en « bombe humaine ». Cette précision permet de resserer le champ des investigations : rares sont les meurtriers et terroristes qui acceptent de mourir pour leur cause.

La tentation, dès lors, est grande de montrer du doigt le LTTE (Tigres libérateurs de l'Éelam tamoul), qui lutte depuis 1983 pour obtenir une patrie (l'Éelam) pour les Tamouls, minorité de l'ancienne Ceylan longtemps négligée, voire opprimée par la majorité cinghalaise. Les Tigres sont des combattants redoutables, qui ont mis en échec l'armée de Colombo, mais aussi les 60 000 soldats indiens envoyés en 1987 par Rajiv Gandhi, d'abord pour protéger les Tamouls, ensuite pour mater la rébellion séparatiste.

Les Tigres ont monté plusieurs opérations-suicides. Chaque combattant porte, attaché autour du cou par un cordon noir, une capsule de cyanure : la consigne est de se suicider en cas de capture.

La LTTE a, d'autre part, systématiquement assassiné les chefs des groupes tamouls rivaux, et il est à l'origine de nombreux attentats meurtriers. Il serait ainsi responsable de la mort de Ranjan Wijetunge, le tout-puissant secrétaire d'État à la défense, le 2 mars dernier, à Colombo.

Une « main étrangère »

L'explosif employé — c'est le premier indice sérieux qui accorde le « piste tamoule » — serait le même que celui utilisé dans la machine infernale qui a tué Rajiv Gandhi. Les enquêteurs indiens ont précisé qu'il s'agissait d'un type de plastique — le RDX — fabriqué, selon eux, par quelques rares pays : les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. D'où la théorie de la « main étrangère ».

L'assassin a utilisé une ceinture contenant plus de 500 grammes de plastique, additionné de centaines de billes d'acier. C'est en se courbant en signe de respect envers le chef du parti du Congrès que la charge, placée dans son dos, a littéralement sauté au visage de « Rajiv ». Ce qui explique que la tête de celui-ci ait été réduite en charpie mais que son corps n'ait pratiquement pas été touché. Les enquêteurs ont la conviction que la ceinture infernale a également été fabriquée à l'étranger.

Cette femme, dont on recherche toujours l'identité, n'aurait pas agi seule. Un homme qui se trouvait sur place quelques minutes avant l'explosion est activement recherché, ainsi qu'une autre femme, soupçonnée de complicité, d'après les photos d'amateur prises quelques minutes avant l'attentat. De même, on recherche une voiture officielle blanche de marque Ambassador portant un gyrophare et qui a quitté les lieux juste après l'explosion.

Tout cela ne constitue pas des preuves contre le LTTE. Mais le démenti des Tigres ne prouve rien non plus : ils ne revendiquent plus depuis longtemps les opérations terrorisées dont ils sont les auteurs.

La faire dans le cas présent leur allierait toute sympathie indienne pour longtemps. La plus curieuse dans cette « piste tamoule » est que les motifs qui auraient fait agir les Tigres ne sont pas clairs.

Certes, « Rajiv » est à l'origine de la répression par l'armée indienne des combattants tamouls : en trente mois, 2 200 Tigres ont été tués, mais aussi 1 500 soldats indiens. Mais, outre qu'il s'agit presque d'historique ancien, le LTTE avait fait savoir ces derniers mois qu'il était prêt à ouvrir le dialogue avec New-Delhi. Des contacts étroits se poursuivaient, d'autre part, avec les autorités de l'État indien du Tamil-Nadu. C'est même pour cette raison que le gouvernement central avait imposé l'état d'urgence au Tamil-Nadu, accusant son ministre en chef de faire le jeu des « terroristes » en autorisant la présence de camps d'entraînement du LTTE sur son territoire.

Palestiniens ou CIA ?

On sait, d'autre part, que Rajiv Gandhi avait rencontré, le 5 mars dernier, un émissaire des Tigres à qui il aurait donné des assurances sur sa volonté, une fois renommé premier ministre, de rouvrir des négociations avec le LTTE. Si cela est vrai, les Tigres n'avaient aucun intérêt à la faire disparaître. Au cours de cet entretien ultra-secrète et controversé, « Rajiv » s'est-il engagé à pacifier, ou est-ce, au contraire, son intransigence, qui a décidé les Tigres à l'éliminer ?

Mais, si ce n'est pas le LTTE, qui ? Les enquêteurs écartent d'abord les autres groupes tamouls, réputés incapables d'organiser un attentat aussi minuté. De même, les mouvements terroristes et séparatistes qui agissent en Inde, tels, cochenis ou eassamais, sont pour l'instant réputés innocents, en raison de leur manque de « professionnels ».

Enfin, la « piste étrangère » : le chef de l'OLP avait prévenu l'ancien premier ministre, il y a un mois, d'un complot visant à l'assassiner.

Cette révélation a été faite au premier ministre, M. Chandrasekhar, par M. Ararfat lui-même à l'occasion des obsèques de Rajiv Gandhi. Selon certaines sources, les Tigres entretiennent des liens avec des organisations extrémistes au Liban, et deux cents d'entre eux auraient été entraînés par des groupes palestiniens.

M. Chandrasekhar estime que l'implication des Tigres dans l'assassinat est « certaine », même si il est possible qu'ils aient été « utilisés par quelqu'un d'autre ». C'est là l'hypothèse selon laquelle le LTTE aurait offert — plus exactement vendu (contre des armes) — ses services. Mais pour le compte de qui ?

Dans la foule qui accompagnait la dépouille mortelle, beaucoup de gens ont conspu le CIA. Selon eux, en opposant au ravivement américain au cours de la guerre du Golfe, Rajiv Gandhi aurait adopté une attitude anti-américaine potentiellement dangereuse pour les intérêts de Washington dans la région.

L'accusation ne paraît pas très sérieuse : à l'époque, des diplomates américains nous avaient affirmé que « Rajiv » lui avait fait discrètement parvenir des assurances, expliquant que sa position était à « connotations » purement intérieure et que, une fois revenu au pouvoir, il aurait à cœur de resserrer les relations américano-indiennes.

L'enquête, bien sûr, ne fait que commencer. Il n'est pas sûr qu'elle aboutisse jamais. M. Verma, le juge de la Cour suprême qui préside la commission d'enquête, a indiqué avoir accepté cette responsabilité avec l'espoir que des « pressions politiques » ne l'empêchent pas de faire son devoir. De là à penser que la mort de Rajiv Gandhi, comme bien des meurtres célèbres, ne sera jamais complètement élucidée...

LAURENT ZECCHINI

DIPLOMATIE

Défense : les divergences entre Paris et Washington

Suite de la première page

« Nous sommes prêts à soutenir les arrangements que nous — nos alliés européens — jugeront nécessaires pour exprimer une nouvelle identité européenne en matière de défense et de sécurité, des arrangements qui peuvent et doivent renforcer l'alliance. Il doit y avoir transparence dans nos débats (au sein de l'OTAN et de la Communauté européenne) et complémentarité dans nos conclusions. »

Cette référence aux travaux menés par les Douze, sur leur compétence en matière de défense, figure dans le communiqué final de Copenhague, et c'est la première fois dans un texte de l'OTAN. De même, figure dans le texte consacré au développement des relations avec l'Europe de l'Est une référence à la manière au rôle central de la CSCE et à celui de la Communauté et du Conseil de l'Europe. C'est tout ce qu'attendait la France de la réunion de Copenhague.

Cet exercice diplomatique ne résout évidemment pas les divergences de fond franco-américaines. Paris soupçonne les États-Unis de chercher seulement, en réformant l'OTAN, à maintenir l'instrument de leur pouvoir en Europe et de vouloir étouffer dans l'œuf tout début d'initiative européenne indépendante. Les États-Unis, de leur côté, soupçonnent Paris de vouloir saper la cohésion de l'alliance atlantique par des initiatives concurrentes, et de souhaiter la extinction à terme des affaires européennes.

Reflet de ces soupçons, M. James Baker a, dans son intervention, affirmé que l'alliance devait rester « la grande voie de consultation et de coopération entre tous les États membres », et qu'il n'était pas question de supprimer ses structures militaires intégrées. S'il a fait droit au désir des Européens de définir leur identité propre en matière de sécurité, s'il a mentionné les travaux des Douze sur l'union politique, c'est l'OTAN qui reste pour lui le cadre normal de cette réflexion. Il a d'ailleurs souhaité qu'y soient associés les pays européens membres de l'alliance atlantique mais n'appartenant ni à la CEE ni à l'UEO, à savoir la Norvège et la Turquie.

M. Dumas a, de son côté, fait la distinction entre le « réel » (l'alliance atlantique qui existe, dont on a encore besoin et qui doit se réorganiser) et le « virtuel » (la dimension de défense de la Communauté européenne qui n'est qu'à l'état de projet politique pour l'instant, et ne prétend pas, pour l'instant, s'incarner dans un dispositif militaire). C'est probablement grâce à cette distinction que l'on sortira de la contradiction actuelle entre les déclarations françaises et américaines d'ici à la fin de l'année.

Le ministre français des affaires étrangères a d'ailleurs insisté sur le fait que le débat n'est pas clos, qu'on est dans une phase transitoire et que seul le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'alliance, prévu pour le mois de novembre à Rome, tranchera. C'était laisser entendre que la France a encore son mot à dire sur la réforme de l'OTAN et que les ministres de la défense en ont un peu trop fait la semaine dernière à Bruxelles, lors d'une réunion à laquelle elle ne participait pas, se présentant comme une décision acquise un projet de réorganisation des forces militaires de l'alliance.

Il n'a pas été précisément question, jeudi à Copenhague, de la Force de réaction rapide proposée à Bruxelles. Mais la question encore ouverte des missions qui lui seront assignées est de nature politique. Elle relève du rôle que l'on veut faire jouer globalement à l'OTAN. L'alliance, a dit M. Dumas, ne doit pas donner l'impression qu'elle

cherche à tirer profit des changements intervenus ces dernières années dans les relations Est-Ouest pour élargir son rôle militaire. Autrement dit, la France s'opposerait à ce que l'OTAN se dote de moyens d'intervention hors de son champ actuel, soit en Europe de l'Est, soit dans d'autres régions du monde.

«Partenariat» avec l'Europe de l'Est

Conscient du malaise qu'éprouvent la situation nouvelle en Europe centrale et orientale, où le pacte de Varsovie n'a été remplacé par aucune garantie de sécurité, le conseil atlantique de Copenhague a consacré une longue déclaration à ce qu'il nomme le « partenariat » avec l'Europe de l'Est. Le texte affirme le soutien de l'OTAN à la consolidation de la démocratie, de même que son souci de « s'assurer aucun pays » (c'est-à-dire l'URSS). Il se prononce pour la mise sur pied rapide d'un centre de prévision des conflits, prévu dans le cadre de la CSCE, et pour la création d'un mécanisme de consultation d'urgence dans ce cadre en cas de crise.

Le document propose aussi le développement de liaisons diplomatiques régulières entre l'OTAN et les pays d'Europe de l'Est : réunion d'information entre hauts fonctionnaires et experts de questions militaires, invitations des responsables militaires de ces pays à participer à des débats au siège de l'alliance atlantique, voire à des programmes d'études et de formation. On est un peu sceptique, du côté français, sur la finalité de cette démarche, qualifiée de « buzzare » par un responsable de la France a surtout cherché dans cette affaire à freiner l'activisme américain et à veiller à ce que soit clairement renvoyé à la CSCE ce qui, selon elle, lui revient davantage qu'à l'OTAN.

C'est sur la situation en URSS que M. James Baker, à la veille de rencontrer à Genève son homologue soviétique, a surtout insisté jeudi. Après avoir souligné que les tentatives réformatrices semblaient reprendre le dessus depuis quelques semaines sur les tendances conservatrices à Moscou, il a énoncé les conditions que les États-Unis mettent à une aide à ce pays : orientation vers une véritable économie de marché, poursuite des efforts vers la constitution d'un état de droit, satisfaction « par le dialogue et la négociation » des aspirations des Russes, élaboration d'un traité de l'Union « qui donne aux Républiques l'autonomie qu'elles souhaitent ».

M. Baker a aussi récusé les diverses demandes d'aides massives formulées ces derniers jours à Moscou en déclarant que l'aide américaine ne serait pas de type « big bang », qu'elle ne pouvait être que « progressive et réaliste », dès lors que les Soviétiques auraient admis qu'ils doivent d'abord s'adonner eux-mêmes.

CLAIRE TRÉAN

Le Pentagone dévoile l'existence d'un programme de construction d'un nouveau missile de croisière « furtif ». — L'US Air Force a dévoilé jeudi l'existence d'un programme de construction d'un missile de croisière « furtif », jusqu'à présent secret, le TSSAM, conçu principalement pour être utilisé par le bombardier B-2. L'existence du programme a été annoncée par l'US Air Force le TSSAM (Tri-Service Standoff Attack Missile) est un missile de croisière à charge conventionnelle, « à bas niveau de visibilité, pouvant être tiré de l'air ou du sol ». — (AFP.)

Dans le sous-continent indien

Le Pakistan veut réunir une conférence sur la prolifération nucléaire

Le premier ministre pakistanais a proposé jeudi 6 juin de réunir une conférence à cinq pour éliminer les dangers de prolifération nucléaire dans le sous-continent indien.

Au cours d'un discours au Collège national de défense, près de Rawalpindi, M. Nawaz Sharif a déclaré : « Je voudrais proposer que les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine rencontrent l'Inde et le Pakistan pour discuter et résoudre la question de la prolifération nucléaire en Asie du sud ». Des signes permettent de penser, a-t-il ajouté, qu'Américains, Chinois et Soviétiques « pourraient vouloir défendre une approche régionale » de la question. Cette proposition intervient alors

que les relations entre Islamabad et Washington se sont dégradées en raison des efforts du Pakistan pour se doter d'une capacité de frappe nucléaire, en particulier avec le soutien de la Chine. « Les difficultés nouvelles avec les États-Unis sont particulièrement regrettables (...) et on ne devrait pas laisser ces relations se dégrader », a déclaré M. Sharif.

Ni l'Inde ni le Pakistan n'ont encore signé le traité de non-prolifération nucléaire, auquel la France vient de promettre d'adhérer. L'Inde a fait exploser son premier engin nucléaire en 1974. — (AFP, UPI.)

CAMBODGE

Le prince Sihanouk se rendra à Phnom-Penh en novembre à l'invitation du premier ministre

Le prince Norodom Sihanouk a annoncé jeudi 6 juin à Bangkok qu'il retournerait en visite à Phnom-Penh en novembre prochain, à l'invitation du premier ministre du régime pro-vietnamien, M. Hun Sen. Auparavant, ce dernier viendra voir le prince en juillet dans sa résidence de Pyongyang, en

la reprise des combats au Cambodge, mettant fin à un fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 1^{er} mai.

«Aider à la réconciliation nationale»

L'ancien souverain a affirmé que les Khmers rouges ne « voulaient pas que la CNS commence à fonctionner » alors que lui voulait « aider à parvenir à [la] réconciliation nationale » entre « toutes les factions ».

Enfin, à Djakarta, où le président chinois Yang Shangkun se trouve en visite officielle, le ministre des affaires étrangères de Pékin a indiqué que son pays soutient les efforts de l'Indonésie pour régler le conflit cambodgien. Les deux pays ont estimé que tout retard à une solution du conflit risquait de déstabiliser la région. — (AFP, Reuters, UPI.)

NOMINATIONS

Affaires étrangères

M. Jean Mendelson directeur du cabinet de M. Alain Vivien

M. Jean Mendelson a été nommé directeur du cabinet de M. Alain Vivien, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires étrangères.

[Né le 24 septembre 1949, M. Jean Mendelson est ancien élève de l'ENA. Au cabinet du ministre des relations extérieures de 1981 à 1985, il a ensuite été détaché à Santiago du Chili, puis à la mission du bicentenaire de la Révolution française. Depuis février 1990, il était chargé de mission au Centre d'analyse et de prévision du ministère des affaires étrangères.]

Action humanitaire

M. Jean-Maurice Ripert directeur du cabinet de M. Bernard Kouchner

M. Jean-Maurice Ripert a été nommé directeur du cabinet de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de l'action humanitaire.

[Né le 22 juin 1953, M. Jean-Maurice Ripert est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Nommé au cabinet du ministre délégué à la coopération en 1983, à celui du ministre des affaires européennes en 1984, puis à celui du ministre des relations extérieures, il a ensuite été en poste à Washington (1986-1988). Depuis août 1988, il était chargé de mission auprès du premier ministre.]

Francophonie

M. Christian Connan directeur de cabinet de M^{me} Catherine Tasca

M. Christian Connan a été nommé directeur du cabinet de M^{me} Catherine Tasca, ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie.

[Né le 18 octobre 1947, M. Christian Connan est ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé d'allemand et ancien élève de l'ENA. Nommé en 1984 au cabinet du ministre de la défense, il a ensuite été conseiller diplomatique auprès du chef d'état-major des armées. En poste à Bonn depuis 1984, il était conseiller culturel depuis septembre 1989.]

LE MONDE diplomatique

Juin 1991

- **LIBERTÉS ET RAISON D'ÉTAT** : La démocratie blessée par les injustices du système économique, par Claude Julien. — Tant de complexités dans le financement des partis, par Christian de Brie. — Faibles leçons dans le cotonneux brouillard du consensus (C. de B.). — Une ténébreuse affaire dans la course à la Maison-Blanche, par Yves Eudes.
- **PROCHE-ORIENT** : Cette guerre qui n'aurait jamais dû avoir lieu, par le général Mattiahu Peled. — Le peuple irakien victime de deux folies, par Joost R. Hiltermann. — Privés d'État, les Kurdes ne peuvent oublier les leçons de l'Histoire, par Kendal Nezan.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

هكمان الأول

POLITIQUE

La rencontre entre M. Marchais et M. Mauroy

Communistes et socialistes ouvrent « un dialogue nouveau »

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, a déjeuné, jeudi 6 juin, avec M. Pierre Mauroy, au bureau parisien du premier secrétaire du Parti socialiste. Ce tête-à-tête, le premier depuis plus de deux ans, consacre une reprise de contact entre les deux dirigeants de gauche.

A un jour près, c'était un déjeuner d'anniversaire. Celui des soixante et onze ans de M. Georges Marchais, que le secrétaire général du PCF fête vendredi 7 juin. Ses retrouvailles imprévues avec M. Pierre Mauroy se sont déroulées, la veille, chez le premier secrétaire du PS. Pes de communiqué commun après un déjeuner au cours duquel les deux hommes ont partagé salade de langoustines, carré d'agneau et tarte au citron ou glace, selon les versions. En revanche, les deux dirigeants se

sont accordés sur les termes succincts du message qu'ils veulent transmettre : « Un dialogue nouveau est possible. »

Saisissant l'occasion de l'arrivée à Matignon de M^{me} Edith Cresson, dont le discours « industrialiste » ne peut lui déplaire, le secrétaire général du PCF a décidé de changer l'attitude dont il affirme qu'elle continue à se situer, malgré tout, dans la ligne du dernier congrès de son parti. Voulant sans doute vérifier la réalité de ce changement de discours et de comportement des dirigeants communistes et connaître leurs intentions à l'égard du gouvernement, le premier secrétaire du PS a « sondé » son homologue.

« Il s'est passé quelque chose. Je voudrais à la fois insister sur cet événement et ne pas l'exagérer », a dit M. Mauroy en rendant compte de ce déjeuner devant la presse. « C'était une conversation pour faire le tour des questions. Nous n'avons pas pris de décision », a

insisté le dirigeant socialiste dont le ton était plus empreint de circonspection que d'enthousiasme.

Le premier secrétaire a indiqué qu'il voulait « avancer avec prudence, réalisme, conviction, en ne criant pas union, union ». Il a donné un mode d'emploi de ce rapprochement : « Nous entrons dans un dialogue. Si nous avons ce dialogue, on se reverra. A un moment donné ce dialogue permettra à des délégations de se rencontrer, pourquoi pas ? » M. Mauroy a assuré qu'il n'avait rien négocié avec son interlocuteur, à qui il aurait indiqué que les modes de scrutin pour les élections régionales et législatives n'avaient pas de raison de changer.

L'humanité de vendredi 7 juin publie une déclaration de M. Marchais intitulée « Tout dépend du peuple ». Le secrétaire général indique que l'essentiel de la discussion a porté sur « les immenses changements qui ont lieu et qui s'opèrent dans le monde et dans notre société, et sur la vision que chacun de nos partis ». Le dirigeant communiste ressort de cette rencontre au sommet « avec l'im-

pression d'une certaine inflexion de l'attitude du PS à notre égard ». Pour autant, M. Marchais n'en conclut « surtout pas que l'essentiel se passerait désormais dans des conversations entre dirigeants ». « Plus que jamais, dit-il, c'est du rassemblement des forces populaires contre toute politique dirigée contre elles et pour une politique nouvelle que tout dépend et dépendra. C'est à cela que les communistes continuent de consacrer leurs efforts. »

La seule décision annoncée officiellement au terme de cette entrevue est l'organisation d'un colloque, avant la fin de l'année, où pourront débattre les responsables socialistes et communistes, « de Georges Marchais à Charles Fiterman », a précisé M. Mauroy. Analyse de M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, dans un entretien publié par le quotidien l'Alsace : « De fait, l'union de la gauche est reconstituée pour des raisons tactiques ».

O. B.

M. Le Pors : « Rétro et archaïque... »

M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF, qui était, vendredi matin 7 juin, l'invité d'Antenne 2, a commenté avec ironie les retrouvailles politiques de MM. Mauroy et Marchais. « C'était émouvant et sympathique, cela avait un petit air rétro, archaïque, a-t-il notamment déclaré. Ça fait dix-huit mois que je propose le retour à des relations courtoises, je trouve donc que c'est plutôt bien. »

L'ancien ministre de la fonction publique a rappelé qu'il avait été critiqué par la direction de son parti quand il s'était personnellement entretenu avec M. Mauroy, en novembre dernier : « A l'époque, c'était mal vu et on en avait fait un compte-rendu tандanciaux. Aujourd'hui, on s'en félicite,

c'est mieux effectivement, a-t-il ajouté. Il est certain que la conjoncture explique ce qui se passe. M. Mauroy et M. Marchais sont à la tête de partis en difficulté. En se rencontrant il se légitiment mutuellement. »

Le premier secrétaire du PS ayant annoncé la préparation d'un colloque avec le PCF pour la rentrée prochaine, M. Le Pors, qui fait partie du courant « refondateurs » du PCF, a profité de la circonstance pour rappeler la tenue de la première rencontre publique organisée par les signataires du manifeste « Refondations », vendredi 7 juin à 21 heures et le lendemain à la Cité des sciences et des techniques de la porte de la Villette à Paris.

□ L'Association des démocrates prend ses distances avec Franco unie. — L'Association des démocrates (ADD), présidée par M. Michel Durafour, ancien ministre du gouvernement de M. Michel Rocard, a décidé de prendre ses distances avec Franco unie, mouvement animé par M. Jean-Pierre Soisson. Mais elle ne veut pas rompre avec la majorité présidentielle.

Un bureau national extraordinaire de l'ADD, réuni mercredi 5 juin en présence de ses trois fondateurs, MM. Michel Durafour, Jacques Pelletier et Thierry de Beaudé, a confirmé la ligne d'autonomie décidée au lendemain du changement de gouvernement, qui avait été marqué, notamment, par le départ de ces trois ministres d'ouverture.

□ M. Rufenacht (RPR) pourrait conduire la liste de la droite aux élections régionales en Seine-Maritime. — Le débat sur le choix de la tête de liste de l'opposition pour les élections régionales de mars 1992 en Seine-Maritime vient de prendre un virage polémique après la révélation de consignes de la direction nationale du RPR invitant M. Roger Fossé, ancien député, président du conseil régional depuis 1982, à se retirer au bénéfice de M. Antoine Rufenacht, député, ancien secrétaire d'Etat. M. Fossé avait prévenu qu'il ne céderait pas à « un quelconque diktat parisien », tandis que M. Rufenacht a déclaré vouloir éviter une querelle avec son aîné. L'UDF n'intervient pas dans le débat, un accord prévoyant de laisser au RPR la direction de la liste régionale alors que les conseils généraux ont, chacun, un président du CDS. — (Corresp.)

La méthode de M^{me} Cresson

L'anti-Rocard

Il est trop tôt pour savoir si M^{me} Cresson parviendra à combiner le « nouvel élan » social et européen avec une priorité accrue à l'industrialisation du pays et le maintien d'un franc fort. En revanche, trois semaines après sa nomination à Matignon, sa méthode de gouvernement apparaît bien comme l'antithèse de celle de M. Michel Rocard. M. Rocard voulait agir sur la durée; il avait ouvert de multiples grands chantiers et cela lui a été reproché; il aimait à théoriser sa pratique de chef de gouvernement, avec une expression souvent complexe, qui impressionnait certains de ses auditeurs, en désorientait d'autres.

Il y a encore un autre terrain, d'ailleurs lié au premier, sur lequel le gouvernement de M^{me} Cresson entend prendre le contre-pied de l'image du gouvernement de M. Rocard. Depuis qu'il est porte-parole, M. Jack Lang, à chaque conseil des ministres, souligne combien le nouveau gouvernement a pour souci une meilleure efficacité, une plus grande rapidité de l'appareil d'Etat. Dernier exemple en date : la protection du littoral (le Monde du 7 juin), pour laquelle ministres et préfets sont invités à faire preuve de la plus grande fermeté, ce qui revient à dire que ce n'était pas le cas sous M. Rocard.

Avec M^{me} Cresson au gouvernement, c'est exactement le contraire : son entourage ne cache pas qu'à ses yeux, il est inutile de se lancer dans vaines six directions différentes. Les mesures doivent être simples, facilement identifiées, rattachées à quelques grandes orientations : la lutte contre le chômage, la formation. En plus, il faut aller vite. L'horizon du premier ministre est limité par les législatives. Sa politique doit donc avoir produit ses effets assez tôt pour que les électeurs le perçoivent et le traduisent dans leurs votes.

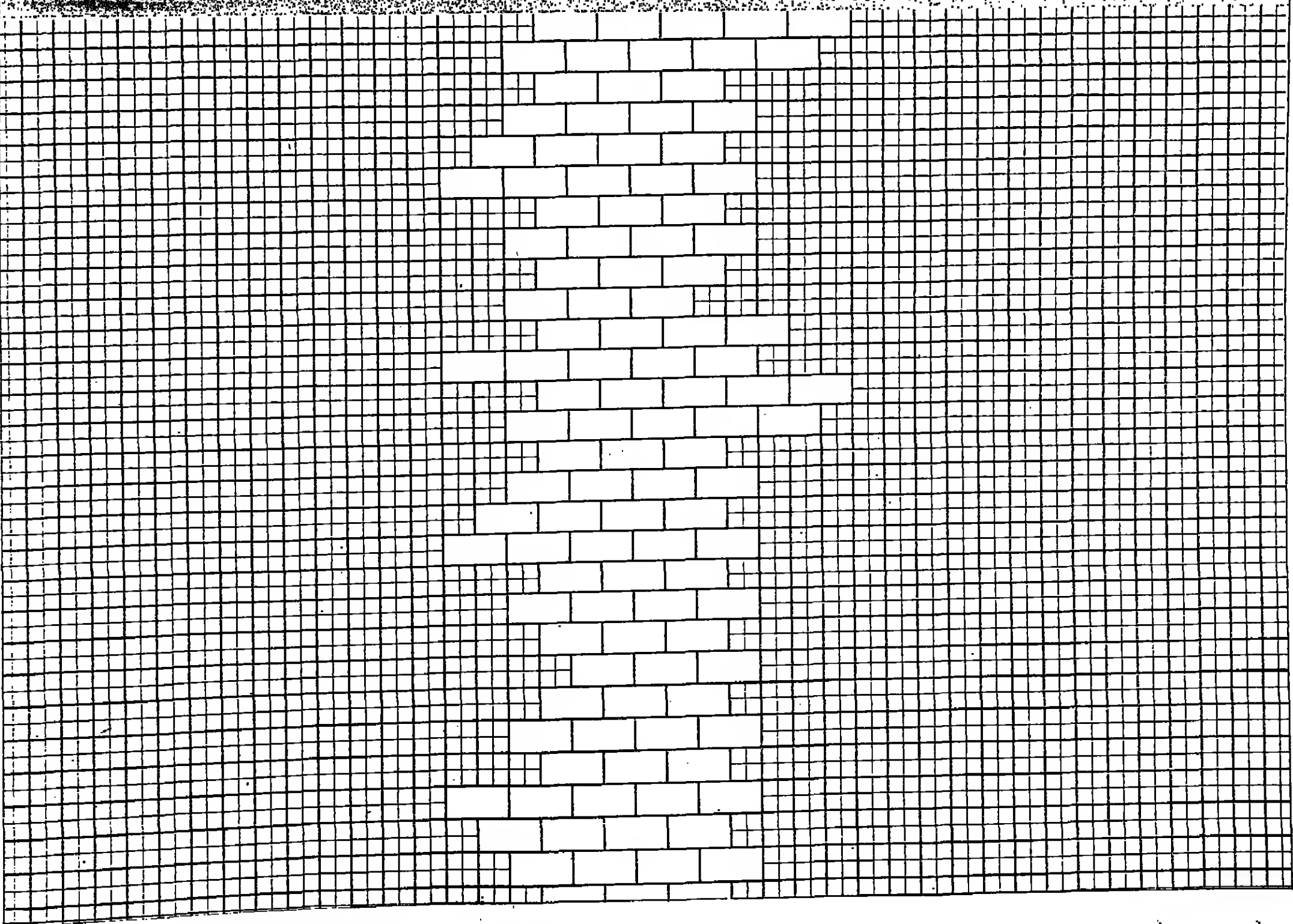
En outre, le raisonnement de M^{me} Cresson — tel que le développent ses proches — face à l'abstention des électeurs de gauche est simple : pour que les gens aillent voter, ils doivent comprendre la politique suivie, il faut donc tenir le discours le plus clair, le plus accessible, le plus compréhensible possible, quitte à ce qu'il puisse paraître simpliste (1). La paradoxe de M. Rocard est qu'il s'était présenté comme le premier ministre de la « vie quotidienne » des Français, au risque de faire sou-

Puisque le nouveau gouvernement s'est délibérément placé sur ce terrain très concret et très sensible, il sera intéressant de voir si le volontarisme à la Cresson produit plus d'effets que le mode de gouvernement « épaissi » de M. Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) M^{me} Cresson a inauguré, jeudi 6 juin, une nouvelle forme de communication indirecte. Chaque semaine, elle s'entretient avec des journalistes de manière informelle, à condition qu'aucun de ses propos ne soit rapporté entre guillemets.

ON A VITE FAIT DE SE MURER DANS UN SYSTÈME DE PENSÉE.



POLITIQUE

L'élection partielle de Belfort

M. Chevènement s'emploie à mobiliser les abstentionnistes

Le second tour de l'élection législative partielle, provoquée par la démission de la suppléante de M. Jean-Pierre Chevènement afin de permettre à l'ancien ministre de la défense de retrouver son siège à l'Assemblée nationale, oppose, dimanche 9 mai, la maire de Belfort au candidat de l'opposition parlementaire, M. Jean Rossat (RPR). M. Chevènement, qui a obtenu 38,51 % des voix au premier tour, s'est fixé comme objectif d'en réunir 55 % au second et s'emploie, pour y parvenir, à mobiliser les abstentionnistes.

BELFORT

de notre envoyé spécial

La distribution de tracts à l'entrée de l'usine Alstom est acrobatique. Les ouvriers qui prennent leur service à 13 heures arrivent à vélo ou à cyclomoteur et franchissent les grilles en ralentissant à peine. Les militants désireux de leur communiquer des opinions politiques ou syndicales doivent donc préparer chaque feuille en la plantant en deux et la leur passer comme une musette de ravitaillement sur le Tour de France.

Jeu 6 juin, l'exercice était d'autant plus difficile que deux rangs de distributeurs se tenaient aux portes des ateliers où l'on construit, notamment, les moteurs du TGV : des socialistes, dont M. Jean-Pierre Chevènement, candidat à l'élection législative partielle du 9 juin, M. Gilbert Marin-Moskovitz, suppléant, et M. Christian Proust, président du conseil général, à l'extérieur de l'usine ; des cégétistes, anonymes, à l'intérieur. « Quand Chevènement sera élu, on aura les trente-cinq heures », demandait à la cantonade un militant de la CGT, la casquette vissée sur la tête, avant l'arrivée de l'ancien ministre. Le gardien de l'usine veillait scrupuleusement à ce que les politiques n'outrepussent pas la frontière de l'établissement.

Comme souvent à Belfort, le second tour de l'élection législative partielle voulue par M. Chevènement, le 22 avril dernier, pour « préparer une nouvelle étape de son action politique », mobilise davantage que le premier. Les deux meetings organisés l'un par le PS, l'autre par la droite le 5 juin (Le Monde du 7 juin) avaient

même une tonalité annonciatrice des grands affrontements régionaux et législatifs à venir. De M. Alain Juppé, vedette de la réunion adverse, M. Chevènement affirmait qu'avec M. Edouard Balladur il incarne « ce qui reste du gaullisme quand on a été l'espion ». M. Rossat citait, lui, des méchantes vers reçus d'un de ses partisans : « Belfort, ancienne ville de garnison. Dit très fort : « Non à la trahison ! » Les deux adversaires ont eu droit, jeudi soir, sur la station locale de Radio-France, à un face-à-face, préparé de part et d'autre avec soin.

« Le cynisme des puissants »

Ils avaient déjà eu l'occasion de se mesurer d'une autre manière, moins conventionnelle. L'Est républicain leur ayant demandé de traiter l'un des sujets de philosophie soumis aux lycéens le 5 juin, il s'agissait d'un texte de Kant sur la référence au droit dans les relations entre États. M. Chevènement était à son affaire. « Le cynisme des puissants doit toujours se camoufler derrière l'invocation du « droit », écrit l'ancien ministre de la défense au sujet de l'actuel des États-Unis dans la crise du Golfe. Il ajoute : « Non ! la raison du plus fort n'est pas toujours la meilleure. On ne doit pas se coucher ou « collaborer », même si c'est plus confortable. L'appel au droit est au fond de la conscience humaine. Cela stoppe, selon les époques, « l'ennemi », « résiste », ou bien « l'utérus ». Pour moi, c'est cela, être « gauche » et même, plus simplement, être un homme ».

M. Rossat voit dans la guerre du Golfe la démonstration de la thèse inverse. « Pour une fois, écrit-il, la « nature » donne au plus faible le droit de jeter à la face du plus fort son ignominie : elle donnait la possibilité, pour paraphraser Clausewitz [...], de « faire de la guerre la continuation de la morale ». Un pari de l'intelligence ! » Le professeur de philosophie auquel les deux copies ont été soumises sans mention de l'identité de leurs auteurs a jugé non conforme la façon dont les candidats ont pratiqué le commentaire de texte... et a refusé, pour cette raison, de les noter.

PATRICK JARREAU

Le débat sur la défense à l'Assemblée nationale

Le « risque » a remplacé la « menace »

Avant la discussion de la future loi de programmation militaire qui devrait avoir lieu à l'automne au Parlement, les députés ont tenté, jeudi 6 juin, à un galop d'essai en tentant notamment de tirer les enseignements de la guerre du Golfe. M. Edith Cresson a assisté brièvement à ce débat précédé par une déclaration du gouvernement sur les orientations de la politique de défense. Le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, s'est prononcé pour une rénovation de la programmation militaire débouchant, à terme, sur une véritable planification.

Bien que les enseignements de la guerre du Golfe aient servi de toile de fond au débat de l'Assemblée, chacun s'est efforcé d'éviter le travers consistant à préparer pour demain la guerre qui vient de se terminer. Précaution d'autant plus sage que l'instabilité du contexte international donne des arguments à ceux qui prônent une défense à l'articulation flexible.

A la notion relativement précise de « menace » (celle qui faisait peser par exemple le pacte de Varsovie) s'est substituée celle plus floue et plus inconfortable de « risque », ont rappelé plusieurs orateurs, dont M. Alain Juppé. Le secrétaire général du RPR a estimé que la seule certitude qui demeurerait aujourd'hui, « c'est que nous n'en avons aucune... ». Le député RPR en conserve toutefois une : celle de la faillite politique de la défense. C'est cette faillite qui, « imposera, a-t-il dit, à nos successeurs des choix difficiles, dont le pays doit prendre conscience dès maintenant ». Il s'est toutefois gardé de reprocher à son compte le chiffre de 4,5 % du PIB (contre 3,37 % aujourd'hui) avancé par le président du RPR, M. Jacques Chirac, comme le niveau à atteindre pour doter la France d'un outil militaire crédible. Il s'est prononcé pour la progression de l'effort de défense de 3 % l'an (en francs constants) sur une durée de cinq ans minimum. Cette progression devrait, dans son esprit, couvrir l'ensemble du budget de la défense (équipement et fonctionnement).

M. Philippe Mestre (UDF, Vendée) lui a emboîté le pas : « La France ne dispose plus des moyens militaires indispensables pour faire face à ses obligations et pour satisfaire sa légitime ambition de tenir son rang dans le monde. Cela saute aux yeux ! », s'est-il exclamé en demandant un effort financier qui ne soit pas inférieur à 4 % du PIB : « C'est le chiffre pivot au-dessous duquel il serait dangereux de faire descendre l'effort financier ».

L'orateur du groupe centriste, M. Loïc Bouvard, a fait preuve de moins d'impétuosité en estimant qu'à un moment où d'autres pays diminuaient leur budget de défense la France se devait de donner l'exemple, non pas par l'accroissement de son propre effort, mais par la conjonction politique, économique et financière de ses armes nucléaires à l'aube de l'an 2000, a-t-il dit. Il faut une véritable sécurité collective englobant toute l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, il n'a pas chappé au ministre de la défense que la tonalité générale de son discours était toutefois plutôt mesurée. Le député communiste s'est notamment félicité des positions prises par le président de la République en faveur du désarmement.

Le ratio miracle

De son côté, M. Goy-Michel Chauveau (PS, Sarthe) a cherché à relativiser cette querelle de chiffres en expliquant que, même avec 6 % du PIB, la France ne pourrait pas réaliser les programmes arrêtés. Membre de la commission des finances, M. François Hollande (PS, Corrèze) a également mis en garde ceux qui feraient du pourcentage du PIB le ratio miracle. Il a contesté sa fiabilité en soulignant son caractère artificiel puisqu'il est lié au niveau de la croissance. Il a renvoyé dos à dos ceux qui prônent une hausse ou une baisse importante des dépenses militaires en rappelant à quel point était rigide la structure du budget de la défense. « Il faut écarter les schémas simplistes et partir des missions », a-t-il rappelé. Au passage, il a attiré l'attention de M. Joxe sur le fait que l'opinion publique comprendrait mal que les contributions financières (6 milliards de francs) apportées à la France par ses alliés pour l'effort de guerre du Golfe n'aillent pas à la défense pour « une part significative ». En effet, selon certains députés, le ministère du budget ne l'entendrait pas ainsi.

Horizon 2002

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, s'est gardé également d'avancer trop précipitamment sur le terrain de l'évaluation financière. Il a toutefois rappelé que la tendance générale dans les pays occidentaux était plutôt à la réduction des effectifs et à la réduction des dépenses de défense. « Sans se précipiter tête baissée vers des réductions nouvelles, nous ne pouvons pas nous laisser aller dans la direction opposée, c'est-à-dire celle d'une croissance forte de nos dépenses militaires qui ne correspondrait ni à notre analyse stratégique ni à nos capacités économiques », a-t-il insisté sur le fait que le nouvel environnement économique de la défense

était à l'internationalisation des programmes d'armement et des capacités de production : « Notre industrie de défense ne saurait vivre dans l'autarcie et avec l'éternelle assurance qu'elle dispose d'un marché protégé ». Il s'est déclaré prêt à se faire l'avocat de la coopération internationale, quelles que soient les difficultés « et, pourquoi pas, l'avocat du marché européen de l'armement ».

S'agissant de la future loi de programmation militaire, le ministre a insisté sur le fait que, pour s'adapter à la nouvelle norme internationale, il fallait la concevoir comme la première étape d'une planification de la défense à l'horizon 2002 (dont particulièrement pour la dimension logistique). Il n'a pas caché son ambition de redonner à l'instrument de programmation « toute son autorité ». Il s'est engagé à rendre compte, chaque année, devant la représentation nationale, de l'exécution des programmes et à justifier les écarts éventuels constatés. D'autre part, conformément à un vœu exprimé par le président Boucheron, M. Joxe s'est dit favorable à la réduction, chaque année, d'un rapport parlementaire sur les exportations d'armements.

Enfin, il a renouvelé les réserves émises par la France à propos de la réorganisation des futures forces de l'OTAN telles que définies par le Comité des plans de défense le 28 mai dernier. « On peut s'interroger, dit-il, sur la façon dont on peut mener à bien une telle réorganisation, qui conduit à remettre en question la structure des forces de l'alliance, avant même d'être fixés sur l'évaluation de la menace, le renouvellement de la stratégie et du rôle de l'OTAN, tous sujets qui, de leur propre aveu, ne feront l'objet de décisions que lors du sommet de l'alliance en novembre, auquel participera le président de la République ».

Le RPR a reproché au gouvernement d'avoir mis l'OTAN en réorganisation sans intervenir ni faire de proposition. L'ancien président de la commission de la défense, M. François Fillon (RPR, Sarthe), a, quant à lui, défendu l'idée d'une « européanisation de l'OTAN », idée, selon lui, moins « illusoire » qu'une politique de défense commune propre aux Européens. « Il appartient à la France de mettre les Européens au pied du mur et de les convaincre de prendre davantage leurs responsabilités. Les convaincre, c'est aller les débattre là où ils sont : c'est-à-dire à l'OTAN », a-t-il affirmé.

PIERRE SERVANT

Réunion à Poitiers des libéraux démocrates et réformateurs européens

M. Giscard d'Estaing veut inventer un nouveau fédéralisme

POITIERS

de notre envoyé spécial

Les Français ne sont pas très à l'aise dans les regroupements internationaux de partis politiques. Les réunions, tenues à Poitiers depuis le début de la semaine, de la Fédération des libéraux démocrates et réformateurs européens, d'abord de son groupe au Parlement de Strasbourg, puis de son quatorzième Congrès, ont encore une fois montré.

Certes, M. Valéry Giscard d'Estaing a rempli sans rechigner les devoirs de sa charge de président de groupe, n'hésitant pas à tenir le « mauvais rôle » de rapporteur du bilan d'activités : certes, M. Jean-Pierre Raffarin, le président PR du conseil régional de Poitou-Charentes et membre de l'Assemblée de Strasbourg, a su démontrer que la réputation de l'accueil français n'était pas vain ; mais les deux partis politiques français membres de cette Fédération, le Parti républicain et le Parti radical, ont manifesté un intérêt très grand pour cette instance. Pour s'en convaincre, il suffisait de voir les tables de leurs délégations obstinément vides, jeudi 6 juin dans l'après-midi, pendant que le congrès débattait avec passion des statuts de la Fédération.

C'est que les alliés européens du PR et des radicaux valaisiens sont des partis qui, chez eux, sont autant en lutte contre des partis conservateurs ou démocrates-chrétiens puissants que contre les socialistes. Les divergences de stratégie nationale ne peuvent qu'avoir une influence sur les choix européens.

Ainsi, M. Gérard Longueval, le président du PR, en accueillant jeudi matin les quelque cent soixante délégués des quatorze par-

tis de nos onze voisins de la Communauté membres de cette Fédération, en son nom et en celui de M. Yves Galland, président du Parti radical, a souligné que ces deux formations voulaient allier « un volontarisme européen acharné à une démarche empirique ». Certes, il a expliqué que cette prudence dans le cheminement avait pour raison la crainte de donner des arguments à des « néo-populistes » qui pourraient utiliser les contraintes entrainées par la construction européenne. Mais il a aussi clairement laissé entendre qu'en défendant cette ligne, il voulait faciliter un accord en France, avec le RPR, insister sur le pragmatisme, c'était se démarquer du CDS mais aussi du programme de la Fédération libérale qui se veut exclusivement volontariste.

Retour aux pères fondateurs

De même M. Giscard d'Estaing, s'il a souligné que les progrès vers l'union politique effectués par la conférence intergouvernementale qui la préparait étaient « faibles », n'a pas caché que pour préparer l'élargissement qu'il souhaite de la Communauté aux pays scandinaves et à ceux de l'ancien bloc communiste, il fallait que le résultat de cette conférence intergouvernementale soit compatible avec de nouvelles adhésions à la Communauté. Il faut donc, d'après lui, inventer « un fédéralisme d'un type nouveau ». Or, le projet de résolution préparé par les dirigeants de la Fédération libérale continue à prôner le fédéralisme des pères fondateurs de la construction européenne. Son président, l'ancien ministre belge M. Willy de Clercq, après avoir séchement critiqué l'état actuel des négociations entre

les gouvernements des Douze, a même demandé que les Pays-Bas nationaux s'autorisent pas la ratification du futur traité d'union politique si celui-ci n'était pas approuvé par le Parlement européen. Les Français, eux, ne sont pas prêts à défendre une telle démarche.

M. Giscard d'Estaing s'est aussi montré plus nuancé que ses hôtes étrangers à propos de l'union monétaire. Il s'est dit préoccupé par ce que la marche vers celle-ci « au lieu de s'accélérer, actuellement se ralentit ». Mais il a aussi reconnu que la complexité de sa construction s'accroissait puisqu'il y a, en ce moment, « plutôt divergences que convergences des politiques économiques ». Il a d'ailleurs souligné que la situation allemande, après l'intégration de l'ancienne Allemagne de l'Est, montrait « les difficultés d'une union monétaire trop rapide ». Ainsi, l'ancien président de la République française a souligné, devant les libéraux volontaristes, que la politique ne pouvait pas faire plier l'économie.

THIERRY BRÉHIER

Modifiant le texte du gouvernement

Le Sénat défend l'autonomie des services hospitaliers

Les sénateurs ont continué, jeudi 6 juin, l'examen du projet de loi réformant le système hospitalier. A propos de l'organisation médicale des établissements hospitaliers, la droite a voté un amendement supprimant toute référence aux départements, revenant ainsi à la loi Barzach de 1987.

Service hospitalier ou département hospitalier ? Les familles des questions hospitalières savent que ce débat recèle les ingrédients d'une grande querelle, aussi considérable que le clivage entre l'hôpital privé et l'hôpital public. Il s'agit de la « guerre de la départementalisation », laquelle oppose, à propos des règles de l'organisation médicale interne des établissements, la gauche, qui en tient pour le département, à la droite qui ne veut pas en entendre parler.

Sur proposition du rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Claude Huriet (Un. cent., Meurthe-et-Moselle), la majorité sénatoriale a donc prôné l'adoption d'un amendement supprimant la référence aux départements, « afin de souligner que, le

service reste bien l'unité administrative de base des établissements ».

« Nous abordons un terrain miné et passionnel », a prudemment commencé le ministre, qui a ensuite critiqué le caractère contraignant de la disposition proposée par la commission des affaires sociales. M. Guy Penne, porte-parole du groupe socialiste, qui avait dénoncé au cours de la discussion générale « la frousse des patrons » qui « se referment comme des mollusques l'omell-branches lorsque l'on prononce le terme de « département », avait vané la ressource du ministre en regrettant que le Sénat se fasse « la bastion du mandarinat ».

La responsabilité des établissements

M. Huriet s'est défendu en arguant du fait que l'amendement renforçait l'autonomie des établissements et qu'il participait donc de l'esprit d'une toute autre disposition, adoptée à l'Assemblée nationale sur proposition de M. Durieux, qui offre aux établissements une réelle marge de manœuvre. M. Charles Desours (RPR, Loire) a assisté le rapporteur en indiquant que les jeunes médecins hospitaliers étaient particulièrement remontés contre le texte du gouvernement et qu'ils allaient d'ailleurs bientôt se mettre en grève pour lui signifier leur mécontentement. La majorité sénatoriale a finalement voté pour l'amendement qui précise que « les services peuvent être organisés en unités fonctionnelles ou fédérés en départements ». Le groupe socialiste a voté contre et le groupe communiste s'est abstenu.

La volonté de la commission des affaires sociales de responsabiliser les établissements s'est concrétisée sur d'autres points de

ce projet particulièrement technique. Estimant que le projet en discussion n'a pas comme objectif la réduction des dépenses de santé mais bien la réforme du système hospitalier, les sénateurs ont, par exemple, décidé de supprimer, au chapitre des autorisations pour les établissements, la subordination de cette autorisation au respect d'engagements relatifs aux dépenses, à la charge de l'assurance-maladie ou au volume d'activité.

Ils ont également rétabli, à propos des contrats pluriannuels entre les établissements, l'Etat et les collectivités – pour la réalisation d'objectifs retenus par le schéma d'organisation sanitaire, le texte du gouvernement. Initialement, ce texte précisait le caractère facultatif de ces contrats, alors que l'Assemblée nationale lui en avait donné un plus systématique.

De même, à propos de l'organisation des établissements, les sénateurs, prolongeant une disposition adoptée à l'Assemblée nationale, ont supprimé la tutelle de l'Etat sur les délibérations des conseils d'administration. L'amendement adopté stipule que le contrôle a posteriori est la règle et le contrôle a priori l'exception. Les établissements publics de santé seront donc soumis, sauf en matière financière, à un régime semblable à celui des établissements publics locaux, régit par la loi de décentralisation de 1982. C'est d'ailleurs ce dernier point qui a suscité les vaines réserves de MM. Durieux et Penne qui ont estimé que le système, valable pour les collectivités territoriales, était difficilement transposable pour des établissements de santé.

GILLES PARIS

LES CAHIERS DE L'ESPRIT L'ORIENT

L'APRÈS GUERRE

Contre la guerre des cultures

ضد حرب الثقافات

Juin 1991, numéro spécial 95,00 FF

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - TEL : 481 108 33

مكتبة الأمل

EDUCATION

Malgré la volonté du premier ministre d'accélérer la mise en place d'un contrôle continu

Le gouvernement ne modifiera pas le baccalauréat en 1992

Le baccalauréat n'aura pas lieu. C'était en 1989 : un haut fonctionnaire de la maison Education nationale prophétisait la catastrophe... pour 1992. Un raté dans le programme informatique, chargé de répartir les quelque 130 000 candidats de la région parisienne dans les centres d'examen, et la montre rendait son dernier hoquet. Tué par asphyxie et indigestion de candidats.

Un an avant l'échéance fatale, le baccalauréat est toujours là mais le mètre-étalon de notre enseignement n'est plus très gaillard. Année après année, l'examen-phare français bat tous les records d'affluence et s'approche un peu plus du point de rupture. Près de 600 000 candidats (dont près de la moitié pour le seul baccalauréat général) sacrifient au rite cette année, soit 12 % de plus que lors de la dernière session.

En 1950, 5 % des jeunes d'une génération obtenaient le précieux parchemin ; ils étaient 11 % en 1960, 20 % en 1970, 38,5 % en 1980 et 44,4 % en 1990. Si l'objectif d'amener 60 % d'une classe d'âge au niveau du bac en l'an 2000 se réalise, c'est 60 % qui décrocheront alors l'examen, si les taux de succès actuels se maintiennent. Et ils sont en progression constante : 68,9 % de succès en 1987, 71,9 % en 1988, 72,9 % en 1989, 73,1 % en 1991 ; le nombre des candidats atteindra alors les 700 000.

Une machine ingérable

L'organisation du bac, qui coûte la bagatelle de 170 millions de francs, s'enlise dans des difficultés qui s'alourdissent chaque année. Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, s'est émue, comme auparavant M. Michel Rocard, de la désorganisation du troisième trimestre, imputable en partie à l'examen. Tous les lycées publics

sont, en effet, mobilisés et, dans certaines académies comme à Paris, les collèges sont mis à contribution. Mais, quand bien même on trouverait des solutions de remplacement - établissements publics, églises ou cinémas - les enseignants manqueraient à l'appel. Car ils sont mobilisés, dès le début des épreuves, par la surveillance des salles d'examen, puis par le passage des copies et, enfin, par la correction. Une corvée qui tourne au cauchemar dans certaines disciplines comme la philosophie, où les professeurs sont rares et les copies très nombreuses.

Signe des temps : le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), c'est fait une douce violence en acceptant, l'an dernier, l'idée que les locaux des lycées privés - qui présentent 100 000 candidats - soient mis à contribution. Car la mise à l'écart du privé avantage ce dernier, qui peut tranquillement faire travailler ses élèves en toute sérénité jusqu'au dernier jour de l'année scolaire. Le ministère, pour l'instant, n'a pas tranché.

Pas question, néanmoins, pour le SNES de pousser trop loin le bouchon et de laisser les enseignants du privé, même diplômés, corriger les précieuses copies. C'est même le seul point sur lequel, lors de son dernier congrès, le Syndicat a exprimé un vote négatif. Un symbole. Le congrès est, en effet, resté sourd à la requête de certains militants de l'Ouest, qui se plaignaient de crouler sous le poids des copies des lycées du privé, particulièrement nombreux dans la région.

En 1989, M. Lionel Jospin avait déjà tiré le signal d'alarme en s'inquiétant de ce que la machine devenait ingérable. Mais ses propositions du 22 avril pour la rénovation des lycées contournaient soigneusement l'obstacle. Nulle trace, en effet, dans le schéma soumis par le ministre à la concerta-

tion, d'une réforme ou au moins d'aménagements inévitables de prévenir l'implosion. Pas plus que ses prédécesseurs, l'actuel ministre de l'éducation nationale n'a osé, jusqu'à présent, affronter le suprême tabou, véritable clé de voûte de l'édifice scolaire.

Le débat n'est pas nouveau. Depuis des années, le constat fait l'objet d'un consensus très large : la seule solution pour échapper à l'asphyxie consisterait à alléger, d'une manière ou d'une autre, l'organisation de l'examen. Depuis le rapport de M. Antoine Prost, en 1982, sur l'état des lycées, la plupart des observateurs ont préconisé une formule de contrôle continu, déjà en vigueur pour certains diplômes de l'enseignement professionnel. Mais la réticence des enseignants du SNES, syndicat majoritaire dans les lycées, comme le poids symbolique du baccalauréat pour les familles, ont jusqu'à présent fait avorter toute tentative de réforme. Ainsi, l'an dernier, M. Jospin avait lancé un ballon d'essai en proposant une formule de contrôle continu partiel pour les seuls baccalauréats technologiques. Mais il avait rapidement été obligé de battre en retraite devant le tollé soulevé par cette proposition.

170 millions de francs

A peine installée, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a relancé le débat en s'appuyant sur le mécontentement provoqué, cette année comme chaque année, par la désorganisation du troisième trimestre, dont le bac est en partie responsable. « Avec la progression du nombre d'élèves, si on laisse les choses en l'état, la situation empirera, soulignait-elle, le 26 mai à Saint-Ouen-l'Aumône. Je sais les réticences qu'entraîne la suggestion de développer le contrôle continu pour limiter la durée et le contenu

des examens. Si elle n'est pas la bonne, cette solution devrait être remplacée par d'autres suggestions que, pour ma part, je ne vois pas. »

Sentant le vent venir, le ministre de l'éducation nationale avait, dès le 23 mai, à Saint-Avoid (Moselle), évoqué l'éventualité « qu'une partie du baccalauréat se fasse en cours de formation ». Une telle perspective a immédiatement cristallisé les positions. M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, déclarait le 4 juin que l'instauration du contrôle continu au baccalauréat est « une bonne formule, moins coûteuse en temps, moins stressante et tout aussi efficace » que l'examen final actuel. Et il ajoutait que « le contrôle continu ne diminuerait pas la valeur de l'examen ». La riposte ne s'est pas fait attendre. Le SNES, ardent défenseur de la grand-messe annuelle, nationale et anonyme, s'insurgeait contre l'éventualité de « transformer le bac en diplôme maison, avec contrôle en cours de formation, simple attestation de fin d'études, avec son carrelage, la perte du statut de premier grade universitaire et l'instauration d'une sélection à l'entrée à l'université ». Même écho du côté de la Société des agrégés. Devant ces réactions, M. Jospin, le 6 juin, déclarait prudemment à RMC que la question du contrôle en cours de formation « sera posée ». Mais il restreignait son champ d'application éventuel aux langues vivantes et se réservait d'aborder la question lors de la présentation, avant la fin du mois de juin, de sa réforme du lycée.

Tant de tergiversations ne sont manifestement pas du goût du premier ministre. L'entourage de M^{me} Cresson laissait entendre, le 6 juin, qu'il fallait trancher la question. Et rapidement. Commande aurait été passée au ministre de l'éducation nationale d'alléger l'organisation du baccalauréat dès la session 1992.

Il semble aujourd'hui que cette échéance très rapprochée, qui bousculerait le calendrier de la réforme des lycées envisagé par M. Jospin, n'ait jamais été explicitement évoquée par Matignon.

Dans un communiqué publié le 7 juin, « le cabinet du premier ministre précise que, dans le but de permettre aux élèves de bénéficier d'une année scolaire pleine, certaines modalités d'organisation du baccalauréat seront revues dès la session de 1992. En revanche, il ne saurait être envisagé, à cette date, de mettre en œuvre une réforme du baccalauréat. Cette dernière est à l'étude dans les services du ministère d'Etat, ministre de l'éducation nationale. Cette réforme sera conduite en étroite concertation avec les représentants des enseignants et des parents d'élèves. »

Il est évident que les services du premier ministre découvrent à vive allure la lourdeur de l'éducation nationale et la complexité de ce genre de réforme. On ne modifie pas le fonctionnement de cinquante séries de baccalauréat par un coup de baguette. Surtout quand on sait que cette machine complexe est mise en route dès le mois de septembre pour la session de juin suivant.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

EN BREF

Le nombre des tués de la route a baissé de 18,3 % en avril. Le bilan du mois d'avril en matière de sécurité routière traduit une nouvelle amélioration par rapport au mois d'avril 1990. Les accidents régressent de 10,4 %, le nombre des blessés de 12,5 % et celui des tués de 18,3 %, soit 673 en un mois.

ESPACE

Pour réparer des joints de portes

Sortie imprévue pour les astronautes de Columbia

Mauvaise surprise pour les sept astronautes de la navette américaine Columbia, en orbite autour de la Terre depuis mercredi 5 juin : à peine installés, ils ont appris qu'une sortie imprévue dans l'espace serait peut-être nécessaire pour effectuer une réparation essentielle à la sécurité de leur habitat.

Fixées sur le bord transversal de la soute de la navette, des bandes flexibles de 4,5 mètres de long, qui jouent le rôle de joints hermétiques lorsque les portes se referment, semblent en effet s'être décollées au début du vol.

Les ingénieurs de la NASA craignent que les sections brisées d'un de ces joints ne gênent le bon verrouillage de la navette lors de la phase initiale de son retour sur Terre, prévu pour le 14 juin. La sortie dans l'espace de deux astronautes pourrait avoir lieu dimanche 9 juin, et entraînerait l'arrêt des travaux scientifiques à bord du Spacelab pendant l'opération. (AFP)

LES PROBLÈMES TROUVENT UNE ISSUE.

Chez Matra c'est la souplesse d'esprit qui permet de marier rigueur et intuition créative pour sortir des sentiers battus et trouver des solutions originales à des problèmes complexes. L'expertise de Matra, en micro-électronique et génie logiciel, acquise au fil des années est à la base de son savoir-faire. Dans ses domaines de compétences, l'Espace, la Défense, le Transport, l'Automobile et les Télécommunications, ses réussites témoignent du bien-fondé et de la créativité de sa démarche.

MATRA

HAUTE TECHNOLOGIE CRÉATIVE

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la suite des inculpations de douaniers à Dijon

MM. Nallet et Sapin annoncent un projet de loi sur les « livraisons surveillées » de drogue

Le garde des sceaux, M. Henri Nallet, et son ministre délégué, M. Michel Sapin, ont annoncé, jeudi 6 juin, qu'un projet de loi sur les « livraisons surveillées » de drogue serait présenté au conseil des ministres au mois de juillet.

Où fixer les limites des pouvoirs des douaniers, gendarmes et policiers en matière de lutte contre le trafic de drogue ? Encouragé par leur ministre, M. Michel Sapin, qui les enjoignait de « lutter sans merci » contre les « marchands de mort », les douaniers de Dijon, Vienne et Lyon avaient répondu à cette question à leur manière. Trois responsables lyonnais et dijonnais de la direction nationale des recherches et enquêtes douanières avaient été inculpés, le 13 mars, pour infractions à la législation sur les stupéfiants et écroués.

Le magistrat dijonnais chargé de l'instruction, M. Robert Bartheletti, leur reprochait d'avoir recouru à un système d'investigation que, selon

lui, la loi ne permet pas : procédant à un long travail d'infiltration d'un réseau de trafiquants, les douaniers avaient été jusqu'à manipuler d'importantes sommes d'argent et à laisser six semaines de cannabis s'évaporer dans la nature. Sans doute l'opération avait-elle permis de saisir une demi-tonne de drogue, le 9 décembre, mais les zones d'ombre du dossier avaient conduit le juge à mettre en doute la probité douanière.

Faire faire ou laisser faire

A Lyon et à Vienne, des informations judiciaires ont été également ouvertes à la suite de saisies de drogue controversées. Les magistrats n'admettent pas que les douaniers recourent à des méthodes non reconnues par le code de procédure pénale. Et ce d'autant moins que les agents des douanes n'agissent pas sous le contrôle de la justice, contrairement aux policiers qui ont, eux, reçu l'habilitation d'officier de police judiciaire (OPJ).

Les douaniers mis en cause ont profité d'un flou juridique. Dans le domaine de la réglementation de la lutte contre le trafic de drogue, aucun texte de loi ne réglemente directement le problème des « livraisons surveillées ». Les seuls textes en vigueur sont ceux qui ont été dérogés au fil des ans par la jurisprudence de la Cour de cassation : ces principes limitent l'utilisation par les douaniers, les gendarmes et les policiers de la « provocation ». « Cette jurisprudence peut se résumer ainsi : on peut laisser faire, on ne peut pas faire faire », a expliqué M. Michel Sapin. Ce qui peut se traduire ainsi : on peut être là, regarder, voire accompagner, mais on ne peut pas faire commettre l'infraction.

Les douaniers français peuvent se faire passer pour des acheteurs de drogue, mais il leur est interdit de se mettre en situation de vendeurs, voire de trafiquants : ils « provoquent » un délit sanctionné par le code pénal. Pas question, donc, d'utiliser en France les méthodes « undercover » des policiers américains, souvent prompts à endosser

les habits des trafiquants. Le projet de loi aura pour premier objectif de mettre la législation française en accord avec les textes internationaux, notamment la convention de Vienne, qui est entrée en vigueur en France le 31 mars dernier.

Ce texte, qui autorise les « livraisons surveillées », définit cette méthode dans son premier article : il s'agit de permettre le passage de stupéfiants sur un territoire « au vu et sous le contrôle des autorités compétentes (...) en vue d'identifier les personnes impliquées dans la commission des infractions ».

Une fois précisée, la « livraison surveillée » sera réglementée par le projet de loi français, qui exclura les méthodes de la DEA américaine. La chancellerie espère présenter ce projet de loi à un conseil des ministres au mois de juillet. Il semblerait « au plus tôt » discuté au Parlement au cours de la session d'automne.

ANNE CHEMIN
et ERICH INCYAN

Alors que M. René Trager est maintenu en détention

Un nouveau juge d'instruction a été désigné dans l'affaire des fausses factures de Nantes

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, qui - fait exceptionnel - siégeait en audience publique à la demande des avocats de la défense, a confirmé jeudi 6 juin le maintien en détention de M. René Trager, quarante-neuf ans, gérant de sociétés, inculpé d'escroqueries et d'abus de biens sociaux et incarcéré à Nantes depuis le 13 mars, sous inculpation de complicité de fraude fiscale, Pierre Tual. Le juge d'instruction nantais,

M. Pierre Périat, avait été dessaisi de cette affaire après l'apparition dans le dossier de noms d'élus, dont celui du maire socialiste de Saint-Nazaire, M. Joël Bataillon. Le 12 mai, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait choisi la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes pour la désignation d'un nouveau magistrat instructeur. Ce sera M. Robert Cornu, président de la chambre d'accusation.

NANTES

de notre correspondant

A l'origine de cette nouvelle affaire de fausses factures, un directeur de sociétés, M. René Trager, messin d'origine, installé à Nantes il y a une dizaine d'années, il « tombe », en mars dernier, pour un trafic d'armes dans lequel est impliqué un policier.

Le juge d'instruction nantais, M. Pierre Périat, aujourd'hui dessaisi, - aidé des services fiscaux et de la police judiciaire, mène une enquête fructueuse : abus de confiance, abus de biens sociaux pour 3 millions de francs, banqueroute frauduleuse. C'est ce qu'aurait caché les activités de l'industriel sussi

bien dans le domaine publicitaire et l'audit informatique que dans la transformation de l'aluminium et l'immobilier.

Ces charges valent à M. Trager d'être inculpé et écroué. Mais il se rebiffe. Au cours de l'instruction il cite le maire de Saint-Nazaire et prétend lui avoir versé de l'argent pour l'aider dans ses activités politiques. Selon l'inculpé, cette aide lui aurait permis d'obtenir des marchés publics de la ville de Saint-Nazaire.

Peu avare de confidences, M. Trager laisse entendre que, sous le couvert de ses sociétés, il a servi d'intermédiaire entre plusieurs maires socialistes de Loire-Atlantique et de entrepreneurs du bâtiment. Plus généralement, il ne serait pas étranger au

financement du PS local. En l'état actuel de l'enquête, il semblerait que 10 % des trois millions de francs détournés par M. Trager auraient été destinés au financement du PS, le reste lui permettant de mener grand train : résidences secondaires, plusieurs voitures.

Lors de l'audience de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, les défenses de M. Trager ont estimé que leur client est un bon émissaire. M. François Chéron n'a pas manifesté de doute sur la plausibilité de Daniel Nedez, imprimeur proche de la mairie de Nantes, et Urbé, le cabinet d'urbanisme, aujourd'hui dissous, chargé de collecter des fonds pour le PS.

Y. Rn.

La restructuration des établissements de jeux

Le casino de Charbonnières a été racheté par le groupe Partouche

Après s'être porté acquéreur du 34 % des parts du casino de Charbonnières-les-Bains (Rhône), « le Lyon vert » (1), M. Isidore Partouche, soixante-trois ans, PDG d'un groupe propriétaire d'une dizaine d'établissements de jeux (2), a finalement acquis, le 30 mai, 50 % des actions de ce casino pour une somme avoisinant 130 millions de francs.

LYON

de notre bureau régional

Le groupe Raineau, dont le PDG, M. Albert Raineau, soixante-cinq ans, avait été placé en détention, le 8 février dernier - avant d'être remis en liberté, le 26 avril, contre une caution de 700 000 F - sous les inculpations d'abus de biens sociaux et de « dissimulation de tout ou partie du produit des jeux » (le Monde du 14 février), se sépare ainsi, à bon prix, de la totalité des parts qui lui restaient. En revanche, M. Lucien Wilms, homme d'affaires belge, fils de M. Alexandre Wilms, fondateur, aux Etats-Unis, de la marque de machines à sous Bally's (leader mondial et principal fournisseur des « bandits manchots » du Lyon vert), ne cède rien au groupe Partouche et conserve une part importante du capital du Lyon vert.

La concrétisation de cette transaction pourrait aboutir à la réouver-

ture prochaine du Lyon vert - fermé depuis le 13 février, après l'inculpation du directeur des jeux, M. Georges Porte - et au réemploi des quelque 187 salariés au chômage technique. Comme nous l'a confirmé M. Jean-Marc Sauvé, directeur des libertés publiques au ministère de l'Intérieur, une décision devrait être prise « dans les jours qui viennent », après l'examen du dossier déposé par les nouveaux propriétaires qui, selon ces derniers, répondrait aux quatre conditions posées par la Commission supérieure des jeux. Parmi celles-ci, figurent la reconstitution du conseil d'administration et du comité de direction des jeux et la mise à l'écart de tous les anciens dirigeants du secteur machines à sous, sur lesquelles des manipulations informatiques et/ou électroniques auraient permis de distraire des sommes pouvant atteindre 20 millions de francs. C'est M. Robert Benhamou, neveu de M. Partouche, qui doit prendre la responsabilité générale des jeux, en abandonnant, du même coup, celle de Forges-les-Eaux.

La restructuration du casino de Charbonnières semble s'inscrire dans une sorte de reconstitution du paysage français des établissements de jeux. Dans le courant du mois de mai, pour le seul département de la Haute-Savoie, on a assisté à l'ouverture d'un casino à Annecy et à la fermeture de celui de Chamonix. Alors que plusieurs des seize casinos ayant obtenu l'autorisation d'exploiter des machines à sous - en mai

1988, par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur (sur le départ) - ont été fermés (notamment le Royal Golf de Mandelieu, le Casino club de Nice et le Lyon vert), le casino de Charbonnières n'est pas un « bandit manchot » (grâce à ses 300 machines, le casino de Charbonnières n'a réalisé, en 1990, 148 millions de francs de chiffre d'affaires) fait de plus en plus d'envieux dans le monde des jeux. Comme M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, l'avait laissé entendre, le 5 mai, au « Club de la presse » d'Europe 1, de nouvelles autorisations sont à l'étude, « sans abandonner la politique de rigueur » mise en œuvre par M. Pierre Joxe. Ces futurs nouveaux agréments pourraient concerner une cinquantaine des cent trente-huit casinos français, et leur délivrance devrait intervenir par étapes d'ici la fin de l'année.

ROBERT BELLERET

(1) Shuk, en fait, sur la commune de La Touche-Salvagny (Rhône).
(2) Le groupe Partouche, que M. Isidore Partouche, ancien électrocardiologue, rapatrié d'Algérie, dirige à la manière d'un patriarche, possède notamment des casinos à Vichy (deux salles), Saint-Amand-les-Eaux, Forges-les-Eaux, Dieppe et dans d'autres localités du nord ou de l'ouest de la France. Aucun de ces établissements ne bénéficie de l'autorisation d'exploiter des machines à sous. Aujourd'hui, M. Partouche « espère obtenir un agrément pour cinq d'entre eux ».

Légère baisse du nombre de détenus au mois de mai

Le nombre de personnes incarcérées dans les prisons françaises (DOM et métropole confondus) a très légèrement fléchi en mai pour s'établir à 52 072 détenus contre 52 188 un mois plus tôt. Ces chiffres font apparaître une baisse du nombre des condamnés (31 699 au 1^{er} juin contre 32 029 au 1^{er} mai) et une progression du nombre des prévenus (20 373 contre 20 159).

Dans la seule métropole, le nombre de détenus était au 1^{er} juin de 50 047 contre 50 133 un mois plus tôt. Après trois mois de hausse consécutive au début de l'année, la population pénale avait déjà légèrement diminué au mois d'avril.

MÉDECINE

Après avoir été mise en cause

La Fondation nationale de transfusion sanguine justifie ses comptes

Les dirigeants de la société holding Espace vie, une filiale de la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS), ont tenu, jeudi 6 juin, à préciser les structures juridiques et les comptes de la Fondation et de ses filiales, à la suite des accusations portées par la presse, l'Express en particulier. « Si cette campagne injuste continue, beaucoup de donateurs se démobiliseront. Déjà, nous avons constaté une baisse effective de l'ordre de 10 % au niveau des dons de la FNTS », a expliqué M. Didier Lanson, vice-président de la société Espace vie.

Le groupe de la FNTS est doté d'une structure complexe. Un holding Espace vie, créé le 8 octobre 1990, détient à 99,9 % par la FNTS, est destiné à regrouper toutes les structures fonctionnelles du groupe, avec d'un côté les activités de non-profit liées au don du sang et à sa transformation, de l'autre les activités à caractère commercial, opérations de croissances et de diversification liées au fractionnement du plasma. « Nous avons créé des sociétés commerciales pour répondre à la réglementation en vigueur », a expliqué M. Didier Lanson, vice-président de la société Espace vie.

La création de la société holding Espace vie avait été saluée par le ministre délégué à la Santé, M. Bruno Durieux, dans une lettre datée du 26 février et adressée au docteur Michel Garretta, son président, et à M. Jean Weber, prési-

dent du conseil de surveillance. Dans sa lettre, promettait par l'aveu du docteur Garretta, directeur général démissionnaire du CNTS, M. Durieux notait que cette « initiative » constituait « une solution originale en ce qu'elle vise à doter la FNTS de moyens d'adaptation nécessaires à affronter les réalités de ses nouveaux environnements, en conjuguant éthique et performance économique ».

« Pas de cumul de rémunération »

Les responsables ont précisé la rémunération totale perçue par M. Garretta, directeur général du CNTS et président du conseil d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine, soit 999 322 francs. Ce montant inclut la somme de 64 560 francs perçue au titre de son poste d'administrateur de la société Haemotronics, une société américaine de vente et de location de matériels médicaux destinés à la séparation et au traitement du sang.

« Il n'y a pas de cumul de rémunération comme cela a été dit », ont affirmé les dirigeants d'Espace vie, jeudi 6 juin, mais un système d'intéressement avait été mis en place pour une vingtaine de cadres, plafonné à 15 % de leur rémunération. Cet intéressement avait été fixé pour M. Garretta à 0,6 % du résultat d'exploitation de l'ensemble des activités du groupe, avec un plafonnement de 400 000 francs, et à 0,3 % pour chacun des vice-présidents, avec un plafonnement de 200 000 francs. Mais étant donné que la Fondation avait bouclé l'année 1990 avec un déficit de 72,7 millions de francs, aucun intéressement n'avait pu être versé.

En outre, les dirigeants d'Espace vie contestent les résultats d'une enquête de l'inspection générale des affaires sociales de 1985

concluant à une utilisation abusive d'un compte bloqué pour la recherche afin de combler le déficit de la Fondation. En ce qui concerne les subventions d'Etat, elles représentent 16 % de l'ensemble des 550 millions de francs investis par la Fondation de 1986 à 1990.

MARTINE LARONCHE

La composition du Comité de suivi de la sécurité transfusionnelle. - MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, ont annoncé, jeudi 6 juin, la composition du comité de suivi de la sécurité transfusionnelle (le Monde du 7 juin). Cette structure sera composée des professeurs Laurent Dogos (hôpital Saint-Louis, Paris), Alain Godeau (CHU de Tours) et Roger Salamon (CHU de Bordeaux).

Sida et assurances : confirmation en appel de la condamnation de la compagnie Abelle-Vie. - La cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 24 mai, une ordonnance de référé du 11 février condamnant la compagnie d'assurances Abelle-Vie à honorer un contrat souscrit en 1987 par un client décédé trois ans plus tard du sida (le Monde du 2 mars). Pierre C., qui avait souscrit en 1987 une assurance privée auprès de la société Abelle-Vie, avait été hospitalisé en janvier 1990 à l'hôpital Bichat-Claude-Bernard. Le sida était diagnostiqué un mois plus tard, mais au vu de ce certificat médical, la compagnie d'assurances refusait de verser les indemnités prévues par le contrat. La société Abelle-Vie, qui plaide la « fausse déclaration intentionnelle », avait été déboutée le 11 février par le tribunal des référés.

Une expérience originale d'animation

« Quartiers lumière »

Que peuvent donc avoir en commun ces adolescents d'Air Bel qui pratiquent le parapente, ces gamins de la Brécarde qui dansent le reggae et ces jeunes adultes de la Buserine qui entretiennent leur HLM ? Ils habitent tous dans de grands ensembles de Marseille, réputés difficiles, et ils ont tous reçu, jeudi 6 juin, la visite de M. Michel Delebarre, ministre de la ville, et de M. Jack Lang, ministre de la culture, que guidait M. Robert Vigouroux, le maire de la cité phocéenne.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Cette descente ministérielle était destinée à marquer l'un des points forts d'une opération baptisée « Quartiers lumière », lancée le 18 mai dernier et qui s'achèvera le 16 juin prochain. Elle consiste à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que ces équipes sauvages du samedi soir qui se terminent parfois tragiquement : celui de l'imaginaire, de l'effort collectif pour en sortir, de la création culturelle et finalement de la fête.

Travaillant conjointement, les deux ministres, MM. Delebarre et Lang, ont repéré dans les banlieues à problèmes des milliers d'initiatives parmi lesquelles ils ont sélectionné environ 400 projets qu'ils ont décidé d'encourager et de faire connaître. Dans la seule ville de Marseille, par exemple, on peut répertorier des dizaines de groupes de rock, d'ateliers de théâtre, d'équipes sportives et de petites entreprises qui ont été créés par les jeunes des quartiers populaires. Rien de bien spectaculaire, rien en tout cas qui permette d'attirer l'attention des médias, par ailleurs si prompts à accourir lorsqu'il se produit un fait divers.

C'est cette injustice que MM. Lang et Delebarre ont voulu réparer en venant person-

nellement dans le cadre de l'opération « Quartiers lumière » visiter les courageux, les imaginatifs et les entrepreneurs. A Air Bel, dans une cour de récréation promise pour un moment piste de parapente, ils ont pu voir à l'entraînement des jeunes tous plus ou moins en échec scolaire. Mais cette aventure sportive inscrite leur permet de se distinguer, de se discipliner aussi et de s'organiser pour monter un club. Plusieurs ont déjà obtenu leur brevet de parapente. L'un d'eux est si doué qu'il fera partie de l'équipe de France de parapente. Un international à Air Bel, on n'avait jamais vu cela, et le quartier, soudain, se passionne.

La fierté de la collectivité

A la Brécarde, ce sont des gamins et des fillettes - une trentaine - pour la plupart d'origine étrangère, qui font la fierté de la collectivité. Sous la houlette d'une ancienne danseuse, ils ont constitué une sorte de mini-corps de ballet et se produisent jusqu'à Paris. Dans le ZUP de la Buserine - quinze mille logements sociaux entassés dans des tours et des barres - c'est encore tout différent. Pour combattre le chômage, qui atteint le taux effrayant de 22 %, les jeunes se sont groupés au sein de plusieurs régies qui s'emploient à entretenir immeubles et espaces verts. Plus de cent trente déjeuners touchent ainsi un salaire et apprennent un métier.

« Que ce soit par le sport, les arts ou par le travail, c'est toujours d'inspiration qu'il s'agit », remarque M. Delebarre. Ce que j'ai vu aujourd'hui me rend optimiste sur le sauvetage de nos banlieues. Car même si les aides par l'Etat et les municipalités, ce sont les habitants eux-mêmes qui se prennent en main. Domage qu'on ne le sache pas davantage ».

MARC AMBROISE-RENDU

« Quartiers lumière »

« Quartiers lumière » : une opération originale d'animation lancée par le ministre de la ville, M. Michel Delebarre, et le ministre de la culture, M. Jack Lang, pour visiter les quartiers défavorisés de Marseille. Les jeunes des quartiers populaires ont été encouragés à créer des clubs, des associations, des ateliers de théâtre, de sport, de musique, etc. L'opération vise à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales. L'opération a été lancée le 18 mai et s'achèvera le 16 juin prochain. Elle consiste à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales. L'opération a été lancée le 18 mai et s'achèvera le 16 juin prochain. Elle consiste à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales.

Les musiciens d'une île

« Les musiciens d'une île » : une initiative originale de la Fondation nationale de transfusion sanguine. Les jeunes des quartiers populaires ont été encouragés à créer des clubs, des associations, des ateliers de théâtre, de sport, de musique, etc. L'opération vise à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales. L'opération a été lancée le 18 mai et s'achèvera le 16 juin prochain. Elle consiste à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales.

« Les musiciens d'une île » : une initiative originale de la Fondation nationale de transfusion sanguine. Les jeunes des quartiers populaires ont été encouragés à créer des clubs, des associations, des ateliers de théâtre, de sport, de musique, etc. L'opération vise à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales. L'opération a été lancée le 18 mai et s'achèvera le 16 juin prochain. Elle consiste à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales. L'opération a été lancée le 18 mai et s'achèvera le 16 juin prochain. Elle consiste à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales.

« Les musiciens d'une île » : une initiative originale de la Fondation nationale de transfusion sanguine. Les jeunes des quartiers populaires ont été encouragés à créer des clubs, des associations, des ateliers de théâtre, de sport, de musique, etc. L'opération vise à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales. L'opération a été lancée le 18 mai et s'achèvera le 16 juin prochain. Elle consiste à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales. L'opération a été lancée le 18 mai et s'achèvera le 16 juin prochain. Elle consiste à faire connaître un autre aspect des quartiers défavorisés que celui des équipes sauvages du samedi soir. Les jeunes ont été encouragés à se prendre en main et à créer des initiatives originales.

CULTURE

MUSIQUES

Le son du silence

Le saxophoniste Stan Getz est mort le 6 juin à Los Angeles. Il était âgé de soixante-quatre ans

Doué, trop doué, génial, exaspérant, indépassable, désespérant, magnifique, le saxophoniste ténor Stan Getz, surnommé en toute simplicité « The Sound » (le son), vient de disparaître.

Pour une grande part du public, le nom de Stan Getz se confond avec la bossa-nova à l'américaine. Indice éclatant, on pouvait lire, il y a peu, dans des études à prétentions sérieuses, qu'il serait brésilien. Non, non : archétype du musicien de jazz des années 50, Stan Getz est né à Philadelphie, excitante métropole du jazz, le 2 février 1927. La bossa-nova, la « nouvelle vague » sur laquelle il a glissé en compagnie de Luis Bonfá, d'Astrud et de João Gilberto, avec le guitariste Charlie Byrd, ne représente qu'un accident éblouissant et révélateur d'une carrière somme toute étrange : « Les critiques ne m'ont pas, disait-il, sans doute à cause de ma personnalité désagréable ».

Désagréable ou pas, il a interprété la bossa comme le reste, avec une énorme personnalité. Avec un son inimitable, suave, comme déformé, flottant, un son que l'on croirait revenu du rêve ou de la mort, et un sens de la mise en place sans défaut.

Quand tout un chacun s'est mis à siffler *Desafinado*, les puristes de la première heure ont pris le maquis. Pour ne pas être en reste, les intégristes de la musique brésilienne, mis à part, mis à l'écart, mis à l'écart, se sont convertis de corder.

Stan Getz a continué de jouer comme avant. A la vérité, il n'a jamais bien compris comment il



Stan Getz à Vienne en 1960

Au Swing Club de Hollywood, il forme son propre trio. Disparaît. On le retrouve chez Pontrelli, à Los Angeles. Pontrelli, c'est un dancing de rien du tout, où joue un orchestre de mambo, celui de Tony De Carlo (trompettiste, parait-il). L'attraction de l'orchestre, c'est la section de sax, là au premier plan, quatre beaux gosses de vingt ans, tous au ténor. Du jamais vu. Et tous flottant sur des nuages de toutes les couleurs. Tous épris de légèreté, la sonorité comme songeuse, hors du temps, angélique, qui semble renouer

sans transition avec le souvenir le plus poétique de Lester Young. Or Getz revient, lui, de ce bouillonnement new-yorkais levé par Parker.

Les quatre de chez Pontrelli, pour leur esthétique partagée et cette conception feutrée, incroyablement virtuose, dédaigneuse et indolente de la musique, on les appelle les frères : « The Brothers ». C'est ainsi que l'âge d'entre eux, Jimmy Giuffrè, initiale une de ses compositions les plus célèbres. Les autres sont engagés comme un seul homme par Woody Herman, dont ils assurent la

deuxième vague. Fin du premier acte, nous sommes en 1947.

C'est chez Woody Herman, un an plus tard, que Stan Getz enregistre un des sommets historiques du jazz : son improvisation sur *Early Autumn*. Automne précoce, vaporeux, rêveur. Une armée de ténors s'évertue à trouver le secret de ce son miraculeux, potions magiques comprises. Peine perdue. Beaucoup y laissent des plumes.

« L'expression de ce que je suis »

Commence alors la carrière vraiment autonome de Getz, toujours entouré des meilleurs jeunes musiciens de l'époque. Un talent à la Blakey pour les déniches, un savoir-faire à la Miles Davis pour les contraindre à jouer superbement. Mieux qu'ils ne s'en savaient eux-mêmes capables. Al Haig, Horace Silver, Jimmy Raney, Roy Haynes, Gary Burton, Chick Corea se succèdent derrière « le son », lequel, pour peaufiner la délicatesse de son soufflé, qu'il sculpte au tabac, fume comme un pompier.

Maniériste (qu'on n'aille pas braquer sur le mauvais sens du terme), détaché, inventeur d'une sensualité purement et strictement musicale, abstraite, arbitraire, sans rapport avec quelque drame intime ou existentiel (ou alors...), Stan Getz déroute, disparaît, descend de la gloire vers les épisodes pénibles que provoquent ses abus, goûte de tout sans jamais exagérer (c'est-à-dire, sans en mourir), se fait

oublier, séjourne en Scandinavie, comme il s'installera plus tard à Marbella, et joue sans se poser d'autre question que celle, centrale, obscure, du son qu'il tire de son ténor.

Comme d'autres, ce ne sont pas des questions qu'il apporte : ce sont des réponses, immédiates. Le triomphe de la bossa nova lui tombe dessus comme une pluie de printemps. Mais, en un sens, il ne l'avait pas volé. Il l'a payé assez cher et ça lui a suffisamment rapporté : n'en parlons plus, il y a prescription. Notons tout de même qu'aujourd'hui où l'autisme ne se presse pas, on peut, sans mauvaise foi, écouter ses plages avec João Gilberto comme des splendeurs irrésistibles et inessentiels. D'une tendresse et d'une mélancolie souveraines.

Pour la première fois aujourd'hui, on peut prendre Getz au sérieux. Son ambiguïté a fini de le desservir. Ce n'est pas une nouvelle pour ceux qui l'aimaient, faiblesse comprise, tel qu'on l'avait vu encore l'été dernier en tournée, ou récemment à Beaulieu, bleus, en pleine possession de ses moyens, musicien illuminé, extraordinaire (le Monde du 17 juillet 1990). Et l'on va commencer de comprendre ce qu'il a toujours dit : « Je n'ai jamais pensé au jazz comme à un art. Le jazz est un jeu. C'est l'expression de ce que je suis, de ce que je ressens : combien je suis furieux, combien je suis heureux, combien je suis tendre, c'est tout ».

FRANCIS MARMANDE

Les musiciens d'une île

I Muvrini chante la Corse d'aujourd'hui avec guitares, accordéon et synthétiseur

I MUVRINI, au Théâtre de la Ville

La Corse possible, en tout et pour tout, une seule salle de concert digne de ce nom, le Théâtre municipal de Bastia. Un millier de places qui ne seraient pallier les carences de la politique culturelle d'une île pourtant musicalement vivante. Dans la foulée des voix bulgares, au vent de mode souffle aujourd'hui au royaume des polyphonies. Les chants traditionnels corses n'y ont pas échappé. Témoin, le disque enregistré à l'initiative du musicien parisien Hector Zazou dans l'église Saint-Denis de Bonifacio, les *Nouvelles Polyphonies corses*, sorti récemment chez Phonogram, où l'on retrouve, côté à côté, des chanteurs de villages, des grands noms de la chanson corse, et quelques garants célèbres de la fusion d'avant-garde : Ryuichi Sakamoto, Manu Dibango, Joe Hassel et John Zorn. L'ensemble n'est pas sans intérêt, même s'il pêche parfois par décalage.

Le groupe le plus populaire de Corse, I Muvrini, ne figure pas à ce générique : Jean-François Bernardini, chanteur et auteur-compositeur du groupe, affirme se méfier des modes. Pour quelles raisons la musique de l'île, plutôt mal servie en dépit de quelques festivals d'été, devrait-elle décoller subitement ? Une méfiance aggravée par un militantisme affirmé : « Pour nous, il s'agit simplement d'une nécessité chronique de la vie sociale et quotidienne », précise-t-il.

A cela s'ajoute la mauvaise image de la chanson régionale en France. Toutes ces raisons, bonnes ou mauvaises, ont poussé I Muvrini (les moutons, en référence à l'animal qui vit dans les montagnes) à se débrouiller seul pour survivre : neuf albums bien vendus (une moyenne de trente mille exemplaires sur l'île) et un public fidèle. Après une longue gestation chez Ricordi, label corses, le groupe fonde, il y a quatre ans, une SARL, AGBF. Une base suffisante pour produire des concerts dans l'île (Luis Llach, Mory Kante) et enregistrer des albums dans les meilleurs studios.

Malgré plusieurs passages parisiens au Théâtre de la Ville, puis au Baraclo, et une renommée grandissante, le groupe formé en 1978 (six musiciens et deux chanteurs, les frères Bernardini) continue de souffrir de son régionalisme affiché. Jeudi, au Théâtre de la Ville, I Muvrini avait rassemblé un public de convains et de curieux. Il avait amené cinq chanteurs du village de Mottu, issus des écoles de polyphonie, rappelés en Corse au début des années 80. Cinq hommes de noir teints, entraînant leur chant dans

une attitude de recueillement, la main sur l'oreille pour plus de concentration. Les piliers du groupe, Jean-François Bernardini et son frère Alain, ont été formés à l'école de leur père, dans le village de Tagliu-Isulaccia, en Haute-Corse, puis à celle de l'ensemble traditionnel de Canta U Populu Corsu. Ils ne l'ont pas oublié, mais n'ont pas non plus attendu l'engouement actuel pour introduire des synthétiseurs dans leurs polyphonies. Leur chant a gardé la texture de ces *terzetti*, poèmes à trois strophes, chantés à *coppella* en longues phrases superposées, et où il est question de terre et de travail.

Le spectacle version 1991 commence par une levée de voiles sur sylènes de lumière. Guitares, batterie, accordéon, basses et synthétiseurs installés sur des cubes achetés de donner au groupe une allure de grosse machinerie. Mais les voix ont une grâce que la technologie ne saurait submerger.

A mi-course, pour briser une monotonie tranquille, surgit un petit homme bedonnant déguisé en maire, avec écharpe et dossiers, qui multiplie les jeux de mots, en corse, bien sûr, et lit le courrier de ses administrés : « *Ado mère, est corse, man père aussi. Je vis à Marseille. Sub-je corse ?* ».

VERONIQUE MORTAIGNE

► Au Théâtre de la Ville, le 7 et le 8 juin à 18 heures.

LETTRES

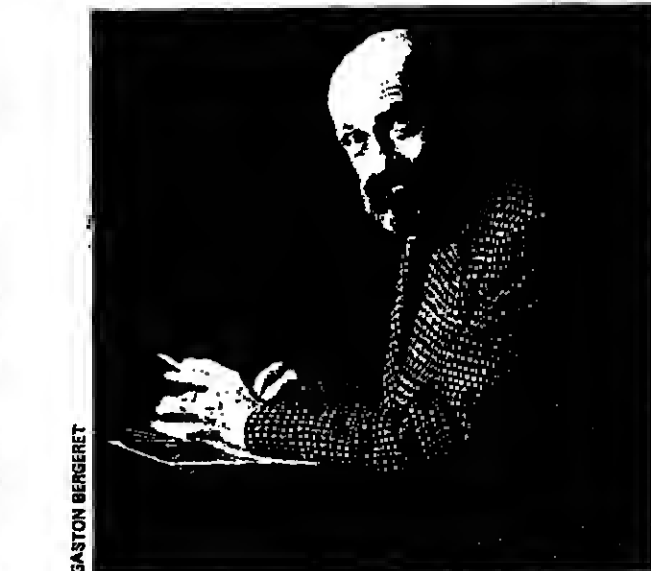
Le bonjour d'Antoine

Suite de la première page

Parce qu'il faut vous dire, il buvait, l'Antoine. Que dis-je ? Il n'a plus fait que ça, un jour. Cela le rendait parfois méchant, au point de laisser ses meilleurs amis, il faut comprendre. C'était la seule façon qu'il avait trouvée, l'alcool, de rappler les autres et lui-même au devoir d'être, d'en pleurer, de ne pas s'y résoudre, en tout cas. Toute sa vie, il aura été le refus de l'acceptable, comme on entre sa vie de garçon. Une existence en forme de consigne. Vous avez le bonjour d'Antoine ! Il ne croyait pas si bien dire.

Au début, cette brouille fondamentale avec la planète – sauf les amis, la bière à jeun et quelques bricoles – ne l'a pas empêché tout à fait d'écrire. C'est même elle qui lui a donné envie de rectifier avec des mots ce qui pouvait l'être. Le traité de Westphalie, par exemple. Le héros de l'Europe buissonnière enseignait l'histoire à sa fantaisie. Il rompt en visière (expression d'escrime). Il y avait de quoi, de la part de l'auteur. Revenu du travail obligatoire en Allemagne, Blondin se retrouvait, à vingt-quatre ans, marié, papa, et étiqueté de droite sous prétexte qu'il comptait sur la littérature pour sauver quelques instants de bonheur, mais pas les masses.

Les *Enfants du Bon Dieu* (1952) et *L'Humeur vagabonde* (1955) allaient confirmer sa rupture avec les optimismes du moment. Galé-



jer et charmer, d'abord. La leçon venait de Giraudoux, et des Anglais, de Waugh, de Wilde. Le refus des adaptations adultes, on pouvait même en faire de l'épique.

Ce fut un singe en hiver (prix Interallié 1959). Un jeune buveur et un vétéran revenu de tout, notamment d'Indochine, étaient les âpres retrouvailles de la bière, dans une sorte de Trouville d'hiver, quand grincant au vent les réclames d'ombre soignée, Gabin et Belmondo ont titubé à merveille, sur cette danse du réel et du rêve enfin réconciliés.

Il n'était pas simple d'aller plus loin. En Birmanie, ou par là, on frète un train pour reconduire chez eux les singes égarés dans la jungle des villes : à Paris, en pleine guerre froide ou coloniale, il fallait le moral pour construire une œuvre pépère. A l'âge où les amateurs de manuscrits vous montent des sagas comme blancs d'œuf en neige, Blondin commençait déjà à solliciter sa mémoire (*Monneur Jais*, 1970), à cultiver le raccourci de la nouvelle (*Quotidien*, 1970), à préférer des rééditions de ses maîtres (*Certificats d'études*, 1977). Restaient les rendez-vous du Tour de France, suivi chaque été pour l'Équipe, avec provision de calembours sur le guidon.

Au fond, Blondin était fait pour l'épopée du quotidien, pour de nouvelles guerres microchloines. Et il trouvait les sportifs plus dignes de respect que tous les compétiteurs d'aujourd'hui. Il vous récitait les étapes des années 30 comme Nimier les batailles de l'Empire. Les maillots jaunes et les pitiers de rugby étaient ses soldats de plomb. Un soir que son favori avait abon-

Pour pousser plus haut ce chaos poignant et fraternel, il aurait fallu la grande perdition des Artaud, des purs maboules. L'alcool et la mort d'un ami en ont décidé autrement.

« Comment va Antoine ? », demandait-on machinalement dans le quartier des anciens bougnats, y compris ceux qui ne le connaissaient pas. La question ne se posera plus. Ne vous en faites pas pour lui. Il est atterré en silence avec Marcel Aymé, Roger Nimier, Vidalie, Haudouin, quelques autres. C'est à qui ne l'ouvrira pas.

Blondin laisse un regard perdu, des livres gais, et le souvenir de plus obole des désespoirs, celui de n'avoir pas pu, décidément, changer le monde avec des phrases. Allez : vous avez le bonjour d'Antoine !

BERTRAND POIROT-DELPECH

[Né à Paris le 11 avril 1922, fils de la peintre Germaine Blondin, Antoine Blondin a fait des études (brillantes) au lycée Louis-le-Grand et une licence de lettres. Après un séjour en Allemagne pendant l'Occupation au titre du STO, il se consacre au journalisme sportif et à la littérature. Il a beaucoup écrit dans l'équipe, *Paris* et la revue *la Parisienne*. Ami de Roger Nimier et de Jacques Laurent, ce « hussard » obtient le prix des Deux-Magots pour son premier roman, *L'Europe buissonnière*, en 1949. Dix ans plus tard, l'atavisme couonne *Un singe en hiver*. Passionné du Tour de France qu'il suivit de nombreuses années, Blondin rassemble ses chroniques sur ce sujet, notamment dans *Sur le Tour de France*. Son œuvre romanesque a été reprise, en un volume, aux éditions de la Table Ronde, en 1988.]

CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

SAISON 1991 - 1992

Alban Berg
Lulu

Jeffrey Tate / Adolt Dresen / Herbert Kappelmüller
Orchestre National de France

Maurice Ravel / Francis Poulenc / Erik Satie

L'Enfant et les sortilèges
Les Mamelles de Tirésias / Parade

Eliahu Inbal / John Dexter / David Hockney
Orchestre Philharmonique de Radio France

Ces deux opéras coproduits par RADIO FRANCE
seront retransmis sur France Musique.

42 33 00 00
Minut 3615 Châtelet

MARIE DE PARIS

GUY LOUDMER

COMMISSAIRE PRISEUR SCP

IMPORTANTS

TABLEAUX MODERNES ET SCULPTURES

HOTEL DROUOT SAMEDI 25 MAI 1991 A 14 HEURES

MAITRE GUY LOUDMER

A LE PLAISIR DE VOUS ANNONCER

LES RESULTATS DE SA VENTE

5. DUFY	adjugé	110 000 F	31. MIRO	adjugé	960 000 F
6. DUFY	adjugé	230 000 F	34. ARP	adjugé	4 000 000 F
7. GLEIZES	adjugé	420 000 F	36. LEGER	adjugé	4 000 000 F
8. LEGER	adjugé	400 000 F	37. LEGER	adjugé	3 200 000 F
9. BUFFET	adjugé	550 000 F	39. BALTHUS	adjugé	1 600 000 F
11. PICASSO	adjugé	260 000 F	42. FRIESZ	adjugé	165 000 F
12. PICASSO	adjugé	150 000 F	43. FRIESZ	adjugé	70 000 F
13. DUFY	adjugé	140 000 F	44. SIGNAC	adjugé	3 000 000 F
14. VAN DONGEN	adjugé	280 000 F	45. MAILLOL	adjugé	2 400 000 F
16. DE VLAMINCK	adjugé	1 100 000 F	46. MAILLOL	adjugé	1 700 000 F
17. UTRILLO	adjugé	750 000 F	47. OUFY	adjugé	1 100 000 F
20. FRIESZ	adjugé	340 000 F	48. BERNARDI	adjugé	380 000 F
26. FOUJITA	adjugé	900 000 F	50. VALLOTTON	adjugé	550 000 F
28. FOUJITA	adjugé	4 700 000 F	53. UTRILLO	adjugé	220 000 F
			54. UTRILLO	adjugé	900 000 F

Nombre de lots vendus : 29 sur 54 soit 53,7 %
Produit vendu : 36 795 000 F sur un total de 55 550 000 F soit 66,2 %

Guy LOUDMER, 43, rue La Fayette, 75009 PARIS
Tél.: (11) 48 78 89 - Fax: (11) 48 78 91 00

CULTURE

CINÉMA

Le portrait à deux faces

Altman déjoue le piège de la biographie pour peindre la folie des frères Van Gogh

VINCENT ET THÉO
de Robert Altman

Etrange situation que celle du film d'Altman : il arrive après une année et plus de célébration officielle de Van Gogh, après sa diffusion à la télévision (pour laquelle il était initialement conçu) et après, sinon la vision du film de Piatat réservée aux seuls festivaliers de Cannes, du moins la quantité de commentaires qu'il a déjà suscités. Les deux films n'ont rigoureusement rien à voir, sauf une chose : aucun d'eux ne correspond à l'attente de spectateurs devenus experts en oracles coupés avec la « Van Gogh-mania » de 1990.

Vincent et Théo, malgré l'image anachronique et électronique de la vente des *Tournesols* chez Christie's au début, n'est pas un film

sur le peintre Vincent Van Gogh. C'est un film sur Vincent et Théo. L'histoire de deux frères qu'Altman raconte comme les deux moitiés d'une seule folie, le double portrait d'une même incapacité de vivre.

Cette histoire dure dix ans, du jour où Vincent décide de se consacrer à la peinture en 1881 à la mort de Théo en 1891, un an après celle de son frère. Elle suit fidèlement le cours de leur vie (le presbytère de Nuenen, les leçons de Mauve, la liaison avec Sioo, Paris, Arles, Saint-Rémy, Auvers-sur-Oise). Mais la biographie est le fil conducteur du film, pas son sujet. Il faut du temps pour s'y accommoder, pour admettre cette absence de réalisme sous les oripeaux du cours d'histoire de l'art.

Le temps d'accepter ce Vincent perpétuellement maculé de peinture, à la mauvaise humeur chronique ponctuée de crises entre révolte radicale et malaise paranoïa. Tim Roth campe à vif ce punk barbouilleur, dont on verra peu et mal les tableaux, qui ne peindra pas le seul champ de tournesols montré à l'écran. Le temps de comprendre Théo, interprété par Paul Rhys, sa joliesse un peu fade et ses envies de respectabilité d'un yuppie qui dissimulerait les affres de l'impuissance. Un « bon garçon »... aussi cinglé que son flamboyant casse-pied de grand frère.

Maniant sa caméra comme le couteau du pelote, Robert Altman dépose chaque scène sur l'écran tel un bloc de matière sur une toile. Une par une, ces scènes semblent lourdes et pauvres de sens, même si la plupart des épisodes, surtout les plus attendus (la rencontre avec Gauguin, l'orrible talle-ladée, les visites au docteur Gachet, le suicide), échappent au stéréotype, par une sorte de rage fantasque ou au contraire de feinte indifférence. « C'est arrivé, quel

qu'un a fait ça », semble seulement dire le cinéaste. Mais c'est la durée du film (le recul) qui donne à voir l'ensemble.

Vincent et Théo n'est pas un film « sur la peinture ». Le très gros plan comme enfoncé dans la pâte colorée du générique d'annonce pas la recherche des secrets de la création, mais la quête d'un mystère plus intime et plus singulier. Il devient peu à peu, littéralement, un film « plein de peinture ». Les taches de couleurs covahissent tout, les vêtements, les meubles, les visages et même l'intérieur des corps lorsque Vincent mange ses tubes, boit l'essence de térébenthine : la couleur covahit ce vide qu'il crée autour de lui, faisant fuir les autres - distribution hétéroclite et handicapée par l'usage de l'anglais. Tous les autres, sauf Théo.

Théo ne peut pas plus s'arracher à ce délire souffrant qu'il ne peut l'atténuer : il en fait partie, il le nourrit et s'en nourrit. Bien que parfaitement chronologique, le film ne « tient », comme une composition picturale, que par sa touche finale, leurs tombes jumelles. L'impossibilité pour le sage Théo de survivre à la mort de Vincent le fou.

J.-M. F.

EN BREF

Changement de distribution au Châtelet. - Le ténor mexicain Francisco Araiza remplacera Gösta Winberg dans *Ivanhoe* de Massenet qui sera donné le 8 juin, à 20 heures, au Théâtre du Châtelet. Le reste de la distribution est inchangé : Catherine Dubosc, Martine Dupuy, Jules Bastin, Gilles Cachemaille, John-Paul Bogart. Le Chœur d'enfants de Toulouse et l'Orchestre du Théâtre national du Capitole de Toulouse seront placés sous la direction de Michel

THÉÂTRE

Le défi d'Idrissa Ouedraogo

Il vient du Burkina-Faso et du cinéma. Il monte « la Tragédie du roi Christophe » avec les comédiens français

Lorsque Antoine Vitez a inscrit au répertoire de la Comédie-Française la *Tragédie du roi Christophe* d'Aimé Césaire - créée par Jean-Marie Serreau - il pensait en assurer la mise en scène. Il avait confié le rôle-titre à Roland Bertin et décidé de faire jouer par les comédiens français, sans maquillage noir, l'histoire de ce cuisinier haïtien, qui, au début du dix-neuvième siècle, a lutté pour la liberté de son peuple, et qui, pour le sortir de son indifférence, s'est conduit en tyran.

Après la mort d'Antoine Vitez, plutôt que de demander à l'un de ses familiers de reprendre le travail, Jacques Lassalle a fait venir au cinéaste du Burkina-Faso, Idrissa Ouedraogo. Celui-ci a fait un peu de théâtre universitaire, mais il aborde pour la première fois la scène professionnelle et tourne, la plupart du temps, avec des amateurs. Il est le réalisateur de *Yaaba*, Prix de la critique internationale à Cannes en 1989, de *Tilg*, Grand Prix du Jury en 1990. Évidemment, son spectacle ne peut que se situer très loin de ce qu'aurait été celui d'Antoine Vitez.

« Différentes lectures sont possibles, dit-il. Je n'aborde pas la pièce par l'analyse littéraire. Je travaille le texte comme je monterais un film et l'idée qui me guide se dégage : la pièce repose entièrement sur le personnage du roi Christophe. Les autres gravitent autour de lui. Ce n'est pas la tragédie d'un peuple, mais celle d'un homme qui a conquis le pouvoir, et o s'est abandonné. Je demeure dans le cadre de la pièce, je ne déborde pas sur l'histoire de Haïti.

« La pièce est construite en petits tableaux, sans action proprement dite. Jouée intégralement, elle durerait près de quatre heures. Ce qui n'est pas envisageable, compte tenu du contexte. Ailleurs, en plein air par exemple, j'aurais pu imaginer un certain réalisme, comme le déploiement des fastes du couronnement. A la Comédie-Française, il n'en est pas question. Il faut seulement donner un dynamisme au spectacle, qui durera environ deux heures.

« Ici, on s'attache à la personnalité d'un homme ambitieux, intelligent. Pas un intellectuel, pas un homme instruit, au sens classique du terme, puisqu'il était cuisinier. Mais il a su écouter. Il a pu s'instruire en écoutant. Quelques professionnels le permettent : cuisinier ou chauffeur de taxi... Même s'il a finalement échoué, il savait où il voulait aller. Peut-être a-t-il anticipé le processus des révolutions rotées... Quand Aimé Césaire a écrit la *Tragédie du roi Christophe* en 1936, son combat rejoignait celui de son personnage. A présent, on ne peut plus vraiment culpabiliser les gens en Europe sur le colonialisme. Pour beaucoup, c'est une notion vague, qu'ils ne connaissent pas concrètement. Il faut s'adapter aux mentalités.

« La difficulté - et la beauté du défi - est le travail avec des comédiens blancs. Rester dans l'esprit du texte, c'est une provocation stupide. Je serais mal à l'aise, et eux ne seraient pas bien dans leur peau. D'ailleurs, réserver Césaire aux peuples noirs serait nier l'universalité de sa poésie. Affirmer ma

négritude ne m'intéresse pas. Mon discours est autre. Je viens en tant qu'Idrissa. De sorte que, tout au moins dans ce domaine, le conflit est impossible. Après tout, Roland Bertin n'est pas un Blanc qui joue, c'est un acteur sur scène. Et j'ai recruté Toto Bissainthe : elle fait le lien entre Haïti et nous, elle l'accompagne, elle est complémentaire. Elle apporte ce qu'elle sait de son île, ce qu'elle en a vécu.

« Pourquoi m'a-t-on demandé à moi cette mise en scène ? Je crois qu'ils voulaient un cinéaste, et c'est au Centre national du cinéma que l'on a indiqué mon nom. Je ne connaissais pas le monde du théâtre. Mais, même si je ne sais pas les termes techniques, je suis capable de dire aux acteurs d'aller à droite ou à gauche. Je pensais que ce n'était pas si différent du cinéma, mais les comédiens n'ont pas la même attitude. Ils pensent qu'ils font du théâtre. Leurs gestes ne sont pas spontanés, ils ne sont pas eux-mêmes. Un texte poétique peut amener à surjouer. Ils subissent une sorte de dédoublement, c'est une contradiction difficile à dépasser, disent-ils. Certains y parviennent ou, plutôt, demeurent eux-mêmes. Roland Bertin à la cafétéria ou en *roi Christophe* ne change pas, et c'est étonnant.

« On m'a laissé établir la distribution, mais comme je ne connais personne, j'ai écouté. On dit les comédiens français fermés, mais ils avaient lu la pièce et avaient accepté de l'inscrire au répertoire. Ils ont demandé à voir mes films. Ils voulaient me connaître, c'est normal. Quant à moi, je ne suis pas venu pour les bousculer. Le reste est affaire de travail, et de confiance. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD
et JEAN-MICHEL FRODON

Comédie-Française. Du 8 juin au 29 juillet en alternance. Tél. : 40-15-00-15.

DU LUNDI AU SAMEDI

THÉÂTRE
MONTMARTRE
LES HOTTES NAÏSSENT
TOUS
EGO

« drôlesse... » MATCH.
« une virtuosité tout à fait époustouflante... » LE FIGARO.
« burlesque jusqu'au délire... » L'HUMANITE.
« une comédie explosive... » L'EXPRESS.
« désopilante... » LE QUOTIDIEN.
« entre Hitchcock et Buster Keaton... » EUROPE 1.
« la verve craque, Pogo explose... » LE PARISIEN.

AU FORT DES 19H
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS
LOC. 43 22 77 74
160F - ETUDIANTS 80F

CORIDA



EN CONCERT
A BERCY
3, 4, 5 octobre

: dire straits :

"CALLING ELVIS" :
36 65 7890, ET S'ENTENDRE
dire : "VOUS AVEZ GAGNE!"

BILLETTERIE EN EXCLUSIVITE DANS LES FNAC :

FNAC FORUM, FNAC ST-LOUIS, FNAC MONTMARTRE, FNAC MUSIQUE BASTILLE (4, PLACE DE LA BASTILLE), FNAC MUSIQUE ITALIENS (24, BOULEVARD DES ITALIENS), FNAC CRETEIL, FNAC PARLY 2, FNAC LA DEFENSE

fnac

مكتبة الدوحة



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros

La rechute de Steffi Graf

La finale féminine des Internationaux de France de tennis devait opposer, samedi 8 juin, les deux dernières gagnantes du tournoi de Roland-Garros. En demi-finales, jeudi 6, la Yougoslave Monica Seles, tenante du titre, a facilement disposé de l'Argentine Gabriela Sabatini (6-4, 6-1), tandis que l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario s'imposait encore plus nettement contre l'Allemande Steffi Graf (6-0, 6-2).

Steffi Graf était revenue à Paris pour retrouver sa couronne. Après deux finales perdues consécutivement contre l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, puis contre la Yougoslave Monica Seles, elle espérait reconquérir le titre déjà décroché en 1987 et 1988, mais un succès à Roland-Garros lui aurait aussi redonné cette première place mondiale qu'elle avait occupée pendant cent quatre-vingt-six semaines consécutives, d'août 1987 à février 1991.

Après quelques mois de tracas et de doutes, un succès à Roland-Garros aurait surtout permis à la championne allemande de retrouver sa sérénité. 1990 restera en effet une année noire dans la carrière de Steffi Graf, avec une opération des sinus à la suite de ses deux finales perdues à Roland-Garros et à Wimbledon, mais surtout à cause de ses démêlés avec la presse allemande. Accusé par son ancienne secrétaire d'être aussi le père de son enfant, Peter Graf, le père de Steffi, avait tardé à se disculper.

Les campagnes de presse des grands journaux populaires allemands comme *Bild* avaient sérieusement perturbé la joueuse. Éliminée cet hiver par Jana Novotna en quart de finale des Internationaux d'Australie, Steffi Graf se voyait pour la première fois, depuis 1987, évincée du dernier carré de dames des tournois comptant pour le grand chelem. La championne allemande avait

alors sérieusement songé à s'expatrier ou même à arrêter la compétition.

Le test de paternité négatif que son père avait accepté de faire il y a quelques semaines a permis à Steffi Graf de retrouver en partie sa sérénité et son jeu. Depuis Melbourne, l'Allemande avait bien été battue à quatre reprises par Gabriela Sabatini, dont les balles plus lourdes que rapides et la variété des effets sur le revers lui ont toujours posé des problèmes, mais elle restait sur trois succès, contre Monica Seles à San-Antonio et à Hambourg et contre Arantxa Sanchez-Vicario sur la terre battue de Berlin.

Même convalescente, Steffi Graf ne semblait pas devoir trop redouter l'Espagnole qui, en onze rencontres, ne l'avait battue qu'une fois, en finale de Roland-Garros. Pourtant, dès les premiers échanges de sa demi-finale, dans un stade en partie déserté par le public découragé par les revers et l'heure tardive, l'ancienne numéro un mondiale a compris qu'elle n'était pas dans un bon jour. Quelques coups droits sortis par l'Allemande, quelques balles jouées sur les lignes par l'Espagnole ont suffi pour faire douter la première et donner à la seconde le sentiment qu'elle pouvait tout tenter.

Mise à mort

En vingt minutes, Steffi Graf avait perdu le premier set, 6-0 sans avoir eu la moindre balle de jeu contre son adversaire. L'amorce du deuxième set a pu laisser penser que l'Allemande allait se ressaisir. Après avoir difficilement gagné son premier service, elle avait deux balles de break pour mener 2-0, mais elle laissait passer sa chance sur quatre fautes directes. Puis l'Espagnole profitait du troisième jeu pour faire le break et prendre l'avantage 2-1. L'avance qui anéantissait alors le match aurait pu être providentielle pour l'Allemande en lui offrant l'occasion de retrouver ses esprits.

Tandis qu'Arantxa Sanchez attendait la fin de la pluie en écoutant de la musique et en jouant avec un *video-game*, Steffi Graf ne pouvait chasser le doute qui l'avait envahie. Son désarroi était encore plus visible à son retour sur le court, où elle multipliait les fautes directes, notamment en revers. L'Espagnole gagnait ainsi dix des onze premiers points pour mener 4-1 après un deuxième break.

Le public aurait alors pu se réjouir de l'euphorie de plus en plus exubérante d'Arantxa au fur et à mesure qu'elle se rapprochait de cette mise à mort sportive, mais c'est plutôt le sentiment de gêne qui l'emportait devant l'humiliation et la détresse de l'ancienne championne du monde, battue 6-0, 6-2 en moins d'une heure.

A son retour dans la salle d'interviews, Steffi Graf n'avait ni excuse ni explication à avancer : « J'ai perdu confiance d'entrée lorsqu'elle a réussi des coups incroyables, très profonds alors que je n'arrivais pas à garder la balle dans le court. » Depuis combien de temps n'avait-elle pas été battue aussi sévèrement ? « A long, long, long time », finit-elle par répondre, pensive.

Il faudra sans doute attendre Wimbledon pour savoir si ce match n'a été qu'un accident ou une rechute qui pourrait alors précipiter la retraite de Steffi Graf à vingt-deux ans.

GÉRARD ALBOUY

Les résultats du jeudi 6 juin

SIMPLE DAMES

(Demi-finales)

M. SELES (You., n° 1) b. G. SABATINI (Arg., n° 3), 6-4, 6-1; A. SANCHEZ-VICARIO (Esp., n° 5) b. S. GRAF (All., n° 2), 6-0, 6-2.

(En lettres capitales les noms des titrés de série.)

L'une couine, l'autre coince

Voilà plus de cent ans que l'on joue au tennis, et c'est toujours la même chose : quand une partie est interrompue par la pluie, le sort du match se joue dans les vestiaires. En tout cas il ne s'est rien passé d'autre jeudi après-midi à Roland-Garros lors de la première demi-finale du simple dames. La tenante du titre, Monica Seles, était confrontée à la championne de Flushing Meadows, Gabriela Sabatini. Et s'affrontement promettait d'être superbe.

L'enjeu de la partie n'était pas seulement de conquérir une place en finale. Pour la Yougoslave il s'agissait de montrer que, après un début de saison perturbé par de nombreuses blessures, elle était capable de prendre sa revanche sur Sabatini qui l'avait nettement dominée lors des derniers Internationaux d'Italie et qu'accessoirement elle pouvait conserver la première place mondiale qu'elle occupe depuis le début de l'année. Deux jours après avoir survécu à deux balles de match face à la Tchèque Jana Novotna, l'Argentine devait faire la preuve que son nouveau jeu, plus agressif, en faisait bien une candidate au premier rôle.

Les premiers échanges furent à la hauteur de l'événement. Diagonales tranchantes comme des coups de rasoir pour Seles, tangentes lourdes comme des gausse de plomb pour Sabatini, la géométrie schéma du combat était parfois estompée par des amorties légères comme des coups de gomme sur une épure. Bref, les supporters des deux joueuses eurent rapidement les nerfs à vif, d'autant que Seles s'était détachée 3-1 pour être aussi tôt rattrapée par Sabatini à 3-3.

Ce fut alors que la pluie — le ciel ? — s'en mêla. L'arbitre envoya une première fois les joueuses aux vestiaires. Elles y restèrent un petit quart d'heure. Avant l'averse suivante elles eurent le temps de faire deux jeux supplémentaires. Le score était de 4-4 quand le juge les fit mettre une seconde fois à l'abri. Une autre partie, toute psychologique, commençait alors loin des regards de la foule.

Gabriela Sabatini est une Latine pure. Elle n'est pas portée à l'introspection. Elle choisit donc d'attendre le retour du soleil dans le gymnase en compagnie de son entraîneur, Carlos Kirmayr, et de son frère Osvaldo. Ils ont parlé, fait des étirements. Il s'agissait d'empêcher « Gabby » de cogiter, de ressasser la fin de la partie gagnée à Rome contre la Yougoslave. Il n'y a rien de pire pour faire jouer « petit bras ». Aucune partie ne ressemble à l'autre.

Une chemise humide

Il fallait donc lui insuffler une nouvelle envie de vaincre, de s'engager à fond. Depuis qu'elle suit les conseils de Kirmayr, Gabriela semblait avoir acquis cette agressivité qui lui a longtemps fait défaut. Mala comment ne pas « gemberger » quand on sait qu'une victoire peut vous permettre de devenir la première joueuse du monde ?

Ce n'était pas le problème de Monica Seles. La jeune Yougoslave est superstitieuse. Elle se tapit donc dans un coin de la salle de repos, baladeur sur les oreilles, jeux électroniques ou bout des doigts, en se demandant comment elle allait pouvoir conjurer la mauvaise sort. Chaque fois qu'un de ses matches avait été interrompu par la pluie, elle avait constaté qu'elle perdait. Elle avait aussi remarqué que les revers s'interrompaient quand elle mangeait. Elle commençait donc à masticoter quelques tranches de pain. Et presque aussitôt les bâches qui protégeaient le court central de l'eau furent retirées.

Monica Seles réalisa alors qu'elle n'avait pas de polo sec de rechange. Elle dut regagner le court avec une chemise trempée de sueur. Dans ses vêtements humides, Seles s'est mise à couiner comme jamais à chaque frappe de balle. Sous ses machées brunes, Sabatini a coïné. La Yougoslave était littéralement déshydratée, l'Argentine étrangement passive. Les jeux se sont mis à défilier à toute allure, Seles en alignant sept avant-que Sabatini ait pu réagir. Mais il était trop tard. En moins de vingt minutes, tout était dit : Seles était assurée de défendre son titre et de garder la première place mondiale. Pour avoir mieux négocié le long séjour dans les vestiaires ? C'est probable. Mais ce n'est sans doute pas la seule raison.

Monica Seles a coupé l'épaissée natte qui lui battait naguère les épaules. Ses cuisses se sont arrondies, ses épaules élargies. Il n'y a plus rien en elle de la fillette fragile au musée pointu qui émouvait autant qu'elle impressionnait, ces dernières années, en se qualifiant d'abord pour les demi-finales puis en gagnant. Sur le court, elle reste toutefois identifiable à son feulement de tigresse sur chaque frappe de balle et à la violence des trajectoires que lui autorise un pivotement des hanches de judoka. Son début de saison a été un peu cahoteux. Mais manifestement, après avoir inscrit à son palmarès les Internationaux d'Australie, elle rêve de rééditer le grand chelem. Et Monica Seles, qui reste une enfant, semble bien déterminée à réaliser ses rêves.

ALAIN GIRAUDO

T'as pas deux balles ?



BNP. PARRAIN OFFICIEL ROLAND GARROS 91.

BNP

Guanaju

Le Guanajuato est un État du Mexique, situé dans le nord-ouest du pays. Il est connu pour ses richesses minières et ses sites historiques. La capitale est Guanajuato City, célèbre pour ses rues pavées et ses bâtiments coloniaux.

Le Guanajuato est un État du Mexique, situé dans le nord-ouest du pays. Il est connu pour ses richesses minières et ses sites historiques. La capitale est Guanajuato City, célèbre pour ses rues pavées et ses bâtiments coloniaux.

Le Guanajuato est un État du Mexique, situé dans le nord-ouest du pays. Il est connu pour ses richesses minières et ses sites historiques. La capitale est Guanajuato City, célèbre pour ses rues pavées et ses bâtiments coloniaux.

Le Guanajuato est un État du Mexique, situé dans le nord-ouest du pays. Il est connu pour ses richesses minières et ses sites historiques. La capitale est Guanajuato City, célèbre pour ses rues pavées et ses bâtiments coloniaux.

Le Guanajuato est un État du Mexique, situé dans le nord-ouest du pays. Il est connu pour ses richesses minières et ses sites historiques. La capitale est Guanajuato City, célèbre pour ses rues pavées et ses bâtiments coloniaux.

Le Guanajuato est un État du Mexique, situé dans le nord-ouest du pays. Il est connu pour ses richesses minières et ses sites historiques. La capitale est Guanajuato City, célèbre pour ses rues pavées et ses bâtiments coloniaux.

Le Guanajuato est un État du Mexique, situé dans le nord-ouest du pays. Il est connu pour ses richesses minières et ses sites historiques. La capitale est Guanajuato City, célèbre pour ses rues pavées et ses bâtiments coloniaux.

Le Guanajuato est un État du Mexique, situé dans le nord-ouest du pays. Il est connu pour ses richesses minières et ses sites historiques. La capitale est Guanajuato City, célèbre pour ses rues pavées et ses bâtiments coloniaux.

S A N S • V I S A

Guanajuato, oasis baroque

L'image était devenue le grand moyen de communication entre deux peuples qui ne pouvaient se comprendre par la langue. Le Mexique colonial fut alors envahi et truffé d'images, comme si l'église baroque, rendant la déité visible et distribuée entre divers dieux, avait précipité le pays dans l'idolâtrie.

LORSQUE, au crépuscule, le vent se lève sur Guanajuato, la ville s'agit dans son écorce de montagnes fauves. Le vent descendu des collines lèche le pavé brûlant, s'engouffre dans les ruelles et fait frissonner les lauriers d'Inde des *plazuelas*. Les façades des églises et des palais sortent de leur torpeur et rougeoient sous les feux du couchant. Guanajuato, l'espace d'un instant, est une immense blessure.

Cette vision sanguine, comme un tableau de Goya, se couvre parfois de couleurs assassines, surprend le visiteur qui contemple l'Alfombriga de Granaditas (le marché aux grains), énorme pyramide de pierre où les Espagnols se retranchèrent pour résister aux premiers assauts de l'indépendance. En levant les yeux, on aperçoit encore aux coins de l'édifice les crochets où furent suspendues les têtes des *insurgentes*, capturés peu après à Chihuahua. Durant dix ans, dit-on, jusqu'à l'indépendance en 1821, les têtes, qui avaient été salées, se balançaient au souffle d'échec, le vent tourbillonnant.

Guanajuato est ainsi faite, alternant les pages cruelles et les temps de splendeurs, étalant ses richesses coloniales dans une atmosphère orientale. Tout, ici, rappelle l'Orient: depuis les toits plats étagés sur des collines pelées, au-dessus desquels émergent des coupoles qui pourraient être celles de mosquées, jusqu'aux placettes innombrables pour collecter les rumeurs et prolonger la douceur nocturne, et jusqu'aux *callejones* si étroites que les filles, raconte-t-on encore, ne disent jamais non faute de pouvoir tourner la tête.

« On se trompe si l'on croit que les conquistadores ont été guidés unique-



ROBERT VAN DEN NEST

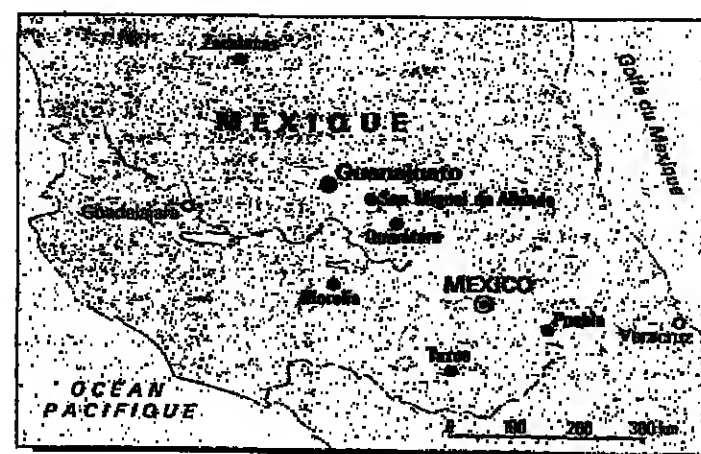
ment par l'amour de l'or et le fanatisme religieux. Les dangers élèvent toujours la poésie de la vie. » Ces propos sont du célèbre naturaliste Alexandre de Humboldt, qui donna le goût des voyages à des générations de romantiques au dix-neuvième siècle. Humboldt fit un long séjour dans la ville en 1803. Il note: « A Guanajuato, il y a assez d'argent pour en traverser le monde. » Bien qu'il réside dans le palais du richeissime comte de Rul, propriétaire à l'époque de la fameuse mine de la Valenciana, dont les installations dominent aujourd'hui encore le centre de Guanajuato, Humboldt ne jette aucun regard sur la somptueuse ville baroque qui s'étale sous ses yeux. Il est fasciné, comme tous les voyageurs, par tout cet argent qui dort sous ses pieds.

Le filon de Guanajuato, en effet, est exploité depuis 1548. Il est aussi célèbre que celui de Zacatecas. Les deux villes appartiennent à cette première génération de cités, comme Guadalajara ou San-Luis-Potosi, édifiées juste après la conquête de Cortés et dont l'essor est lié à la découverte de l'or et de l'argent. Au nord de Mexico, à la limite du monde insoumis, les Espagnols ont élevé une sorte de « frontière de l'argent » où se font et se défont des fortunes gigantesques.

Alors que les autres gisements se tarissent, que l'eldorado péruvien perd de son éclat, on a redécouvert,

à partir de 1760, le filon de la Veta-Madre-de-Guanajuato, quelque peu oublié en raison de difficultés d'extraction, et la frénésie s'est emparée de la ville. Guanajuato (qui comptait 80 000 habitants vers 1810) produit alors le quart de l'argent mexicain. Des marquis, à la particule toute fraîche mais à la gâchette facile, se pavèrent sur son pavé, font pousser des palais, des haciendas disparaissent sous les magnolias pour se mettre en règle avec Dieu. Humboldt constate que « l'argent gagné rapidement se dépense avec la même facilité » et que « l'exploitation des mines devient un jeu dans lequel on s'engage avec une passion sans borne ».

Artisan de cette réussite de Guanajuato, un extraordinaire flambeur. Il se nomme Laborde. C'est un Français, basque, né à Oloron en 1699, arrivé sans un sou au Mexique. Le voici d'abord à Taxco, la grande cité minière au sud de Mexico. Premier banco. Premières prodigalités. Il fait élever l'église de Santa-Prisca, chef-d'œuvre aujourd'hui reconnu de l'art churrigueresque. Mais son filon s'épuise. Laborde, réduit « à la plus extrême misère », n'a plus d'autre ressource que d'aller trouver l'archevêque. Il lui réclame « un soleil d'or enrichi de diamants » qui orne le tabernacle de Santa-Prisca. Le prélat, dit-on, eut le bon esprit de céder, et, avec les 100 000 piastres



de, « Gabriel Ferry arrive sur sa mule, « seul, mais bien armé » dans la cité minière. Son cœur palpite, lui aussi, à la pensée qu'« il marche sur l'argent ». Il médite sur la condition du péco « humble et soumis, à la merci de tous » et sur celle, sûrement plus enviable, même si les conditions de travail sont épouvantables, du mineur dont « la pique retentit, pour ainsi dire, jusqu'au bout du monde, augmentant d'une parcelle, à chacun de ses coups, l'amas des richesses humaines ». Ferry longe la grand-place, quand un « objet bizarre » attire son attention sur un mur. « Une main était clouée sur la pierre. Une main jadis forte et musculeuse, maintenant blanchie et desséchée par le vent. »

Notre homme sent les regards derrière son dos, et bat en retraite avec dignité vers l'entrée de la mine: « Je m'arrêtai un instant avec une sorte de recueillement sur le scail de cet immense laboratoire souterrain d'où tant de millions s'étaient déjà répandus dans la circulation européenne. » Commence une descente acrobatique au fond du trou de « 1 200 pieds ». Des lueurs « indécises » percent de temps à autre « l'effrayante obscurité ». « C'étaient des mineurs qui allaient et venaient, leur mèche allumée derrière l'oreille, semblables à ces géomètres des légendes qui veillent, la flamme au front, sur des trésors cachés. »

Et puis, au détour d'une galerie, c'est la vision « fantastique »: « Une multitude de minces et longues chandelles collées aux parois éclairaient confusément les travailleurs, dont la plupart, plongés dans l'eau jusqu'à la ceinture, attaquaient la roche vive à coups de barre.

D'autres, chargés de sacs de minéral dont le poids faisait saillir leurs muscles tendus, se perdaient au loin, tandis que la mèche allumée qu'ils portaient éclairait leurs corps bronzés ruisselants de sueur et leurs longs cheveux flottants. C'était une confusion assourdissante de coups de pique sonores qui frappaient le roc en cadence, de rocs, de cris répétés et d'haleines sifflantes, qui vibraient sous les routes avec de rauques échos, au milieu de la clarté rougeâtre des torches qui se reflétaient dans l'eau... »

En remontant de cet enfer, suspendu à une nacelle de corde, dont la solidité lui paraît douteuse, Ferry apprendra que la main coupée est celle d'un mineur qui a volé le trésor de la cathédrale, tenté d'assassiner un prêtre et d'enlever la fille d'un notaire. Quelques mois plus tard, il mourra dans un naufrage au large de la Californie. Son récit sent un peu trop l'enluminure, mais aujourd'hui encore, sur le coup de midi, des équipes, le visage tarteau et le pas lourd, débouchent à l'air libre sous le regard des touristes. La mine de la Valenciana, qui est gérée par une coopérative, n'entretient plus de marquis. Un ingénieur, dans son bureau tapissé d'images pieuses, énumère les modiques performances actuelles du filon qui fit rêver les hommes.

Les récits abondent durant le dix-neuvième siècle sur cette grande quête de l'or et de l'argent sur fond de cactus et de pistolets.

De notre envoyé spécial
Régis Guyotat
Lire la suite page 20

AU SOMMAIRE



La Pyramide du Louvre à guichets fermés... p. 21
Dinard, toujours sous l'influence britannique... p. 19
Clos des Lambrays, un vin perdu et retrouvé... p. 23
Farouk Hosni, le ministre du Sphinx... p. 24
Escapes (p. 18) • Téléx (p. 18)
Jeu (p. 22) • Table (p. 23)

CET ÉTÉ
LA SCANDINAVIECIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION
ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à

LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES
36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

SCANDITOURS

TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES
VERS LES PAYS NORDIQUES

COUP D'ŒIL

Pour quelques roupies en moins

C'EST un jour, n'importe quand, un grand nettoyage de printemps, l'exploration méritoire, sur une étagère inaccessible, de vos souvenirs de voyage, cent petits riens qui, sur place, vous avaient paru trésors, le mien d'un restaurant au Caire, un bracelet de faux ivoire, une petite cloche tibétaine, et que votre environnement urbain, continental, l'atmosphère hexagonale, avaient inexorablement effacés, dès vos retours successifs.

Dans un pot, ou une coupe, des pièces de monnaie, la plupart indéchiffrables, des billets élimés, noirs par trop d'échanges, et qui avaient fini leur ronde dans votre main. Votre périple. Dix ans de vacances et d'excursions. Une collection de derniers adieux, avant de reprendre le travail, l'abandon des rêves exotiques, avant le dur réveil. Aussi le fond de vos poches, négligemment vidé là, comme un soupçon de soulagement après les émotions du dépaysement. Votre carte intime, la juste mesure de ce que vous fûtes ailleurs, châtiment ou exubérance, audacieux ou parcimonieux.

Des noms qui vous reviennent difficilement en mémoire. Le lémpro? Hnduras? Le kyat? Sans doute la Birmanie. Hier, vous aviez aimé ces mots, patrymes poétiques de ces billets et de ces deux ombelles, la roupie cinghalaise, et le sucre en Equateur. Même sans faire le voyage, vous aviez beaucoup navigué, rien qu'à la liste des taux de change. Mieux : les monnaies sans convertibilité vous fascinaient, comme une jungle impénétrable. La Hongrie du forint, l'Albanie du lek, le Ghana du cedi.

A LORS, devant votre pot, vos pièces déversées, c'est un bilan que vous dressez. Attendez, d'abord, aux traces de vos premiers voyages. Quand il y avait encore quelque chose à peur vous recommander de cacher vos maigres lasses, de séparer les petites des grosses coupures, de ne sortir, à New-York, qu'avec les 10 dollars réglementaires de l'agence. Les billets de ces aventures, vous les aviez pieusement conservés, fétiches, avec les tickets d'avion écharnés, et les cartes de visite d'inconnues à qui vous aviez sans doute promis d'écrire.

A l'époque, vous deviez probablement croire que la planète de l'argent était égalitaire, qu'entre vos premiers drachmes et les francs de vos économies d'étudiant, il existait une correspondance. Que la roupie de votre initiation à l'Inde aidait à vivre, à manger, à dormir. Vos petits calculs, au restaurant, un franc égale... diviser par cent... vous rendaient fraterne, à hauteur d'Indien, indien presque. Puis, avec les années, et les départs, avec aussi votre bonne fortune, vous aviez réalisé que tout cela était faux. Qu'en dehors du dollar, du franc suisse, du mark et du yen, vous étiez à peu près partout le plus riche. Supérieur. Que les autres, en pesos boliviens ou en patacas de Macao, vivaient, voyageaient, dormaient, sous la barre de vos 10 francs. Et vous, déjà, vous ne comptiez plus qu'à



partir de 10 francs. Avant d'attendre, bientôt, 100 francs, pour reprendre vos petites conversions des taux de change.

Cette constatation faite, vous ne vous êtes plus jamais senti fraterne. Rouble, hélas, se traduisait par miettes. Aussi avez-vous pris l'habitude de tout payer trop cher, et donc de tout salir, la course en taxi au double de son prix, la balade en felouque contre

moment, vous avait encore en d'un soda, ou d'une taxe d'émission.

Votre trésor n'était plus que poubelle. Les roupies resteraient là longtemps, dans le cimetière mélangé de vos souvenirs. Vous le savez, vous ne vous direz plus : je les garde en cas... Pour le premier taxi, si l'avion se pose à la nuit... Ces pièces ne seront plus de vos voyages, car même s'il vous fallait retourner en Inde, vous n'emporteriez que des dollars. Le monde a changé, et vous avec lui. Vous ne comptez plus en francs de chez vous, mais en dollars, et tous les autres avec vous, surtout les pauvres, qui vivent sous vos 10 francs. Que vaut un balboa du Panama? Vous vous en moquez, et les Panaméens aussi, vous le jurez.

DANS votre pot donc, pas de dollars. Ni de marks, encore moins de francs suisses. Cette absence est la part cruelle de votre itinéraire conservé. Ces monnaies s'échangent, au prix fort, et, dès vos retours, vous vous précipitez à la banque pour rentrer dans vos francs. Malmenés, affaiblis, bien sûr, mais sauvagés pour l'essentiel. Ni marks ni francs suisses dans votre vieille cachette, car c'est là votre humiliation. Votre part du pauvre. A l'évocation de vos voyages dans ces contrées riches, votre mémoire se fait plus active. Comment oublier que pour vos

1 000 francs, l'année passée, à Genève, vous avez pu, de justesse, payer ce maudit taxi, vous offrir un verre à une terrasse et un tour de bateau sur le lac?

A New-York, vous tenez quoi? Dix jours? Et en comptant, ce dont vous aviez perdu l'habitude. En marks, vous vous effrayez vite, comme en schillings autrichiens. Vous trouvez tout trop cher, Salzbourg et Hambourg, pays de valeurs. Vous hésitez même à y retourner. Car vous savez ce qui vous menace : soudain vous sentez, comme le felouquier du Nil, terriblement du Sud.

Mal engagé dans le rapport Nord-Sud de vos petits calculs de transhumance, obligé sans cesse de retourner à la banque ou l'on auscultera de près, presque avec son pouce, vos billets de 100 francs, qui hier encore, ailleurs, vous faisaient seigneur et prodige.

Alors, face au portier d'hôtel, à Genève, Chicago ou Tokyo, vous vous rappelez le visage du serveur de restaurant de Calcutta ou de Bahia, entrevu dix ans plus tôt, auquel vous aviez laissé une poignée de billets, en pourboire, simplement pour ne pas vous encombrer. En marks ou en dollars, vous tendez cinquante de vos francs, en convenant que c'est folie, réflexe d'orgueil. Mais, dans les yeux de l'homme, vous lisez très nettement le nom qu'il donne à vos francs : roupie.

Philippe Boggio

ESCALES

Au fil de la Dordogne

C'est une coulée verte entre les arbres. D'un côté la forêt, avec des châteaux isolés, parcs aux bords allemands; de l'autre, des champs irrigués au des pans de rochers verticaux auxquels s'accroche le village. Au sommet, en vue, le château. La Dordogne, à Beynac, dans le Périgord noir. En bas, dans un coude de la rivière, une grande bâtisse régulière, prolongée d'une terrasse, regarde l'eau. L'hôtel Bonnet (Tél. : 53-29-50-01) est un ancien relais de poste avec une forge où l'on ferait les chevaux. Il y a cent cinquante ans, M. Bonnet, l'ancien maître-bâtonnier, tenait aussi une petite auberge où s'arrêtaient les gabarres, ces bateaux plats qui, du Limousin à Bordeaux, descendaient la rivière, transportant les merrains, ces pièces de chêne utilisées pour fabriquer les tonneaux. En haut, le château de Beynac (Tél. : 53-29-50-40). C'est le plus visité des châteaux du Périgord. Sa situation

spectaculaire, à 150 mètres au-dessus de la rivière, n'y est pas étrangère. Il fut construit au XIII^e siècle, tout comme le bourg. En face, le château de Castelnaud (Tél. : 53-29-57-08), son grand rival au Moyen Âge,



quand Anglais et Français se querelaient, de part et d'autre de la rivière. Ce château abrite aujourd'hui un Musée de la guerre au Moyen

Âge. Une promenade en bateau sur la Dordogne (Gabarres de Beynac, Tél. : 53-28-51-15) permet de prendre, au ralenti, la mesure des choses. Le commentaire vif qui l'accompagne est plein

du Tibet d'est en ouest jusqu'au mont Kailash, du désert de l'Aksai-Chin puis de la chaîne du Kunlun. Altitude moyenne, 4 500 mètres. Départs le 31 juillet et le 28 août, 33 900 F tout compris.

La tradition religieuse lamaïste est forte dans le Kham. D'où l'intérêt de cet itinéraire dans une région peu visitée, même si l'hébergement est plus rude. Départs le 1^{er} août et le 5 septembre, 23 600 F. A partir des confins du désert de Gobi, la route de la soie gagne le Tibet puis le Népal. Un circuit en bus avec visite de tous les monastères tibétains du Qinghai. Plusieurs départs de juillet à octobre, 22 900 F. Tous ces voyages, fatigants du fait de l'altitude, s'adressent à des voyageurs motivés et en bonne condition physique. Mains long (douze jours, 9 900 F avec départs de juillet à octobre), un itinéraire à la carte de Katmandou à Lhassa. Deux livres pour préparer ces voyages, tous deux publiés par les éditions Olizane : *Le Tibet*, de Stephen Batchelor, 432 p., 195 F, et *Les Mémoires de Tashi Khedrup*, moine aventurier tibétain, recueillis par Hugh Richardson, 192 p., 98 F.

Musées d'Amérique

« Les années 20, l'âge des métropoles ». Tel est le thème de l'exposition internationale qui se tiendra du 20 juin au 10 novembre au Musée des beaux-arts de Montréal, au Canada. En vedette, trois villes symboles : Paris, New-York et Berlin. Le voyageur Jetset (dans les agences de voyages) construit un itinéraire associant la visite de cette exposition à celle des principaux musées de l'Est canadien. Huit jours, du 10 au 17 octobre, 9 400 F par personne en demi-pension (hôtels trois étoiles), vols inclus. De son côté, l'Association Arts et Vie (39, rue des Favorites, 75738 Paris Cedex 15, Tél. : 45-31-40-41) propose de nouveau une découverte approfondie de Chicago. Du 27 octobre au 2 novembre, 8 900 F tout compris avec hébergement en hôtel quatre étoiles.

TÉLEX

Deux stages de BD organisés pour la neuvième année à l'auberge de jeunesse Les Korrigans de Lannion, dans les Côtes-d'Armor. Du 28 juillet au 4 août et du 25 août au 1^{er} septembre. Sept jours : 2 050 F tout compris. Ces stages s'adressent aux jeunes (à partir de quinze ans) qui dessinent et aiment raconter des histoires. Renseignements au 96-37-91-28.

L'exotisme en revue. Publiés depuis peu, en province, les *Carnets de l'exotisme* consacrent leur numéro 5 aux « Voyages rêvés, Voyages réels », avec notamment des inédits de Jean Cocteau et d'Octave Mirbeau et un poème de l'écrivain cubain contemporain Eliseo Diego (avec versions française et espagnole) inspiré par Christophe Colomb au Nouveau Monde. On note avec plaisir le ton peu conformiste de cette « revue littéraire et voyageante » placée sous l'invocation de Valéry Larbaud et Tzvetana, cet auteur peu connu au nom d'antipodes, qui écrivait en 1929 : « Je connais très bien les îles Hawaï, j'ai failli y aller. » Les *Carnets de l'exotisme*, éditions Le Torii, B.P. 93, 86003 Poitiers. Abonnement pour quatre numéros : 150 F (ajouter 15 F pour l'étranger). Parmi les livraisons déjà parues : « L'exotisme, mode d'emploi » (janvier 1990), « Routes malgaches » (septembre 1990, 75 F) et « Au Maroc avec Pierre Loti » (décembre 1990, 65 F).

17^e Forum de l'aventure, mardi 11 juin à 20 heures, au grand auditorium du Palais des congrès à Paris. En présence de Paul-Emile Victor, présentation de films d'aventures récentes : *Le Fleuve gelé du Zanskar*, d'Olivier Föllmi, *Radeau des cimes en Amazonie*, *Volcans d'Indonésie en ULM*, *Transsibérienne*. Renseignements auprès de la Guilde européenne du raid (Tél. : 43-26-97-52).

La Hollande à Paris avec, du 13 au 16 juin, quai Branly/port

Bourdonnais, face à la tour Eiffel, un village reconstitué pour découvrir les charmes de ce pays. Nombreuses animations artistiques : concerts de flûte et de piano, danse contemporaine, théâtre et peinture. Et, côté nourritures terrestres, dégustation du gouda de printemps.

Air Martinique et Air Guadeloupe, qui assurent ensemble 80 % du trafic entre Pointe-à-Pitre et Fort-de-France, mettront en service, les 7 et 8 juin, une liaison régulière entre Paris-Orly et ces deux villes. Elles proposeront jusqu'à 7 vols par semaine en haute saison (en DC-10-30 et en accord avec le groupe Minerve) et s'attacheront à offrir des prestations de qualité et des correspondances immédiates avec la plupart des îles des Antilles. Le prix du billet A/R s'échellonnnera entre 3 520 et 8 290 francs. Réservations dans les agences de voyages.

Open international de parapente dans le ciel des Deux-Alpes, les 21, 22 et 23 juin. Véritable répétition des prochains Championnats du monde, cette compétition, qui réunira 180 pilotes français et étrangers, comprendra quatre épreuves. Elle s'accompagnera d'une grande fête populaire et sportive, d'une exposition d'art et d'artisanat et d'une fête de la musique. Renseignements à l'Office du tourisme, Tél. : 76-79-22-00 ou la Maison des Deux-Alpes, 58, rue Rambuteau, 75003 Paris, Tél. : 48-87-74-96.

Festival du vent, les 14, 15 et 16 juin, sur le parvis de la Défense, aux portes de Paris. Présents à cette occasion, chars à voile, boomerangs, aéroglisseurs, montgolfières et tout ce qui glisse, siffle, plane, roule, décolle, défile grâce au vent, ainsi que tous ceux qui apprivoisent et défient le vent.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Trauand

COUDES AU CORPS POUR UN COUP DE COEUR !

Si vous êtes passionné d'équitation, Bagnoles-de-l'Orne est fait pour vous. Au Village du Cheval, le Champion de France d'attelage vous fera découvrir sa spécialité au paddock en forêt. A Tesson-la-Madeleine, l'École de l'Andalouse est à la disposition des cavaliers débutants ou confirmés. Venez vite avec votre bombe et vos bottes : le coup de cœur est garanti !

BAGNOLES-DE-L'ORNE

A Paris : 58 rue Rambuteau - 75003 Paris Beaubourg
Tél. (1) 48 87 74 96

La version courte du Harp's suffira, mais on aurait tort de s'en priver si, d'aventure, on choisissait Dinard pour une escale sur la route de l'été. Mythes et réalités de la plus british des stations balnéaires françaises.

A l'époque où les Anglais étaient « tous riches », comme le soutenait Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues*, ils prirent, un certain temps, du plaisir à s'en aller coloniser des rivages de France, médiocrement encore tout effrayés par les raids vikings, isolés et incertains, muets devant les promesses de paysages maritimes qui vaudraient bientôt de l'or. Ainsi de Saint-Enogat et de Dinard, qui leur tombèrent sous la patte sans coup férir – aidés par une bourgeoisie locale flattée et rassurée par leur présence – et qu'ils s'amuserent à façonner à leur image et à rendre confortables à leur manière; entendons par là qu'aucune vie saine ne pouvait se concevoir sans un *lawn tennis*, de l'herbage tondus courts pour jouer au golf, un hippodrome, un port à voiliers, des pubs, des clubs, des hôtels et un casino pour pouvoir saisir l'occasion d'hypothéquer tout ça sur une mauvaise main au baccara.

Ils s'y sont mis tôt à jeter les terrassements de ce qu'on a appelé le « Golden Age » si l'on en croit cette plaque, pieusement vert-de-grisée, posée à même le rocher, sur le flanc de la plage de l'Écluse, là où les jours de régate Duffy se met à colorier Duffy. Qu'on lise bien : « 1836-1936. Dinard à ses amis britanniques, en commémoration du centenaire de l'arrivée de ses premiers résidents britanniques. » C'est daté du 20 juin, juste à temps pour prévenir les protégés du Front populaire, qui se basardaient dans l'endroit, que les vacances et les bains de mer, ici, on connaissait et qu'on était prié d'aller jeter sa gourme de congés payés plus au large – on voit mal d'ailleurs ce qu'aurait pu commander comme remuant le tourneur-fraiseur de base qui se serait retrouvé dans l'acajou du Walpola Bar on au bastingage du Balmoral.

Il n'est pas sûr que sa descendance se sente plus à l'aise aujourd'hui, dans une station balnéaire qui continue à afficher une anglomanie soutenue – Dinard agence, Parfumerie Institut, avenue George-V, Café Davy's, Jameson, Wind Line, Blue and Green, Bazaar, – progre à rejouer toute une *middle class* anglaise qui vient remettre ses pas sur ceux des grands missionnaires du temps de la conquête, mais assez largement en retrait des plaisirs simples qu'un vacancier débarquant en Bretagne vicot cherche en Bretagne. Au demeurant, est-on vraiment tout à fait en Bretagne? Oui sur le papier, moins dans la place. Toujours l'Union Jack qui bat dans le cœur de cette bourgeoisie de bord de mer dans les hommes, passé cinquante ans, n'ont jamais froid, le pull de fine laine jeté sur les épaules, une brassée de journaux sous le bras, l'air préoccupé et soucieux de connaître leurs prochains partenaires de parcours sur les links de Saint-Briac. Terriblement convenables, les dames, elles, portent une sorte de short long de couleur kaki clair, et donnent l'impression d'être perpétuellement en retard à leur leçon de tennis.

C'est l'institution de pure snuche anglaise, pour un peu, qu'on verrait le moins : l'église anglicane, Saint-Barthélemy, ou, plus précisément dit (car après ceux d'outre-Manche arrivèrent les virulents amateurs d'outre-Atlantique), *St Bartholomew's British-American church*. Elle camoufle ses cent vingt ans au fond d'un jardin, rue Faber – nom de la première famille anglo-saxonne à s'être installée dans la place – et laisse sa porte ouverte, ainsi que celle de sa *library*, comme si elle était chez elle et n'avait rien à craindre des vandales ou des malaisants. C'est beau la confiance. Ne pas oublier tout de même de mettre 1,50 F dans le tronc, si on embarque l'opuscule qui donne les grandes lignes des pouvoirs et des devoirs de l'archevêque de Cantorbéry...

Tout se passait bien à Dinard. Trop bien même, puisque, fin

1867, Napoléon III fait savoir que lui et Eugénie, entraînés par des huits de cour, eux-mêmes lancés par une dame d'honneur de l'impératrice native du pays, Madame de Carette, ont décidé de se faire construire une résidence dans la station pour venir en vérifier les vertus curatives et mondaines. De fait, près de l'église, un petit château s'élève, commandé selon toute vraisemblance par des gens de Paris. C'est l'excitation la plus extrême au sein de la chie et courte communauté qui va bientôt voir ses efforts couronnés de succès avec l'arrivée du couple impérial. On l'attend pour l'été 1869. Le ruban est prêt, le champagne aussi... tout le monde répète son rôle, on se tient informé des ultimes nouvelles... tout marche comme sur des roulettes... l'inauguration officielle est dans la poche... Dinard sacrée reine de toutes les cités de fastes et de plaisirs de plein vent par le neveu du Petit Caporal. De la guenle, non? Zou-zou fait capoter l'affaire.

Zou-zou était un chien hichon, confident de l'impératrice, et que Napoléon III ne pouvait supporter. A la veille du voyage le couple revient sur le motif de la dis-corde pour savoir si l'animal sera du voyage ou pas : elle dit oui; lui non. Elle part boudier à Biarritz; lui prépare – avec les résultats qu'on sait – l'entrée en guerre contre la Prose. Dinard reste pétrifiée. Ce contretemps insultant – Zou-zou... la cité ne l'a jamais tout à fait digéré et les hardes de l'endroit ne manquent pas d'en rappeler tous les désagréments quand ils érudissent sur l'histoire sans histoire de leur chère et très balnéaire station.

Station qui touche à la gloire suprême avec l'arrivée de la Belle Époque, après que les financiers d'une fin de siècle hardie, riche et « pleinaistrée » eurent mis des billes dans ce qui leur semblait être une affaire très juteuse. On construit à tout va, et Dinard devient la « Nice du Nord », « Dinard l'Italienne », « Dinard la Douce », même si l'eau reste à température modérée, c'est-à-dire proche du glacial, et les vents de juillet quelquefois de fréquentation assez revêche. Des personnages loches, d'autres mystérieux ou bizarres, d'autres plus modestement célèbres, bantent ce bastion avancé de ce qui, sous la plume d'un écrivain régional, Herpin, est devenu la Côte d'Émeraude. Du monde, beaucoup de monde; du beau monde. Dans les routs un peu sérieux, les aboyeurs en perdent le souffle et deviennent aphones sous la patricule : Oscar II de Suède, l'archiduc Charles d'Autriche, Guillaume d'Allemagne, le grand-duc Michellowitch et la grande-duchesse de Russie, mais aussi Lawrence d'Arabie, Rolaod Garros, fameux aviateur, Armand Fallières, fameux président, Edouard VII, fameux dandy. Moments d'ivresse et de succès jusqu'à la première guerre mondiale, qui voit l'ensemble de ces bonnes gens se séparer et s'en aller faire leur boulot chacun de son côté.

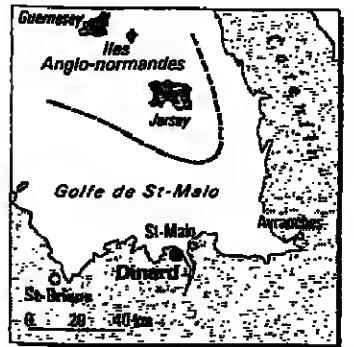
Dinard ou l'éloge de la villégiature. Très tôt, le site avait été fortifié avec de solides bâtisses ayant pignon sur falaise et maîtrise sur l'horizon; au-delà de la vue

imprenable, entre la redoute et le phare de haute mer. Du costaud, souvent dans le style néo-breton, une architecture tout à fait impressionnante qui fait hésiter entre le classement immédiat et le déclassement à perpétuité. Elles sont pour la plupart encore en place ces belles et lourdes villas – il doit être impossible d'en venir à bout, même avec les explosifs les plus puissants – et finissent par donner au lieu un cachet assez savoureux, notamment sur la pointe dite du Moulinet, là où le promeneur vicot, étonné, baba ou intimidé, prend la mesure de

ce que pouvait tenter une époque qui abritait son temps de farniente dans beaucoup d'espace et pas mal de largesse.

On pouvait s'y réfugier à plus de cinquante invités; le personnel suivait. Chez nous, entre nous, Goldoni fait résider ses estivants sur les arrières de Vooise, dans les mélancolies douces et amères d'une société qui ne parvient plus à trouver les marques d'un dix-huitième siècle italien languissant; ici, sous l'inspiration d'em-hrurs achetés au prix fort, on invente le maillot de bain, le long

drink et la course au large. Villégiature. Et c'est sans doute ce qu'il faut retenir du bref, mais vif message, qu'envoie de ses sémaphores cette micro-société conquérante et radicalement propriétaire, non seulement de l'une des cartes postales les plus convaincantes du paysage français (au loin Saint-Malo; en fond de décor l'estuaire de la Rance; de face des îlots jouant à « cache-marées »; au-dessus le ciel; plus bas la mer, dans ses bons jours tout à fait comme son générique l'indique : émeraude), mais certaine, en outre, d'avoir mérité le



droit à l'endroit et le pouvoir de jouir de son exclusivité à vie. On a la cause et la tranquillité qu'un peut. Ici aura été défrichée l'idée qu'un paysage se prête, mais ne se partage pas. Et rien ne peut y faire : des balcons de « Granite House » – car en anglais il y a un e à granite; en français aussi si on veut – la vue est plus envahissante pour l'œil que de la promenade publique. Formidablement plus, puisque des pinniers et repéreurs d'endroits n'ont fait en sorte que cela le soit.

Il n'y a pas prescription pour la surélévation, ni atteinte à la sécurité du citoyen pour cause de cauchers de soleil vus d'un peu plus haut que la normale. Dinard peut dormir tranquille : rien, jamais, n'entamera son confort, ni ne jettera la moindre ombre sur l'œuvre de ses pères fondateurs, ni sur le plaisir qu'ont pris leurs successeurs à poursuivre le travail de glaciation chaude que ces saints hommes avaient entrepris en devenant patrons du littoral avant la lettre et défenseurs du patrimoine avant les cris d'effraie des administrations en charge, mais un peu tard, de donner l'alarme.

De notre envoyé spécial Jean-Pierre Quélin

Minutes de silence

Instants magiques, où la nature s'offre à vous dans son immense beauté, où l'on oublie toutes les contraintes, où tout est réuni pour se remettre en forme tout en se divertissant... Vous découvrez l'île de Majorque. Vivre au jour le jour, entouré par ce sentiment si profond de bien-être, vous incite à jouir de la liberté d'agir individuellement, à puiser votre énergie dans l'environnement. Situés dans une enclave privilégiée de la Méditerranée, les îles Baléares sont synonymes de vacances vraiment reposantes, où le sens de l'hospitalité se retrouve autant au contact de ses habitants que dans la diversité de ses hôtels. Laissez-vous guider par le silence de Majorque pour contempler sa beauté.

Mallorca

La Pyramide à guichets fermés

Il est déjà loin le temps où un fameux critique accablait le monument du surnom de « Zircon ». Aujourd'hui, la Pyramide du Louvre fait l'unanimité : on s'y presse, on s'y bouscule, on y attend son tour. Exposé des problèmes d'embouteillage.

Ils voulaient voir la Joconde ; maintenant « ils » viennent pour la Pyramide et pour la Joconde. Destin d'un grand musée qui entretient des relations passionnelles avec quelques milliers de spécialistes et d'amateurs et qui, vis-à-vis d'un vaste public, « assume sa célébrité » selon la formule de Michel Lacotte, son directeur, celui qui aura, en dix années, participé à la conception et au lancement de deux fameux établissements, le Musée d'Orsay et le Nouveau Louvre.

Ils viennent, toujours plus nombreux : quatre millions de visiteurs en 1990, un million de plus qu'en 1988, c'est-à-dire avant la Pyramide. Ils sont là, ravis, dans la lumière du grand hall, un peu perdus d'abord, hésitants à s'engager vers les salles du musée, déboulant dans la sérénité de la pierre blonde et si polie qu'on dirait du marbre, détaillant l'acastillage de la toiture, orchestrant le brouhaha léger de cette gare de luxe qui fait dire aux ironiques qu'on s'attend à y entendre annoncer d'une voix suave le prochain vol pour Denver.

Ils viennent et forment sur l'esplanade, les jours d'affluence, sous le soleil ou sous les parapluies, une paisible file d'attente qui fait grincer la plume des députés ou des ministres, inquiets de cette rançon du succès, torturés par cet accueil en deux temps qui retient dehors ceux qui devraient être orientés et d'abord abrités. L'attente à l'extérieur, expliquent les responsables du musée, est due... aux files d'attente aux caisses, et surtout aux normes de sécurité qui limitent à 6 700 le nombre de personnes qui peuvent rester au même moment dans le hall Napoléon.

Il n'y a pas de comptage électronique, cela se juge « à l'œil » et l'on peut sans doute assouplir ce jugement. On peut aussi, et l'on s'y emploie, améliorer le fonctionnement des bornes automatiques, trop souvent en panne, ou faire en sorte qu'elles ne débloquent pas seulement le billet « plein tarif » retardant ainsi ceux qui se seraient engagés dans la mauvaise file. On peut, on pourrait, aussi multiplier les points de vente (ce sera fait à la fin de 1992 quand ouvriront le parking souterrain et le centre commercial sous les jardins du Carrousel). On tente enfin de diriger les impatients vers la porte Jaujard, l'autre entrée, près du pavillon de Flore, qui a été rouverte mais qui n'attire pas ceux qui, venant pour la première fois, veulent franchir ce qu'ils pensent être la grande porte, celle de la Pyramide. Et ils ont raison puisque c'est là qu'ils seront orientés, conseillés, au cœur du dispositif. Ou plutôt, pour l'instant, d'un demi-dispositif.

Le Grand Louvre est à mi-parcours. Deux ans après l'ouverture au public du hall Napoléon et l'achèvement de la Pyramide qui l'éclaire et le signale, le Louvre n'est plus seulement un musée, c'est déjà un grand centre culturel vivant et ouvert qui entretient des relations avec d'autres musées du monde entier, grands et petits, invite des musiciens, des écrivains, organise des festivals de films sur l'art. Autrefois destination obligatoire des élèves et des touristes étrangers, sa fréquentation compte désormais une part croissante de Français. d'actifs, et c'est un peu l'objectif de cette université libre de l'art, de ce grand établissement d'éducation

ouverte que d'attirer un nouveau public et, d'abord, sans crainte du paradoxe, de partir à la conquête des Parisiens.

C'est à la fin de 1992, quand seront mis en service les espaces souterrains de la cour du Carrousel et les nouvelles salles d'exposition aménagées par l'architecte Italo Rota autour de la cour Carrée, puis surtout, lorsque l'automne de 1993, en fêtant le bicentenaire du Musée national des arts et des lettres par la Convention, le Louvre ouvrira au public l'aille Richelieu (l'ancien ministère des finances) où seront présentés la sculpture monumentale, les objets d'art et la peinture française, que l'aventure, commencée en septembre 1982, pourra être évaluée dans son ensemble.

Chacun son Louvre, son moment préféré du musée, son parcours de prédilection. Comment ne pas partager l'émotion de ceux qui, pour la première fois, découvrent qu'il y avait un Louvre sous le Louvre, un château sous le palais, et se trouvent, dans l'ombre justement dosée, confrontés aux murailles de Charles V et à la tour de Philippe-Auguste, résultat des fouilles entreprises sous la cour Carrée. « En France, on n'a tripe historique, c'est le château des rois », note Michel Lacotte. Cet itinéraire, qui peut commencer par les salles racontant l'histoire de l'ensemble monumental qui, en cinq siècles, a lentement conquis sa place au cœur de la capitale, offre une mise en condition idéale à la découverte du musée proprement dit, de ses collections, qu'on y entre par la salle des Caryatides et de la sculpture gréco-romaine ou, reculant de quelques millénaires, par l'Égypte.

Mais le musée se refuse à recommander tel ou tel circuit. Le personnel d'accueil, jeune, aimable, répond en plusieurs langues à toutes les questions : aux plus pointues (« Où est Gabrielle d'Estree ? ») comme aux plus convenues (« Par quel chemin, vite, Mona Lisa ? »). « Il y a les bons lundis soir », raconte Aimée Ganser, responsable de l'accueil, et les mauvais lundis, ceux où Denon est fermé. Car les nouveaux horaires, l'effort fait par le personnel et l'organisation pour mieux recevoir, et plus longtemps, engendrent parfois des



déceptions. La campagne d'affiches qui, l'été dernier, rappelait dans tout Paris que le Louvre était ouvert jusqu'à 22 heures avait créé une confusion et presque une frustration. Car c'est la Pyramide, l'auditorium, la librairie et le restaurant ainsi que les expositions temporaires qui sont accessibles tous les soirs jusqu'à la nuit. Les collections permanentes, elles, ne sont offertes en nocturne que le mercredi et par moitié, en alternance, le lundi.

Bien traiter la foule indécise et les groupes, aider les chercheurs, les historiens de l'art, les scientifiques, conquérir un nouveau public, celui des intellectuels, des Parisiens, ceux qui ont moins de temps mais plus d'exigences, et faire entrer le Louvre et ses manifestations culturelles dans les habitudes de ceux qui « se croient culturellement obligés d'aller voir Sœur », comme le dit Michel Lacotte : c'est le quadruple objectif de l'établissement qu'il dirige et qui, en devenant le Grand Louvre, a pris son autonomie par rapport à la Réunion des musées nationaux.

Les horaires ont changé et il faudra du temps pour que les visiteurs potentiels prennent conscience des nouvelles portes qui se sont ouvertes dans leur calendrier : connaître les meilleurs jours, le jeudi et le vendredi par exemple, venir après 15 heures, fréquenter l'auditorium pour un concert, voir un film à midi, suivre une conférence le soir. Beaucoup le font déjà. Le nombre des Amis du Louvre a doublé, note Michel Lacotte (de 15 000 à 30 000), les demandes de visites-conférences sont en progression rapide : on va ouvrir aux adultes les ateliers pour enfants ; on s'occupe des sourds-muets et même des aveugles pour lesquels des programmes spéciaux sont mis

en place. Aider, informer. A l'entrée, bien sûr, mais « il y a une telle distance, parfois, entre la question posée et son but » qu'il faut établir des relais. « On ne sait jamais à quel moment le visiteur aura besoin d'une assistance », remarque Aimée Ganser.

Des salles de repos ont été prévues loin de la Pyramide, comme celle qui récompense les courageux (assez peu fréquentés) et le dire car il équivaut à six étages) qui mène à la peinture française (en attendant les batteries d'escaliers qui ne seront disponibles qu'à la fin des travaux de l'aille Richelieu).

Une vraie récompense, placée sur l'axe du monument, avec la vue vers les Tuileries et bénéficiant d'une fréquentation inversement proportionnelle à celle de la pauvre Joconde, enfermée dans la cage de verre hermétique et parabolique que les Japonais lui avaient confectionnée pour l'obtenir en pension chez eux, en 1974, et qui, toute provisoire qu'elle était, a été conservée de nos jours, tandis qu'on étudie - études aux résultats toujours différés - un meilleur rapport des adorateurs à leur idole. En avril dernier, la République, le quotidien italien, croyait savoir que trois architectes (dont deux Italiens, Vittorio Gregotti et l'indispensable Gae Aulenti) concouraient pour un projet de meilleure présentation. Mais l'information, déjà, était dépassée : d'autres idées sont à l'étude et notamment de réinstaller dans la grande galerie celle qu'André Chastel nommait « l'illustre incomprise », titre de l'ouvrage qu'il lui a consacré (Gallimard).

Orienter, clarifier, informer. « L'architecture du monument aide beaucoup à s'y retrouver », remarque Michel Lacotte. Le Louvre, contrairement à d'autres

musées, n'a beaucoup de fenêtres : on voit où l'on est par rapport à la cour, à la Seine, à Paris. C'était aussi l'idée de l'architecte, M. Pei, en dessinant cette pyramide transparente, ce grand lanternon, de conserver les accroches du regard vers les différents pavillons.

Autant l'itinéraire vers Sully, qui conduit au Louvre médiéval - celui des « souterrains », dans le langage courant des visiteurs, - est simple, limpide, autant l'entrée vers Denon, qui permet d'accéder à la salle du Manège, est malencontreusement compliquée. Cette mauvaise impression sera corrigée : les escaliers roulants et leur incongruité technologique seront remplacés (le projet est étudié avec Pei) par un escalier plus large, plus ample, plus noble. C'est important, car ce chemin tortueux est celui qu'empruntent chaque jour ceux qui ont demandé à voir d'abord les best-sellers : la Joconde, la Victoire de Samothrace - en haut du bel escalier dessiné pour elle - la Lénus de Milo ou les Eschyles de Michel-Ange.

Avec la louable réserve qui est la leur (« aucune raison de priver le visiteur de sa liberté d'orientation »), les responsables du musée se refusent, pour l'instant du moins, à conseiller tel ou tel circuit. Judicieusement, ils estiment que, se dirigeant vers telle ou telle célébrité, le visiteur, quel que soit son niveau de connaissances, pourra être touché par d'autres œuvres. Même si les Japonais ont conçu un « Louvre en soixante minutes », il n'y aura jamais de « Joconde express ». Plutôt, au contraire, un effort pour clarifier la lecture et la chronologie des salles, qui ne trouvera son accomplissement qu'à l'achèvement du Grand Louvre et avec l'installation de l'ensemble de l'art français dans l'aille Richelieu, laissant aux Italiens la grande galerie.

L'information, toutefois, fait

des progrès. Outre les fiches (en six langues), qu'on peut consulter sur place et qui seront généralisées, outre les cartes et les panneaux historiques, qui doivent « éclairer » l'Antiquité, un ou deux systèmes de vidéodisques interactifs ont été mis en place. Mais cela demande beaucoup de travail de préparation (deux ans) et coûte très cher. C'est donc plutôt vers le personnel qu'on souhaite se tourner pour qu'il soit en mesure de répondre bien. Fini le temps où les casquettes tombaient sur l'œil de vétérans assoupis, voilà, au pied de Delacroix ou près des fresques de Botticelli, « l'idée est de développer la notion d'accueil ou soin du personnel de surveillance », précise M^{me} Ganser. Une expérience de surveillance mobile sera tentée dans les semaines qui viennent avec une douzaine d'agents, pour savoir si l'on peut concilier l'accueil et la sécurité.

Cédant tout de même à un réel besoin, le musée vient d'éditer une brochure intitulée *Guide du visiteur*, qui présente une quarantaine de chefs-d'œuvre et renseigne utilement, à mi-chemin du simple plan de situation et du lourd volume d'inventaire des collections.

Placé sous le signe des exigences doubles et parfois contradictoires (grand nombre de visiteurs et qualité de la visite, érudition et pédagogie, science et curiosité, sécurité et accueil, orientation sans embarras), le Louvre mus, démenagé sur lui-même, se renoue derrière des façades bâchées, pour une flamboyante réapparition. La Pyramide n'est que la pointe visible d'un nouvel ensemble qui, moins que jamais, ne se donnera à voir en une fois.

Michèle Champenois

Guide

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2 295 F A/R

DECOUVREZ LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

LOS ANGELES	A/S 2135 A/R 4290	CARACAS	A/S 3085 A/R 5060
SAN FRANCISCO	A/S 2135 A/R 4290	BUENOS AIRES	A/S 3850 A/R 6100
MIAMI	A/S 1785 A/R 3410	SANTIAGO	A/S 3850 A/R 6100
MONTREAL	A/S 1210 A/R 2420	NAIROBI	A/S 3045 A/R 4995
RIO DE JANEIRO	A/S 3380 A/R 5170	DAKAR	A/S 2920
SÃO PAULO	A/S 3625 A/R 5170	BANGKOK	A/S 3205 A/R 4215
MEXICO	A/S 2600 A/R 4790	SYDNEY	A/S 4635 A/R 7885
ANTILLES	A/S 2100 A/R 3275	SEYCHELLES	A/R 6190

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1^{re} CLASSE, 2^e CLASSE, 3^e CLASSE, 4^e CLASSE, 5^e CLASSE, 6^e CLASSE, 7^e CLASSE, 8^e CLASSE, 9^e CLASSE, 10^e CLASSE, 11^e CLASSE, 12^e CLASSE, 13^e CLASSE, 14^e CLASSE, 15^e CLASSE, 16^e CLASSE, 17^e CLASSE, 18^e CLASSE, 19^e CLASSE, 20^e CLASSE, 21^e CLASSE, 22^e CLASSE, 23^e CLASSE, 24^e CLASSE, 25^e CLASSE, 26^e CLASSE, 27^e CLASSE, 28^e CLASSE, 29^e CLASSE, 30^e CLASSE, 31^e CLASSE, 32^e CLASSE, 33^e CLASSE, 34^e CLASSE, 35^e CLASSE, 36^e CLASSE, 37^e CLASSE, 38^e CLASSE, 39^e CLASSE, 40^e CLASSE, 41^e CLASSE, 42^e CLASSE, 43^e CLASSE, 44^e CLASSE, 45^e CLASSE, 46^e CLASSE, 47^e CLASSE, 48^e CLASSE, 49^e CLASSE, 50^e CLASSE, 51^e CLASSE, 52^e CLASSE, 53^e CLASSE, 54^e CLASSE, 55^e CLASSE, 56^e CLASSE, 57^e CLASSE, 58^e CLASSE, 59^e CLASSE, 60^e CLASSE, 61^e CLASSE, 62^e CLASSE, 63^e CLASSE, 64^e CLASSE, 65^e CLASSE, 66^e CLASSE, 67^e CLASSE, 68^e CLASSE, 69^e CLASSE, 70^e CLASSE, 71^e CLASSE, 72^e CLASSE, 73^e CLASSE, 74^e CLASSE, 75^e CLASSE, 76^e CLASSE, 77^e CLASSE, 78^e CLASSE, 79^e CLASSE, 80^e CLASSE, 81^e CLASSE, 82^e CLASSE, 83^e CLASSE, 84^e CLASSE, 85^e CLASSE, 86^e CLASSE, 87^e CLASSE, 88^e CLASSE, 89^e CLASSE, 90^e CLASSE, 91^e CLASSE, 92^e CLASSE, 93^e CLASSE, 94^e CLASSE, 95^e CLASSE, 96^e CLASSE, 97^e CLASSE, 98^e CLASSE, 99^e CLASSE, 100^e CLASSE, 101^e CLASSE, 102^e CLASSE, 103^e CLASSE, 104^e CLASSE, 105^e CLASSE, 106^e CLASSE, 107^e CLASSE, 108^e CLASSE, 109^e CLASSE, 110^e CLASSE, 111^e CLASSE, 112^e CLASSE, 113^e CLASSE, 114^e CLASSE, 115^e CLASSE, 116^e CLASSE, 117^e CLASSE, 118^e CLASSE, 119^e CLASSE, 120^e CLASSE, 121^e CLASSE, 122^e CLASSE, 123^e CLASSE, 124^e CLASSE, 125^e CLASSE, 126^e CLASSE, 127^e CLASSE, 128^e CLASSE, 129^e CLASSE, 130^e CLASSE, 131^e CLASSE, 132^e CLASSE, 133^e CLASSE, 134^e CLASSE, 135^e CLASSE, 136^e CLASSE, 137^e CLASSE, 138^e CLASSE, 139^e CLASSE, 140^e CLASSE, 141^e CLASSE, 142^e CLASSE, 143^e CLASSE, 144^e CLASSE, 145^e CLASSE, 146^e CLASSE, 147^e CLASSE, 148^e CLASSE, 149^e CLASSE, 150^e CLASSE, 151^e CLASSE, 152^e CLASSE, 153^e CLASSE, 154^e CLASSE, 155^e CLASSE, 156^e CLASSE, 157^e CLASSE, 158^e CLASSE, 159^e CLASSE, 160^e CLASSE, 161^e CLASSE, 162^e CLASSE, 163^e CLASSE, 164^e CLASSE, 165^e CLASSE, 166^e CLASSE, 167^e CLASSE, 168^e CLASSE, 169^e CLASSE, 170^e CLASSE, 171^e CLASSE, 172^e CLASSE, 173^e CLASSE, 174^e CLASSE, 175^e CLASSE, 176^e CLASSE, 177^e CLASSE, 178^e CLASSE, 179^e CLASSE, 180^e CLASSE, 181^e CLASSE, 182^e CLASSE, 183^e CLASSE, 184^e CLASSE, 185^e CLASSE, 186^e CLASSE, 187^e CLASSE, 188^e CLASSE, 189^e CLASSE, 190^e CLASSE, 191^e CLASSE, 192^e CLASSE, 193^e CLASSE, 194^e CLASSE, 195^e CLASSE, 196^e CLASSE, 197^e CLASSE, 198^e CLASSE, 199^e CLASSE, 200^e CLASSE, 201^e CLASSE, 202^e CLASSE, 203^e CLASSE, 204^e CLASSE, 205^e CLASSE, 206^e CLASSE, 207^e CLASSE, 208^e CLASSE, 209^e CLASSE, 210^e CLASSE, 211^e CLASSE, 212^e CLASSE, 213^e CLASSE, 214^e CLASSE, 215^e CLASSE, 216^e CLASSE, 217^e CLASSE, 218^e CLASSE, 219^e CLASSE, 220^e CLASSE, 221^e CLASSE, 222^e CLASSE, 223^e CLASSE, 224^e CLASSE, 225^e CLASSE, 226^e CLASSE, 227^e CLASSE, 228^e CLASSE, 229^e CLASSE, 230^e CLASSE, 231^e CLASSE, 232^e CLASSE, 233^e CLASSE, 234^e CLASSE, 235^e CLASSE, 236^e CLASSE, 237^e CLASSE, 238^e CLASSE, 239^e CLASSE, 240^e CLASSE, 241^e CLASSE, 242^e CLASSE, 243^e CLASSE, 244^e CLASSE, 245^e CLASSE, 246^e CLASSE, 247^e CLASSE, 248^e CLASSE, 249^e CLASSE, 250^e CLASSE, 251^e CLASSE, 252^e CLASSE, 253^e CLASSE, 254^e CLASSE, 255^e CLASSE, 256^e CLASSE, 257^e CLASSE, 258^e CLASSE, 259^e CLASSE, 260^e CLASSE, 261^e CLASSE, 262^e CLASSE, 263^e CLASSE, 264^e CLASSE, 265^e CLASSE, 266^e CLASSE, 267^e CLASSE, 268^e CLASSE, 269^e CLASSE, 270^e CLASSE, 271^e CLASSE, 272^e CLASSE, 273^e CLASSE, 274^e CLASSE, 275^e CLASSE, 276^e CLASSE, 277^e CLASSE, 278^e CLASSE, 279^e CLASSE, 280^e CLASSE, 281^e CLASSE, 282^e CLASSE, 283^e CLASSE, 284^e CLASSE, 285^e CLASSE, 286^e CLASSE, 287^e CLASSE, 288^e CLASSE, 289^e CLASSE, 290^e CLASSE, 291^e CLASSE, 292^e CLASSE, 293^e CLASSE, 294^e CLASSE, 295^e CLASSE, 296^e CLASSE, 297^e CLASSE, 298^e CLASSE, 299^e CLASSE, 300^e CLASSE, 301^e CLASSE, 302^e CLASSE, 303^e CLASSE, 304^e CLASSE, 305^e CLASSE, 306^e CLASSE, 307^e CLASSE, 308^e CLASSE, 309^e CLASSE, 310^e CLASSE, 311^e CLASSE, 312^e CLASSE, 313^e CLASSE, 314^e CLASSE, 315^e CLASSE, 316^e CLASSE, 317^e CLASSE, 318^e CLASSE, 319^e CLASSE, 320^e CLASSE, 321^e CLASSE, 322^e CLASSE, 323^e CLASSE, 324^e CLASSE, 325^e CLASSE, 326^e CLASSE, 327^e CLASSE, 328^e CLASSE, 329^e CLASSE, 330^e CLASSE, 331^e CLASSE, 332^e CLASSE, 333^e CLASSE, 334^e CLASSE, 335^e CLASSE, 336^e CLASSE, 337^e CLASSE, 338^e CLASSE, 339^e CLASSE, 340^e CLASSE, 341^e CLASSE, 342^e CLASSE, 343^e CLASSE, 344^e CLASSE, 345^e CLASSE, 346^e CLASSE, 347^e CLASSE, 348^e CLASSE, 349^e CLASSE, 350^e CLASSE, 351^e CLASSE, 352^e CLASSE, 353^e CLASSE, 354^e CLASSE, 355^e CLASSE, 356^e CLASSE, 357^e CLASSE, 358^e CLASSE, 359^e CLASSE, 360^e CLASSE, 361^e CLASSE, 362^e CLASSE, 363^e CLASSE, 364^e CLASSE, 365^e CLASSE, 366^e CLASSE, 367^e CLASSE, 368^e CLASSE, 369^e CLASSE, 370^e CLASSE, 371^e CLASSE, 372^e CLASSE, 373^e CLASSE, 374^e CLASSE, 375^e CLASSE, 376^e CLASSE, 377^e CLASSE, 378^e CLASSE, 379^e CLASSE, 380^e CLASSE, 381^e CLASSE, 382^e CLASSE, 383^e CLASSE, 384^e CLASSE, 385^e CLASSE, 386^e CLASSE, 387^e CLASSE, 388^e CLASSE, 389^e CLASSE, 390^e CLASSE, 391^e CLASSE, 392^e CLASSE, 393^e CLASSE, 394^e CLASSE, 395^e CLASSE, 396^e CLASSE, 397^e CLASSE, 398^e CLASSE, 399^e CLASSE, 400^e CLASSE, 401^e CLASSE, 402^e CLASSE, 403^e CLASSE, 404^e CLASSE, 405^e CLASSE, 406^e CLASSE, 407^e CLASSE, 408^e CLASSE, 409^e CLASSE, 410^e CLASSE, 411^e CLASSE, 412^e CLASSE, 413^e CLASSE, 414^e CLASSE, 415^e CLASSE, 416^e CLASSE, 417^e CLASSE, 418^e CLASSE, 419^e CLASSE, 420^e CLASSE, 421^e CLASSE, 422^e CLASSE, 423^e CLASSE, 424^e CLASSE, 425^e CLASSE, 426^e CLASSE, 427^e CLASSE, 428^e CLASSE, 429^e CLASSE, 430^e CLASSE, 431^e CLASSE, 432^e CLASSE, 433^e CLASSE, 434^e CLASSE, 435^e CLASSE, 436^e CLASSE, 437^e CLASSE, 438^e CLASSE, 439^e CLASSE, 440^e CLASSE, 441^e CLASSE, 442^e CLASSE, 443^e CLASSE, 444^e CLASSE, 445^e CLASSE, 446^e CLASSE, 447^e CLASSE, 448^e CLASSE, 449^e CLASSE, 450^e CLASSE, 451^e CLASSE, 452^e CLASSE, 453^e CLASSE, 454^e CLASSE, 455^e CLASSE, 456^e CLASSE, 457^e CLASSE, 458^e CLASSE, 459^e CLASSE, 460^e CLASSE, 461^e CLASSE, 462^e CLASSE, 463^e CLASSE, 464^e CLASSE, 465^e CLASSE, 466^e CLASSE, 467^e CLASSE, 468^e CLASSE, 469^e CLASSE, 470^e CLASSE, 471^e CLASSE, 472^e CLASSE, 473^e CLASSE, 474^e CLASSE, 475^e CLASSE, 476^e CLASSE, 477^e CLASSE, 478^e CLASSE, 479^e CLASSE, 480^e CLASSE, 481^e CLASSE, 482^e CLASSE, 483^e CLASSE, 484^e CLASSE, 485^e CLASSE, 486^e CLASSE, 487^e CLASSE, 488^e CLASSE, 489^e CLASSE, 490^e CLASSE, 491^e CLASSE, 492^e CLASSE, 493^e CLASSE, 494^e CLASSE, 495^e CLASSE, 496^e CLASSE, 497^e CLASSE, 498^e CLASSE, 499^e CLASSE, 500^e CLASSE, 501^e CLASSE, 502^e CLASSE, 503^e CLASSE, 504^e CLASSE, 505^e CLASSE, 506^e CLASSE, 507^e CLASSE, 508^e CLASSE, 509^e CLASSE, 510^e CLASSE, 511^e CLASSE, 512^e CLASSE, 513^e CLASSE, 514^e CLASSE, 515^e CLASSE, 516^e CLASSE, 517^e CLASSE, 518^e CLASSE, 519^e CLASSE, 520^e CLASSE, 521^e CLASSE, 522^e CLASSE, 523^e CLASSE, 524^e CLASSE, 525^e CLASSE, 526^e CLASSE, 527^e CLASSE, 528^e CLASSE, 529^e CLASSE, 530^e CLASSE, 531^e CLASSE, 532^e CLASSE, 533^e CLASSE, 534^e CLASSE, 535^e CLASSE, 536^e CLASSE, 537^e CLASSE, 538^e CLASSE, 539^e CLASSE, 540^e CLASSE, 541^e CLASSE, 542^e CLASSE, 543^e CLASSE, 544^e CLASSE, 545^e CLASSE, 546^e CLASSE, 547^e CLASSE, 548^e CLASSE, 549^e CLASSE, 550^e CLASSE, 551^e CLASSE, 552^e CLASSE, 553^e CLASSE, 554^e CLASSE, 555^e CLASSE, 556^e CLASSE, 557^e CLASSE, 558^e CLASSE, 559^e CLASSE, 560^e CLASSE, 561^e CLASSE, 562^e CLASSE, 563^e CLASSE, 564^e CLASSE, 565^e CLASSE, 566^e CLASSE, 567^e CLASSE, 568^e CLASSE, 569^e CLASSE, 570^e CLASSE, 571^e CLASSE, 572^e CLASSE, 573^e CLASSE, 574^e CLASSE, 575^e CLASSE, 576^e CLASSE, 577^e CLASSE, 578^e CLASSE, 579^e CLASSE, 580^e CLASSE

Bridge

n° 1438

IL Y A CINQUANTE ANS

Sans être les égaux de Joséphine Culbertson ou d'Hélène Sabot, certaines joueuses des années 30 atteignaient un bon niveau. Voici la défense de la New-Yorkaise M^{me} Spaulding, dont vous prendrez la place en Est en cachant les mains d'Ouest (votre partenaire) et de Sud (le déclarant).

AR 52	AR 52	AR 52	AR 52
VAR D9	VAR D9	VAR D9	VAR D9
AV	AV	AV	AV
AR 5	AR 5	AR 5	AR 5
OV 98	OV 98	OV 98	OV 98
432	432	432	432
Y 987	Y 987	Y 987	Y 987
643	643	643	643
86	86	86	86
862	862	862	862
1063	1063	1063	1063

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Passe	Passe	2	Passe
2 SA	Passe	3	Passe
3 SA	Passe	4 SA	Passe
6 SA	Passe	Passe	Passe

Ouest a cru bon d'entamer le 7 de Trèfle au lieu de faire l'entame neutre à Cœur. Sud a pris avec le 10 de Trèfle et a joué le 2 de Carreau pour le 3 et le Valet. Ensuite, le déclarant a tiré toutes les grosses cartes du mort. Comment H. Spaulding a-t-elle fait chouer ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT ?

RÉPONSE

Il était clair que Sud avait dans sa main le Roi de Carreau et la Dame de Trèfle et que, si Est était mis en maio à Cœur, elle serait obligée de jouer Carreau et d'offrir ainsi à Sud la cozième et la douzième levée. M^{me} Spaulding a donc joué le 10 et le Valet de Cœur sur le Roi et la Dame de Cœur. Elle libéra ainsi le 9 de Cœur, mais le mort dut donner à Ouest les deux derniers Piques...

Remarque : A cartes sur table, c'est certainement le chelem à Trèfle qui est le meilleur. Il suffit, en effet, de couper deux Piques pour arriver à douze levées sans même faire l'impasse à la Dame de Carreau ! Qu'en pensent les lecteurs ?

LE JOUEUR DE L'ANNÉE

La Fédération américaine a décidé de désigner le Joueur de l'année (*Player of the year*), et c'est Bob Hamman qui a reçu le

titre. Il faut reconnaître qu'il est depuis une trentaine d'années considéré comme un des meilleurs joueurs du monde. Il a notamment fait partie de l'équipe américaine qui a remporté le Championnat du monde de Stockholm en 1970, après l'abstention du Blue Team italien. Cachez les mains adverses pour vous mettre à sa place.

542	542	542	542
443	443	443	443
86	86	86	86
853	853	853	853
97	97	97	97
1075	1075	1075	1075
10754	10754	10754	10754
10532	10532	10532	10532
106	106	106	106
1086	1086	1086	1086
96	96	96	96
1074	1074	1074	1074
AV4	AV4	AV4	AV4
3	3	3	3
10875	10875	10875	10875
9	9	9	9
972	972	972	972

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Passe	Passe	2	Passe
Hamman	Lin	Lawrence	Hsiao
1	1	2	2
4	4	Passe	Passe

Ouest attaqua le Roi et la Dame de Pique. Sud prit au second tour et il joua immédiatement le 7 de Trèfle. Ouest ayant fourni le 4 de Trèfle, comment Hamman, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Certains experts avec la main de Sud feront une enchère d'essai à « 3 Trèfles » pour demander à Nord de déclarer « 4 Cœurs » avec ou sans honneur ou une courté à Trèfle ; mais Hamman a préféré prendre le risque de bonifier à « 4 Cœurs » pour ce pas fournir d'indication aux adversaires sur sa faiblesse à Trèfle...

COURRIER DES LECTEURS

La force des 2 (n° 1425)
« Pourquoi Ouest, après l'As de Trèfle, joua-t-il le Roi, puis qu'il sait que Ouest (qui a fourni le 2) a le Valet troisième ou un singleton ? demande Schaffhausser. »

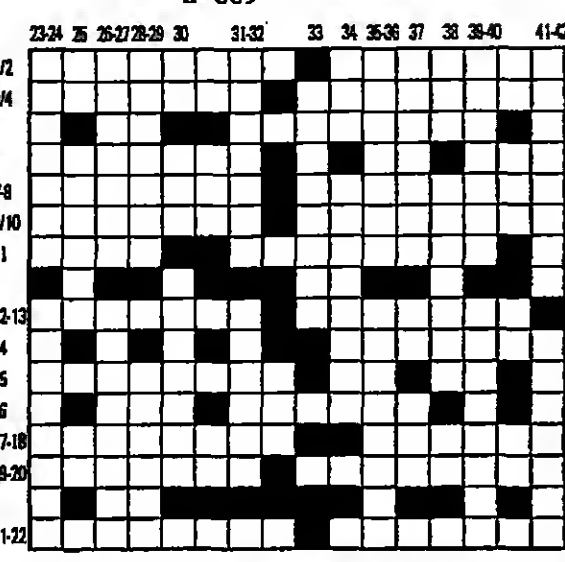
Si c'est un singleton, il serait dommage de rejouer un petit Trèfle, car Est couperait « dans le vide » avec un atout qui serait ultérieurement beaucoup plus utile...

Philippe Brugnol



Anacroisés (R)

n° 669



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent ces lettres indiquent le nombre d'anagrammes possibles, mais inscrites sur la grille.

HORIZONTALEMENT

1. ABESISTU. - 2. EFFILRT. - 3. AALANSY. - 4. AEFNPT. - 5. SERINE (SERINE). - 6. AEFNPT. - 7. AEFNPT. - 8. AEFNPT. - 9. AEFNPT. - 10. AEFNPT. - 11. AEFNPT. - 12. AEFNPT. - 13. AEFNPT. - 14. AEFNPT. - 15. AEFNPT. - 16. AEFNPT. - 17. AEFNPT. - 18. AEFNPT. - 19. AEFNPT. - 20. AEFNPT. - 21. AEFNPT. - 22. AEFNPT.

VERTICALEMENT

23. AEFNPT. - 24. AEFNPT. - 25. AEFNPT. - 26. AEFNPT. - 27. AEFNPT. - 28. AEFNPT. - 29. AEFNPT. - 30. AEFNPT. - 31. AEFNPT. - 32. AEFNPT. - 33. AEFNPT. - 34. AEFNPT. - 35. AEFNPT. - 36. AEFNPT. - 37. AEFNPT. - 38. AEFNPT. - 39. AEFNPT. - 40. AEFNPT. - 41. AEFNPT. - 42. AEFNPT.

SOLUTION DU N° 668

1. FORGERON. - 2. PAMAIT. - 3. OPIOMANE. - 4. EBERLUA. - 5. FILANTS. - 6. ICHOREUX, qui

contient du pus sanguinolent. - 7. FEULANT. - 8. BABOUINE (BOBINEAU). - 9. SERINE (SERINE). - 10. OROGENIE, formation de chaînes de montagnes. - 11. URBAINE (AUBIER). - 12. RONERATE. - 13. COGONE. - 14. COUINES (COUSINE). - 15. SCLEEE. - 16. POUSSET. - 17. NARREE. - 18. SMICARD. - 19. IDEOLOGIE. - 20. ROUSPÈTE (PORTEUSE). - 21. LAIRARI (PETROLAI PILOTER). - 22. STERNES. - 23. FORTIES. - 24. OPACCE. - 25. OCCASION. - 26. HURONIEN, relatif à un placement antéaméricain. - 27. GONDOLÉ. - 28. EGLISES (GLISSE SEIGLES). - 29. EMERAL. - 30. ROLLMOPE. - 31. ENNUAGE. - 32. UTERINE. - 33. PELOTARI (PETROLAI PILOTER). - 34. CORDELE (DECLARE). - 35. BONJOUR. - 36. MENOLOGE, livre liturgique grec (GOMENOLOGE). - 37. USERAI (SAURIE SUAIRESUAI). - 38. DISEUSES (SEDUSEES). - 39. MINOUNE, vieille voiture au Québec. - 40. RENOMMAI (NOMMAI). - 41. AZALEES. - 42. STRIAS (TRUSSAI).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1440

Tournoi international de Munich, mai 1991.

Blancs : E. Lobron.
Noirs : L. Yedassian.
Gambit-D.
Variante de Vienne.

1. C4

2. d4

3. e4

4. c3

5. d4

6. f5

7. f4

8. c4

9. b3

10. f5

11. f6

12. e7

13. e6

14. d5

15. d6

16. d7

17. d8

18. d9

19. d10

20. d11

21. d12

22. d13

23. d14

24. d15

25. d16

26. d17

27. d18

28. d19

29. d20

30. d21

31. d22

32. d23

33. d24

34. d25

35. d26

36. d27

37. d28

38. d29

39. d30

40. d31

41. d32

42. d33

43. d34

44. d35

45. d36

46. d37

47. d38

48. d39

49. d40

50. d41

51. d42

52. d43

53. d44

54. d45

55. d46

56. d47

57. d48

58. d49

59. d50

60. d51

61. d52

62. d53

63. d54

64. d55

65. d56

66. d57

67. d58

68. d59

69. d60

70. d61

71. d62

72. d63

73. d64

74. d65

75. d66

76. d67

77. d68

78. d69

79. d70

80. d71

81. d72

82. d73

83. d74

84. d75

85. d76

86. d77

87. d78

88. d79

89. d80

90. d81

91. d82

92. d83

93. d84

94. d85

95. d86

96. d87

97. d88

98. d89

99. d90

100. d91

101. d92

102. d93

103. d94

104. d95

105. d96

106. d97

107. d98

108. d99

109. d100

110. d101

111. d102

112. d103

113. d104

114. d105

115. d106

116. d107

117. d108

118. d109

119. d110

120. d111

121. d112

122. d113

123. d114

124. d115

125. d116

126. d117

127. d118

128. d119

129. d120

130. d121

131. d122

132. d123

133. d124

134. d125

135. d126

136. d127

137. d128

138. d129

139. d130

140. d131

141. d132

142. d133

143. d134

144. d135

145. d136

146. d137

147. d138

148. d139

149. d140

150. d141

151. d142

152. d143

153. d144

154. d145

155. d146

156. d147

157. d148

158. d149

159. d150

160. d151

161. d152

162. d153

163. d154

164. d155

165. d156

166. d157

167. d158

168. d159

169. d160

170. d161

171. d162

172. d163

173. d164

174. d165

175. d166

176. d167

177. d168

178. d169

179. d170

180. d171

181. d172

182. d173

183. d174

184. d175

185. d176

186. d177

187. d178

188. d179

189. d180

190. d181

191. d182

192. d183

193. d184

194. d185

195. d186

196. d187

197. d188

198. d189

199. d190

200. d191

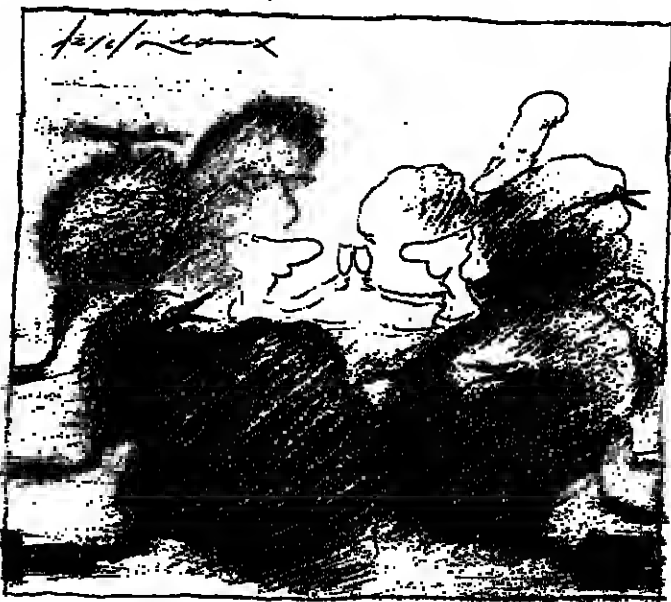
201. d192

202. d193

203. d194

204. d195

Les beaux jours à Paris



Il y a, bien sûr, les jardins-patios de **Plaza-Athènes** (Tél. : 47-23-78-33) et du **George-V** (Tél. : 47-23-54-00), le petit jardin élyséen de l'impeccable **Laurent** (Tél. : 42-25-00-39) et, en mineur, celui de l'**Espace Cadin** (Tél. : 42-66-11-70), où deux voyages au buffet des entrées et un à celui des desserts font un rustique repas de charme.

Il y a ceux, excentrés, déjà un peu campagnards, du parc Montsouris **Pavillon Montsouris** (Tél. : 45-88-35-52) et des Buttes-Chaumont **Pavillon Pucelle** (Tél. : 42-08-92-62).

Il y a les terrasses « aériennes », celle de **Morot-Gaudry** (Tél. : 45-67-06-85) au Champ-de-Mars, celle des **Toit de Passy** (Tél. : 45-24-55-37).

Les terrasses, les Parisiens les aiment bien ! De là ils jangent le défilé des passants, respirent les rejets d'essence et les ragots du quartier, goûtent les rayons du soleil en voleurs, guettent la couleur du ciel et assouissent celle-ci à l'apéro, le plat qu'ils aiment, la dernière histoire qui indignent ou fait rire !

Il y a bien évidemment les terrasses privilégiées, intemporelles, celle du **Fouquet's** (Tél. : 47-23-70-60), et celle, presque provinciale, du **Restaurant du Marché** (Tél. : 48-28-31-55). Au hasard de la promenade, de l'occasion, de

l'environnement, vous dégusterez le bourguignon « littéraire » du **Récamié** (Tél. : 45-48-86-58), entre un éditeur et un auteur en vogue ; buvrez l'un des meilleurs pots de **La Truite Vogabonde** (Tél. : 43-87-71-80) ; honorez l'Alsace chez **Baummann** (Tél. : 45-74-16-66) ; retrouvez (presque) les Halles d'hier dans la rue piétonne du **Pied de cochon** (Tél. : 42-36-11-75) ; découvrez un presque nouveau, **Serge Grainger**, sur la place du **Marché-Saint-Honoré** (Tél. : 42-60-03-00).

Il en est d'autres, bien d'autres. Quelquefois, trois tables du hasard

retiendront votre attention, dans une rue mal connue de vous. Quelquefois, la cuisine est bonne, quelquefois moins, mais c'est une terrasse le soleil, là-bas, vers l'ouest, termine sa journée, un léger vent joue la bise prioritaire, vous êtes heureux...

Heureux les boulevardiers évoquant les répliques célèbres à la terrasse du **Grand Café Capucines** (Tél. : 47-42-19-00) ! Heureux ceux qui, aimant « remonter » l'Histoire de France, découvrent la nouvelle terrasse suspendue du **Procope** (Tél. : 43-26-99-20) ! Heureux aussi

ceux qui retrouvent bonne chère à l'admirable terrasse du 123 avenue de **Wagram Faucher** (Tél. : 42-27-61-50) !

Sans oublier le patio secret de **La Grosse Tartine** (91, boulevard Gouvion-Saint-Cyr. Tél. : 45-74-02-77) et le jardinier aux tomates du **Candido** (40, avenue de Versailles. Tél. : 45-27-86-68).

Et puis il y a le bois de Boulogne, son éternelle **Cascade**, bien justement dite **Graude** (Tél. : 45-27-33-51), ainsi que **Le Pavillon royal** qui vient d'être transformé. Le bois, c'est presque Neuilly. Et Neuilly, c'est aussi l'île de la Jatte. Et la plus belle terrasse de Neuilly, pour ne point dire la seule, est ici (**La Tonnelle Saintongeaise**, 32, boulevard Vital-Bouhol. Tél. : 46-24-43-15).

J'ai gardé pour la fin l'inoubliable terrasse suspendue d'**A. Beauvilliers** (Tél. : 42-54-54-42). Montmartre vue du balcon d'Edouard Carlier, dans ce cadre de verdure, est un spectacle en soi. Et comme la cuisine est excellente (signée d'un associé de Faugeron et de Robuchon), que le cadre est éblouissant, l'accueil est chaleureux et que Montmartre reste Montmartre, le plein air ici prend un petit côté romantique et savoureux. C'est l'ironie, du Marcel Aymé revu par un chansonnier du bon temps !

La Reynière

VIN

Un clos retrouvé

Sur la côte de Nuits, en Bourgogne, la renaissance d'un domaine, minuscule et millénaire, qui avait failli disparaître : le Clos des Lambrays.

Si le Bordelais, plus fier de lui que jamais, poursuit sans crainte la conquête de son avenir, la Bourgogne, elle, est depuis quelque temps déjà en quête d'identité, en mal de mémoire. A un territoire multiple et micronisé, comme impossible à saisir, s'ajoutent aujourd'hui de coupables exagérations (concernant notamment les pages et les rendements) et des tarifs souvent prohibitifs. Deux plaques qui font que les vins bourguignons ne sont vraiment plus ce qu'ils ont longtemps été.

Bien sûr, ce triste constat n'a rien d'absolu ni d'irréversible, et l'on peut découvrir, ici ou là, de solides îlots de résistance. C'est par exemple le cas, pathologique selon certains, de la célèbre maison Leroy d'Auxey-Duresses, exemple vivant de ce que, rigueur et passion aidant, sont les grandes expressions bourguignonnes. C'est aussi, un peu plus au nord, le Clos des Lambrays, superbe anomalie de la côte de Nuits et symptôme de ce que ce vignoble peut, à travers le temps, restituer à ceux qui le respectent.

On est ici dans l'un des plus

beaux épicéastes viticoles du monde, à quelques kilomètres au sud de Dijon, entre Gevrey-Chambertin au nord et Chambolle-Musigny au sud. Grand cru de Morey-Saint-Denis, le Clos des Lambrays a vu le jour il y a près d'un millénaire, avant de devenir l'une des propriétés des moines de Cîteaux. A ce titre, la Révolution ne pouvait l'épargner, offrant à la multitude d'infimes parcelles de ces 8,66 hectares. Les faits étant - en viticulture aussi - très, quelques-uns engagés patiemment sa reconquête. Un négociant en vins de Nuits d'abord, M. Louis Joly, puis la célèbre famille Rodier qui, moins d'un siècle après les décisions révolutionnaires, parvint à reconstituer dans son entier le vignoble minuscule.

Pour des raisons qu'on ne peut, dit-on, exposer ailleurs qu'en Bourgogne, le Clos des Lambrays passa, en 1938, de la famille Rodier au couple Casson. « M. Casson, banquier à Paris, n'avait ni le goût ni le temps de s'occuper de ce domaine », explique-t-on aujourd'hui à Dijon. Quant à M. Casson, Grand Prix de Rome de sculpture, le vin du Clos était pour elle un objet d'art dont la valeur était quasiment intemporelle. Le vignoble périllait sans pour cela que la valeur du vin en soit diminuée. Le rendement des vignes, toutes très âgées, était descendu bien en dessous du seuil de rentabilité puisqu'il atteignait, dans les meilleures années, le chiffre dérisoire de 10 hectolitres à l'hectare.

Avec beaucoup moins de diplomatie, on confie, en Bourgogne, que ce chef-d'œuvre fut - crime sans nom - laissé, de 1950 à la fin des années 70, dans le plus complet abandon, sans aucune hygiène, les vignes comme le vin ne continuant à survivre que grâce à l'instinct de conservation du terroir et à quelques habitudes locales. Pouvait-on en rester là ? Après la tentative heureusement avortée d'un ambassadeur d'Allemagne en France, le Clos des Lambrays devint, en 1979, et pour 10 millions de francs, la propriété de MM. Fabien et Louis Saier.

Investissant au total quatre fois le prix d'achat, ces vigneron d'Alsace-Corot et de Mercurey ont vite décidé de tout faire pour que ce vin repousse, en urgence, avec sa mémoire. Ils furent en cela rapidement aidés par les flics de l'Institut national des appellations d'origine et par celles du ministère de l'Agriculture qui, fin avril 1981, firent du Clos des Lambrays une appellation d'origine contrôlée (cépages pinots noirs, beurot et liebault, avec autorisation des pinots blanc et gris et du chardonnay à concurrence de 15 %).

Tout, aujourd'hui, n'est certes pas gagné, mais, argent et volonté aidant, on s'en approche. Remplacement sur 2,44 hectares des cépages morts ou, avec le temps, définitivement trop malades, malheureusement de la production (30 hectolitres de moyenne à l'hectare), fermentations infinies et respect absolu des usages « locaux, loyaux et constants », les Lambrays sont, depuis 1985, dans le tout petit groupe des meilleurs bourguignons, dépassant notablement - si l'on s'en tient à la comparaison de deux récentes dégustations parisiennes - les vins du Clos de Tard (propriété de la maison Mommessin), son célèbre et coûteux voisin.

Plus précisément, et pour en rester à l'essentiel, cette nouvelle appellation exprime au mieux comment, en concentration et en finesse, ces vins dits de cépage unique peuvent rappeler les meilleurs cépages du Rhône septentrional (herminette et côtes-rouge) ou les plus grands médoc, un phénomène trop rarement retrouvé en Bourgogne et, qui, quel qu'il soit, en dit, bien avant tout, à la réduction aromatique des volumes de raisins, c'est-à-dire, à l'âge et à l'hétérogénéité des variétés de pinots noirs. Et si l'on excepte bien volontiers les jeunes millésimes (le 1988 notamment), impossibles à déguster (maladie de la bouteille), on retiendra d'une fort jolie dégustation tout récemment organisée chez Maxim, à Paris, l'ampleur atypique et les superbes profondeurs du 1937. Ou, pour tout dire, celles plus qu'émouvantes d'un 1919 concentré comme jamais ; un 1919 dont les propriétaires conservent cent cinquante bouteilles que l'on pourra découvrir avec plénitude dans un autre siècle.

Jean-Yves Nan

COMME UNE ÎLE DANS LA MER - UN HOTEL DE PRESTIGE DIRECTEMENT SUR LA PLAGE PRIVÉE. Qualité du service tout à fait nouvelle - 130 chambres - 2 piscines - 3 courts de tennis - beach volley - discothèque - parking entrecroisé d'une clôture - cuisine riche et raffinée avec menu au choix - petit déjeuner-buffet dans le jardin - salons de gala - animation. Offre particulière pour les lecteurs : mai - juin - septembre P.F. 227, juillet P.F. 273, août P.F. 410. Du 1er au 15 juin votre séjour gratuit.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I.
47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

COPENHAGUE, 1^{er} étage
FLORA DANICA, sur un jardin
SALMON, RENNE, CANARD SALÉ
142, av. des Champs-Élysées, 43-69-20-41

GOBELINS
ENTOTTO, 45-88-31 - F. dim.
143, r. L.-M. Nolde, 1^{er}
Spécialités éthiopiennes.

REUILLY-DIDEROT
SAPNA, 160, r. de Charenton, 1^{er}
F. lundi 43-46-73-33
Musique, danse indienne.
Cuisine raffinée.

PARC MONTSOURIS
AUBERGE DE L'ARGOAT,
27, avenue Reille (14^e).
45-89-17-05.
Spécialité poissons. F. sam. et dim.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e)
F. dim 43-25-77-66
Alex aux fourneaux.

B P & F BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
• Domaine du Château de Beaune -
92 hectares dont 71 hectares
de Premiers crus et Grands crus •
Documentation LM sur demande à Maison
Bouchard Père & Fils au Château
Beaune-Pommard 70-21203 BEAUNE CROIX
Tél. 80-23-14-41 - Tél. Bouchard 359097
• « L'abus d'alcool est dangereux
pour la santé »

VACANCES VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE ***NN
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. 970275
FAX 93-39-19-48.
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

06500 MENTON
HÔTEL-VILLA NEW-YORK ***NN
LOGIS DE FRANCE
Chambres grand confort, climatisées. TV
couleur, téléphone direct, vue panorami-
que, jardin, parking clos. La tranquillité à
100 m des plages. Forfait 7 J/7 N en
1/2 pension à partir de 1 500 F.
DOC : tél. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

MANDELIU - LA NAPOULE

ROCHER SOLEIL
RÉSIDENCE HÔTELIÈRE

STUDIOS, 2 et 3 PIÈCES
de très grand confort, climatisés.
Bar, restaurant, salon, cuisines privées.
piscine, sauna, salle de gym,
jeux d'enfants.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
(16-1) 44-01-60-48.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
30 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-62-56 - Téléc. 470410.
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, clim.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.,
TV couleur.
Tél. direct, FAX : 46-34-24-30.
De 380 F à 420 F - Tél. : 45-54-92-55.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS **
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, randonnées
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER ***
Un nouvel hôtel grand confort,
avec 30 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
paysagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile.
Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

VACANCES VOYAGES

Restaurant

La Mare au Diable
Déjeuners d'Affaires ou Dîners Romantiques aux Chandelles
Fermé dimanche soir et lundi
Tél. : 60-63-17-17 - Fax : 64-41-88-49
Accès direct R.N. 6 - Entre Lissasaut et Melun 77550 BEAU

La Medina
Spécialités orientales
56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

Farouk Hosni

Peintre de son état, soucieux d'arracher la civilisation égyptienne d'hier et d'aujourd'hui à la scribe, fourmillant de projets originaux – et controversés – jusqu'à faire chanter Mozart en arabe, Farouk Hosni est un ministre de la culture comme l'Égypte républicaine n'en avait jamais eu. Il sera bientôt en France l'hôte officiel de Jack Lang.

ministre du Sphinx

Le siège de son ministère, villa faroukienne dans l'île de Zamalek au Caire, appartient – signe des temps – à des Koweïtiens qui veulent la récupérer... Dépendent de lui quarante mille fonctionnaires, un monde en soi allant des épigraphistes les plus pointus aux *ghafirs* en turban montant la garde avec un gourdin devant les hypogées, comme dans *Blake et Mortimer*.

Sous ses ordres encore, la plus chatoyante des milices culturelles – avec en tête un Nobel de littérature, Naguib Mahfouz, – suivie, au milieu du cliquetis de leurs castagnettes, des armées toujours renouvelées du cinéma caennais, rêve de deux cents millions d'Arabes; des minarets de l'an mil tombant en sainte poussière; des croix mal aimées du Musée copte; des carapaces d'or massif qui ont permis aux pharaons de vaincre l'oubli et, fermant la marche, devant la Terre entière admirative, le Sphinx, terrifiant et patard.

Pour mener cet extraordinaire univers, soigner ses nerfs et ses pierres, le rénover, le « vendre » aux cinquante-cinq millions d'Égyptiens et au reste de la planète, un peintre alexandrin et francophone, Farouk Hosni, depuis 1987 « Son Excellence Monsieur le ministre de la culture de la République arabe d'Égypte ».

Artiste uniquement préoccupé d'art, éloigné de la politique jusqu'à sa promotion ministérielle mais qui, tout de même, fut l'ingénieur ambassadeur de cette civilisation égyptienne aux multiples tiroirs, à Paris, de 1970 à 1978, en tant qu'attaché culturel de son pays; à Rome, de 1979 à 1987, en qualité de directeur de l'Académie égyptienne, la Villa Medicea arabophone créée en 1927 par le roi-médecin Fouad I^{er}. (C'est en France que Farouk Hosni se lia avec Atef Sedki, actuel chef du cabinet égyptien, qui était alors conseiller culturel près l'ambassade d'Égypte.)

Créateur heureux (ses toiles d'« abstrait informel » rappellent Zao-Won-Ki sans vendues au Caire autour de 100 000 F), Farouk Hosni est, en revanche, malgré ses protections (à celle du président du Conseil s'est ajoutée la sympathie de Suzanne Mubarak, épouse du raïs), un ministre controversé que l'intelligentsia et les médias ont en permanence dans leur viseur alors qu'ils ne songent même pas à s'inquiéter des vieux crabes administratifs qui, depuis des lustres, limitaient la politique culturelle égyptienne à la coupe des baissers hollywoodiens et à l'augmentation du prix d'entrée dans les temples antiques.

Toute cette scribe – depuis toujours, d'ailleurs, la vraie maîtresse de l'Égypte et pas seulement en matière culturelle – s'est trouvée un beau matin dérangée dans son stérile confort par un jeune homme de cinquante ans, sans ventre ni double menton, qui voulait « animer le pays », « remettre en selle l'imagination la ou elle a été depuis longtemps bâillonnée » (dit Hassan Ghaffar, jeune metteur en scène de théâtre qui a fait ses classes à... Limoges et auquel M. Hosni vient de confier un nouveau théâtre caennais), bref ne plus se contenter d'encadrer les dividendes des dorures de Toutankhamon. Sur les bords du Nil, une sorte de révolution. Nous avons rencontré Farouk Hosni au moment où Jack Lang vient de quitter officiellement son collègue égyptien à se rendre en France.

« Où en est l'affaire du Sphinx qui a suscité ici tant de remous ? »

– Le lion à tête humaine de Guizah est en train, autant que faire se peut, d'être rendu à lui-même par des méthodes douces et éprouvées. De précédentes « restaurations » avaient pas mal dénaturé cette représentation du pharaon Khephren qui, en outre, s'en allait par morceaux (le ministre ne dit pas qu'un directeur des Antiquités, ancien officier de l'armée de l'air, avait infligé au Sphinx des traitements presque dignes de son armée...).

« La question du Sphinx est d'ailleurs celle de tous les monuments anciens menacés à travers le monde par l'usure et la pollution mais aussi par des méthodes expérimentales qu'on proclame d'« échelle souveraine et qui, en fait, révèlent des effets secondaires désastreux (1) ».

– Diriez-vous que les méthodes manuelles appliquées depuis plus de cinquante ans autour de la pyramide de Sakkarah par l'architecte Jean-Philippe Lauer sont bonnes ?

– En effet, elles me paraissent bonnes.

– Avez-vous pu, en traitant du Sphinx, rapatrier vers votre ministère les revenus considérables drainés par le service des Antiquités ?

– Il est vrai que mon budget est modeste (le ministre refuse d'en préciser le montant exact) notamment par rapport aux 150 millions de livres égyptiennes (environ 260 millions de francs) que rapportent les Antiquités une bonne année – pas 1991, à cause de la crise du Golfe ! – mais mon propos n'a jamais été de dérouter ces fonds qui, comme par le passé, doivent surtout aller aux Antiquités, en particulier à leur entretien. Actuellement dans les seuls quartiers islamiques anciens du Caire, cinquante-six chantiers fonctionnent. Nous venons de remettre en état la tombe de la reine Néfertari, à Louxor, etc. Evidemment nos moyens ne nous permettent pas de tout faire : songez que, pour nous en tenir aux deux mille tombeaux pharaoniques, s'il fallait tous les restaurer au rythme de celui de Néfertari, il nous faudrait quatre milliards...

« Puisque nous parlons de la période des pharaons, je voudrais ajouter que mon projet de protéger définitivement le plateau de Guizah, où se trouve notamment le Sphinx, projet qui a fait couler tellement d'encre, a été approuvé par des experts de l'UNESCO : nous construisons donc une sorte d'enceinte en forme de gradins, dans les couleurs du sol, afin que l'avancée urbaine soit arrêtée dans la zone des pyramides (le Monde du 8 août 1990).

– Avez-vous l'intention de créer un nouveau musée pharaonique ?

– Oui, car celui qui existe actuellement en plein cœur du Caire – et qui, par parenthèse, est le plus important du monde par le nombre d'objets exposés : 91 000 ! est à tous égards saturé. (Le Louvre, dans son état actuel, présente environ 23 000 pièces, toutes sections comprises.) Transférer notre musée sur un terrain de 70 hec-



tars, dans le désert jouxtant les pyramides, est un haut essentiel de notre politique culturelle et nous comptons bien l'avoir atteint avant l'an 2000. Italiens et Japonais nous ont déjà soumis des propositions. Le coût de l'opération est estimé grosso-modo à 1 milliard de francs. On peut imaginer un financement international. Les constructeurs pourraient également récupérer leur mise sur une partie du revenu du nouvel établissement.

– L'Opéra dont vient de se doter Le Caire n'est-il pas un luxe dans la mesure où le bel canto n'intéresse qu'une part infime de vos compatriotes ?

– D'abord Le Caire avait un Opéra avant que Paris ait celui de Garnier... Ensuite notre nouvel Opéra est un cadeau du Japon à l'Égypte. Enfin et surtout, il est le pivot d'un dispositif culturel polyvalent n'interessant pas que le bel canto mais aussi les diverses musiques, la danse, le théâtre, etc. Au reste on ne voit pas pourquoi les Égyptiens se seraient privés d'un Opéra...

– Un opéra chanté pour la première fois entièrement en arabe, cette saison, vous a quand même valu de solides critiques... Certains chanteurs égyptiens ont même refusé de s'y produire...

– D'autres ont chanté avec enthousiasme et, à côté de beaucoup de critiques, il y a eu aussi pas mal d'approbation pour ces *Noëls de Figueira* de Mozart fait bien transférés de l'Italien à l'arabe par un distingué mémoriste et linguiste égyptien, médecin en Arabie, Ali Sadak.

– En attendant que l'opéra, en arabe ou pas, attire les foules, que faites-vous pour la grande masse de vos concitoyens ?

nagère. Une cinquantaine de ces salles dépendent de mon ministère et l'idée de la privatisation existe dans un pays où seul le secteur privé produit – encore que ce soit avec une légère subvention de mon administration pour presque chaque œuvre – les soixante longs métrages réalisés par an. En attendant, nous avons refait à neuf le *Miami*, le *Diana* et le *Roxy*, trois des principales salles obscures de la capitale.

– Seulement, encore que la censure soit beaucoup moins draconienne qu'à la télévision, on peut de moins en moins voir au cinéma des scènes de danse orientale un peu lascives, et d'autre part l'Égypte n'a toujours pas de cinématèque nationale ouverte au grand public.

– Vous exagérez : la censure existe, comme elle existe partout, en fonction du cadre social, mais elle n'est pas ici aussi exigeante que vous semblez le croire et, en tout cas, elle n'est plus politique. Quant à la cinématèque, nous n'en avons pas formellement, c'est vrai, mais depuis quelque temps vous pouvez voir gratis chaque soir dans une salle du ministère de la culture, à Garden-City, à deux pas du centre-ville, un film égyptien ou étranger de qualité.

– On vous accuse de dénaturer la patte palais arabesque (3) du prince Amir Ibrahim, dans l'île de Zamalek...

– Simplement, nous restaurons cet édifice pour y placer des œuvres d'art islamique, principalement de la verrerie et des tapis, car la riche collection de peinture occidentale héritée de Mahmoud Khalil (président du Sénat sous Farouk, il était conseiller par un grand historien d'art français, Louis Hautecœur), va retourner comme il se doit dans le palais 1900 de style

français, sur la rive gauche du Nil, à Guizah, où elle se trouvait originellement et d'où le président Sadate l'avait fait sortir car ce bâtiment se trouvait dans le périmètre de sa résidence. On pourra bientôt revoir dans l'ancienne maison de Mahmoud Khalil les orientalistes, les impressionnistes, les Lantrec, les Daumier, l'autoportrait de Courbet, les deux Ganguin, les *Fleurs de paros* (4) de Van Gogh volées, emmenées au Koweït puis restituées de lui-même par le voleur repentant.

– Quid alors du gigantesque palais néo-anglophobe de la banlieue du Caire que ses propriétaires syro-soudanais voudraient détruire pour réaliser une opération immobilière ?

– En le laissant, nous venons de sauver cet énorme édifice étrangement construit au début du vingtième siècle par le baron Empain, au milieu de la ville nouvelle d'Héliopolis qu'il venait de créer. Pour le moment la législation égyptienne ne nous permet pas d'aller au-delà de cette mesure conservatoire. Mais en cette affaire, comme en d'autres, je crois au moins que l'avenir n'est pas bafoué.

– Entre l'aéroport et la capitale, les visiteurs du Caire venus voir les vestiges des pharaons et des califes continueront donc d'avoir pour première surprise cet insolite morceau d'Angkor en terre africaine, aussi énigmatique que le Sphinx...

Propos recueillis par
Alexandre Bucciardi
et Jean-Pierre Péroncel-Huguez

(1) Voir les déclarations faites à ce sujet par M. Hosni au Courrier de l'UNESCO, avril 1991 (mensuel en trente-cinq langues et en braille publié à Paris par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture).

(2) Chapelle d'Osiris du désert de Libye qui, dans l'optique austérienne, devait devenir un axe de développement ; mais le projet s'enfuit peu à peu.

(3) Non un français caennais du style néo-mauresque de la première partie de style séide en Égypte.

(4) Cette petite huile sur toile de 1896, signée « Vincent », appelée *Fleurs de paros* par la presse égyptienne, semble bien, en réalité, mériter l'intitulé de *Genève et coquelicot* que lui donne le catalogue franco-arabe de la collection Mahmoud et Emilienne Khalil éditée en 1968 par le ministère égyptien de la culture.

L'Égypte en français

● Pour s'informer en français sur la civilisation égyptienne d'aujourd'hui, on peut consulter le ravus trimestriel *Égypte-Monde* arabe publiée par le Centre franco-égyptien d'études et de documentation économique, juridique et sociale du Caire (CEDEJ) que dirige Jean-Claude Vatin.

Austère, cette publication n'en fournit pas moins depuis une dizaine d'années d'excellentes enquêtes culturelles, sociologiques, politiques, ainsi que de « bonnes feuilles » d'ouvrages arabes, des analyses de presse, etc. (Abonnements : quatre numéros d'environ 300 pages chacun par an, 400 F pour l'Europe, 500 F hors d'Europe. Écrire : CEDEJ via Mission culturelle française, valise diplomatique Égypte, 37, quai d'Orsay 75007 Paris).

Le CEDEJ édite également des ouvrages sur l'Égypte et le monde arabe contemporain. Pour les aspects

anciens des civilisations pharaonique, copte et islamique, demander le riche catalogue de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (même adresse que le CEDEJ).

Le gouvernement égyptien et la mécénat des entreprises européennes présentes dans la vallée du Nil patronnant d'autre part l'édition du Caire d'une luxueuse revue trilingue en français (avec édition anglaise séparée), *Aujourd'hui l'Égypte*, qui va fêter son quinzième numéro. Sur papier glacé et avec photographies couleurs, on trouve dans cette publication le reflet très officiel des activités culturelles au Caire et à Alexandrie. (Aujourd'hui l'Égypte est distribué en France par Caméval, 32, allée Darius-Milhaud, 75019 Paris). Deux quotidiens caennais en français, le *Progrès égyptien* (gouvernemental) et le *Journal d'Égypte* (privé), conti-

nent de leur côté de publier des recensions littéraires et artistiques.

Enfin, chaque trimestre, les *Cahiers de l'Orient* (80, rue St-Dominique, 75007 Paris. Tél. 45.55.19.75), dirigés par des journalistes et universitaires libanais résidant en France, donnent un assez large panorama de l'actualité arabe et franco-arabe en tous domaines.

Le numéro 20 des *Cahiers de l'Orient*, qui vient de sortir, contient entre autres un dossier sur « Les nouvelles cultures dans le monde arabe », ouvert par une enquête d'Yves Gonzales-Quinjo, du CEDEJ sur la « Littérature des trottoirs en Égypte », qui est ce que nous appelons chez nous le « littérature de gare » et constitue l'un des phénomènes les moins connus de la créativité populaire égyptienne actuelle.

L'OCDE ci

Dans la longue histoire de l'OCDE, le Caire a été une destination importante. L'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques a été créée en 1948 par des pays européens. Le Caire a été l'un des premiers pays à rejoindre l'OCDE. L'OCDE a été un succès pour le Caire car elle a permis de développer l'économie égyptienne. L'OCDE a été un succès pour le Caire car elle a permis de développer l'économie égyptienne.

Le groupe du transport

Le groupe du transport est un groupe important de l'économie égyptienne. Il est composé de plusieurs entreprises de transport. Le groupe du transport est un groupe important de l'économie égyptienne. Il est composé de plusieurs entreprises de transport.

Le groupe du transport est un groupe important de l'économie égyptienne. Il est composé de plusieurs entreprises de transport. Le groupe du transport est un groupe important de l'économie égyptienne. Il est composé de plusieurs entreprises de transport.

26 Le congrès international des transports publics
- M. Memmaz annonce une aide aux voyageurs

29 La COMAREG poursuit son développement
- La suppression des abattoirs fiscaux

30 Réduction d'effectifs chez Suctes et Darrées
- Le groupe Chateaufort entre chez Jeannou

Décernant un satisfecit à la France pour la bonne conduite des affaires mais préconisant des réformes structurelles

Un coup de main à M. Bérégovoy

La réussite de la politique économique menée par la France depuis 1983 avait déjà été reconnue et saluée par les milieux internationaux. Mais le satisfecit discret que vient de décerner l'OCDE à M. Pierre Bérégovoy pour la bonne conduite des affaires de la France renforce un peu plus, à un moment difficile, la position du ministre de l'économie et des finances.

Au-delà des difficultés économiques actuelles, l'OCDE estime que la situation de la France est fondamentalement « favorable » : monnaie forte, inflation maîtrisée, déficits publics intérieurs et extérieurs modérés. La réussite de la politique gouvernementale est d'abord celle du franc fort. L'OCDE incite donc la France à poursuivre dans la même voie, celle de la modération salariale et de la réduction des déficits. Le satisfecit de l'OCDE va plus loin. Il prend, d'une façon paradoxale, la forme d'un véritable coup de main donné à M. Bérégovoy quand l'organisation internationale reproche à la France de n'avoir pas assez réformé certaines habitudes ou structures : le SMIC, la mauvaise qualification de beaucoup de jeunes, le déficit des régimes santé et vieillesse de la Sécurité sociale...

S'il est un domaine où le superministre des finances veuille batailler ferme et probablement affronter des mouvements sociaux, c'est bien celui des rémunérations. Dans quelques semaines devra notamment être prise une décision concernant le relèvement du SMIC. Parce que tout ce qui touche les bas salaires est en France chargé de mauvaise conscience, l'habitude a été prise d'assimiler justice sociale et relèvements prioritaires du SMIC. La pratique en a été constante dans notre pays, depuis les événements de mai 68 jusqu'au programme commun de la gauche de la fin des années 70. L'expérience et les calculs montrent hélas maintenant que l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions : un SMIC trop coûteux aux entreprises développe le chômage, notamment chez les jeunes non qualifiés.

Les critiques de l'OCDE, qui portent aussi sur le RMI et la gestion de notre système de sécurité sociale, ont du bon : elles vont nous forcer à réfléchir sur des politiques sociales souvent un peu trop simplistes. Si la pire des injustices est bien le chômage...

ALAIN VERNHOLLES

Les Sept rencontreront M. Gorbatchev à l'issue du sommet de Londres

Le débat sur la participation du président soviétique M. Mikhaïl Gorbatchev au sommet annuel des Sept pays industrialisés, qui se tiendra à Londres du 15 au 17 juillet, est en passe d'être réglé. Jeudi 6 juin, quelques heures après l'accord des États-Unis à la venue de M. Gorbatchev à Londres, un porte-parole du ministère britannique des affaires étrangères a annoncé que le président de l'URSS rencontrerait les chefs d'État « immédiatement après » le sommet des Sept. « Il n'est pas question que M. Gorbatchev participe au sommet proprement dit », a ajouté le porte-parole. Le président soviétique avait fait part de son intention de rencontrer les Sept afin de discuter de la possibilité d'un soutien financier aux réformes économiques.

L'OCDE critique le niveau trop élevé du SMIC

Dans la longue analyse qu'elle consacre à la France, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) décerne un satisfecit aux pouvoirs publics français pour leur politique conjoncturelle. La France, si elle subit actuellement comme les autres nations industrialisées les retombées du ralentissement de la croissance mondiale, a maintenant une économie saine. La croissance devrait d'ailleurs repartir à partir de l'été. L'OCDE est en revanche plus critique sur certains handicaps structurels qui n'ont pas été corrigés et qui expliquent peut-être l'importance du chômage en France, par exemple, le SMIC est jugé trop élevé pour les travailleurs les moins qualifiés.

L'attentisme des ménages et des entreprises qui, depuis la guerre du Golfe, a dégradé une conjoncture déjà ralentie n'est pas propre à la France : il se retrouve « dans pratiquement tous les pays d'Europe occidentale », estime l'OCDE dans son analyse consacrée à la France.

Dans cette conjoncture aggravée, « la situation économique sous-jacente reste saine ». L'OCDE de citer l'inflation « qui porte maîtrisée et a même été plus faible en 1990 qu'en 1989 ». Les augmentations de salaires « se sont accélérées (...) mais les revendications récentes semblent avoir été plus modérées. Les effets de la hausse des prix du pétrole (...) n'ont pas eu d'incidence durable sur les anticipations inflationnistes (...) ». La rentabilité des entreprises reste sur des niveaux historiquement élevés malgré une compression des marges bénéficiaires (...). Le déficit de la balance des opérations courantes s'est légèrement creusé mais reste suffisamment faible pour ne pas susciter de préoccupations particulières (...). Enfin la tendance à la diminution du déficit budgétaire

s'est poursuivie et les dépenses publiques continuent de se réduire en pourcentage du PIB. Les perspectives à court terme « sont particulièrement incertaines », reconnaît l'OCDE, qui souligne que le principal élément d'incertitude réside dans l'absence de « dans le comportement d'investissement des entreprises ». On ne peut exclure, estiment les experts de l'Organisation, que « dans un contexte de taux d'intérêt réels toujours élevés, les entrepreneurs ne voient leur stratégie de façon beaucoup plus drastique et préfèrent reconstruire d'abord leur situation de bilan et leur capacité d'autofinancement fortement dégradée depuis 1989 ».

Relance de l'activité

La confiance devrait toutefois se rétablir et l'activité se redresser, mouvements qui devraient être facilités « par l'effet favorable sur le revenu de la récente baisse des prix du pétrole ». Un processus classique s'enclencherait selon l'OCDE : « Sous l'impulsion d'abord d'une reprise de la consommation privée et des exportations, puis de la vigueur retrouvée de l'investissement fixe, il n'y a aucune raison que la croissance globale du PIB ne retrouve pas au second semestre de 1991 une pente proche de son taux potentiel de 2,5 % à 3 % ». Cependant, compte tenu du niveau de l'activité au premier semestre, le taux moyen de croissance ne devrait pas dépasser 1,5 %.

Aucune mesure de relance ne sera prise pour soutenir la conjoncture, écrit l'OCDE, traduisant les intentions du gouvernement. « Cette attitude paraît salubre dans la mesure où elle indique aux partenaires sociaux que les augmentations de salaires devront rester modérées. Il existe toutefois un risque (...) que la politique suivie ne devienne trop restrictive et contribue à amplifier les tendances actuelles au ralentissement ».

Le ralentissement de la croissance, qui a débuté « dès le milieu de 1989 », pourrait, souligne

l'OCDE, « provoquer un certain retour en arrière par rapport aux progrès obtenus depuis quelques années sur les fronts du déficit du secteur public et du chômage ». Mais en contrepartie, estiment les auteurs du rapport, « l'augmentation des salaires réels devrait se modérer et le recul de l'inflation reprendre, tandis que dans le même temps, les marges bénéficiaires pourraient recommencer de s'accroître ». Les experts du châtelet de la Mairie prévoient donc, si les prix du pétrole et les taux de change restent stables, que la hausse des prix à la consommation pourrait être inférieure à 3 % cette année, « soit un des taux les plus faibles des sept principaux pays de l'OCDE ».

Cette analyse de la situation conjoncturelle étant faite, et débouchant sur une vision relativement optimiste, l'OCDE se montre nettement moins laudative quand elle aborde les données structurelles de notre économie.

Regrettant que l'assainissement du déficit budgétaire n'ait pas été mené plus avant lorsque la croissance économique était forte - ce qui nous aurait permis de disposer maintenant « d'une marge de manœuvre plus importante pour faire face à la faiblesse passagère de la conjoncture » - l'OCDE rappelle une fois encore que « la performance en matière de chômage a été plus décevante en France qu'ailleurs et que les tendances au dualisme du marché du travail paraissent se développer ».

Les coûts généraux de la main-d'œuvre ne sont pas la cause du chômage mais, écrit l'OCDE, « il est plus vraisemblable que le coût global du travail pour les travailleurs les moins qualifiés est supérieur à celui des autres, avec des conséquences importantes en terme d'emplois perdus. Cette situation est sans doute imputable en partie au niveau du salaire minimum national ». Dans la plupart des autres pays, indique l'OCDE, il n'existe pas de salaire minimum, s'il en existe, l'écart entre ce dernier et le salaire moyen s'est creusé au fil du temps, alors qu'en France cet écart

a été fortement resserré au début des années 80, puis a été stabilisé. « L'écart entre le salaire moyen dans l'industrie et le SMIC est tombé de 37 % à la fin des années 70 à 43 % seulement en 1985 (...) ». Il semblerait que l'augmentation de la valeur relative du SMIC observée dans les années 80 ait entraîné une diminution du niveau de l'emploi, en particulier pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés. Tout rétrécissement des écarts de salaires, s'il est bénéfique du point de vue de la répartition du revenu, s'est révélé aller à l'encontre du but recherché dans le domaine de l'emploi. Depuis 1973, c'est systématiquement dans les pays où la dispersion des salaires est la plus faible, comme en France, que le chômage a le plus augmenté ».

Le RMI en cause

De même l'OCDE met-elle en garde contre les dangers qu'implique la renégociation - encouragée par les pouvoirs publics - des salaires minimum de branches : diminution possible de l'emploi et pressions inflationnistes sur les coûts de main-d'œuvre. En ce qui concerne le RMI (revenu minimum d'insertion), l'OCDE note qu'il est toujours souhaitable en règle générale « de ne pas faire interférer les problèmes d'équité avec les questions de fonctionnement du marché du travail et de traiter directement les premiers au moyen de transferts fiscaux. Une stratégie plus efficace serait d'employer à augmenter la productivité des travailleurs peu qualifiés, en améliorant le système éducatif, afin de fournir aux jeunes les qualifications qui sont aujourd'hui demandées sur le marché du travail, et en clarifiant et en évaluant les possibilités de recyclage offertes aux adultes ».

Autre faiblesse mise en lumière par l'OCDE : le système de financement des collectivités locales « repose en grande partie sur des recettes de caractère automatique, qui masquent l'effort budgétaire effectif de la fiscalité locale aux yeux des contribuables et

empêchent que les autorités locales se sentent suffisamment responsables de leurs dépenses ».

La CSG (contribution sociale généralisée) - « un progrès substantiel dans le domaine du financement des dépenses de la Sécurité sociale » - comporte aussi un risque : « Que son existence conduise les autorités à relâcher leur effort de limitation des dépenses ». Risque qui aurait des conséquences d'autant plus négatives que tout relèvement de son taux « impliquerait un retour en arrière par rapport aux allègements récents de l'impôt sur les revenus de l'épargne, ce qui pourrait provoquer des sorties de capitaux privés vers les pays où l'impôt est moins élevé ».

La solution des problèmes posés par le financement de la sécurité sociale doit, selon l'OCDE, passer « principalement par une action sur les dépenses », de santé notamment, et de citer une réduction des taux de remboursement ainsi qu'une limitation du nombre d'actes remboursables. Mais, à plus long terme, c'est le régime des retraites qui posera le plus de problèmes. Aussi l'OCDE estime que, quelles que soient les réformes décidées, elles devront « vraisemblablement combiner une réduction des prestations, un allongement de la vie active et un relèvement des taux de cotisation ». Les réformes entreprises devraient être « soigneusement assorties des ajustements nécessaires et de permettre la constitution de réserves temporaires. Un recours partiel à ce genre de financement, par capitalisation, contribuerait à atténuer les distorsions induites par les cotisations et à accroître l'épargne nationale ».

En conclusion, l'OCDE estime que le recours à une stratégie se caractérisant « par des politiques macro-économiques prudentes associées à des réformes audacieuses sur le plan micro-économique devraient permettre à la France de surmonter progressivement les problèmes qui lui restent à résoudre et de faire face à l'avenir avec une économie donnant la pleine mesure de ses moyens ».

En prenant le contrôle de l'armement naval Delmas-Vieljeux

Le groupe Bolloré devient le numéro deux du transport de marchandises en France

Le conseil d'administration de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, réuni jeudi 6 juin, a élu à sa présidence, à l'unanimité, M. Dominique de la Martinière (ancien président de la Compagnie générale maritime). L'assemblée générale extraordinaire avait auparavant entériné la démission de M. Tristan Vieljeux, qui présidait la société depuis trente ans, et nommé trois administrateurs du groupe Bolloré, dont la participation vient de passer de 22 % à 31 %. M. Vincent Bolloré a ainsi constitué un groupe qui devient le deuxième du transport de marchandises en France.

Avec la démission de M. Tristan Vieljeux et l'entrée dans le groupe d'armement naval qu'il présidait depuis trente ans de M. Vincent Bolloré se profilait la fin d'une bataille commerciale féroce, la naissance du numéro deux français du transport de marchandises et la réalisation du rêve de tout armateur : intégrer verticalement la chaîne logistique qui acheminait le port en pont biens et produits, à savoir maintenance, transit, stockage et formalités.

Tout avait commencé en 1986, lorsque M. Vincent Bolloré racheta au groupe Suez 52 % de la Société commerciale d'affrètement et de combustibles (SCAC), bien mal en point malgré ses 7 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel et ses douze mille collaborateurs de cinquante pays. L'ennemi était M. Tristan Vieljeux guignait, lui aussi, l'affaire, excellent complément de ses activités et apporteur de fret pour sa ligne de la côte d'Afrique ; il n'avait pas du tout apprécié de se l'être fait souffler. S'ensuivit une guerre de tous les instants. « De 1986 à 1988, la

SCAC a foilli crever sous les coups de boutoir de Tristan », rappelle M. Vincent Bolloré, engagé, avec son principal collaborateur, M. Jean-Guy Le Floch, un autre Breton, à l'achat de la SCAC - dans la reconstruction qui permettra à la SCAC de redevenir bénéficiaire de près de 200 millions de francs en 1990.

Triomphe charitable

La guerre fut si coûteuse que M. Bolloré proposa à M. Vieljeux une collaboration, envisageant même de lui apporter la SCAC en échange d'une part de son capital. En vain. L'armateur rochelais alla même jusqu'à offrir à M. Vieljeux de lui vendre la SCAC à 100 millions de francs, avec une forte plus-value, la SCAC au groupe britannique LEP. M. Bolloré réaffirma que la SCAC était son enfant chéri, s'allia avec des armateurs norvégiens et allemands et racheta une petite compagnie de navigation. La Caennaise, pour pouvoir assister Delmas-Vieljeux sur la côte d'Afrique. Surtout, il entreprit tout simplement de prendre pied dans le capital de l'armateur, profitant des mésententes familiales, et acquit progressivement 21 % de ce capital pour 500 millions de francs.

M. Tristan Vieljeux savait qu'il risquait de perdre la majorité à l'assemblée générale du 26 juin 1991 du holding de tête de la compagnie financière Delmas-Vieljeux. Ces jours derniers, il se résigna à capituler.

Chez Bolloré, on a le triomphe discret et ébarbité. « Ni vainqueurs, ni vaincus ». Les équipes des deux groupes, dirigées par M. Le Floch pour la SCAC et M. Wile pour la SCAC et M. Tristan Delmas-Vieljeux, travaillent déjà pour dégrader les synergies. Ils vont mettre en route l'intégration verticale, qui devrait rapidement procurer 200 millions de francs d'éco-

nomies. Cette intégration, en ajoutant les cinquante bateaux de la flotte Delmas au réseau de commissionnement-affrètement de la SCAC, va résoudre le problème de gravité du groupe Bolloré, qui va devenir numéro deux français avec 13 milliards de francs de chiffre d'affaires, derrière la SCETA (18 milliards de francs), filiale de la SNCF. Il sera aussi numéro un de Delmas-Vieljeux portuaire, devant la très nationalisée Compagnie générale maritime, qui regarde la chose d'un oeil un peu inquiet.

Une autre synergie est celle de la livraison aux grandes surfaces, avec la filiale de la SCAC, la distribution système (500 000 mètres carrés d'entrepôts et 500 camions), numéro un des produits alimentaires et des articles de bazar, et la maison Dubois, numéro deux pour les produits blancs et bruns, dont 34 % de capital sont détenus par Delmas-Vieljeux.

De ces synergies, les deux partenaires attendent le retour à des marges normales, mettant enfin un terme à une concurrence suicidaire. Ils estiment que c'est une formidable opportunité pour la France dans la perspective de l'échéance de 1993 : en Allemagne, le rapprochement de Stinner et Schenker va former un groupe intégré, au chiffre d'affaires annuel de 38 milliards de francs. Loin de chercher à démanteler l'armement Delmas-Vieljeux, M. Vincent Bolloré affirme vouloir s'engager à fond dans le projet industriel, quitte à acheter de nouveaux bateaux. Il vient de consacrer 400 millions de francs de plus pour porter à 31 % sa participation chez l'armateur et n'exclut pas d'aller plus loin « dans les douze mois qui viennent ». Ce qui pourrait l'obliger, suivant les règles boursières, à faire une offre pour le reste du capital (2 milliards de

francs supplémentaires à trouver). Quant au groupe d'assurances AXA, dont la présence dans le capital de Bolloré a constitué une surprise (le Monde du 7 juin), il demeure le principal actionnaire de Delmas-Vieljeux avec 34 %. A moins qu'à l'échéance fiscale de septembre 1992 AXA ne dispose de sa participation. M. Claude Bébér, président d'AXA, est cependant un ami et un associé de M. Bolloré. Pour ce dernier, ce qui vient de se passer est vraiment un gros coup, la récompense d'une longue patience et, surtout, la démonstration que, depuis le départ, sa démarche n'a pas été financièrement mal industrielle, ce dont beaucoup doutaient encore.

FRANÇOIS RENARD

Whirlpool rachète la part de Philips dans leur filiale commune

Le fabricant d'électroménager américain Whirlpool Corporation va racheter pour 1,2 milliard de florins (3,6 milliards de francs) les 47 % que détient le néerlandais Philips dans Whirlpool International B.V. leur joint-venture créée en janvier 1989. La nouvelle n'est pas vraiment une surprise : l'accord conclu entre Philips et Whirlpool ouvrait cette possibilité à l'américain. Les deux partenaires devaient simplement exercer cette option entre le 2 janvier 1990 et le 2 janvier 1992. Philips, à la recherche de disponibilités financières, a donc décidé de ne pas attendre la dernière échéance. Quant à Whirlpool, il conforte sa position sur le marché européen des produits blancs. Whirlpool International B.V. produit et vend du gros électroménager sous les marques Bauknecht, Ignis, Laden et Philips-Whirlpool.

Le CNPF et la CGT repus à l'hôtel Matignon

M. François Perigot : « Continuité »

M^{me} Edith Cresson a poursuivi, jeudi 6 juin, ses entretiens avec les partenaires sociaux en recevant des représentants du CNPF et de la CGT.

A l'issue de son entretien avec le premier ministre, M. François Perigot a estimé que « tous les projets » gouvernementaux passés en revue « se situent dans la continuité de la politique économique de ce pays ». Le président du CNPF a estimé qu'il fallait « être vigilant et tout faire pour que la France soit en état de suivre la reprise des quatre années ». Tout en se défendant d'être « excessivement optimiste », M. Perigot a pour sa part d'ores et déjà relevé des « signes de reprise ». Réaffirmant son attachement à un allègement des charges des entreprises, il a toutefois précisé qu'il y avait, selon lui, des possibilités de réalisation des contributions patronales.

M. Krasucki : des « actes concrets et rapides »

Au nom de la CGT, M. Henri Krasucki, qui a relevé qu'il y avait « peut-être une volonté de discuter » de la part du gouvernement, a réclamé « des actes concrets et rapides » afin de « prouver sa volonté réelle de « faire quelque chose de nouveau, de meilleur ». « Rien n'indique toutefois », a précisé le secrétaire général de la CGT à propos des salaires, une volonté gouvernementale (en faveur) de mesures immédiates et sensibles ».

o Déficit de la Sécurité sociale : des mesures seront prises avant le 15 juin, selon M. Jean-Louis Bianco. Le ministre des affaires sociales, M. Jean-Louis Bianco, a annoncé jeudi soir 6 juin sur TF1 que des mesures « seront prises d'ici au 15 juin » pour combler le déficit prévisionnel de la Sécurité sociale, estimé à 23 milliards de francs. M. Bianco n'a toutefois pas donné de précision sur la nature de ces mesures, indiquant seulement que M^{me} Edith Cresson, M. Pierre Bérégovoy et lui-même « travaillent très activement ».

ÉCONOMIE

REPÈRES

CONJONCTURE

Les entreprises américaines devraient investir 3 % de plus cette année.

L'investissement réel des entreprises américaines (après inflation) devrait progresser de 3 % cette année, selon une enquête du département du commerce publiée jeudi 6 juin. Il s'agit de la plus faible augmentation en cinq ans. Le secteur manufacturier devrait subir une diminution de 1,4 % de ses investissements réels, alors qu'une augmentation de 4,9 % avait été enregistrée en 1990. L'investissement demeurerait soutenu dans le secteur des transports ou de l'extraction des matières premières et se croi-

sans atteindrait au total 5 % dans le secteur non manufacturier. ...et les industriels britanniques 14 % de moins

L'investissement industriel devrait chuter de 14 % cette année en Grande-Bretagne, estime une enquête de l'Office central des statistiques, publiée à Londres le 6 juin. Cette chute, estimée à partir de l'analyse des intentions des industriels, est deux fois supérieure à celle qui avait été anticipée pour 1991 lors de la dernière enquête de ce type, publiée en décembre dernier. Selon les statisticiens, l'investissement devrait diminuer dans pratiquement tous les secteurs, et cette tendance devrait se poursuivre en 1992.

AFFAIRES

IBM et Apple pourraient coopérer

Les deux constructeurs d'ordinateurs américains IBM et Apple, hier frères ennemis sur le marché des micro-ordinateurs, seraient en train de mettre sur pied un accord de partenariat.

Selon le *Wall Street Journal*, Apple fournirait à IBM sa technologie dans le domaine du logiciel, tandis qu'IBM lui céderait sa licence du microprocesseur RISC (Reduced instruction set computing), constituant le cœur de sa

station de travail RS 6000. Cet accord permettrait à IBM d'être moins dépendant de la société de logiciel Microsoft, qui avait réalisé les systèmes d'exploitation des IBM PC, et offrirait à Apple une alternative à son fournisseur habituel de microprocesseurs, Motorola, qui avait du mal, ces derniers temps, à tenir ses délais de livraison. Apple serait aussi en pourparlers avec Hewlett-Packard pour le même type de composant.

M. Alain Boublil va rejoindre Framatome. — M. Alain Boublil prépare son retour aux affaires. L'ex-conseiller de l'Elysée, ancien directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy au ministère de l'Économie et des finances, devrait prendre très prochainement la direction générale adjointe de Framatome pour y succéder M. Jean-Claude Lény, l'actuel PDG du groupe fran-

AGRICULTURE

A Montpellier

M. Mermet annonce une aide de 10 millions de francs aux viticulteurs en difficulté

MONTPELLIER

de notre correspondant

Retenu à Bruxelles jeudi 23 mai, le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermet, avait promis de venir rencontrer une délégation de viticulteurs à Montpellier, ce qu'il a fait dans la soirée du jeudi 6 juin. A l'issue de plus de trois heures d'entretien avec des représentants de la profession, il a annoncé que dix millions de francs seraient débloqués afin de permettre l'étalement de certains remboursements d'emprunts ou des allègements pour les viticulteurs en difficulté. Pour le reste, le ministre est resté dans le vague : « Le problème de l'organisation du marché aux plans communautaire et national est posé et nous allons tenir des réunions à Paris qui permettront de redresser les cours. » Il a enfin précisé, s'agissant des dégâts causés par le gel à la viticulture mais aussi à l'arboriculture, qu'un projet de loi est en préparation pour organiser de façon moderne un fonds des calamités agricoles.

« Ce sont des mesures intéressantes mais marginales », a précisé à l'issue de la réunion M. Jean Huillet, président de la Fédération des caves coopératives de l'Hérault. « L'état d'esprit du ministre est porteur d'espoir, mais les lignes budgétaires à notre disposition ne permettent pas aux agriculteurs de se sortir de leur situation. » L'inter-syndicale des jeunes coopératives annonce pour sa part des actions le 28 juin prochain à Narbonne et à Béziers.

JACQUES MONIN

TRANSPORTS

Le congrès international des transports publics

Contenir la marée des automobiles nécessite des choix politiques

La 49^e congrès de l'Union internationale des transports publics (UITP), qui regroupe quatre cents réseaux de bus, de tramways et de métro dans soixante-dix pays, a consacré du 3 au 6 juin à Stockholm (Suède) la plus grande partie de ses travaux aux moyens de contenir la marée automobile pour que les villes demeurent vivables.

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

Les tenants des transports en commun n'ont pas la tâche facile. De congrès en colloque et de memorandum en lobbying, ils plaident que la voiture est en train d'asphyxier la ville, au propre comme au figuré. Ils soulignent que la solution n'est plus dans la multiplication des voies et des autoroutes mais dans une priorité politique, financière et technique accordée aux bus, aux tramways et au métro qui exigent trente fois moins d'espace que l'automobile. An vu des événements de ces derniers mois, on serait tenté de dire que ce combat pour les cités n'est pas vraiment couronné de succès. L'effondrement du communisme a eu pour conséquence directe une désaffection du public et des hommes politiques des pays de l'Est à l'égard des transports collectifs, pourtant remarquablement performants, la voiture individuelle symbolisant la liberté retrouvée. En Afrique noire, où l'argent se fait de plus en plus rare, les réseaux de bus sont menacés par le tarissement des subventions demandées par le Fonds

monétaire international. Les responsables de l'Union internationale des transports publics n'en sont pas pour autant pessimistes. « On constate une prise de conscience de la congestion et de la pollution urbaines », explique M. Pierre Laconte, secrétaire général de l'UITP. Un sondage, réalisé en Allemagne auprès de deux mille personnes, a fait apparaître que 80 % des réponses étaient favorables aux transports publics. Interrogés sur ce qu'ils pensaient être la préférence de leurs concitoyens, les élus estimaient, eux, que la proportion ne dépassait pas 40 %. C'est dire qu'il faut implanter les transports en commun dans les idées avant de le faire dans les villes.

M. Jacques Osmont, président néerlandais de l'UITP, est du même avis : « En trois ou quatre ans, nous avons senti un revirement de l'opinion publique, déclare-t-il. Il est désormais moins difficile d'obtenir des crédits pour des infrastructures de transports, au moins en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. »

L'exemple de Los Angeles

Effectivement, on fourbit ici et là des programmes pour limiter la pollution atmosphérique et les embouteillages. Après Singapour, c'est au tour de Cambridge, Oslo, Stockholm et des Pays-Bas de préparer des expériences de péage urbain. A Berlin, on étudie la possibilité de limiter à 30 km/h la vitesse sur la plus grande partie de la voirie. En Italie, une quarantaine de villes ont sévèrement réglementé la circulation dans leur centre historique. En Grande-Bre-

tagne, une quarantaine de cités veulent se doter d'un tramway. Dans le conurbation de Los Angeles, où la tyrannie automobile s'est exercée sans partage, c'est près de 6 milliards de francs par an pendant dix ans qui seront dépensés pour doter cette agglomération de douze millions d'habitants d'un RER, d'un métro classique, d'un métro sans pilote, d'un tramway et de couloirs réservés aux bus. Qui dit mieux ?

En tout cas pas la France, dont les élus de tous bords en sont encore à vouloir remédier aux embarras de la circulation par des autoroutes urbaines souterraines et qui, à Brest ou à Reims, se révoltent incapables d'expliquer à leurs administrés qu'un tramway vitale le centre-ville et y facilite la circulation. Sans parler des Verts maximalistes de Rouen, qui se dressent contre un tramway trop souterrain à leur goût pour contenir la marée automobile. Comme si tout transport en commun n'était pas bon à prendre !

On est loin des années 70, lorsque la France innovait en créant un « versant transport » basé sur les salaires versés par les entreprises des grandes agglomérations. Cette manne financière avait relancé bus et métro dans tout l'Hexagone. Ses effets s'estompent aujourd'hui. Peut-être faut-il que la thrombose urbaine et la pollution atmosphérique s'aggravent encore pour que les responsables politiques français embolent le pas à leurs collègues néerlandais, américains ou singapouriens et se souviennent de défendre plus les intérêts de leurs villes que ceux de leurs électeurs motorisés.

ALAIN FAUJAS

« Madeleine » et « Météor » à Stockholm

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

La RATP n'était pas habituée à manifester spectaculairement ses projets dans les expositions internationales. Pourtant, à Stockholm, elle a dressé, au milieu des stands qui flanquent le congrès de l'UITP, une maquette de la future station Madeleine et du futur métro sans pilote Météor (Maison-Blanche-Saint-Lazar). Seul exploitant de réseau à offrir un tel luxe, la régie en a

profité pour exposer, la dernière des techniques de monnaie électronique, les automatismes de conduite des métros et la formation assistée par ordinateur.

Son PDG, M. Christian Blanc, a voulu cette vitrine pour signifier à tous que la RATP avait sauté le pas des innovations technologiques majeures. D'exposition en exposition, ce stand présentera le meilleur du savoir-faire français. Un but : exporter.

AL. F.

L'HERMÈS Editeur TEL: (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
ECONOMIE GENERALE
par Gérard DUBOUCHÉ
Diffusion MÉDIA SA 9 rue Ségur 75006 PARIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE SUEZ,
n'oubliez pas votre rendez-vous
d'information télévisée :

SUEZ MAGAZINE,

le samedi 8 juin sur FR3 à 10h30
le dimanche 9 juin sur M6 à 8h45

Au sommaire :

Une rétrospective sur le Groupe Suez depuis la privatisation,
une interview de Gérard Worms
sur la stratégie du Groupe et les résultats 1990.
Avec les rubriques habituelles : la vie des filiales et la communication.

Une émission de la Direction de la Communication

Pour toute information, Suez Actionnaires,
1 rue d'Asford 75008 Paris. Tél: 40.06.64.00.

Le Monde
L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

bureaux Locations
votre siège social
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés
et services. 43-85-17-50

Le Monde

Cadres

L'Office d'Education de l'Université de l'Amérique du Nord
à Paris pour le Collège
Européen de Paris (C.E.P.)
B.P. 41, rue de la République
75001 Paris. Tél. 47-22-00-80

Associations

Conférence

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

Appel

Déclarez l'enseignement
public avec l'ADEP, 90, rue
Grobet, 13001 Marseille.

Sessions et stages

STAGE INTENSIF D'ARABE
COURS D'ARABE MODERNE
du 1^{er} au 28 JUILLET 1991
INS : AFAC 42-72-20-88.

YOGA

SIYANANOVA : stage débutant
chaque semaine. Essai
gratuit. Méditation. Vacances
de yoga. Professeur. Boutique.
Centre Yoga Siyananova Vedanta,
123, bd de Sébastopol, Paris 2.
Tél. : 40-26-77-48.

Convocation

RADIO TOMATE
Convocation. Assemblée
Générale Extraordinaire le
21 juin 1991, 19 h 30,
177, rue de Charente,
75011 Paris.

Associations

Conférence

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

Appel

Déclarez l'enseignement
public avec l'ADEP, 90, rue
Grobet, 13001 Marseille.

Sessions et stages

STAGE INTENSIF D'ARABE
COURS D'ARABE MODERNE
du 1^{er} au 28 JUILLET 1991
INS : AFAC 42-72-20-88.

YOGA

SIYANANOVA : stage débutant
chaque semaine. Essai
gratuit. Méditation. Vacances
de yoga. Professeur. Boutique.
Centre Yoga Siyananova Vedanta,
123, bd de Sébastopol, Paris 2.
Tél. : 40-26-77-48.

Convocation

RADIO TOMATE
Convocation. Assemblée
Générale Extraordinaire le
21 juin 1991, 19 h 30,
177, rue de Charente,
75011 Paris.

Associations

Conférence

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

Appel

Déclarez l'enseignement
public avec l'ADEP, 90, rue
Grobet, 13001 Marseille.

Sessions et stages

STAGE INTENSIF D'ARABE
COURS D'ARABE MODERNE
du 1^{er} au 28 JUILLET 1991
INS : AFAC 42-72-20-88.

YOGA

SIYANANOVA : stage débutant
chaque semaine. Essai
gratuit. Méditation. Vacances
de yoga. Professeur. Boutique.
Centre Yoga Siyananova Vedanta,
123, bd de Sébastopol, Paris 2.
Tél. : 40-26-77-48.

Convocation

RADIO TOMATE
Convocation. Assemblée
Générale Extraordinaire le
21 juin 1991, 19 h 30,
177, rue de Charente,
75011 Paris.

Associations

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-AGUT 91
pour un groupe FÉDÉRALISTE
EUROPÉEN au Palais
Bourbon. Réservation à
MEZAROBRA Argenteuil
C.I.H. Bourgogne
71510 Saint-Sébastien-Clément.

BEAUNE-

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Réunion de la conférence monétaire internationale à Osaka

Les responsables financiers internationaux s'inquiètent de la pénurie d'épargne

Participant à la conférence monétaire internationale (IMC), dont la réunion annuelle se tenait du 2 au 5 juin à Osaka, le président de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a déclaré partisan d'une plus grande retenue dans les opérations d'allègement des dettes des pays du tiers-monde. Plus généralement, les responsables financiers présents à la conférence se sont inquiétés de l'insuffisance actuelle de capitaux dans le monde.

TOKYO

de notre correspondant

La question de l'insuffisance de capitaux sur le marché mondial a été le thème central des discussions au sein de la conférence monétaire internationale, qui s'est tenue du 2

au 5 juin à Osaka et a rassemblé les principales personnalités de la finance. Cette insuffisance, due à une demande importante tant en Europe de l'Est qu'en Union soviétique qu'au Proche-Orient à la suite de la guerre du Golfe, est à l'origine d'une compétition serrée entre les pays en quête de capitaux et a pour effet de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé.

Les risques de cette situation ont été notamment soulignés par M. Hashimoto, ministre japonais des finances, qui a réitéré sa proposition d'autoriser une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux dans le cadre du Fonds monétaire international afin de renforcer les possibilités de financement offertes aux pays en développement. Une idée défendue de longue date par la France et à laquelle se sont ralliés les Japonais. Les États-Unis s'y opposent en faisant valoir les risques d'inflation que comporte l'injection de nouvelles liquidités dans des économies dépourvues de structures industrielles suffisantes.

« Tant que la question ne sera pas résolue, nous ne pourrions éviter de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé », a affirmé M. Hashimoto. Cette déclaration intervient précisément à un moment où faisaient surface à nouveau les spéculations sur une possible baisse des taux d'intérêt au Japon.

M. Hashimoto a en outre souligné une importante demande en capitaux de la région asiatique, que « l'on a tendance dans le reste du monde à perdre de vue ». De son côté, l'ambassadeur américain au Japon, M. Armistead, avait rappelé que si l'Asie apparaît comme la seule région disposant d'un excédent de capitaux, « étant donné la conjoncture favorable dans cette partie du monde, une bonne partie

des sommes disponibles dans la région ont tendance à y rester plutôt qu'à s'investir ailleurs. Pour certains, il ne faut pas dramatiser la pénurie actuelle de capitaux. C'est la thèse défendue notamment par M. Henry Kaufman, ancien analyste vedette de Wall Street et président de la firme d'investissement Henry Kaufman Co.

Selon lui, la limitation de l'offre en capital sera globalement bénéfique à l'économie mondiale, bien qu'elle doive juguler le potentiel de croissance dans certaines régions. Les points positifs seront, selon M. Kaufman, un assainissement du système financier et une meilleure allocation des crédits.

« Division du travail »

Ces ajustements entraîneront, estime-t-il, une approche plus régionale des problèmes : « Les Européens, derrière l'Allemagne, concentreront leurs intérêts sur l'Europe de l'Est, les Japonais sur l'Asie ainsi que la Chine et l'Inde, et les États-Unis sur l'Amérique latine ». Une « division du travail » lui paraît inévitable.

Ancien vice-gouverneur de la Banque de développement du Japon, M. Shinjiro Ogata a, pour sa part, souligné les difficultés des banques japonaises à « lever » des fonds afin de répandre à la

demande en capitaux des autres régions (Europe de l'Est et Amérique latine).

Selon les banquiers américains, les banques étrangères ont commencé à se retirer du marché (elles comptent pour 20 % des prêts aux États-Unis). Le président de la Banque industrielle du Japon, M. Kanen Nakamura, estime cependant que ce ne serait pas le cas des banques japonaises.

Il reste qu'un repli de la finance japonaise est notable : bien que l'excédent commercial reste important, les investissements japonais à l'étranger ont régressé pour la première fois en huit ans de 15,7 % au cours de l'année fiscale qui s'est achevée le 31 mars, s'élevant à 56,7 milliards de dollars pour 67 milliards en 1989.

Le ralentissement de la croissance économique et le maintien de taux d'intérêt élevés, conjugués à un renchérissement du dollar par rapport au yen, sont les principales raisons de cette diminution. C'est aux États-Unis qu'elle est la plus marquée (-19,9 %), alors qu'en Europe il ne s'agit que d'un effritement (-3,5 %). En 1990, les investissements japonais en Europe (14,8 milliards de dollars) représentaient 25,1 % du total.

PHILIPPE PONS

JARDY : UN PRESTIGIEUX DOMAINE DE LOISIRS A GERER

OBJET DU MARCHÉ

Appel d'offres restreint pour la conclusion d'un contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du domaine de Jardy (75 hectares sur les communes de Marnes-la-Coquette et de Vaucresson).

ACTIVITES CONCERNEES :

- Activités équestres et sportives (golf, tennis...)
- Accueil et restauration
- Entretien du domaine
- Sous-traitance possible pour l'entretien du parc et la restauration.

Les candidatures seront remises le mardi 18 juin 1991, à 16 heures au plus tard. Les conditions de participation, conformes à la réglementation des marchés publics, sont précisées dans les annonces légales envoyées au BOAMP et au Moniteur le 28 mai 1991. Tous renseignements complémentaires seront obtenus auprès du service consultant : Téléphone : (1) 47 29 30 31 postes : 53660-53662-55884



CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS DE SEINE

Hôtel du Département

2-16, boulevard Soufflot - 92015 NANTERRE CEDEX

FINIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 28.03.1991 arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 mai 1991 présidé par M. François BIENABE.

Actif net au 28.03.1991 : F 229.395.423
Performance du 29.03.1990 au 28.03.1991 : + 12,24 %
Valeur liquidative au 21.05.1991 : F 1.081,89
Progression de la valeur liquidative du 28.12.1990 au 21.05.1991 : + 6,18 %
Dividende : F 88,80 + F 1,18 d'avoir fiscal pour mise en paiement le 17 juillet 1991



Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

La maîtrise de vos affaires dans l'environnement européen



Droit communautaire
— Traités et accords
— Directives
— et commentaires
— Textes communautaires

Jurisprudence européenne
— CICE-TH
— CEE
— CECA
— Convention de Bruxelles

Collection JUPITER - Droit des affaires dans les pays de la CEE

Deux recueils à feuillets mobiles - 8 et 10 volumes mis à jour 6 à 8 fois par an

L.G.D.J.

26, rue Vercingétorix - 75014 Paris Tél. (1) 43.35.01.67 Fax (1) 43.20.07.42

The world made manageable.

The Economist

Traduction de l'annonce ci-dessus : « LE MONDE ENCADRÉ »

COMMUNICATION

Tandis que les activités livres pour enfants passent chez Hachette

La société contrôlant les taxis G7 reprend les éditions Balland

Les éditions Balland revivent. Le tribunal de commerce de Paris a approuvé jeudi 6 juin le plan de reprise de la maison d'édition par la Copagest, une société appartenant à M. André Rousselet, PDG de Canal Pios. La Copagest reprend aussi une des filiales de Balland, publiant des documents sous la responsabilité de M. Jacques Bertoin. Les deux autres filiales éditoriales de Balland, les maisons d'édition pour enfants, les Deux Cops d'or et Gauthier-Languereau (Bécassine), passent dans le giron de Hachette.

La Copagest, dont le chiffre d'affaires avoisine 1,3 milliard de francs, contrôle en plus du groupe de taxis G7 un cabinet de courtage en assurances, une mutuelle de transporteurs, les remorqueurs « Abeille », les Magasins généraux de France et leurs entrepôts, ainsi que la Galerie de France.

M. Jean-Jacques Augier, polytechnicien et inspecteur des finances, vice-président de la Copagest et directeur général des taxis G7, devient PDG des éditions Balland. M. Maurice Parrot, directeur général et littéraire, a été reconduit dans ses fonctions. Les quatorze salariés de la maison d'édition ont d'ores et déjà repris leur activité.

« Eurocom voudrait créer une holding aux Etats-Unis. Septième groupe publicitaire mondial, le groupe français Eurocom s'apprête à lancer une société holding aux Etats-Unis. Dirigée par M. Jerry Della Femina, cette nouvelle entité, baptisée Eurocom Della Femina, devrait lancer un important programme d'expansion outre-Atlantique et servir de « structure d'accueil » pour toutes les sociétés américaines spécialisées dans la publicité et dans la promotion des ventes (marketing direct), dont le groupe français pourrait prendre le contrôle. Eurocom est décidé à devenir l'une des dix premières agences américaines d'ici 1994.

Différents éditeurs - La Découverte, Calmann-Lévy, Masson-Belfond - s'étaient intéressés au rachat de tout ou partie des éditions Balland. Mais l'arrivée sur scène il y a quelques semaines de la Copagest les en avait dissuadés. Créées en 1967, les éditions Balland ont été vendues en 1990 au groupe Cap D, spécialisé dans les matériaux compacts, les logiciels bancaires, etc.

En dépit de ses efforts, qui s'étaient traduits l'an dernier par un réajustement éditorial et commercial et par le début d'un redressement financier (le Monde du 20 et du 21 mars), la maison d'édition avait été victime de la faillite de sa maison mère. Elle avait été mise en redressement judiciaire en mars (le Monde daté 24-25 mars).

Le nouveau PDG, M. Jean-Jacques Augier, n'entend pas modifier la ligne de la maison d'édition. « C'est la première fois que je touche à l'édition, a-t-il expliqué. Le livre est ma passion, (...) ce sera mon oxygène. Notre axe principal sera l'édition d'ouvrages d'auteurs de qualité, grand public sans être forcément des best-sellers. Par ailleurs, nous publierons des traductions de petits romans étrangers. (...) Il est inutile de multiplier les parutions : soixante-dix titres par an sont un nombre raisonnable pour la taille de Balland. » « Nous osons démontrer qu'avec un peu de rigueur de gestion cette maison d'édition peut réussir », a confié pour sa part M. André Rousselet.

Une trentaine de nouveaux livres devraient être publiés par Balland durant le quatrième trimestre. Les ouvrages, auparavant distribués par une filiale de Balland, Sphère Diffusion, le seront désormais par la filiale de distribution des éditions Gallimard, CDE-Sodis.

Y. M. L.

Epargnée par la récession publicitaire

La COMAREG poursuit son développement en presse gratuite

La Compagnie pour les marchés régionaux (COMAREG), premier groupe de presse gratuite en France et en Europe, dont Havas détiendait 52 %, a vécu une année 1990 relativement faste. Le secteur de la presse gratuite a, il est vrai, été moins touché que d'autres par la récession publicitaire. Alors que l'année dernière, selon l'Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP), la progression des recettes publicitaires était de 9 % pour les autres médias (presse quotidienne et magazine, télévisions, radios, affichage et cinéma), les journaux gratuits affichaient une hausse de 13,3 %. On est pourtant loin des augmentations spectaculaires des dernières années, qui avaient vu le chiffre

Le président de Skyrock entame une grève de la faim

M. Pierre Bellanger, président du réseau de radio Skyrock, a entamé vendredi 7 juin une grève de la faim pour protester contre le refus du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de lui accorder une fréquence dans certaines grandes villes comme Caen et Le Mans.

Ce refus - que le Conseil explique notamment par l'obligation d'opérer une sélection entre les nombreux candidats aux fréquences et par le non-respect de la réglementation par un franchisé Skyrock - méconnaît, selon M. Bellanger, le succès remporté par sa station. « Second réseau FM français avec 2,5 millions d'auditeurs ».

« Alors que la jeunesse est frappée par le chômage et soumise au mal-être, le CSA, déclare M. Bellanger, ne reconnaît pas la légitimité d'une radio que les jeunes aiment et préfèrent à la logique de destruction ou de marginalisation du réseau. L'audience recueillie par Skyrock devrait lui assurer, selon son fondateur, la garantie d'une fréquence dans les cinquante premières grandes villes de France.

A. Co.

La suppression des abattements fiscaux

Syndicats de journalistes et éditeurs protestent contre le projet de M. Charasse

« Les fédérations patronales de la presse doivent lutter contre la menace charassienne ou réparer le préjudice causé aux journalistes », le Syndicat national des journalistes (autonome), inquiet de la volonté réitérée du ministre du budget de supprimer l'abattement fiscal de 30 % (plafonné à 50 000 francs) accordé aux journalistes, renvoie la balle aux éditeurs de presse. Le SNJ souligne que, « depuis le Front populaire, l'équilibre financier de la presse française repose largement sur les aides directes et indirectes, tarifaires, sociales et fiscales ».

La petite phrase de M. Michel Charasse a provoqué une levée de bouilliers parmi tous les syndicats de journalistes. FO annonce ainsi qu'il « défendra bec et ongles les 30 % obtenus à la fin de la guerre pour compenser les bas salaires de la profession et permettre aux

patrons de presse de relancer leurs activités ». Même rappel historique au Syndicat national des journalistes CGT, qui constate que « le pouvoir d'achat des journalistes n'a cessé de se dégrader ». Le syndicat chrétien des journalistes CFTC dénonce avec véhémence les intentions de M. Charasse : « Le ministre du budget se fait décidément une spécialité des attaques contre les journalistes, dont il a menacé certains de congédiés fiscaux, ajoutant l'odieux à l'arbitraire de vengeances mesquines ».

Les syndicats de journalistes ne sont pas les seuls à protester. La Fédération française des agences de presse, organisation patronale, affirme que « cette déduction n'a jamais fait partie des aides à la presse, indispensables à son équilibre financier et à propos desquels l'Etat n'a jamais cessé d'affirmer son attachement ».

M. de Tarlé quitte la présidence de la Vie catholique

M. Antoine de Tarlé quittera à la fin du mois le groupe de presse la Vie catholique, dont il était président du directoire depuis mai 1989. Selon un communiqué du groupe, M. de Tarlé « n'a exprimé le souhait que son mandat ne soit pas renouvelé. Des divergences sont en effet apparues entre lui-même et certains actionnaires en ce qui concerne la stratégie du groupe et la définition d'une politique ».

Le successeur de M. de Tarlé sera nommé fin juin par le conseil de surveillance qui sera, lui aussi, renouvelé par l'assemblée générale des actionnaires. Le groupe de presse est détenu par la famille Hourdin (27 %), M. Michel Hourdin (15 %) et trois sociétés de personnel (6 % chacune). Le reste des parts est détenu par de nom-

breuses personnes physiques appartenant au groupe.

La Vie catholique, qui emploie un millier de salariés, comprend une dizaine de sociétés présentes dans la presse (Télérama, la Vie, Croissance des jeunes nations, etc.), les services, la publicité, l'édition (Desclée de Brouwer, Cana et Le Cerf) et la librairie (La Procure). M. de Tarlé, ancien élève de HEC, a fait une grande partie de sa carrière, depuis 1965, comme administrateur de l'Assemblée nationale. Secrétaire général de l'Institut national de l'audiovisuel en 1981, puis directeur général adjoint de TF1 en octobre 1982, il s'est occupé de la diversification d'Ouest-France entre 1985 et 1989.

AIR LITTORAL OUVRE 15 NOUVELLES LIGNES EN EUROPE.

DANS NOS AVIONS, LES CONVERSATIONS VONT BON TRAIN :



POUR INAUGURER CES 15 NOUVELLES DESTINATIONS EUROPÉENNES, DU 2 JUIN AU 10 JUILLET, AIR LITTORAL VOUS OFFRE UNE COUPE DE CHAMPAGNE. LES FINS CONNAISSEURS EN APPRÉCIERONT LA SAVEUR AUX DÉPARTS OR PARIS, FLORENCE, GENÈVE, NICE, MANCHESTER, SARAGOSSE, DUBLIN, AMSTERDAM... VOUS POURREZ AUSSI OÙSEUR VOTRE COUPE CONFORTABLEMENT INSTALLÉ DANS LES SIÈGES EN CUIR DE LA

NOUVELLE CLASSE-AFFAIRES AIR LITTORAL. ET POUR CEUX QUI NE SE LASSENT PAS DES BONNES NOUVELLES, SACHEZ QUE VOTRE 5^e VOYAGE EST GRATUIT. * Offre valable jusqu'à 31 août et uniquement pour les personnes payant plein tarif. 4 allers effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral, ou 4 allers retours effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller retour gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral.

Champagne pour tous les passagers pendant 1 mois !

AIR LITTORAL

RÉSERVATIONS : AIR LITTORAL PARIS - TÉL. (1) 47 35 70 71 - MONTPELLIER - TÉL. 67 65 49 49 OU SE RENSEIGNER AUPRES DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES LA PLUS PROCHE.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 JUIN

Règlement mensuel										Cours relevés à 13 h 57													
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
4085	CAL 5%	4036	3990	4070	+ 0,87	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
885	B&P T.P.	1030	980	1000	+ 0,23	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
915	CL Lyon T.P.	800	820	820		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1207	Natash T.P.	1286	1286	1286		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1320	Paris Post. T.P.	1026	1026	1026		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1321	Thomson T.P.	1180	1184	1184		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
750	ACCOR	910	880	971	+ 3,90	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
950	Av. Liquid.	988	988	988		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1710	AS-Altom.	988	988	988		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
280	ALSP	1062	1062	1062		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
2180	Arjona, Procar.	2098	2105	2100	+ 0,48	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1180	Aut. Gas. Comp.	518	520	517	+ 0,22	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
220	Avant. H. Média.	222	210	217	+ 1,32	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
280	Aut. (ex Ca. Méd.)	1083	1081	1083		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
138	Aut. (ex Ca. Méd.)	266	266	266		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
138	Aut. (ex Ca. Méd.)	160	160	160		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
905	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
770	B&P Invest.	553	559	551	+ 0,30	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
600	B&P Invest.	780	780	780		Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
130	B&P Invest.	880	880	880		Compagnie	VALEURS																

COMPTANT

(selection)

[illegible]**SICAV****(sélection**

VALUES	Emission Frais Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais Incl.	Rachet net
A.A.A.	1057 81	1022 01	Fincham	25 68	837 82	Penrose Gen.	59934 84	59934 84
Acadian	220 87	222 55	Finn	59 77	28 82	Penrose Osh.	10065 83	10053 24
Adams	782 48	758 35	Finncham	1187 03	1357 29	Philly Econ.	26529 84	26529 84
Amalgam	7552 05	7251 59	Finncham	4871 49	4871 49	Philly Econ.	1057 85	1056 35
Amplifier	628 10	619 51	Finncham	1914 79	1282 72	Philly Econ.	132 90	129 27
Andresen Court	5576 88	6565 74	Genison	13527 92	12460 82	Philly Econ.	933 91	930 91
Asocio	1105 05	1105 05	Gen. Associates	189	165 28	Philly Econ.	501 78	150 15
Atene Fran.	375 25	369	Horizon	1272 02	1187 01	Philly Econ.	1391 18	5259 19
Aurora	1389 46	1256 17	H.M. Montem.	1220 29	12020 29	Philly Econ.	1321 87	1327 87
Aurora Fran.	1062 88	1049 39	Inter-Am.	11300 40	10847 40	Philly Econ.	945 02	945 02
Avenue C.D.	110 25	107 47	Inter-Am.	53 38	517 83	Philly Econ.	10291 82	10240 42
Avon Capital	155 57	149 83	Inter-Am.	173 48	168 41	Philly Econ.	23 11	221 58
Avon Court Term.	7215 17	7219 17	Jeanpaul	126 12	262 17	Philly Econ.	766 10	731 35
Avon Europe	131 29	125 84	Jeanpaul	243 12	233 21	Philly Econ.	136 85	167 82
Avon Investments	124 82	119 54	Laffair America	257 29	246 80	Philly Econ.	620 82	592 38
Avon N.P.	110 55	111 54	Laffair Europe	243 12	243 12	Philly Econ.	136 85	167 82
Avon N.P.	124 17	118 82	Laffair France	257 29	246 80	Philly Econ.	136 85	167 82
Avon Values P.E.I.	124 17	118 82	Laffair France	257 29	246 80	Philly Econ.	136 85	167 82
Capitalism	5781 47	5775 86	Laffair Immobil.	223 02	222 57	Philly Econ.	136 85	167 82
Capitol	5929 82	5842 10	Laffair Japan	-436 38	418 54	Philly Econ.	1601 86	1601 86
Capitol	1199 54	1101 81	Laffair Japan	177 12	130 14	Philly Econ.	1238 47	12596 74
Capitol Fran.	30 73	29 98	Laffair Landem.	194 01	186 87	Philly Econ.	1276 73	1276 73
Capitol Fran.	1220 88	1150 32	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	3202 47	3202 47	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	360 20	371 35	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	491 30	477 47	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1183 83	1160 72	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1215 35	1185 75	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	844 08	807 73	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	251 87	240 83	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	251 87	240 83	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	151 54	145 45	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1052 42	1036 87	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	128 12	123 42	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	2552 79	2565 46	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	2118 81	2118 81	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	412 88	402 57	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	01083 74	01083 74	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	30330 12	30330 12	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	22229 79	22229 79	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	200 03	195 05	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	546385 85	546385 85	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	256 03	261 35	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	3282 48	3282 48	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	4276 95	4268 28	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	24820 28	24765 11	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	36036 87	37428 72	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	817 70	817 70	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1822 83	1754 38	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	83 86	91 35	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	68737 35	68737 35	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	194 15	189 85	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1353 41	1317 19	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	7201 90	7201 90	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1668 49	1668 49	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1080 82	1071 38	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1280 42	1288 21	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	4520 49	440 38	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1200 42	1218 42	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	7201 90	7201 90	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	686 24	686 25	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1081 08	1050 18	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26
Capitol Fran.	1081 08	1050 18	Laffair Tokyo	268 30	370 55	Philly Econ.	726 81	696 26

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS DES COTATIONS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/16
	COURS préc.	COURS 7/16	achat	vente			
Or fin (1 onze)	5 827	5 954	5 700	6 200		58700	58900
Or fin (100 gr.)	6 987	6 987				58800	58900
Argent fin (100 gr.)	338 620	338 850	328	346		385	387
Pays-Bas (100 fl.)	10 456	10 456	16	17		385	387
Belgique (100 fr.)	300 570	300 770	290	310		385	387
France (100 fr.)	4 571	4 586	430	4 800		385	387
Allemagne (100 M.)	89 180	89 180	84	9 000		385	387
Grèce (100 dr.)	10 018	10 018	3 200	3 400		385	387
Italie (100 lire)	395 620	395 620	384	404		385	387
Autriche (100 sch.)	94 240	94 240	83	81		2120	2125
Canada (100 can.)	26 810	26 810	48 700	49 700		1040	1010
Néerlande (100 fl.)	5 478	5 478	5 200	5 750		1000	1010
Portugal (100 pes)	2 891	2 891	4 500	4 800		2565	2585
Espagne (100 pes)	5 173	5 173	4 950	5 350		401	401
Grèce (100 dr.)	4 196	4 196	4 130	4 330		401	401

Hors-cote

Apex Hydro Engrs.	264	.....
Burnet	875	.....
C & H	123 50	116
Civil Engineer	52	.....
C. O'Connell	978	.....
Chamberlay (M)	190	.....
Coohy Bourd.	360	.....
Copsey	575	575
Crane Assurance	460	.....
EJ Amey	1400	.....
Esop, Acorn	86	.....
Esop Stearns Ind.	23	.....
Gardner S.A.	85 10	85 10
Grove, Warwick	82	.....
Guy Degross	510	.....
Harbor Rights Zart	210	.....
Hoogovens	287	.....
IN2	300	.....
Jager	126 30	.....
Lacoste de Meville	315	.....
Nicola	775	.....
Pennock RD.	1505	.....
Partip, Partip	352	.....
Quacken	240	.....
Romano H.V.	188	.....
St-Guy's Catechists	3300	.....
Stee Moore	210	.....
S.E.P.R.	1525	.....
S.P.R. Inc. B.	322	.....
T. McDonalds Elect.	3350	.....
Usher	380	.....
Waterman	1500	.....

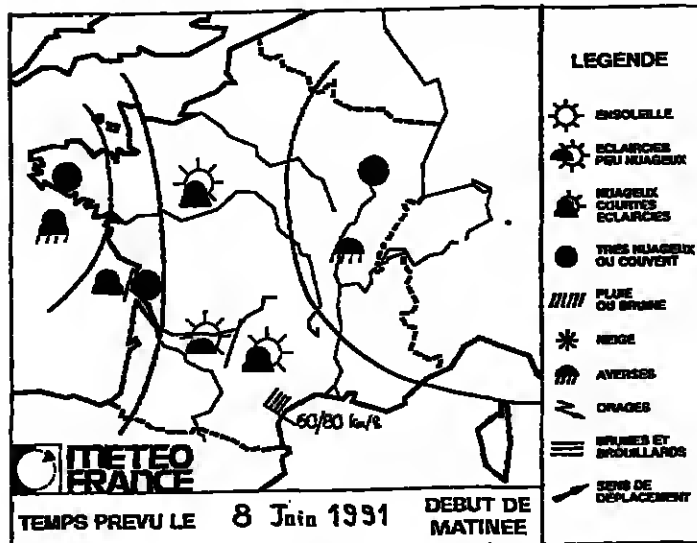
**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

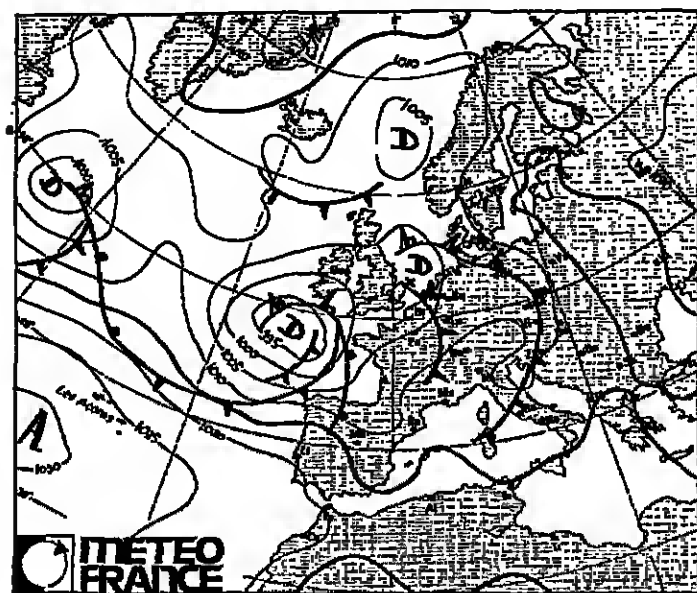
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

Prévision pour le samedi 8 juin 1991
Persistance d'un temps généralement gris et humide



SITUATION LE 7 JUIN 1991 À 0 HEURE TU



Dimanche : assez belle journée. — Dimanche sera une journée bien ensoleillée dans l'ensemble. Ce sont les régions du Nord-Ouest qui seront les moins favorisées. Le ciel y sera très nuageux accompagné de petites pluies du matin jusqu'au soir.

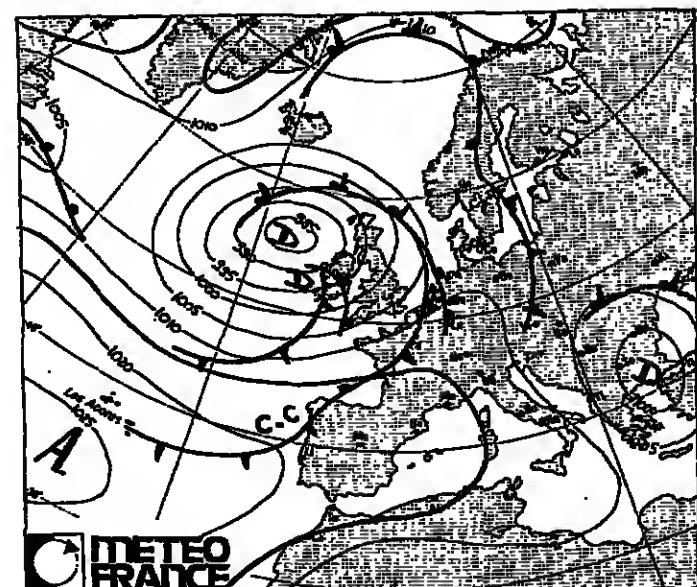
L'aggravation sera plus tardive sur le Centre-Ouest, les régions du Centre et du Nord : le ciel se couvrira dans la journée et les pluies seront rares.

Sur toutes les autres provinces, il fera très beau avec des températures très douces.

Au lever du jour, les températures seront comprises entre 9 degrés et 14 degrés du nord au sud.

L'après-midi, le thermomètre grimpera peu dans le Nord-Ouest et le Nord, de 17 degrés à 21 degrés. Il fera plus chaud sur le reste de la moitié nord, de 20 degrés à 23 degrés, et surtout dans le Midi, où le thermomètre atteindra 27 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 9 JUIN 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximale - minimale et temps observé									
le 8-6-1991 à 18 heures TU et le 7-6-1991 à 8 heures TU									
le 7-6-91									
FRANCE									
ALGER	20	16	N	14	C	14	C	14	C
BARCELONE	16	14	B	14	B	14	B	14	B
BORDAUX	17	14	P	14	P	14	P	14	P
BRESCIA	17	12	-	12	-	12	-	12	-
CARIN	17	12	B	12	B	12	B	12	B
CHERBOURG	15	11	-	11	-	11	-	11	-
CLERMONT-FERRAND	17	13	C	13	C	13	C	13	C
DAKAR	17	13	C	13	C	13	C	13	C
GENÈVE	16	11	-	11	-	11	-	11	-
LILLE	16	12	A	12	A	12	A	12	A
LYON	16	12	A	12	A	12	A	12	A
MARSEILLE	18	14	P	14	P	14	P	14	P
NANCY	14	12	A	12	A	12	A	12	A
NANTES	16	13	P	13	P	13	P	13	P
NICE	17	13	C	13	C	13	C	13	C
PARIS-MONTY	17	13	C	13	C	13	C	13	C
PARIS-MONTY	17	13	C	13	C	13	C	13	C
PERPIGNAN	18	17	C	17	C	17	C	17	C
RENNES	17	13	A	13	A	13	A	13	A
STRASBOURG	17	13	C	13	C	13	C	13	C
TOULOUSE	20	14	C	14	C	14	C	14	C
TUNIS	14	12	A	12	A	12	A	12	A
VALD'AUZ	14	12	A	12	A	12	A	12	A
VIENNE	14	12	A	12	A	12	A	12	A
WATFORD	14	12	A	12	A	12	A	12	A
YVERDON	14	12	A	12	A	12	A	12	A

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Odilon Redon, meilleur timbre de 1990

Les quelque cent cinquante mille clients ayant une réservation de timbres dans un bureau de poste ou abonnés au service philatélique, qui ont participé à l'élection du meilleur timbre français de 1990, ont livré leur verdict : le *Profil de femme* d'Odilon Redon, émis le 3 mars 1990, arrive largement en tête avec 40 % des suffrages, devant le timbre « Croix-Rouge » *Faïence de Quimper* et le *Cinquantième de l'Institut géographique national* (30 % des suffrages environ), émis le 5 mai et le 29 septembre 1990.

Plusieurs remarques s'imposent. Parmi ces trois timbres, aucun n'est imprimé en taille-douce. Odilon Redon est imprimé en offset, les deux autres en héliogravure. Les votants ont visiblement été séduits par leurs couleurs chatoyantes. Pas une création originale : Odilon Redon bénéficie d'une mise en page de Louis Arquer ; Alain Roubier a reproduit un très belle assiette (faïence de Quimper), la carte géographique a été réalisée à partir d'images de synthèse.

Le résultat de ce vote peut être interprété comme une condamnation de la tradition philatélique française et souligne le goût du grand public pour le « clinquant ». Résultat décevant qui ne masque pas, cependant, le large succès populaire de cette première consultation, qui ne sera pas, espérons-le, sans lendemain.

Deux questions, enfin : quel classement obtient le carnet des six timbres de la *Chanson française*, une fois cumulés les résultats de chacun des timbres qui concouraient individuellement ? Quel est le tiers de « queue » de la production 1990 ?

P. J.

Barbier réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bonville, 75015 Paris Tél. : (1) 40-65-29-27 Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres



En filigrane

Le monde minéral par les timbres. — L'atelier JMA met en souscription le tome II du catalogue intitulé *Le monde minéral par les timbres*. Il contient tous les nouveaux timbres parus de 1989 à 1990, reproduits en couleur, et, pour la première fois, répertorie les obligations, thèmes et entiers postaux à thème minéralogique (plus de mille références). Prix de souscription 100 F (part inclus) auprès de : Atelier JMA, 54, rue de Billeron, 18200 Saint-Amand-Montrond.

Manifestations. — Mexique 91, exposition internationale de maxiphilie, se déroulera du 8 au 16 juin au Musée de la Poste de Paris, avec obligations temporaires à l'effigie de Riquelme, les 9 et 10 juin, et Saurat, les 15 et 16 juin. La maxiphilie est la collection des cartes postales, pièces composées d'une carte postale, d'un timbre et d'une oblitération sur le même thème (ayant un « maximum » de concordance). Une carte-maximum sera offerte à tout visiteur sur simple présentation de cet article.

Bureau de poste temporaire à Ribeauville (68), le 9 juin, pour le vingtième anniversaire de la Fête du Kougelpop (renseigne-

ments : R. Rickenhach, tél. : 89-73-66-30).

Bureau de poste temporaire, le 9 juin, à l'occasion de la journée portes ouvertes de la centrale thermique et de la mine d'Arzaxan (40) (renseignements, souvenirs philatéliques : J. Gogoon, centrale EDF, BP n° 23, 40130 Marçay. Tél. : 58-07-81-15).

Ventes. — Vente aux enchères de timbres, le mardi 11 juin, à l'hôtel des ventes de Lyon-Brotteaux. Plus de cinq cents lots dont précurseurs d'art 1988 (Tofie, Le Cloarec, Akhras, signées, cotées 20 000 F à 25 000 F). Renseignements auprès de l'expert G. Laroze au 78-81-50-22.

Vente à prix nets Demarest de documents et autographes (Demarest, 19, rue Drouot, 75009 Paris). Au catalogue, mille cinq cents lots dont lettres de rois de France, Révolution, documents divers classés par départements... Pris au hasard, lettres signées Henri III (de 1 800 F à 5 000 F), Napoléon III (quatre pages autographes, 16 000 F ou manuscrit d'un chapitre de *Un château l'autre*, de Céline (13 000 F).

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE
Samedi 8 juin
Chantilly, 20 h 30 : tableaux ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : voitures miniature ; Sens, 14 h 30 : livres.

Paris, 14 heures : mobilier, tableaux ; Compiegne, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Fontainebleau, 15 heures : tapis persans ; La Varenne Saint-Hilaire, 14 h 30 : montres de collection, bijoux ; Nogent-sur-Marne, 14 heures : Extrême-Orient ; Pithiviers, 14 h 30 : argenterie, tableaux ; Rambouillet, 14 h 30 : sculptures animalières ; Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

PLUS LOIN
Samedi 8 juin
Bayonne, 14 h : vin ; Bergerac, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Besançon, 14 heures : montres, bijoux ; Béziers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Blois, 14 heures : arts africains ; Bagnols, 15 heures et 21 heures : mobilier, objets d'art ; Creil, 14 h 30 : faïences d'Alsace ; Dax, 15 heures : affiches de cinéma ; Dijon, 14 heures : argenterie, bijoux ; Lo Rochelle, 14 heures : livres ; Mauguais, 14 h 30 : affiches, gravures ; Marseille Cantal, 14 h 30 : livres ; Orléans, 14 h 30 : tableaux modernes ; Saint-Etienne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Saint-Michel, 13 heures : affiches ; Vitry-le-Fran-

çois, 10 heures et 14 heures : arts populaires.

Dimanche 9 juin
Alençon, 14 h 30 : armes, décorations ; Bernay, 14 h 15 : mobilier, tableaux ; Blois, 14 h 15 : tableaux modernes ; Chalon-sur-Saône, 14 h 30 : armes contemporaines ; Conches-en-Ouche, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Dornot, 14 heures : jouets ; Evreux, 14 heures : Ensemble sur la préhistoire ; Houillères, 14 h 30 : faïences de porcelaine ; La Grand-Combe, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Liançay, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Long-le-Sauvage, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Lorient, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Lyoe-Brotteaux, 15 heures : mobilier, tableaux ; Mâcon, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Montauban, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nancy, 14 heures : verrerie 1900 ; Neuville-de-Poitou, 14 h 30 : mobilier, céramiques ; Pithiviers, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Reims, 14 heures : mobilier, tableaux ; Soissons, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Vincennes, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS
Paris, place Saint-Sulpice ; Paris, cartes postales à la Mutualité (samedi seulement) ; Charleville, Cerveaux ; Strasbourg-Wacken ; Ferrière-en-Gâtinais ; Lamoignon-Venec.

Dimanche seulement : Fraiseuse, Devil-la-Barre, Bourges, Saint-Antoine (Isère), Monty-le-Roi et Claye-Souilly.

CARNET DU Monde

Naissances

M. Michel NISIO
et M^{me} Florence PASSERON,
ainsi que Constantine,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Amélie.
Paris, le 10 mai 1991.

Mariages

Ambassade du Chili à Tunis.
Santiago, Alger, Paris.
Marcia COVARRUBIAS
et
Yves CHAULET
ont la joie d'annoncer leur mariage, le
8 juin 1991, à Ayguévives (Haut-Garonne).

Décès

Les familles Losowski, Walsier,
Barichnikoff, Blumental Albert, Assouline Simon, Herzog Amir,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Fanny BARICHNIKOFF,
née Wajner,
le 5 juin 1991.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à
14 heures, le 7 juin, au cimetière parisien de Bagneux, porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Louis Boncourt,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Boncourt, Vallan et
apparentées,
ont la douleur de faire part du décès de
Louis BONCOURT,
ingénieur E.C.P.,
docteur en droit,
âgé de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu, le
samedi 8 juin 1991, à Saint-Martin-des-Vignes, de Troyes, à 10 h 30.

13, rue Pierre-Murard,
10000 Troyes.

M^{me} Nicole Gonthier,
son épouse,
Frédéric Gonthier,
son fils,
sa famille et ses amis,
ont la très grande douleur de faire part
du décès de
M. Michel GONTHIER,
survécu à Paris, le 4 juin 1991, à l'âge
de cinquante-trois ans.

Selon la volonté du défunt, il sera
incinéré.

Un office protestant sera célébré, le
mardi 11 juin, à 10 h 15, au cimetière
du Père-Lachaise, où aura lieu la crémation.

L'inhumation se fera dans l'intimité
familiale au cimetière de Neuilly.

34, boulevard Victor-Hugo,
92200 Neuilly.

Paris. Neuilly. Vincennes. Haifa.
Frédéric Gustave Kurz,
Henri et Odette Kurz,
Suzanne Gal,
Eric et Marielle, Laurent, Elizabeth
Kurz,
Et Fran Gal,
Jacques Weiss,
Et Esther Stark,
Tous les siens,
ont la profonde douleur de faire part
du décès de leur si chère
Annie KURZ,
enlevée à leur amour, le 1^{er} juin 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au cimetière parisien de Pantin.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

NOMINATIONS

Droits des femmes
et vie quotidienne
M^{me} Jourdain-Menninger
directeur du cabinet
de M^{me} Neiertz

M^{me} Danièle Jourdain-Menninger,
administrateur civil, est nommée
directeur du cabinet de M^{me} Véro-
nique Neiertz, secrétaire d'Etat auprès
du ministre du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle,
chargée des droits des femmes et de
la vie quotidienne.

(Née le 29 octobre 1951 à Poitiers,
M^{me} Danièle Jourdain-Menninger,
ancienne élève de l'ENA (promotion
Louis Michel) est titulaire d'un DEA
d'histoire contemporaine et d'un CAPES
d'histoire. Affectée au bureau des affaires
internationales à la direction des affaires
internationales (1984-1986), elle a été chef
du bureau des assurances obligatoires à cette
même direction de 1986 à 1988 avant
d'être affectée au ministère de l'inspection
générale des affaires sociales. Elle était
depuis juin 1990 conseillère technique au
cabinet de M. Claude Evin, ministre des
affaires sociales et de la solidarité.)

Marcel Bleinstein-Blanchet,
président.
Les membres du jury,
Les délégués et les lauréats de la
Fondation de la vocation,
ont appris avec une immense tristesse
la disparition au Japon de
Katia KRAFFT,
lauréate 1989,

et de
Maurice KRAFFT,
son époux,
et présentent à leurs familles leurs plus
sincères condoléances.

Katia et Maurice Krafft vivaient
passionnément leur vocation de volca-
nologue. Depuis vingt-deux ans, ils
avaient réalisé de nombreux films et
écrit plus d'une vingtaine de livres.

« Il faut fonder pour sa vocation.
Pour se spécialiser dans les éruptions
volcaniques, il faut être disponible
vingt-quatre heures sur vingt-quatre, à
tout moment, tout arrier. Tout ce
qu'un fait, toute notre énergie, c'est
pour cette vocation. Pas de vie de
famille, nos enfants ce sont les vol-
cans. »
Katia Krafft.

(Le Monde du 7 juin.)

Avis de messe

On nous prie d'annoncer le décès
de
Dagny NICOLAYSEN,
survécu le 13 mai 1991.

Une messe sera dite à son intention
le samedi 15 juin, à 10 h 30, à Saint-
Jeanne-de-Chantal (porte de Saint-
Cloud).

Anniversaires

Il y a dix ans, le 8 juin 1981,
Roger BEDER
nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et
aimé se souviennent.

Le Perreux. Strasbourg.
Avancées. Paris.

Il y a dix ans, le 8 juin 1981, le
docteur Régis CREGUT
nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et
aimé aient une pensée pour lui.

Trente ans après l'accident qui, le
23 mai 1961, a coûté la vie à
Pierre-Gauthier
et
Vincent MALRAUX,

une pensée est demandée à ceux qui les
ont connus et aimés.

Communications diverses

L'Ecole de Louvre organise une
préparation au concours de conserva-
teur du patrimoine. Cette préparation
est ouverte aux étudiants de l'univer-
sité, aux élèves des grandes écoles et
aux élèves titulaires du diplôme
d'études supérieures de l'Ecole de Lou-
vre. Quarante-cinq candidats environ
seront sélectionnés sur dossier et après
entretien.

Acte de candidature et dossier :
dépot avant le 25 juillet 1991, au secré-
tariat de l'Ecole de Louvre, 34, quai du
Louvre, 75001 Paris, Cedex 01.

Début de la préparation : 2 septem-
bre 1991.

Renseignements : (1) 40-20-56-23.

Soutenances de thèses

Université Paris-IV, Sorbonne, le
lundi 10 juin 1991, à 9 heures, salle des
Actes, 1, rue Victor-Cousin, 75005
Paris, Pascale Chevallier : « L'architec-
ture paléochrétienne de la province
romaine de Dalmatie (IV-VII^e s.) ».

M. Jean-Louis Le Mouél
directeur de l'Institut
de physique du globe
de Paris

M. Jean-Louis Le Mouél, spécia-
liste du magadisme terrestre et
membre de l'Académie des
sciences, a été nommé directeur de
l'Institut de physique du globe de
Paris. Depuis 1986, année où le
mandat de son prédécesseur
M. Claude Allègre, a pris fin,
M. Le Mouél faisait fonction de
directeur avec le titre d'adminis-
trateur provisoire de l'IPGP. Pen-
dant cette période, l'Institut est
passé du statut de « dépendance »
autonome de l'université Paris-VI
à celui de « grand établissement »
indépendant qui le place adminis-
trativement à égalité avec les uni-
versités.

(Né le 29 juillet 1938 à Remmopol
(Morbihan), M. Jean-Louis Le Mouél est
docteur en sciences physiques. Il n'a fait
aucune carrière à l'IPGP de Paris.)

L'ordre noir de Los Angeles

Les membres du jury,
Les délégués et les lauréats de la
Fondation de la vocation,
ont appris avec une immense tristesse
la disparition au Japon de
Katia KRAFFT,
lauréate 1989,

Vendredi 7 juin

FR 1
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 2
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 3
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 4
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 5
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 6
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 7
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 8
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 9
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 10
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 11
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 12
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 13
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 14
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

FR 15
20.00 Les Américains
20.30 Les Américains
21.00 Les Américains
21.30 Les Américains
22.00 Les Américains
22.30 Les Américains
23.00 Les Américains

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 8 juin

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'ordre noir de Los Angeles

L'ACADÉMIE de police de Los Angeles, pimpante et fleurie, ressemble à un décor de feuillet. Les flics, en treillis kaki, qui s'y entraînent, à des marines. L'instructeur à un juteux chef. Et les exercices de tir à une répétition générale de la prochaine guerre. D'ailleurs c'est la guerre, une guerre impitoyable contre les criminels, de préférence basés ou noirs.

Aux carrefours, les agents portent des gilets pare-balles. Dans le ciel, les hélicoptères, avec leurs phares, tournent et traquent. Sur les routes, les voitures de patrouille équipées de systèmes infrarouges et d'ordinateurs de bord tournent et traquent. Dans les rues, dotées de tout l'arsenal portatif, et même du fusil électrique, 50 000 volets garantis, les soldats policiers tournent, traquent et frappent.

L'ordre règne à Los Angeles. L'ordre noir d'une police fascisante, d'une police en guerre contre sa propre cité. Brutalités, bavures, matraquages, suspects ligotés comme du bétail, d'ailleurs la « prise-bétail » s'ensuit, les troupes de l'immuable M. Gato, chef de police ou chef de guerre, ont retenu le leçon. Comme le dit, avec fierté, le chef-instructeur : « On est le produit de son entraînement. » Et comme le

confirme John Ferraro, mairadjoint, il faut ce qu'il faut, puleque « notre police est la seule protection contre l'anarchie ».

Le reportage diffusé par « Envoyé spécial » n'avait rien de très nouveau. Depuis ce film tourné le 3 mars par un amateur à l'insu de quatre policiers qui, lors de l'arrestation d'un Noir, s'étaient acharnés sur lui avec une violence inouïe, les Etats-Unis se sentent. Les tentatives de meurtres peuvent être écartées : onze fractures du crâne, une de la mâchoire, deux de la jambe, des lésions irréversibles au carveau. Comme le dira un message mémorisé par l'ordinateur de bord, « on n'avait pas battu quelqu'un aussi fort depuis longtemps. Quelle racée ! Beaucoup d'os cassés... »

L'intérêt du film d'A2 tenait dans la suite : les quatre policiers ont été inculpés et risquent sept ans de prison. Le cinéaste amateur s'est vu décorer de la médaille d'honneur de la ville. A l'école de police, on enseigne toujours l'usage du fusil électrique, l'art de la prise-bétail et la juste utilisation de la matraque pour provoquer des fractures. La chef de la police a été maintenue. Il y a de beaux jours encore pour les amateurs de médailles.

Signification des symboles :

► A voir ; ◊ Film à éviter ; ○ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 7 juin

TF 1		23.00	
20.45	Variétés : Tous à la Une.	Cinéma : D'après le roman de John Glen (1985).	
22.45	Mégaclip : 52 sur la Une.	1.05 Cinéma : FEVER. ■■ Film australien de Craig Leitch (1987).	
23.45	Mégaclip : Spécial sport. Boxe dans l'Arène. Finale des Golden Gloves.	LA 5	
0.50	La Bébête show.	20.50 Téléfilm : Pour le meilleur et pour la mort.	
0.55	Journal, Météo et Bourse.	22.25 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks (8-épisodes, rediff.).	
A 2		0.00 Journal de la nuit.	
20.45	Téléfilm : Pour le pire et pour la mort.	M 6	
22.15	Flash bridge.	20.40 Téléfilm : SOS otages.	
22.25	Mégaclip : Caractères. Goffe : les coulisses de la guerre. Invité : Eric Laurent (l'empire du désert). Serge Joly (la Diagonale du Goffe). Jean Baudrillard (la guerre du Goffe n'a pas eu lieu). Josette Alia et Christine Clerc (la Guerre de Mitterrand). Dominique Jamet (la Parie du Goffe : la guerre des deux mondes).	22.20 Météo des plages.	
23.44	Mégaclip : Morceaux choisis. Résumé des Internationaux de France de Roland-Garros 1991.	22.25 Série : Equalizer.	
0.15	Journal et Météo.	23.15 Magazine : Vénus.	
FR 3		23.45 Capital.	
20.45	Magazine : Thalassa. Départ de la 4 ^e édition de l'Open UAP des Contremaîtres européens, en direct de Lorient. Ananas Island, d'Agnes et Jean-Claude Barol.	0.00 Documentaire : Angoulême 1990.	
22.35	Journal et Météo.	2.00 Rediffusions.	
22.55	Dense : Quatrième Concours Eurovision des Jeunes danseurs. En direct de Helsinki.	LA SEPT	
0.30	Musique : Carnet de notes.	21.00 Téléfilm : Un destin cannibale.	
CANAL PLUS		22.35 Téléfilm : Liberté, liberté.	
20.30	Téléfilm : On a tué mes enfants.	De J.-D. de La Rochefoucauld (1 ^{er} partie).	
22.00	Documentaire : Météo max.	FRANCE-CULTURE	
22.50	Flash d'informations.	20.30 Radio-archives. Jacques Villon par Marcel Duchamp.	
		21.30 Musique : Black and blue.	
		22.40 Les nuits magnétiques.	
		0.05 Du jour au lendemain.	
		0.50 Musique : Coda.	
		FRANCE-MUSIQUE	
		20.30 Concert (donné le 10 mars à Francfort) : Requiem, de Verdi, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck et la Singakademie de Francfort, dir. Kazimierz Kord.	
		23.07 Poussières d'étoiles.	

TF 1

13.15	Magazine : Reportages. Femmes bettes... une sur dix.
13.50	La Une est à vous.
13.55	Vivement lundi.
14.30	La Une est à vous (suite). Avec la série Aventure à l'aéroport.
17.35	Divertissement : Mondo dingo.
18.00	Magazine : Trente Millions d'amis.
18.35	Jeu : Une Famille en or.
19.00	Jeu : Le Roule de la fortune.
19.30	Journal et Météo.
19.50	Tirage du Loto.
19.55	Sport : Football. Finale de la Coupe de France, en direct du Parc des Princes : Marseille-Monaco.
20.45	Tirage du Loto.
21.00	Sport : Football (suite). Tapis vert.
22.20	Magazine : Ushuaïa.
23.20	Magazine : Formule sport.
0.15	Au trot.
0.20	Journal et Météo.

A 2

13.40	Magazine : Objectif sciences.
14.10	Magazine : Animalia.
15.05	Téléfilm : Emportez-la avec vous.
16.35	Club sandwich.
17.45	Magazine : A l'air d'été.
	La banque, sketch avec les marionnettes d'Alain Duverne ; Fausses pubs ; Extraits de dessins animés ; Les bons tuyaux de l'Anormix ; Le journal d'Astérix ; Les bégues d'Abreuçourcix ; L'invité d'Assurancourcix : Benny.
18.15	Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
18.40	Documentaire : Quartiers lumineux. Côté Swing à Nanterre ; l'apprentissage de la boxe française à Arles ; le projet tiers-monde à Bar-Le-Duc.

TF 1

13.20	Série : Hooker.
14.15	Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).
15.10	Série : Columbo (rediff.).
16.20	Téléfilm : Vidéo gag.
16.55	Disney Parade.
18.15	Magazine : Téléfoot.
18.55	Loto sportif.
19.05	Magazine : 7 sur 7.
	Invité : François Léotard.
20.00	Journal, Téléfoot, Météo et Tapis vert.
20.45	Cinéma : Le Corde raide. ■■ Film américain de Richard Tuggle (1984). Avec Clint Eastwood, Genevieve Bujold, Dan Hedaya.
22.45	Magazine : Ciné dimanche.
22.50	Moi et Catherine. ■■ Film italien d'Alberto Sordi (1980). Avec Alberto Sordi, Rossano Brazzi, Catherine Deneuve.
0.40	Au trot.
0.45	Journal et Météo.

A 2

13.25	Série : Mec Gyver (rediff.).
14.20	Série : Les explosifs (rediff.).
14.45	Tennis. Finale hommes des Internationaux de France de Roland-Garros 1991, en direct et en Eurovision.
17.50	Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde. Cinéma : Les Marquises, montagnes de la mer.
18.45	Magazine : Stade 2. Tennis : Football ; Rugby ; Images et données de la semaine ; Cyclisme ; Athlisme ; Gymnastique ; Voile ; Omnisports.
19.25	Série : Maguy.
20.00	Journal et Météo.
20.45	Série : Contre-jour. (rediff.).
22.15	Magazine : Morceaux choisis. Résumé des Internationaux de France de Roland-Garros 1991.
23.05	Empreintes. Le Pouvoir et les murs.
0.00	Journal et Météo.
0.15	Série : La Saint (rediff.).

FR 3

13.30	Magazine : Musicales.
-------	-----------------------

19.05	Du théâtre à Marseille et Avignon. Série : L'Homme qui tombe à pic (rediff.).
19.55	INC.
20.00	Journal et Météo.
20.45	A tombereau ouvert. Magazine : Bouillon de culture. Invité : Alain Fondary.
22.15	Magazine : Morceaux choisis. Internationaux de France de Roland-Garros 1991.
23.50	Magazine : Morceaux choisis. Internationaux de France de Roland-Garros 1991.
0.37	Journal et Météo.
0.55	Concert : SOS-Racisme.

FR 3

13.00	Sport : Tennis. Finale dames des Internationaux de France de Roland-Garros 1991.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
De 20.00 à 0.05 la Sept	
0.05	Série : L'Enfer du devoir.
0.35	Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

13.30	Téléfilm : Les Ritals.
15.10	Jeu : V.O.
15.40	Documentaire : Les Allumés... L'Amoureux de la rivière.
16.05	Sport : Rugby. Bégues Bordeaux-Narbonne, finale du Challenge Yves-du-Manoir, en direct de Béziers.
17.05	Les Superstars du catch.
En clair jusqu'à 20.30	
18.00	Décode pas Bunny.
19.05	Dessin animé : Les Simpson.
19.30	Flash d'informations.
19.35	Top 50.
20.30	Téléfilm : Vidéo scandale.
22.00	Les Nuls... L'émission. Invité : Catherine Jacob.
22.50	Flash d'informations.
23.00	Cinéma : Le Séance de minuit. ■■

Dimanche 9 juin

14.30	Magazine : Sports 3 dimanche. Spécial sports de glisse, de nature et de découverte. Voile : Char à voile ; VTT ; Sports d'eau vive ; Parapente ; Les actualités ; Le film de la semaine ; Les résultats ; Parcours sans faute ; Salut les mômes ; Les magazines couleurs.
17.30	Magazine : Montagne. Montagne korda : le piége, de François Landesman.
18.00	Amuse 3.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.	
20.05	Série : Benny Hill.
20.40	Cinéma : Le Septième Golden Circus Festival à Rome.
22.00	Magazine : Le Divan. Invité : Angela Molina, comédienne.
22.25	Journal et Météo.
22.45	Cinéma : Macao, l'enfer du jeu. ■■ Film français de Jean Delannoy (1939). Avec Sessue Hayakawa, Erich von Stroheim, Mireille Balin.
0.20	Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

14.00	Téléfilm : Dans l'enfer de l'alcool.
15.35	Magazine : 24 heures (rediff.).
16.40	Dessin animé : Les Simpson.
17.05	Les Nuls... L'émission (rediff.).
18.00	Cinéma : Les Voisins. ■■ Film américain de John G. Avildsen (1981). Avec John Salsbery, Dan Ackroyd, Kathryn Walker.
En clair jusqu'à 20.35	
19.30	Flash d'informations.
19.35	Dis Jérôme... ?
20.30	Magazine : L'Equipe du dimanche.
20.35	Cinéma : Milagro. ■■ Film américain de Robert Redford (1989). Avec Ruben Blades, Richard Bradford, Sonia Braga.
22.30	Flash d'informations.
22.35	L'Equipe du dimanche. Football, Boxe, Rugby, Basket américain.

LA 5

13.20	Dessin animé :
-------	----------------

0.20	Cinéma : Film canadien de Richard Mar- (1988). Avec Ron White, Gilliam Barber, Jeff Shultz.
	Cinéma : Sexe, mensonges et vidéo. ■■ Film américain de Steven Soderbergh (1989). Avec James Spader, Andie Mac Dowell, Peter Gallagher (v.o.).

LA 5

13.25	Série : V.
14.15	Série : Le Loi de Los Angeles.
15.10	Série : Lou Grant.
16.05	Série : Frog Show.
16.20	Tiercé à Evry.
16.50	Série : Le Retour de Mike Hammer.
17.45	Magazine : Intégral.
18.20	Divertissement : Rires parade.
19.00	Série : L'Enfer du devoir.
20.00	Journal et Météo.
20.40	Journé des courses.
20.50	Divertissement : Grain de folie.
22.35	Magazine : A tort et à raison. Thème : les polices privées.
23.50	Journal de la nuit.

M 6

13.30	Série : Cosby Show (rediff.).
14.00	Série : Supercopier.
14.45	Série : L'Enfer du devoir.
15.35	Série : Les Espions.
16.30	Jeu : Hit hit hit houra !
16.40	Série : Vegas.
17.35	Série : L'Homme de fer.
18.30	Série : Les Têtes brûlées.
19.20	Magazine : Turbo.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Cosby Show.
20.35	Téléfilm : Les Larmes de l'enfance.
22.15	Météo des plages.
22.20	Téléfilm : L'Homme à abattre.
23.55	Six minutes d'informations.
0.00	Musique : Rapline.

de Montparnasse.

13.45	Cinéma : Série : L'Homme qui tombe à pic (rediff.).
14.35	Série : L'Homme qui tombe à pic (rediff.).
15.25	Série : L'Homme qui tombe à pic (rediff.).
16.20	Tiercé à Chantilly.
17.05	Série : Lou Grant.
18.00	Série : Le Loi de Los Angeles.
18.55	Série : L'Enfer du devoir.
19.55	Journal.
20.10	Magazine : 20 h 10 d'Ekobach.
20.45	Journal des courses.
20.50	Cinéma : Les Grandes Gueules. ■■ Film français de Robert Enrico (1985). Avec Bourvil, Lino Ventura, Jean-Claude Roland.
23.05	Magazine : Reporters. Pyromanes : les fous du feu ; Trois cloches à l'hôpital ; Nungesser et col.
0.05	Magazine : Top chrono. Retransmission en intégralité du Grand Prix Moto 500 cm ³ de Saint-Amant (1989).
1.20	Journal de la nuit.

FRANCE-CULTURE

13.50	Série : Dakari.
14.40	Variétés : Ouvert le dimanche.
16.20	Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
16.50	Série : L'Homme de fer.
17.40	Série : Supercopier.
18.30	Série : Les Routes du paradis.
19.25	Magazine : Culture pub.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Ma sorcière bien-aimée.
20.40	Téléfilm : Opération Fox Fire.
22.15	Météo des plages.
22.25	Capital.
22.35	Cinéma : Brigade mondaine, vaudou aux Caraïbes. ■■ Film français de Philippe Monnier (1989).
0.10	Six minutes d'informations.
0.15	Magazine : Sport 6.
0.20	Boulevard des clips.
2.00	Rediffusions.

LA SEPT

15.30	Opéra : Le Pavillon aux pivoines. Opéra chinois de Tong Xian.
16.25	Documentaire : Les Heures chaudes

0.50 Boulevard des clips.

LA SEPT

13.30	Téléfilm : Un destin cannibale.
15.00	Documentaire : Kataev, la classe du maître.
16.00	Documentaire : Dix jours... quarante-huit heures.
17.00	Documentaire : Poussières de guerre (2). La Tempête des larmes.
18.00	Mégaclip.
19.00	De Gaulle ou l'Eternel Défi.
19.55	Le Dessous des cartes.
20.05	Histoire parallèle.
21.00	Documentaire : Infinité.
22.35	Concert : Songs for Drella. et à 23.40 Portrait d'Andy Warhol.
0.00	Théâtre : Le Conte d'hiver. Pièce de William Shakespeare, mise en scène de Luc Bondy.

FRANCE-CULTURE

20.30	Photo-portrait. Grégoire Hespel, peintre.
20.45	Dramatique. 24 heures pour conclure, d'Alain Sachs.
22.35	Musique : Opus. Hélène Meril, chanteuse de jazz.
0.05	Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30	Concert (en direct de la Salle Pleyel) : Les Héroïdes, ouverture op. 25. Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ré mineur op. 40, de Mendelssohn ; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms ; l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Hans Vonk ; sol : Pascal Devoyon, piano.
23.05	Poussières d'étoiles. Brahms dans l'histoire. Œuvres de Brahms, Bach, Palestrina, Schutz, Haendel.

FRANCE-CULTURE

20.30	Atelier de création radiophonique. Variété... derrière le masque... derrière le mur.
22.35	Musique : Le concert. Hozia Aichi, chanteuse berbère.
0.05	Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30	Concert (donné les 5 et 6 avril à la Philharmonie de Berlin) : Métamorphoses pour 23 instruments à cordes, de R. Strauss ; Tarentelle, poème symphonique, de Mahler ; Oratorio pour baryton, chœur et orchestre op. 21, de Blacher, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Joerg Peter Weigle ; sol : Roland Hermann, baryton.
23.05	Poussières d'étoiles. Autour des lettres romaines de Suet A 1.00. Cycle acoustique : Cantate pour elle, de Malic ; Vives, noires, mi-jaunes, de Tosi.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING »

Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

MERCREDI 05 JUIN 1991	
2	3
17	19
37	40
23	
679 220 F	
117 415 F	
8 890 F	
138 F	
1 455 688	
20835	
8	9
15	19
37	39
46	
2 389 910 F	
142 785 F	
6 515 F	
110 F	
1 218 278	
8 F	

TALOTAT	
LAURENCE OFFICIELLE DES LOTS A 4 ANS	
LE N° 975 727 GAGNE 400 000 F	
TOUS LES BILLETTS DE TIRAGE SONT VALABLES	
75 727	40 000 F
5 727	4 000 F
727	400 F
27	40 F
7	10 F
PARTICIPATION DE PAIEMENT DES LOTS : 10% EN 4 ANS (SANS TIRAGE)	
23 ^e TRANCHE	
TIRAGE DU 06 JUIN 1991	

ANDRÉ PHILIP
par LOÏC PHILIP
témoignage de LEO HAMON
POLITIQUES & CHRÉTIENS - 5 150 F
528 p.
BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél

ÉTATS-UNIS : après un vote favorable des représentants

La station américaine Freedom retrouve ses crédits

La Chambre des représentants américaine a finalement voté, jeudi 6 juin, par 240 voix contre 173, au terme d'un débat animé de six heures, l'enveloppe de 1,9 milliard de dollars destinée à la station spatiale Freedom pour l'année fiscale 1992. Ces fonds avaient été précédemment annulés en commission par cette même assemblée.

En ne suivant pas l'avis de leurs commissions budgétaires, les représentants américains accordent un ballon d'oxygène à la station spatiale qui, en butte à des coupes budgétaires à répétition, apparaissait gravement menacée (*Le Monde* du 18 mai).

En apparence, ils semblent donc avoir cédé aux pressions de la Maison Blanche et des partenaires étrangers de la NASA. Les collaborateurs de M. George Bush évoquent, en effet, l'utilisation par le président de son droit de veto pour sauver un

projet qui lui tient très à cœur. Et les agences spatiales européennes (ESA), canadienne et japonaise, qui participent au programme Freedom, ont protesté auprès du Congrès. M. Jean-Marie Lutton, directeur général de l'ESA, est même venu en personne plaider la cause de ce projet, mardi 4 juin, devant le comité de la Chambre des représentants pour la science, l'espace et la technologie.

Mais le problème n'est pas vraiment réglé pour autant. Les opposants, qui qualifient la station de « trou noir budgétaire dans l'espace », et font valoir que ces crédits seraient plus utiles pour les pauvres, les anciens combattants ou l'environnement, ont en effet obtenu même le gain de cause. Les 2 milliards seront prélevés sur le propre budget de la NASA, au détriment d'autres programmes de l'agence comme ceux des sciences ou de l'aéronautique.

Le projet Freedom commence, par ailleurs, à avoir des adversaires au sein même de l'Agence spatiale américaine, notamment parmi les scientifiques qui contestent l'utilité d'une station dont la taille a fondu au gré des coupes budgétaires.

J.-P. D.

Mal accueilli par les syndicats

Le plan de M. Bourges prévoit une intégration progressive d'A2 et FR 3

Les directeurs généraux d'Antenne 2 et FR 3, M. Eric Giulio et M. Dominique Aidun, ont présenté, jeudi 6 juin, aux organisations syndicales le plan de restructuration des deux chaînes publiques élaboré par leur président commun, M. Hervé Bourges. Présenté aux cadres des deux entreprises lundi dernier, ce plan prévoit un début d'intégration des deux chaînes par la création d'entités communes.

Le service des études est déjà regroupé à la présidence commune. D'ici à la fin de 1991, les services des sports et des programmes pour la jeunesse seront également communs aux deux chaînes.

Ces fusions serviront d'expériences pour le regroupement, en 1992, des rédactions et des autres unités de programmes. Côté gestion, la trésorerie sera centralisée et une société de financement créée pour acheter et gérer en commun fictions et films.

La filiale d'A2, EVA 2, commercialisera les productions et les droits dérivés des chaînes.

Cette volonté de fusionner deux chaînes en une seule société impli-

quera l'abandon des deux sièges sociaux de l'avenue Montaigne (A2) et de la Maison de la radio (FR 3) et la recherche d'une implantation immobilière commune.

Parallèlement à cette réforme des structures, les mesures d'économies demandées par le gouvernement vont se traduire par des suppressions d'emplois. Présentées au comité d'entreprise début juillet, celles-ci devraient se traduire par des licenciements après l'été. Les organisations syndicales ont vivement réagi à l'annonce de ce plan. A FR 3, où une grève est déjà prévue le 14 juin, l'intersyndicale a accusé M. Bourges ainsi que les ministères de tutelle de vouloir « casser » la télévision de service public et a appelé à « la mobilisation ».

Les syndicats de FR 3 demandent l'ouverture immédiate de négociations et réclament une entrevue avec le ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman. A A2, une assemblée générale des personnels devait se tenir vendredi 7 juin à l'appel de la CFDT.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Donnez votre or

DITES, faut qu'on se parle sérieusement, là, aujourd'hui. Je suis mille fois d'accord, c'est infect cette affaire de sang infecté, sans des affaires et chiffre d'affaires à la clé. Moi aussi, j'ai été choqué par tout ce qu'on raconte sur l'argent tiré de l'or rouge ramassé à travers le pays pour une bouchée de pain : le casse-croûte consent aux millions de donneurs bénévoles.

Mais j'ai été indigné en entendant ce matin à la radio qu'on nous accusait, nous, les journalistes, de vous avoir dégoûtés, découragés d'en faire cadeau, en lançant cette campagne de presse contre ceux qui en font commerce et qui s'enrichissent sur votre dos. C'est injuste, c'est méconnaître, c'est faux ! Il y a belle lurette que vous rendez devant la prise de sang.

Depuis trois, quatre ans, les collectes ont baissé de façon régulière. A quoi ça tient ? Peut-être de la sècheresse épidémique ? Discret, attaché à la transfusion por-

teuse de sida ? Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que c'est dramatique. Et si je le sais, c'est parce qu'il a fallu que mes neveux et mes enfants donnent leur propre sang pour tenter de sauver un être cher dans un grand hôpital parisien dont les réserves allaient s'épuisant.

Moi, j'ai passé l'âge, éidon, croyez-le bien, je n'hésiterais pas à continuer d'élimer une banque dont on peut espérer qu'elle n'osera plus désormais se livrer, en la détournant, au trafic juteux de cette source de vie. Ne vous y trompez pas, c'est de ça qu'il s'agit, de ne pas donner la mort en refusant la vie. En reculant devant un acte qui n'était pas gratuit pour tout le monde. Et qui doit le redevenir et qui doit le rester.

Le sang n'a pas de prix. Et ce n'est pas une image. Si on nous le payait, seuls les plus pauvres auraient intérêt à le vendre. Et le scandale rebondirait de plus belle. Alors, au nom du Ciel, n'hésitez pas, ouvrez vos bras aux autres.

ALLEMAGNE : ancien chef des syndicats est-allemands

M. Harry Tisch a été condamné à dix-huit mois de prison pour malversations

L'ancien chef des syndicats est-allemands et membre de la direction communiste de l'ex-RDA, M. Harry Tisch, a été condamné, jeudi 6 juin à Berlin, à dix-huit mois de prison pour malversations. Il a été reconnu coupable d'avoir puisé dans les caisses de son organisation pour financer les vacances de sa famille et celles de M. Günther Mittag, qui dirigeait d'une poigne de fer l'économie de l'ex-RDA.

BERLIN

de notre correspondant

Premier dirigeant est-allemand à passer en jugement, M. Tisch avait été arrêté il y a un an. Il a été remis en liberté après le verdict. Jusqu'à l'arrestation, le mois dernier, de M. Willi Stoph et Heinz Kessler, anciens chefs de gouvernement et ministre de la Défense, il était, avec l'ex-chef de la STASI, M. Erich Mielke, l'un des deux seuls responsables de l'ex-RDA en prison.

Ce verdict devrait être très mal accueilli dans l'ancienne RDA, où la population a l'impression que, jusqu'à présent, ce sont davantage les lampistes de l'ancien régime

qui ont triqué que les responsables. Certes, l'ancien oncle, M. Erich Honecker, comme M. Mielke, Stoph, Kessler et quelques autres encore, sont sous le coup d'une localisation pour complicité de meurtre comme responsables des tirs contre ceux qui ont tenté de franchir le rideau de fer. Mais il sera bien difficile à la justice allemande de séparer leur responsabilité pénale de leur responsabilité politique.

La nouvelle Allemagne ne semble pas être en mesure de mettre au point une procédure de la nature des procès de Nuremberg. Sans doute parce que cela l'aurait obligé à placer également le grand frère soviétique au banc des accusés. La protection accordée par Moscou à Erich Honecker, ses protestations contre l'arrestation des autres dirigeants sont là pour montrer les limites d'une telle opération. Boon o' pas ooo plus montré un très grand empressement à faire le feu à son propre camp. Ainsi, le Parlement vient seulement de décider de constituer une commission d'enquête sur les activités de M. Alexander Schalck-Golodkowski, le porcyvreur de l'ex-RDA, contre lequel la justice n'a jamais rien pu prouver.

HENRI DE BRESSON

Une lettre de M. Dufrique à M. Marchais

« Seul un authentique résistant peut rendre hommage aux héros de Châteaubriant »

Ancien maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), communiste « reconstruc-teur » qui éprouve une certaine tendresse pour les « refondateurs », M. Marcel Dufrique vient d'envoyer une lettre assez sèche à M. Georges Marchais. Ayant appartenu à la première division, selon le secrétaire général du PCF compte tenu, le 20 octobre, à la célébration du cinquantième anniversaire de la fusillade de Châteaubriant (1) et prendre la parole au cours de la cérémonie, M. Dufrique a décidé d'exprimer publiquement la défiance qu'inspire depuis longtemps, à certains communistes anciens résistants, le conduite de M. Marchais pendant la dernière guerre.

« Au Musée de Montreuil, écrit-il, nous conservons plusieurs des planches de la baraque de Châteaubriant sur lesquelles nos martyrs ont écrit leurs dernières pensées. Guy Môquet, cet enfant de seize ans, a tracé d'une main ferme les mots suivants : « Les nazis faillirent quatre-vingt-sept otages à Nantes, Bordeaux et Châteaubriant, parmi lesquels des communistes dont Charles Michels, Jean-Pierre Timbaud et Guy Môquet ».

conclut : « C'est par dignité et en qualité d'ancien résistant, interné, déporté, évadé, que je considère que seul un compagnon d'armes, un authentique résistant peut rendre hommage aux héros de Châteaubriant au nom du parti des fusillés. » Il demande que « si, parmi les vétérans, il en est qui partagent [son] avis, ils le fassent savoir ».

M. Marchais était allé travailler, à l'âge de vingt-deux ans, en décembre 1942, dans les usines aéronautiques Messerschmitt en Allemagne, avant l'instauration du service du travail obligatoire (STO) au mois de février suivant. Rentré en France, selon ses dires, en mai 1943, le secrétaire général a toujours été actif sur ses activités de 1943 à 1947, date officielle de son adhésion au PCF.

O. B.

(1) Les 22 et 23 octobre 1941, les nazis faillirent quatre-vingt-sept otages à Nantes, Bordeaux et Châteaubriant, parmi lesquels des communistes dont Charles Michels, Jean-Pierre Timbaud et Guy Môquet.

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
Un entretien avec M. Harlem Désir..... 2
Le voyage du pape en Pologne
Jean-Paul II incite l'Eglise à la modération..... 6
L'enquête sur l'assassinat de Rajiv Gandhi
La piste tamoule et les autres..... 8
La prolifération nucléaire
Le Pakistan veut réunir une conférence pour le sous-continent indien..... 8
Le débat sur la défense à l'Assemblée nationale
Le « risque » a remplacé le « menace »..... 10
La rencontre entre M. Mauroy et M. Marchais
PC et PS ouvrent un « dialogue nouveau »..... 9
Fausse facture
Un nouveau juge d'instruction désigné à Nantes..... 12
Le portrait des Van Gogh
Vincent et Théo, un film de Robert Altman sur le peintre et son frère..... 14
Roland-Garros
Monica Seles en finale contre Arantxa Sanchez..... 16

SECTION B

SANS VISA

- Guenoujatta, ocelle baroque
• Dinard et Club • La Pyramide à guichets fermés • La table
• Les Jeux • Fernak Haeni, ministre du Sphinx..... 17 à 24

SECTION C

- Transports en commun contre automobiles**
Le congrès international des transports publics à Stockholm..... 26
Capitales insuffisantes sur le marché mondial
Les responsables réunis à Osaka s'inquiètent de la pénurie d'épargne..... 27
Les taxis 67 reprennent les éditions Balland
Le société de M. André Rousselet veut apporter la rigueur de gestion..... 29

Services

- Abonnements..... 8
Annonces classées..... 26
Carnet..... 32
Jeu..... 22
Lois, Tao-o-tac..... 33
Marchés financiers..... 30-31
Météorologie..... 32
Philatélie..... 32
Radio-Télévision..... 33
Spectacles..... 16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 juin 1991 a été tiré à 499 182 exemplaires.

Les larmes de M. George Bush

S'adressant à la convention des baptistes du Sud, le président Bush n'a pu s'empêcher de verser des larmes en public en racontant comment il avait prié pour les troupes américaines lors du déclenchement de la guerre du Golfe.

D'avant cette audience de vingt mille chrétiens conservateurs réunis à Atlanta, M. Bush a expliqué que, « comme beaucoup de gens, je m'inquiétais de la possibilité de verser des larmes en public ». Jusqu'au jour où, en week-end à Camp David, il se mit à pleurer avec son épouse Barbara avant de donner l'ordre à son aviation de bombarder l'Irak.

« Des larmes commencent à couler la long de mes joues. Mais notre pasteur me sourit. Depuis, je ne me préoccupe plus de l'image que je peux donner », a-t-il dit, d'abord avec des sanglots dans la voix, puis sans retenir ses larmes. Emue, la foule lui a fait une ovation. Elle a également apprécié quand M. Bush a condamné l'utilisation des fonds publics pour des avortements et a défendu les valeurs chrétiennes et familiales. - (AFP, UPI)

Une grande tradition actualisée.

LES « PREMIERS PRIX » DE LA MODE SONT DES « PRIX D'EXCELLENCE »
Ces tissus, pour être admis chez Rodin, doivent être les meilleurs de leur promotion.
... Des « premiers prix » de style et de qualité, de création et de goût. Ils font partie de l'élite, ils ont de la classe, ils sont beaux et aimables et se présentent à vous... (depuis 30 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

POLYTECHNIQUE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

M. Mitterrand et l'Algérie : « Lier démocratie, paix civile et prospérité »

Interrogé sur la situation en Algérie, vendredi 7 juin à Lugano, au cours de sa visite officielle en Tessin (Suisse), M. François Mitterrand a déclaré : « Chacun observe avec beaucoup d'attention ce qui peut advenir à un pays - voisin, oml méditerranéen - comme l'Algérie, auquel nous sommes si fortement liés. Bien entendu, il serait bon que les trois termes de démocratie, de paix civile et de prospérité soient liés ».

« Le Monde Publicité » change d'adresse

A compter du 10 juin, « Le Monde Publicité » et le groupe Régie Presse s'installent dans de nouveaux bureaux situés dans l'immeuble Péri 15, à la limite du quinzième arrondissement et d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

Voici les nouvelles coordonnées de « Le Monde Publicité » : Adresse postale : 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75802 Paris Cedex 15. Téléphone : numéro d'appel général de « Le Monde Publicité » : 46-82-72-72. Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-29-84.

Télécopieur : 46-82-88-72.

An Chili

Dix morts après la finale de la Coupe sud-américaine de football

SANTIAGO

de notre correspondant

Dix morts, cent cinquante blessés : c'est un lourd bilan pour un triomphe sportif.

A peine l'arbitre eut-il sifflé la fin du match de finale de la Coupe sud-américaine de football - dite « Coupe Libertadores » - disputée mercredi soir 5 juin à Santiago-du-Chili, que des centaines de milliers de Chiliens, à pied ou en voiture, envahirent les rues : leur équipe, Colo Colo, en domoiait les Paraguayens d'Olympia d'Asuncion par trois buts à zéro, remportait le trophée pour la première fois dans l'histoire.

L'enthousiasme des supporters, souvent pris de boisson, dégénéra en rixes, accidents d'automobile, - qui causèrent la mort de sept personnes - bris de vitrines et mises à sac. La police dut intervenir pour rétablir l'ordre.

Dans les quartiers misérables qui entourent le capitale, des groupes de jeunes ont élevé des barricades de fortune au moyen de pneus enflammés, renouant avec la tradition des « protestas » organisées naguère par les opposants à la dictature militaire. Un simulacre d'explosion sociale, une manifestation d'exaspération pour épancher le trop-plein de désespoir...

G. B.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première division. Selon les dirigeants marseillais, le montant du transfert s'élèverait à 10 millions de francs.

Football : Eric Cantona quitte Marseille pour Nîmes. - Attaquant de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football, Eric Cantona a signé, jeudi 6 juin, un contrat de trois ans en faveur du club de Nîmes, récemment promu en première